



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

TOME PREMIER.

IMPRIMERIE DE MOREAU, RUE COQUILLIÈRE, N°. 27.



Napoléon

BUONAPARTE.

Napoléon I.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE,

OFFRANT LE TABLEAU COMPLET DE SES OPÉRATIONS MILITAIRES, POLITIQUES ET CIVILES, DE SON ÉLÉVATION ET DE SA CHUTE.

PAR P. F. H.

Non modò imperium quo fuerat insolenter usus, sed etiam libertatem quam cæteris ademerat perdidit.

LACTANT. de mort. Pers. Valer.



A PARIS,

CHEZ L. G. MICHAUD, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

PLACE DES VICTOIRES, N°. 3.

M. DCCC. XXIII.

5.5.0.

AVANT-PROPOS.

De toutes parts on élève en l'honneur du Cromwell français, plus heureux après sa mort que le Cromwell anglais, dont la mémoire et les restes furent voués à l'infamie, des monumens historiques qui, dans la réalité, sont bien moins son histoire que son panégyrique. On dirait que, monarque légitime, il a fini ses jours, comblé de gloire, sur un trône que lui auraient transmis ses ancêtres. Lui-même, durant les longues années de sa captivité, s'est occupé de faire passer ses faits et gestes à la postérité; et il paraît y avoir songé même en mourant. Cependant il n'avait pas à redouter que jamais son nom fût enseveli dans l'oubli. L'Europe ni la France ne pourront, en aucun tems, perdre le souvenir de ce qu'il a fait. La première, durant plus de quinze années, s'est vue ravager, déchirer,

bouleverser sur tous les points, pour satisfaire une ambition effrénée. La seconde, malgré la valeur brillante de ses guerriers, malgré d'éclatantes victoires et des conquêtes immenses, a fini par subir l'humiliation et les rigueurs de deux invasions, qui lui ont enlevé de vastes et riches contrées qu'elle possédait à l'époque où Buonaparte s'est emparé du pouvoir suprême; heureuse encore que son retour vers l'auguste famille de ses rois lui ait fait éviter des pertes plus considérables!

Non, sans doute, de tels événemens ne peuvent être mis en oubli; mais il n'importe pas moins qu'ils soient présentés sous leur véritable jour, sans partialité comme sans passion, sans amour ni sans haine. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire. Nous n'avons recherché que la vérité, sans laquelle l'histoire n'est qu'une vaine fiction, et peut même avoir les plus grands dangers.

Nous ne nous étendrons pas plus sur ce sujet, et nous allons nous occuper de quelques points sur lesquels notre relation est

loin d'être d'accord avec deux ouvrages publiés récemment, et dont les auteurs ou éditeurs attribuent la substance à Buonaparte lui-même : on devinera sans peine que nous voulons parler du *Mémorial* et de *l'Echo de Sainte-Hélène*, l'un par le comte de Las Cases, et l'autre par le chirurgien M. O'Méara. Mais avant de passer à la discussion des points en litige entre eux et nous, nous emprunterons au premier un état chronologique sur les degrés de l'avancement militaire de Buonaparte, état qui fixe ou rectifie quelques dates que nous n'avions pu découvrir, ou sur lesquelles nous avions été induits en erreur.

Buonaparte est né le 15 août 1769 (1);

Il est entré à l'école de Brienne, en 1779;

Il est passé à celle de Paris, en 1783;

Il a été fait lieutenant dans le premier régiment d'artillerie de La Fère, le 1er septembre 1785;

---

(1) Quant à cette date, qui est fortement contestée, voyez le tom. IV, pag. 565, note.

Capitaine, le 6 février 1792;

Chef de bataillon, le 19 octobre 1793;

Général de brigade, le 6 février 1794;

Général de division, le 16 octobre 1795;

Général en chef de l'armée de l'intérieur, le 26 octobre 1795;

Général en chef de l'armée d'Italie, le 23 février 1796 (1).

---

(1) Selon le même auteur, la famille de Buonaparte était originaire de Trévise, et on en trouve le nom sur le livre d'or de Bologne. M. Sismonde-Sismondi dit, dans son *Histoire des républiques italiennes*, que cette famille était établie à San-Miniato, en Toscane, d'où elle passa en Corse. Au surplus, on doit à Buonaparte la justice de reconnaître que jamais il n'a témoigné d'orgueil au sujet de sa naissance. Ce n'était pas elle qui pouvait concourir à sa fortune.

Le *Mémorial* rapporte aussi que Napoléon ne se montra d'une humeur triste et sombre, que lorsqu'il fut parvenu à l'âge de puberté; que la lecture devint pour lui une espèce de passion qu'il poussa jusqu'à la rage; et que Pichegru fut son maître de quartier et son répétiteur sur ses quatre règles de l'arithmétique. On sait de quelle manière l'élève a signalé sa reconnaissance.

Sur le premier mariage de Buonaparte.

(Voyez tom. I, pag. 47.)

Selon MM. de Las Cases et O'Méara, un jeune homme de dix ou douze ans (il en aurait eu quinze), vint, après le 13 vendémiaire, supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général de la république. Le jeune homme, disent-ils, était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Buonaparte, touché de sa demande, la lui accorda. Eugène se mit à pleurer en voyant l'épée. Le général lui témoigna tant de bienveillance, que madame de Beauharnais se crut obligée de venir le lendemain lui en faire ses remerciemens; et Napoléon s'empressa de lui rendre sa visite, ce qui amena leur mariage.

Il n'est pas facile de concevoir comment le jeune de Beauharnais a pu venir demander, après la journée du 13 vendémiaire, c'est-à-dire du 5 octobre 1795, l'épée de

son père qui était mort sur l'échafaud, le 23 ou 24 juillet 1794, ni comment Buonaparte a pu se procurer cette épée qui, très-probablement, n'était tenue en dépôt nulle part. L'anecdote a tout l'air d'un conte dont Napoléon aura amusé ses trop bénévoles auditeurs, ce qui paraît lui être arrivé plus d'une fois.

Massacre de la garnison de Jaffah.

(Voyez tom. I, pag. 301—314.)

Buonaparte, au rapport de M. O'Méara, dit qu'il n'a fait fusiller que mille à douze cents hommes, que quelques jours auparavant il avait pris à El-A'rych, et renvoyés à Bagdad, après qu'ils lui eurent donné leur parole de ne pas porter les armes pendant un an; qu'il les avait fait escorter l'espace de douze lieues, mais qu'ensuite, loin de se rendre à la ville qu'il leur avait désignée, ils s'étaient jetés dans Jaffah, avaient défendu cette place à toute outrance, et avaient fait perdre beaucoup de monde à l'armée française.

Il nous semble que douze lieues faites sur le chemin de Bagdad, auraient trop écarté de celui de Jaffah la garnison d'El-A'rych, pour qu'elle eût pu se flatter de gagner cette dernière place avant l'armée française ou ses corps avancés, ce qui très-probablement l'aurait empêché de le tenter; et qu'en supposant la chose telle que la présente Buonaparte, ses rapports auraient dû en faire quelque mention. D'ailleurs convenait-il qu'il fît exécuter à la rigueur les lois de la guerre, lui qui, au mépris du droit des gens, était venu en pleine paix attaquer une province du plus ancien allié de la France? Nous persistons donc à croire réels les détails que nous avons donnés à ce sujet, et que nous avons tirés de l'*Histoire de l'expédition des anglais en Egypte*, par *sir Robert Wilson*, et des *Mémoires pour servir à l'histoire des expéditions en Egypte et en Syrie*, par *M. Miot*. La première édition du second de ces ouvrages a paru en 1804, c'est-à-dire sous le gouvernement même de Buonaparte, qui s'est contenté de la faire supprimer, sorte de modération dont il n'au-

rait pas été capable si le fait avait été faux ou seulement inexact.

Sur l'empoisonnement des pestiférés de l'hôpital de Jaffah. (Voy. t. I, p. 329.—334.)

Il paraît que celui qui a le premier fait connaître à l'Europe cet attentat, est le même sir Robert Wilson, dont nous venons de parler, et qui, par une singularité remarquable, a fait échapper à la mort l'un des adhérens de Buonaparte, M. de Lavalette. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* prétend infirmer la déclaration de Sir Robert par la réponse que, mis en jugement pour avoir facilité cette évasion, il fit au président de la cour d'assises, qui lui avait adressé cette question : « N'est-ce pas vous qui avez répandu en Europe, par un ouvrage célèbre (celui que nous avons cité ci-devant), des soupçons violens contre la moralité de certains agens de Buonaparte en Egypte? » Embarrassé de la fausse position où il s'était

mis, sir Robert répondit : « C'est vrai ; j'ai dit ce que je croyais être la vérité. » Cette réponse, qui est conforme aux débats du procès, tels qu'ils se trouvent dans le recueil qui en a été fait, et dans le *Moniteur*, est loin d'être positive ; mais M. de Las Cases semble s'efforcer de la rendre telle, en y ajoutant le mot *alors*. Si c'était une dénégation réelle qu'eût entendu faire sir Robert, la justice aurait exigé qu'il n'eût pas laissé subsister et circuler perpétuellement une imputation aussi grave que celle que renferme son ouvrage, ou que du moins il l'eût rétractée d'une manière formelle ; et il n'est pas venu à notre connaissance ni, selon toute apparence, à celle des amis de Buonaparte, qu'il l'ait fait.

Lorsque sir Robert publia son *Histoire de l'expédition des anglais en Egypte*, il ne s'était pas encore lancé dans le parti démagogique, dont il est aujourd'hui un des coryphées. Il avait alors un grade élevé dans un régiment, et il fut ensuite chargé de plusieurs missions de la part de son souverain. Son ouvrage fit la plus forte sensa-

tion en Angleterre, et Buonaparte en fit adresser par ses agens de vives plaintes au gouvernement britannique, plaintes auxquelles sir Robert répondit en confirmant ses précédentes déclarations. Si les accusations que renfermait son histoire étaient fausses, pourquoi Buonaparte ne l'a-t-il pas fait poursuivre devant les tribunaux, comme il en a usé à l'égard de M. Peltier, contre lequel il a obtenu une condamnation? C'est que sans doute il ne l'a pas osé. Trop de témoins seraient venus déposer en faveur de l'auteur; et d'ailleurs c'eût été donner à l'attentat une publicité plus grande, et qui se serait étendue jusqu'à la France, où il était encore peu connu.

M. de Las Cases dit que depuis son retour en France, il a eu la facilité de s'entretenir avec ceux que leur état ou leur profession rendaient naturellement les premiers acteurs de cette scène, ceux dont la déposition avait le droit de passer pour officielle et authentique, et qu'il a eu la curiosité de descendre jusqu'aux plus petits détails avec eux.

Il résulte de ce qu'il a recueilli qu'à l'approche de l'ennemi, une vingtaine de malades se trouvant dans un état désespéré, et ne pouvant être transportés, Buonaparte demanda au médecin en chef (1) si ce ne serait pas un acte d'humanité de leur donner de l'opium; qu'il lui fut répondu par ce médecin que son état était de guérir et non de tuer. Si c'est là une justification, elle est étrange; et quoiqu'il y ait encore loin de la proposition d'un véritable empoisonnement à l'exécution, il ne faut pas tant crier à la calomnie contre ceux qui croient que le forfait s'est accompli. Au surplus, M. de Las Cases assure que l'ordre d'administrer de l'opium aux malades n'a pas été donné, et qu'il n'en existait pas même un seul grain dans toute la pharmacie de l'armée (2).

Voyons maintenant comment M. O'Méara fait parler son héros à ce sujet.

---

(1) M. Desgenettes.

(2) *Mémorial de Sainte-Hélène*, tom. I, pag. 252, édition *in*-12.

« Avant de quitter Jaffah, et après avoir fait embarquer la plus grande partie de mes malades et de mes blessés, dit Buonaparte, on vint me dire qu'il y avait à l'hôpital des hommes dans un état si désespéré, qu'on ne pouvait les transporter. J'ordonnai aussitôt à l'état-major des chirurgiens de se réunir, d'examiner ce qu'il y avait de mieux à faire et de me rendre compte de la délibération. On trouva que sept à huit hommes étaient si dangereusement malades, que l'on considérait comme impossible leur rétablissement. On jugea que ces hommes ne pouvaient aller au-delà de vingt-quatre heures ou de trente-six au plus; qu'étant atteints de la peste, ils répandraient la contagion; que plusieurs, qui étaient encore en pleine connaissance, demandaient instamment la mort. Larrey prétendait que leur rétablissement était impossible, et que ces pauvres gens ne pouvaient prolonger leur existence au-delà de quelques heures; que, comme il était possible qu'ils vécussent encore à l'instant où les Turcs arriveraient, ils seraient exposés aux tourmens cruels que ces barbares étaient

accoutumés de faire souffrir à leurs prisonniers; qu'on pensait en conséquence que ce serait un acte de charité de condescendre à leurs désirs et de devancer leur mort de quelques heures. Desgenettes ne fut pas de cet avis; il dit que sa profession était de guérir les malades et non de les tuer. Larrey vint me trouver sur-le-champ; il me fit part de cette opposition et me dit que Desgenettes avait raison; mais, continua Larrey, ces hommes ne peuvent vivre que peu d'instans; et si vous voulez laisser une arrière-garde pour les protéger contre les postes avancés de l'ennemi, cela suffira. J'ordonnai en conséquence à quatre cents ou cinq cents cavaliers de rester en arrière et de ne pas quitter la place que les malades ne fussent morts. Ils restèrent en effet, et vinrent me faire le rapport que tous les malades avaient expiré. J'ai appris depuis que Sidney Smith en a trouvé un ou deux encore vivans. » Buonaparte impute ensuite à M. Desgenettes d'avoir mal entendu le fait et de l'avoir mal rendu; il ne s'en est cependant pas tenu offensé, et il a gardé près de lui ce médecin

mon agonie. Je ne serais pas ici, si j'avais su commettre le crime. »

Les invraisemblances dont fourmille ce long récit sautent aux yeux. Nous croyons cependant devoir en relever plusieurs. Ces hommes qui demandaient la mort, on leur avait donc annoncé qu'on allait les abandonner. Que dira-t-on de cette arrière-garde qui déclare que tous les malades sont expirés, quoique Sidney Smith en ait encore trouvé deux (pour le moins) de vivans? Comment Buonaparte a-t-il pu continuer sa confiance à M. Desgenettes après l'accusation que ce médecin avait portée contre lui? Ne doit-on pas croire qu'il ne l'a fait que pour l'engager à se taire? Ne semble-t-il pas que, ne pouvant se flatter de parvenir à persuader qu'il n'a pas commis le crime qui lui est imputé, Buonaparte cherche ensuite à l'atténuer, ce qui est peut-être la plus forte preuve qu'on puisse alléguer contre lui? Malgré toutes les marques de dévouement qui lui ont été données lorsqu'il exerçait l'autorité suprême, on ne peut supposer qu'à l'époque de l'expédi-

mon avis serait qu'on en agît de même; et si je m'y trouvais mo-imême, j'exigerais qu'on en usât ainsi envers moi. Au reste, si j'avais cru qu'il fût nécessaire d'administrer de l'opium aux malades, j'aurais assemblé un conseil de guerre, j'aurais exposé la nécessité de cette action, et je l'aurais fait mettre à l'ordre de l'armée. Elle ne serait pas restée cachée. Croyez-vous que si j'eusse été capable d'empoisonner secrètement mes soldats (car agir en secret est donner l'apparence d'un crime à une action nécessaire), ou que si j'eusse été capable d'une barbarie telle que de faire passer ma voiture sur les corps sanglans des blessés, mes troupes auraient combattu pour moi avec un enthousiasme et une affection sans pareille? Non, non, je n'aurais pas renouvelé une telle action. Quelque soldat m'eût brûlé la cervelle sur mon passage. Quelque blessé même aurait conservé assez de force pour lâcher la détente d'un fusil et m'expédier.

» Je n'ai jamais commis de crime dans ma carrière politique; je pourrais l'affirmer à

usé de la faculté de faire parler Napoléon, lui adressa différentes questions au sujet de Toussaint-Louverture, du duc d'Enghien, de Pichegru, du capitaine Wright, et du libraire Palm. Buonaparte dit, quant au premier, qu'il n'avait aucune raison de le faire mourir après son arrivée en France. Nous répondrons qu'il pouvait craindre que Toussaint ne s'échappât et n'allât soulever de nouveau les nègres de Saint-Domingue. La promptitude de cette mort, et la manière succincte dont elle a été annoncée, pouvaient occasioner de violens soupçons. Toutefois, il serait à désirer pour la mémoire de Buonaparte qu'il pût apporter une justification aussi valable pour le forfait le plus épouvantable qu'il ait commis.

Sur l'assassinat du duc d'Enghien.

(Voy. t. II, p. 312-320.)

Selon M. O'Méara, Buonaparte prétendait avoir fait juger ce malheureux prince comme coupable d'avoir porté les armes

contre la république, et il ajoutait qu'il avait été fusillé d'après les lois du tems. Mais, pour que ces lois atroces eussent été applicables au duc d'Enghien, il aurait fallu qu'on l'eût pris les armes à la main, ou qu'il fût rentré volontairement sur le territoire français. Se justifier de la sorte, c'est avouer le crime (1). Pour ne pas en porter seul tout le poids, Buonaparte reprochait à M. T*** de ne lui avoir remis que deux jours après l'exécution une lettre que le prince lui avait écrite, et par laquelle il lui offrait ses services et lui demandait le commandement d'une armée. Toute la conduite du duc démontre qu'il est impossible qu'il ait fait une pareille demande ; et si M. T*** avait pu se permettre de retenir la lettre pendant deux jours, il est plus que probable qu'il l'aurait supprimée, cette pièce ne pouvant plus alors servir à rien. Buonaparte disait qu'elle lui fut écrite à l'arrivée du prince à Strasbourg. En

(1) Le *Mémorial* ne rapporte que peu de chose sur cet événement si fatal à la gloire de Buonaparte.

ce cas elle aurait dû lui parvenir par le canal du ministre de la guerre, et non par celui de M. T***, qui ne pouvait avoir aucun rapport avec les militaires entre les mains desquels se trouvait l'illustre prisonnier. Buonaparte n'osait affirmer cependant qu'il aurait fait grâce au prince : il dit seulement que cela était très-probable ; et il finit par déclarer que le duc d'Enghien *s'est conduit avec la plus mâle dignité devant le conseil de guerre*. C'est la seule partie de son récit qui soit conforme à la vérité.

Sur l'assassinat de Pichegru.

(Voy. tom. II, p. 320.)

On doit juger que Buonaparte prétendait aussi que Pichegru s'était donné la mort. Le motif qu'il lui prêtait, était le désir de se soustraire à la honte d'un procès et d'une exécution publique. Mais la cause que soutenait l'infortuné général était trop noble et trop belle pour qu'il n'en tirât pas vanité. Comme celle de ses compagnons, sa mort aurait été

un véritable triomphe, et la honte n'aurait été le partage que de celui qui l'a sacrifié à son ambition.

Sur la mort du capitaine Wright.

Un de ceux sur lesquels M. O'Méara a fait le plus de questions à Buonaparte, est le capitaine anglais John Wright, commandant de la corvette qui avait débarqué George, Pichegru, etc., et qui avait été prise à l'embouchure du Morbihan. Cet officier fut amené au Temple, d'où l'on prétend qu'il s'était évadé précédemment avec Sidney Smith; mais cette fois il y mourut après une captivité d'un an. On soupçonna fortement que c'était aussi par ordre de Buonaparte; et à l'arrivée de celui-ci sur les côtes d'Angleterre, quelques feuilles anglaises demandèrent qu'il fût livré à une cour martiale pour ce fait. Il paraît qu'étant en Angleterre, le général Savary publia une notice où il imputa la mort du capitaine Wright à Fouché. Buonaparte, répondant à M. O'Méara, dis-

culpe ce dernier qui, dit-il, n'aurait pu agir que d'après ses ordres. Il avoue cependant qu'il serait possible que Fouché eût menacé le capitaine pour l'amener à faire quelque révélation. Nous ne déciderons pas cette question.

Sur la mort du libraire Palm.

Nous allons d'abord transcrire ce qu'on trouve dans le XXXIe. volume de la *Biographie universelle*, dont le récit offre tous les caractères de la vérité. Palm était, en 1806, libraire à Nuremberg, ville qui était occupée par les Français. Accusé d'avoir vendu une brochure attribuée à M. de Gentz, et intitulée *l'Allemagne dans son profond abaissement*, il fut arrêté, d'après un ordre venu de Paris, et conduit à Anspach, puis à Braunau, où trois jours après son arrivée il fut traduit devant une commission militaire. Il se défendit avec beaucoup de fermeté, et déclara qu'il avait reçu la brochure en commission sans en connaître l'au-

teur. Tous les habitans s'intéressaient vivement à lui; les juges eux-mêmes étaient émus; mais l'ordre était positif, et Palm fut condamné à être fusillé. En vain les dames des premières maisons de Braunau accoururent-elles chez le gouverneur, le général Saint-Hilaire, pour le supplier de faire différer l'exécution. Le général ne leur cacha pas son émotion, mais il déclara qu'il ne pouvait rien changer à un ordre donné par l'empereur lui-même. Le malheureux fut conduit au supplice, le 26 août 1806, trois heures après sa condamnation. L'indignation publique était extrême, et elle n'aurait pas manqué d'éclater, si la garnison tout entière n'eût été mise sous les armes. Palm fut honoré comme un martyr, et malgré la terreur répandue alors en Allemagne, on y ouvrit publiquement une souscription pour sa veuve et ses enfans; il y en eut une aussi à Londres, et une autre à Saint-Pétersbourg, à laquelle l'empereur et l'impératrice douairière s'empressèrent de contribuer.

Buonaparte, lorsque M. O'Méara lui rappela cet attentat, parut en avoir oublié les

détails. « Tout ce dont je puis me souvenir, dit-il, c'est que Palm fut arrêté par ordre de Davoust (1), jugé, condamné et fusillé, pour avoir, pendant que le pays était occupé par les Français et gouverné militairement, non-seulement excité les habitans à la révolte et les avoir engagés à se soulever et à massacrer les soldats, mais encore essayé de porter ceux-ci à refuser l'obéissance aux ordres qu'on leur donnait, et à se mutiner contre leurs généraux. (C'était bien le cas de répondre à Buonaparte : qui dit trop ne dit rien. Je crois qu'il fut jugé dans les formes. » Quant aux formes, cela est possible, elles étaient telles que jamais elles ne pouvaient contrarier la volonté de Buonaparte, dont cette exécution toutefois multiplia considérablement les ennemis en Allemagne.

(1) Ce fut, selon toute apparence, par ordre du major-général Berthier, et l'on a répandu le bruit que la mort de ce dernier avait vengé celle de Palm.

Sur l'entrevue de la Reine de Prusse et de Buonaparte. (Voy. tom. III, p. 209.)

Nous avons réfuté l'anecdote de la rose donnée par Buonaparte à la reine de Prusse ; mais nous la rétablissons d'après le *Mémorial*, qui la présente d'une manière plus vraisemblable qu'elle n'est racontée dans l'ouvrage où nous l'avions lue. « Un instant avant de se mettre à table, Napoléon (c'était lui qui recevait les augustes convives), s'étant approché d'une console, y avait pris une très-belle rose, qu'il présenta à la reine, dont la main exprima d'abord une espèce de refus apprêté ; mais, se ravisant aussitôt, elle dit : « Oui, mais au moins avec Magdebourg. » Sur quoi Napoléon lui répliqua : « Mais..... j'observerai à Votre Majesté que c'est moi qui la donne, et vous qui allez la recevoir. » Réponse qui n'était ni spirituelle ni galante. Buonaparte prétend aussi, selon le même rapport, que si la reine de Prusse était venue au commencement des négocia-

tions, elle eût pu influer sur leur résultat. Tout le morceau mis dans sa bouche prouve le contraire, et semble être une continuation des bulletins dans lesquels il a si indignement traité cette princesse, dont il pouvait s'accuser d'avoir causé la mort.

Sur le mariage de Marie-Louise et de Napoléon. (Voy. t. IV, p. 14.)

Nous avons dit qu'on ne savait pas positivement de quel côté, soit de la cour de Vienne, soit du cabinet des Tuileries, venait la première proposition au sujet du mariage de Marie-Louise et de Napoléon. Selon le rapport de M. O'Méara, cette union ne fut point une des conditions du traité de paix de Schœnbrunn. L'empereur François, dit-il, ayant appris que Buonaparte se proposait de contracter un nouveau mariage, fit venir l'ambassadeur de France, comte de Narbonne, et lui témoigna son étonnement de ce qu'on ne songeait pas à sa famille. En conséquence, Eugène fut autorisé à faire des

ouvertures au prince de Schwartzenberg, ambassadeur d'Autriche, et le mariage fut conclu. Selon la version de M. Las Cases, ce fut l'ambassadeur d'Autriche, qui, causant avec Eugène, lui dit que son souverain ne serait pas éloigné de donner sa fille à Napoléon. Nous ignorons jusqu'à quel point peut être exact ce qui concerne M. de Narbonne; mais il nous paraît hors de toute vraisemblance, et contraire à toutes les convenances, que Buonaparte ait employé comme négociateur de son second mariage le fils de la femme qu'il abandonnait. Nous croyons même que la chose n'était pas possible, le vice-roi étant alors en Italie, ou du moins n'étant arrivé à Paris (1) que vers l'époque où la question du divorce fut soumise au sénat, époque où très-certainement le mariage avec une archiduchesse était résolu.

(1) Eugène arriva le 8 décembre 1819; et personne n'ignorait, alors que c'était une archiduchesse que devait épouser Buonaparte.

Sur l'incendie de Moscou.

(Voyez tome IV, page 96.)

D'après tous les auteurs qui ont écrit sur ce sujet, nous avons attribué cet incendie à un dessein prémédité et aux mesures prises par le comte Rostopchine, d'accord avec son gouvernement. M. Rostopchine vient de publier une brochure (1) où il nie et ce dessein et cet accord. Il y prétend que ce sont divers habitans restés à Moscou, qui ont mis le feu à leurs maisons, feu qu'un vent violent et l'enlèvement des pompes exécuté par l'ordre du comte, ont, dit-il, propagé. Puisque M. Rostopchine ne veut pas avoir d'autre part à un événement qui a eu de si grands résultats, nous ne lui en ferons pas honneur ; mais nous ne pouvons nous empêcher de dire que les causes auxquelles il l'attribue nous paraissent très-peu vraisemblables.

---

(1) *La vérité sur l'incendie de Moscou*, par le comte Rostopchine.

Le même comte Rostopchine rapporte qu'en 1789, durant la guerre contre les turcs, M. de Tamara, qui était chargé d'organiser une flotte dans la Méditerranée, reçut une lettre par laquelle Buonaparte demandait de passer au service de Russie, demande qui ne fut point accueillie, Napoléon, vû son grade de lieutenant-colonel de la garde nationale corse, prétendant au rang de major. L'auteur que nous venons de citer, témoigne ses regrets de ce que la proposition n'a pas été acceptée : il n'est pas un ami de l'humanité qui ne doive les partager.

Nous terminerons ici toute discussion sur l'ouvrage que nous présentons au public, à qui nous nous contenterons de déclarer que nous n'avons épargné ni recherches, ni peines, ni soins, pour le rendre, autant qu'il nous a été possible, moins indigne de lui.

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BUONAPARTE.

LIVRE PREMIER.

1769.—1796.

CONSIDÉRATIONS générales.—Naissance de Napoléon Buonaparte.—Il est envoyé en France et reçu à l'école militaire de Brienne, puis à celle de Paris.—Il entre dans un régiment d'artillerie.—Il embrasse le parti de la révolution.—Il retourne en Corse et s'y joint aux anarchistes.—Il en est banni et se réfugie, avec toute sa famille, à Marseille.—Il se signale au siége de Toulon.—Il commande la mitraillade exécutée après la prise de cette ville.—Il professe des maximes atroces.—Il est arrêté.—Il recouvre la liberté et retourne à Paris.—Il y tombe dans la misère et veut aller chercher du service en Turquie.—Il commande un corps de partisans à la journée du 13 vendémiaire.—Il est nommé général en second de l'armée de l'intérieur.—Il épouse la vicomtesse de Beauharnais, est nommé général en chef de l'armée d'Italie, et part pour en prendre le commandement.

LES fastes de l'Europe, depuis la chûte de l'empire romain jusqu'à nos jours, n'offrent aucun

autre exemple que celui qu'a donné Napoléon Buonaparte, d'un homme sorti des derniers rangs de la société pour s'élever au plus haut degré de puissance, où, pour ainsi dire, il soit possible de parvenir. Durant ce long espace de temps, on ne voit, en effet, que deux princes dont la fortune puisse être comparée à la sienne; mais la leur fut loin d'avoir des commencemens si faibles. Le premier surtout, ce monarque à-la-fois législateur et conquérant, à qui ses vertus et son génie ont mérité le titre de Grand, devenu inséparable de son nom (1), avait reçu en héritage, et de son père et de son frère, la vaste monarchie des Francs. L'autre prince, c'est-à-dire, l'illustre fondateur de la monarchie autrichienne, (2) était d'abord, quoique ses possessions fussent très-resserrées, un souverain, membre d'un empire électif, à la tête duquel il pouvait aspirer d'être placé. Mais qu'un homme de la naissance la plus obscure soit parvenu à étendre sa domination sur la plus grande partie de l'Europe, c'est ce que la postérité ne pourrait croire, si les monumens historiques les plus incontestables n'en faisaient foi.

Si c'était uniquement par un heureux mélange de talens et de vertus que cette fortune étonnante

---

(1) Charlemagne.

(2) Rodolphe de Hupsbourg.

se fût élevée, quel tableau ravissant n'en formeraient pas les divers accroissemens? Mais la triste humanité a rarement joui d'un tel spectacle; et pour opérer le déplorable phénomène que nous avons à décrire, il a fallu qu'il se fît un bouleversement général dans une nation nombreuse et puissante; il a fallu que toutes ses institutions fussent anéanties, que la religion eût cessé d'exercer sur elle son influence salutaire, que ses anciennes doctrines fussent devenues les objets de ses mépris, que ses mœurs eussent été complétement perverties, et toutes ses passions déchaînées; que ses antiques vertus eussent fait place à tous les vices; qu'à l'amour le mieux mérité pour le sang de ses rois eût succédé une haine extravagante et furieuse, et qu'enfin une révolution totale et funeste en eût fait le servile instrument d'un ambitieux que le destin semble n'avoir élevé à la hauteur la plus surprenante, que pour l'en précipiter et donner en même temps à l'univers, l'exemple le plus frappant de l'instabilité des grandeurs humaines et la plus terrible des leçons.

Quinze mois seulement s'étaient écoulés depuis que la France avait fait l'acquisition de la Corse, lorsque celui dont la fortune offre de si étranges vicissitudes, prit naissance dans cette île. Charles Buonaparte, son père, avait combattu pour l'indépendance de sa patrie, sous les dra-

peaux du célèbre Paoli, qui le distingua et conçut pour lui la plus tendre amitié. Après la soumission de la Corse, Paoli se retira en Angleterre, et Charles Buonaparte voulut s'expatrier aussi, mais il en fut empêché, dit-on, par Lucien Buonaparte, son oncle, qui était archidiacre de la cathédrale d'Ajaccio. Charles avait épousé une jeune personne, d'une beauté remarquable, nommée Lætitia Ramolini. Il en eut huit enfans : cinq garçons, Joseph, Napoléon, Lucien, Louis et Jérôme, et trois filles, Marie-Anne, Marie-Annonciade et Carletta (1).

Il paraît que Charles Buonaparte fit sa soumission à la France en 1769, et qu'il eut le bonheur de se concilier l'affection du comte de Marbœuf, gouverneur général de la Corse, qui le fit inscrire sur le tableau de la noblesse (2). Une députation de

---

(1) Il paraît que la première de ces dames ajouta le nom d'Élisa (Élisabeth) à ses prénoms, que la seconde changea le sien de Marie-Annonciade pour ceux de Marie-Pauline, et que la troisième se contenta de franciser celui de Carletta (Charlotte), dont elle fit Caroline.

(2) On rapporte que Louis XV ayant demandé à M. de Marbœuf quelles ressources pouvait offrir la Corse qui lui avait déja tant coûté, le gouverneur lui répondit que presque tous les habitans se prétendant nobles, ne payaient aucun impôt. Il fut alors ordonné de restreindre la noblesse

cet ordre ayant été envoyée à Louis XV, en 1776, Charles en fit partie, marque de confiance qui, peu de temps après, lui valut une place d'assesseur au tribunal d'Ajaccio, place qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée à Montpellier, le 24 février 1785. Il n'était âgé que de quarante ans.

Napoléon, second fils de Charles Buonaparte, naquit à Ajaccio, le 15 août 1769 (1). Lorsqu'il

---

à quatre cent familles, dans lesquelles M. de Marbœuf fit comprendre celle de Buonaparte.

(1) On accuse Napoléon Buonaparte de trois choses, qui ne sont pas toutefois ce qu'on peut lui reprocher de plus grave : c'est d'abord de s'être rajeuni de plus de dix-huit mois, en se disant né le 15 août 1769; tandis que, dans le fait, il aurait pris naissance le 5 février 1768. On répond à cet égard, en produisant l'acte de mariage de Napoléon et de la vicomtesse de Beauharnais *, où il se dit âgé de vingt-huit ans. L'auteur d'un écrit qui a pour titre : *Bigamie de Napoléon Buonaparte*, prétend que le futur époux, empressé de serrer les nœuds de son hymen, et n'ayant pas son extrait de baptême, a fait usage de celui de Joseph, son frère aîné. Ce même auteur rapporte une preuve plus décisive : c'est que les registres de l'école royale et militaire donnent le 15 août 1769, pour la date de la naissance de Napoléon; et il faut y croire, poursuit-il, avec beaucoup de sens; car alors on n'avait pas intérêt de tromper. Chacun sait que *Marie-Joseph-Rose* (et

* Cet acte est inscrit sur les registres du 2e. arrondissement de la ville de Paris, à la date 19 ventôse an V (9 mars 1796).

eût atteint l'âge de neuf ou dix ans, le comte de

---

non Joséphine) *de Tascher*, était plus âgée que son second mari. Cependant elle a déclaré, dans l'acte de mariage, n'avoir que vingt-huit ans. Qui des deux a trahi la vérité? Nous penchons toutefois à croire que l'époque indiquée pour la naissance de Napoléon, dans tous les almanachs, est la véritable. On assure que Lætitia Ramolini sa mère, s'est mariée en 1767, qu'elle est accouchée, de Joseph son fils aîné, le 7 janvier 1768, et de Napoléon, le 15 août 1769, ce qui paraît conforme à l'ordre naturel. Enfin, l'auteur des *Campagnes des Français en Italie*, qui écrivait sous le règne du directoire, c'est-à-dire long-tems avant qu'on ait accusé Buonaparte d'en avoir imposé à ce sujet, ne lui donne que vingt-six ans lorsqu'il prit le commandement de l'armée.

Le second reproche est d'avoir substitué le nom de Napoléon à celui de Nicolas; mais un acte de tutelle, déposé aux archives de la chambre des comptes, donne à Buonaparte le nom de *Napoleone*, nom qui se trouve fréquemment dans l'histoire d'Italie.

Le troisième reproche est le seul qui soit réel. C'est d'avoir supprimé l'*u* du nom de Buonaparte. On compare à cet égard Napoléon à Robespierre qui a enlevé deux lettres à son nom (Robertspierre). Il est entr'eux des traits de ressemblance plus frappans que nous ne rappelerons pas ici. Quand à cette suppression, Buonaparte a suivi l'exemple de beaucoup d'autres Italiens qui, pour en rendre la prononciation plus facile, ont francisé leur nom. Il est possible toutefois qu'il ait voulu déguiser un peu plus son origine étrangère, motif qu'on lui prête aussi pour s'être rajeuni, la Corse n'ayant été réunie à la France, qu'au mois de juin 1769.

Marbœuf le fit passer en France avec une recommandation pour l'évêque d'Autun, son frère. Ce prélat plaça d'abord le jeune Napoléon dans un collége de cette ville, puis le fit entrer à l'école militaire de Brienne, où il fut élevé aux frais du roi. Il fut recommandé particulièrement aux religieux qui tenaient cette maison, et le comte de Brienne le prit aussi sous sa protection.

Napoléon était d'une humeur triste et sombre, qui s'annonçait dans toutes ses actions. Il parlait peu, cherchait la solitude, et paraissait n'aimer de toutes ses études, que celles qui se rapportaient à l'art militaire. Dans le cours de l'hiver, il s'amusait à former des remparts de neige, à creuser des fossés, à élever des tours et des bastions, et à figurer tout l'appareil d'un siége. Les remontrances, les mortifications et les châtimens ne pouvaient rien sur son caractère indomptable. Jamais on ne parvint à lui inspirer aucune affection pour ses condisciples. Comme il avait le rang de capitaine dans son bataillon, on assembla un conseil de guerre, qui le déclara indigne de commander. On lui lut la sentence qui le destituait, et il n'en fut aucunement ému. Cependant ses camarades se rapprochèrent ensuite de lui; et même ils le choisirent pour diriger leurs amusemens. Il n'en imagina point d'autres que des combats à coups de pierres. Les supérieurs supprimèrent les

jeux et en reprimandèrent vivement le directeur qui cessa dès-lors de se mêler avec les autres élèves.

En 1783, l'école célébrant la fête de Saint-Louis, Napoléon, loin de prendre part à la joie générale, se livra à un violent accès de colère, parce qu'une explosion de poudre avait causé quelque dommage à son jardin (1). Il s'oublia jusqu'à frapper un de ses camarades qui lui même était blessé. L'indignation souleva contre lui toute l'école; on l'assaillit dans ses retranchemens et on l'y força.

Ce fut probablement dans le temps où il était à Brienne, et peut-être même se trouvait-il chez la comtesse de ce nom, que Napoléon fit cette réponse qui dénotait si bien l'insensibilité de son cœur, et fut comme le présage de la conduite qu'il tiendrait lui-même dans la suite. On faisait devant lui l'éloge de Turenne; une dame dit : « Oui, c'était un grand homme, mais je l'aimerais » mieux s'il n'avait pas brûlé le Palatinat ». — « Qu'importe? » reprit vivement Buonaparte, « si cet incendie était nécessaire à l'exécution de » ses desseins ».

A l'âge de quinze ans, Napoléon passa de

(1) Chaque élève en avait un.

Brienne à l'école militaire de Paris, où il entra le 22 octobre 1784. Son caractère ne s'y démentit point; il s'y montra rêveur et solitaire. Ses seuls compagnons étaient deux petits idiots, objets de la dérision de l'école. Il les avait instruits à l'admirer. Ce furent probablement ses premiers flatteurs; mais dans la suite il en a trouvé de beaucoup plus vils.

L'ardeur avec laquelle Napoléon étudia les sciences exactes, dont il devait attendre son avancement, nuisit à ses progrès dans les lettres, qui ne pouvaient lui être d'aucune utilité. Il n'eut jamais, dit-on, qu'une connaissance imparfaite de la grammaire, de la poésie, du latin et même du Français, qu'il parlait et qu'il écrivait d'une manière peu correcte. Son penchant le portait toutefois vers l'étude de l'histoire ancienne, et il s'attachait à imiter le langage des hommes les plus célèbres de l'antiquité. Faisant de Plutarque sa lecture favorite, ce dont il serait difficile de le blâmer, il en avait toujours un volume sur lui. De tous les peuples anciens, c'étaient les Spartiates qu'il préférait, et il affectait de s'exprimer comme eux en phrases courtes et sententieuses. Les objets dont nos yeux sont frappés dans la première jeunesse, font sur nous une telle impression, que peut-être ce goût lui a-t-il été inspiré, à la vue des descendans des Grecs, qu'au dix-

huitième siècle les Génois ont transportés dans la Corse, et qui se disaient issus des héros de Sparte.

Ce fut à l'école militaire de Paris (1), que Buonaparte donna la première preuve de cette haîne qu'il a toujours témoignée contre les princes de la maison de Bourbon et qu'il a signalée d'une manière si atroce. Ayant écrit une lettre à ses parens, il la soumit selon l'ordre établi dans l'école, à son professeur de belles-lettres, M. Domairon. Il y parlait irrespectueusement du roi. Le sage professeur lui dit : « Jeune homme, brûlez cette lettre devant moi, vous mériteriez d'être chassé » d'ici, pour vous être énoncé d'une manière aussi » indécente envers votre souverain et votre bien- » faiteur » : Napoléon brûla la lettre avec colère. En 1802, il manda M. Domairon pour qu'il donnât ses leçons à Jérôme Buonaparte. Le professeur s'étant présenté à l'audience du consul, ce dernier lui dit : « Eh bien ! M. Domairon, les cho- » ses sont bien changées depuis la lettre brûlée ; » vous ne me condamneriez pas aujourd'hui (2) ».

(1) Lors de l'ascension aérostatique que Blanchard fit au Champ-de-Mars, un élève de l'école militaire voulut monter dans la nacelle. Les flatteurs de Buonaparte lui ont mal à propos attribué ce trait qui, au surplus, n'était pas nécessaire pour démontrer la hardiesse de son caractère.

(2) Il paraît que ce reproche n'épuisa pas entièrement

Buonaparte, en 1785, se présenta au concours pour l'artillerie; et sur trente-six concurrens, il obtint la douzième place. Il paraît que peu de temps après il fut nommé lieutenant en second au corps royal, régiment de la Fère. Il passa ensuite dans celui de Grenoble, en garnison à Valence, et dans lequel, en 1791, il était le quatrième des premiers lieutenans de première classe. La plupart des officiers de son corps ayant émigré, Buonaparte fut, par droit d'ancienneté, porté au grade de capitaine. On prétend qu'il fut quelque temps incertain de savoir s'il n'émigrerait pas lui-même, et que dans la suite, il dit à un de ses amis : « Si j'avais été officier-général, » j'aurais suivi le parti de la cour; sous-lieute- » nant, j'ai dû embrasser celui de la révolution ». Une telle observation, si elle est véritable, annonçait un esprit de calcul et un égoïsme auxquels toute la conduite de Buonaparte a parfaitement répondu.

La cour de Versailles avait, sans succès, invité Paoli à retourner dans sa patrie; l'assemblée, dite constituante, fut plus heureuse. Un décret rendu en 1789, l'ayant rappelé, il revint en France. On l'y accueillit avec enthousiasme, et

---

la rancune de Buonaparte; car M. Domairon eut, dit-on, beaucoup de peine à se faire payer de ses honoraires.

une couronne civique lui fut décernée. Il se rendit à la barre de l'assemblée pour lui faire ses remercîmens, et il fut présenté au roi, par M. de Lafayette.

Paoli embrassa tendrement le fils de son ancien ami. Buonaparte et lui s'embarquèrent pour la Corse, où le général fut reçu avec les transports de joie les plus vifs. L'île était, ainsi que la France, partagée en aristocrates et en démocrates; et comme ceux-ci, selon la coutume, étaient les plus nombreux et les plus entreprenans, les autres avaient beaucoup à souffrir. On poursuivait les prêtres, les nobles et tous les anciens employés du gouvernement; on formait des sociétés populaires et on fatiguait les administrations de plaintes et de dénonciations. M. Butta-Fuoco, député de la Corse, crut devoir instruire de ces excès l'assemblée nationale, et demander que des commissaires du roi fussent envoyés dans l'île pour y rétablir l'ordre. Les amis que les factieux avaient dans l'assemblée, firent rejeter cette demande, et la révolution continua sa marche triomphante dans la Corse.

Paoli toutefois ne tarda pas à reconnaître qu'il fallait se séparer du parti démagogique, ou en partager les fureurs. Il tenta de modérer l'ardeur de ses compatriotes et de rétablir parmi eux l'empire des lois. Il paraît qu'il y réussit jusqu'à un cer-

tain point; et durant près de deux ans son nom ne fut plus prononcé à la tribune de nos assemblées révolutionnaires; mais le 4 avril 1793, le député Escudier lut à la convention nationale une dénonciation de la société populaire de Toulon contre Paoli, et l'on décréta qu'il serait tenu de se rendre à la barre de l'assemblée pour y justifier sa conduite. Paoli répondit qu'il était trop âgé pour entreprendre un si long voyage. Il offrit de quitter l'île, et en attendant la réponse, il continua de réprimer le fanatisme des prétendus amis de la liberté et de l'égalité. Il ne voulait ni assignats, ni proconsuls, ni pillage; mais son plus grand crime était de s'être montré sensible à l'assassinat de Louis XVI, dont il révérait les sublimes vertus.

La convention envoya en Corse deux de ses membres, Lacombe-Saint-Michel et Salicetti (1). Elle leur avait prescrit de faire arrêter Paoli; mais il venait d'être nommé généralissime et avait à ses ordres de nombreux bataillons qui s'inquiétaient fort peu des proclamations des deux com-

(1) Salicetti fut le seul de tous les députés de la Corse, qui vota la mort de Louis XVI. Les autres, dont l'histoire doit s'empresser de recueillir les honorables noms, étaient MM. Andrei, Caza Bianca, Chiappe, Motedo et Porzio.

et les Sardes, résolus de se défendre, tirèrent à boulets rouges sur la flotte française, dont plusieurs navires furent extrêmement endommagés, et même il y en eut un de brûlé. Les assaillans dont les bombes ne purent porter que jusqu'aux faux-bourgs de Cagliari, tentèrent plusieurs descentes; mais ils furent constamment repoussés et perdirent plus de six cents hommes dans ces attaques infructueuses.

Cependant Paoli, fatigué de la tyrannie révolutionnaire, ne cachait plus ses desseins. Hors d'état de résister long-temps avec ses propres forces aux troupes de la république, il avait eu recours à l'Angleterre, qui lui fit passer des secours. Les ayant reçus, il attaqua et battit l'armée française et se rendit maître d'Ajaccio, ainsi que de plusieurs autres places. Les commissaires de la convention s'efforcèrent envain d'arrêter ce mouvement. Paoli fut mis hors de la loi; mais il bravait également les soldats et les décrets de l'assemblée régicide. Les anarchistes proscrits, poursuivis sur tous les points de l'île, furent forcés de l'abandonner. Buonaparte qui était du nombre, fut alors réduit à s'expatrier. Il fut même frappé d'un décret de bannissement personnel, porté par une assemblée générale que Paoli présida. Le trait suivant fut, dit-on, le motif de ce décret.

Il y avait dans la ville d'Ajaccio deux clubs

composés, l'un d'hommes modérés, que selon la coutume du tems, on qualifiait d'aristocrates, et l'autre, de démocrates. Le premier fit proposer au second, dans une assemblée tenue le jour de Pâques 1793, de se réunir à lui. Napoléon et Lucien son frère combattirent avec violence, la proposition que d'autres membres soutinrent avec succès. Le président allait la mettre aux voix, lorsque Napoléon, voyant sa cause perdue, s'approche d'une fenêtre et s'écrie : « Aux armes! aux armes! exterminez les aristocrates! « A l'instant la place se couvre d'hommes prêts à se porter à tous les excès. Le président lève la séance et sort, suivi d'un grand nombre de membres du club. Il pérore, et parvient à conjurer momentanément l'orage. Le surlendemain, plusieurs membres de la société des modérés vont passer la journée à la campagne. Le soir, à leur retour, ils sont assaillis par une bande de forcenés qui avaient Buonaparte à leur tête ; et deux d'entre eux sont blessés (1).

---

(1) On donne un motif différent, quoique du même genre, au décret de bannissement porté contre Buonaparte, qui, dit-on, s'occupait avec ardeur à propager les principes du jacobinisme dans la ville d'Ajaccio. N'obtenant pas le succès auquel il s'était attendu, il résolut de se venger. Le jour de la seconde fête de Pâques, à l'instant même où les fidèles

On croit que Joseph, Lucien et Louis Buonaparte furent compris dans le décret porté contre Napoléon : ils l'accompagnèrent du moins dans son exil. Sa mère, ses trois sœurs, et Jérôme, son quatrième frère, qui était encore dans l'enfance, en firent autant. La famille fugitive s'éta-

---

sortaient de la cathédrale, il fit tirer sur eux, dit-on, par des brigands qu'il avait apostés aux environs. Il y eut plusieurs personnes de tuées et d'autres furent blessées.

On prétend aussi que la légion Marseillaise qui était à à bord de l'escadre du contre-amiral Truguet, ayant débarqué dans le port d'Ajaccio, Buonaparte s'introduisit dans les rangs pour connaître l'esprit de ce corps, et que, l'ayant trouvé tel qu'il le désirait, il anima cette troupe contre les royalistes, et lui fit parcourir les rues en criant : *Mort aux aristocrates !* En un instant la terreur se répandit dans toute la ville. Des cannibales entrent dans la citadelle, forcent la prison, saisissent un malheureux, le pendent au mât du pavillon, lui coupent la tête, et la promènent dans Ajaccio. Arrivés sur la place, ils y trouvent Buonaparte, qui les embrasse. On établit le tribunal de la lanterne, et l'on y attache cette inscription, tracée de la main même de Napoléon : *Tremate aristocratici l'ora della vendetta è venuta : Tremblez, aristocrates, l'heure de la vengeance est sonnée.* Le lendemain, la ville était déserte ; tout le monde avait fui pendant la nuit.

Nous ne dissimulerons pas que quelques particularités de ce récit nous semblent avoir besoin d'explications qu'il nous est impossible de donner.

blit à Marseille et y vécut des secours du gouvernement. Pour adoucir la rigueur de son sort, le général Collin lui faisait donner tous les jours, outre les rations ordinaires, quelques livres de viande et de pain (1). Enfin, dit-on, on promena dans le club des jacobins marseillais, un chapeau pour recevoir les offrandes destinées à soulager la misère de la veuve Buonaparte et de ses enfans. La jeune Carletta, devenue ensuite la reine Caroline, vaquait aux menus soins du ménage. Les deux autres sœurs, qui avaient quelques années de plus, ne tardèrent pas à trouver des adorateurs, et s'il fallait en croire un bruit assez généralement répandu, et beaucoup de témoins encore vivans, le nombre en aurait été considérable et d'un choix peu relevé.

Marseille était dans l'agitation la plus vive, lorsque Buonaparte s'y réfugia. Les sections étaient divisées : cinq tenaient pour la faction des anarchistes, et les vingt-sept autres témoignaient hautement le désir d'en réprimer les fureurs. Excitées par l'exemple de Lyon, alors soulevé contre la convention, celles-ci se réunissent et instituent un tribunal populaire, qu'elles chargent de pour-

(1) Buonaparte, dans la suite, récompensa le général par une lettre de cachet.

suivre les démagogues; et elles députent vers l'assemblée régicide quarante-huit citoyens, avec mission de protester contre les décrets rendus le 31 mai 1793, et les jours suivans.

Buonaparte, jugeant qu'il était de son intérêt de persister dans son système de conduite, se joignit aux anarchistes. Ce fut à cette époque qu'il composa le pamphlet, intitulé le Souper de Beaucaire. C'était un dialogue entre Marat et un fédéraliste. L'auteur célébrait comme les conceptions les plus sublimes de l'esprit humain, tous les principes professés par les révolutionnaires. Cet écrit, dont le style était barbare, dit-on, n'eut que peu de succès, même en ce temps d'extravagance. Buonaparte en a fait, dans la suite, rechercher tous les exemplaires, et l'on assure qu'il serait difficile d'en trouver un seul aujourd'hui (1).

Les députés de Marseille, épouvantés de ce

---

(1) Buonaparte avait précédemment, c'est-à-dire en 1790, publié une lettre adressée par lui, à M. Butta-Fuoco, député de la Corse à l'assemblée constituante. Elle fut imprimée à Dôle, où l'auteur, qui était en garnison à Auxonne, se rendait à pied pour en corriger les épreuves. Il se mettait en route à quatre heures du matin et était de retour à Auxonne, avant midi, ayant fait de la sorte environ huit lieues de poste dans la matinée. Aucun passage de cette lettre ne paraît, ni pour le fond, ni pour le style, mériter d'être cité.

qu'ils virent à Paris, s'empressèrent d'en sortir. Leurs commettans reconnurent alors qu'il n'y avait rien à espérer d'une assemblée du sein de laquelle tout sentiment d'humanité était banni. Le 12 juin, les sections déclarèrent qu'elles n'obéiraient plus aux décrets de la convention, attendu que depuis le 31 mai, elle avait cessé d'être libre et complète. On conféra de nouveaux pouvoirs au tribunal populaire, et l'on forma une confédération avec les villes de Nîmes, de Bordeaux, de Beaucaire, de Grenoble, de Lyon et le département du Jura. On ne renonçait pas à la république; on se proposait seulement d'instituer une autre convention, qui peut-être n'aurait guère mieux valu que celle contre laquelle on était soulevé; mais tel était l'esprit du temps, qu'on ne savait que s'en prendre à la perversité humaine, au lieu d'abjurer les funestes maximes et les principes anarchiques qui avaient amené une si horrible convulsion.

La convention, effrayée de ce soulèvement, n'en devint que plus furieuse. Elle ordonna au général Carteaux de marcher contre Marseille avec toutes ses forces. Quoique d'un caractère assez modéré, Carteaux obéit. Il battit l'armée marseillaise affaiblie par les détachemens qu'elle avait faits pour contenir les anarchistes. Marseille aussitôt envahie, offrit un spectacle déplorable :

les clubs furent rouverts, les comités révolutionnaires réintégrés, les échafauds dressés et les prisons encombrées de victimes. Quatre cents personnes furent impitoyablement massacrées; on abattit les plus beaux édifices; on imposa une somme de quatre millions sur cette malheureuse cité, et pour joindre l'insulte à la barbarie, on déclara qu'elle ne s'appelerait plus que *Ville sans nom.*

Dans le même temps Lyon offrait un spectacle encore plus déchirant. Forcée d'ouvrir ses portes, après un siége de deux mois, cette ville était devenue un théâtre de carnage et de dévastation. Trente mille hommes avaient succombé dans les opérations du siége; trois mille cinq cents avaient péri, soit sur l'échafaud, soit par la mitraillade et la fusillade. Les édifices qui faisaient l'ornement de cette superbe cité, tombèrent sous la hache et le marteau des révolutionnaires en démence: ce n'était plus enfin qu'un amas de ruines. Buonaparte servait au siége de Lyon, en qualité de capitaine en second, au quatrième régiment d'artillerie.

Il ne restait plus à soumettre, dans le midi, que Toulon, ville qui s'était signalée long-tems par l'exagération des principes républicains. La convention y avait envoyé une commission composée de Barras, de Fréron, de Despinassy, de

Rohand, de Pierre Bayle et de Beauvais. Ces deux derniers y furent laissés par les quatre autres qui se rendirent à l'armée d'Italie. La conduite que tinrent Bayle et Beauvais leur attira promptement l'exécration générale. Alors une flotte anglaise bloquait Toulon; la Provence était désolée par la famine; et la misère du peuple était au comble. Dans cette conjoncture, l'amiral Hood fit offrir aux Toulonnais, à condition qu'ils reconnaîtraient Louis XVII, tous les secours qu'il pourrait leur donner. On accueillit avec transport la proposition, et l'on résolut, au cas où la convention persisterait dans son système de tyrannie, de secouer le joug de son autorité et de proclamer le jeune roi.

Cependant pour ne rien précipiter, on envoya demander au général Carteaux, qui commandait à Marseille, l'élargissement du président du tribunal populaire de cette ville. On ne répondit qu'en le faisant conduire au supplice. Les Toulonnais, indignés, ne prennent plus alors conseil que de leur désespoir : ils destituent les administrateurs de leur ville, et jettent en prison les députés Bayle et Beauvais (1); ils chassent

(1) Une autre version porte que Beauvais s'était condamné volontairement à une sorte de détention, pour ne prendre aucune part au soulèvement des Toulonnais. On

où arrêtent cinq cents prétendus patriotes de Marseille, venus pour augmenter le trouble; ils emprisonnent sur le vaisseau le *Thémistocle* les chefs des terroristes; et les délateurs les plus coupables sont livrés aux tribunaux et punis du dernier supplice; on exhume les corps de ceux qui avaient péri victimes de la révolution; on les porte dans les temples et on leur rend les honneurs funèbres; on proclame Louis XVII; les Anglais sont reçus dans la ville et dans les forts, et des salves d'artillerie annoncent et la chute des brigands et le rétablissement, malheureusement éphémère, de l'autorité légitime.

La convention n'eut pas plutôt appris ce qui venait de se passer à Toulon, qu'elle mit cette ville hors de la loi. Il fut enjoint au général Carteaux de marcher contr'elle et de la détruire par le fer et par le feu. Un congrès de députés de deux cent cinquante sociétés populaires se tint à Marseille, pour aviser aux moyens les plus prompts de réduire la ville rebelle. Barras parvint,

---

eut pour lui, dit-on, les plus grands égards; et malgré ce qu'écrivirent les commissaires de la convention, jamais il ne fut mis au cachot. Il mourut quelque tems après d'une maladie fort ordinaire, ce qui n'empêcha pas de demander pour lui les honneurs du Panthéon. Quant à Pierre Bayle, il s'était pendu.

en un mois, à lever trente mille hommes dans le seul département du Var. Les départemens circonvoisins entrèrent dans cette croisade révolutionnaire ; et l'on réunit de la sorte une armée nombreuse. Jamais conjecture n'avait été plus favorable pour les officiers sans emploi. Salicetti, compatriote de Buonaparte, le présenta à Barras, qui le plaça dans un régiment d'artillerie. Un commissaire ordonnateur, du nom de Chauvet, employa Joseph dans ses bureaux, et bientôt le fit nommer commissaire des guerres. Nous ne ferions aucune mention de cette circonstance, si M. Chauvet n'avait pas, dit-on, prophétisé dès-lors la haute fortune de Buonaparte ; il en parlait en enthousiaste et disait qu'il deviendrait un jour le chef de l'état. La connaissance du caractère et des talens de Napoléon, jointe à la situation déplorable où se trouvait la France, fut sans doute ce qui inspira M. Chauvet (1).

Cependant l'armée française, dont le quartier-général était au Beausset, avait tous les jours des affaires avec l'ennemi. Elle manquait de général

---

(1) Un des professeurs de l'école de Brienne, qui était chargé de donner des notes sur les élèves, écrivit, à côté du nom de Buonaparte : « Corse de caractère et de nation, » ce jeune homme ira loin, s'il est favorisé par les cir- » constances ».

d'artillerie. Buonaparte étant le plus ancien officier de cette arme, Barras et Fréron lui en conférèrent le commandement, et il déploya, pour justifier leur choix, tout ce qu'il avait de talent et d'activité. Le général Dutheil, qu'on attendait depuis long-tems, parut à la fin. Servant à regret une cause odieuse, il fut charmé de trouver un officier qui consentît à se charger des vengeances de la convention. Il promut Buonaparte au grade de chef de bataillon et se retira.

Le nouveau commandant, dévoré d'ambition, passa les jours et les nuits à méditer des plans d'attaque contre Toulon, dont le port et les deux rades étaient occupés par les flottes combinées d'Angleterre et d'Espagne. On sait que du côté de terre, cette place est défendue par de hautes montagnes, qu'unissent des ouvrages dans lesquels on a épuisé toutes les ressources de l'art. Ces obstacles n'effrayèrent point l'armée française. Carteaux força les gorges d'Œllioules, et il se préparait à l'attaque des forts extérieurs, lorsqu'il se vit destituer et même arrêter par ordre des proconsuls. Ce général était brave, mais d'une capacité médiocre. Buonaparte ne cessait de le harceler, d'en faire l'objet de ses sarcasmes et de ses plaintes, et ce fut lui qui contribua le plus à sa disgrâce. On donna pour successeur à Carteaux, le général Doppet, qui était

encore plus incapable de commander, et qui bientôt fut remplacé par le général Dugommier, à qui Marat faisait l'injure de l'appeler son élève. Il ne la méritait pas ; car il joignait des sentimens d'humanité au courage et à l'habileté. On prétend qu'il prédit aussi la grandeur de Napoléon, et qu'il dit de lui : « Voilà un jeune officier qui, » si on ne l'avance pas, saura bien s'avancer lui-» même ». Quoi qu'il en soit de cette prédiction, Dugommier fut du nombre de ceux qui contribuèrent à la fortune de Buonaparte.

On partagea l'armée française en deux corps. Celui de la droite, qui était commandé par Dugommier, embrassait tout le front des défenses extérieures ; le corps de la gauche, qui était aux ordres du général Lapoype, s'étendait sur toute la partie de l'est. On ne négligea rien pour resserrer les assiégés qui n'avaient pas de troupes en état de tenir la campagne et de couvrir la ville. On s'approcha des forts Lamalgue et de Sainte-Marguerite qui protégent la grande rade ; on repoussa l'ennemi dans les sorties qu'il fit ; et l'on fut sur le point d'entrer avec lui dans le fort de Malbosquet. Buonaparte signala son intelligence en cette occasion. S'étant aperçu que les généraux avaient fait de mauvaises dispositions,

il ne craignit pas de le dire et d'en indiquer de meilleures : son plan fut adopté (1).

Chaque jour l'armée française recevait des renforts. En conséquence, le 26 décembre, Dugommier, après avoir tenu un conseil auquel il avait appelé Buonaparte, disposa tout pour une attaque générale. Il pleuvait à seaux. Les ouvrages de l'ennemi, hérissés de palissades et défendus par des redoutes, semblaient inexpugnables; mais rien ne pouvant affaiblir l'ardeur des troupes républicaines, les soldats se jettent sur les palissades et les arrachent; ils attaquent les redoutes et en escaladent les remparts. L'ennemi fit d'abord un carnage affreux; mais la fureur des assaillans fut telle sur tous les points, qu'avant la fin de la nuit l'armée française se vit maîtresse de tous les forts. La terreur et le désordre se répandent aussitôt dans la ville. Les escadres ennemies, à découvert de tous côtés, s'empressent de quitter les rades. Les troupes de terre, exposées au même danger, montent précipitamment sur les vaisseaux. Les habitans au désespoir fuient

(1) L'affaire du Malbosquet ne fut pas la seule où Buonaparte fit preuve d'habileté. Barras voulant, à l'attaque du fort Pharon, faire déplacer une batterie, le jeune officier lui dit : « Elle restera, je réponds du succès sur » ma tête ».

vers le rivage pour tenter de se soustraire à la vengeance d'un féroce vainqueur. L'air retentit de cris, de sanglots, de gémissemens. Des chaloupes, des barques, de frêles embarcations portent sur les flots les familles fugitives; des femmes, des enfans, des vieillards, périssent en voulant s'embarquer; une partie des bâtimens coulent bas sous le poids des passagers; d'autres atteints par des boulets lancés du rivage, s'abîment dans les flots. En même tems les Anglais incendient la flotte, les magasins, les chantiers, les arsenaux. La flamme s'étend avec une telle rapidité qu'en peu d'instans elle dévore quinze vaisseaux de ligne, un grand nombre de frégates et de bâtimens inférieurs, et une immense quantité de munitions navales et de munitions de guerre. Le magasin à poudre saute, et toute la ville paraît être en feu comme le port. Dix à douze mille habitans parviennent à se sauver, et les autres attendent dans de mortelles angoisses le sort affreux qui les menace. Sur ces entrefaites, une porte est ouverte à l'armée française par quelques révolutionnaires. Les soldats avides du pillage se répandent dans tous les quartiers. Les forçats brisent leurs fers et se joignent aux troupes, qui ne rougissent pas de les accueillir comme des frères. Les prétendus patriotes qu'on avait renfermés sur le Thémistocle s'en échap-

pent, et Toulon devient la proie de tous ces brigands.

A la nouvelle de la prise de cette ville, la joie la plus extravagante éclata dans la convention, qui décréta que le nom de Toulon serait supprimé et remplacé par celui de *Port de la Montagne*, en l'honneur de cette partie la plus scélérate de l'assemblée, qui se groupait à l'une des extrémités de la salle. Les commissaires furent autorisés à prendre toutes les mesures qu'ils jugèrent convenables pour satisfaire à la vengeance nationale. Ils partageaient trop les sentimens de leurs féroces collègues, pour n'en avoir pas prévenu les ordres et les vœux. Trouvant les formes judiciaires trop lentes, ils eurent recours à un moyen que nous frémissons de rappeler. Une proclamation enjoignit à tous ceux qui n'avaient pas fui de se transporter au Champ-de-Mars. Huit mille citoyens obéissent. Fréron et ses collègues, Barras, Salicetti, Ricord et Robespierre le jeune étaient à cheval, entourés de canons, de soldats, de patriotes et de galériens. Le nombre de victimes les surprend. Barras propose d'instituer une sorte de jury. On adopte cette idée; on confère aux trois cents prisonniers du *Thémistocle*, le droit de juger leurs concitoyens; et l'on fait passer les royalistes entre deux haies de ces misérables, dont la haine, le ressentiment

et les rivalités particulières dictèrent les sentences.

Fréron, le chef des commissaires, donne alors le signal de l'exécution. La foudre part, et la terre s'abreuve du sang des malheureux Toulonnais. Les cris et les gémissemens percent la voûte du Ciel. Tous cependant n'ont pas été frappés du coup mortel, et une voix fait entendre ces mots : « Que ceux que le canon a épargnés se relèvent, la république » leur fait grâce ! » Ceux qu'un reste de force anime encore se soulèvent, espérant sans doute échapper à la mort ; mais le canon tonne de nouveau et les foudroye. Enfin les malheureux qui conservent un souffle de vie, sont achevés par les forçats, excités au crime par la promesse des dépouilles.

Quelques écrivains ont imputé ce trait, digne des Cannibales, à Buonaparte. Il paraît toutefois que c'est Fréron, qui était chef de la commission, qu'on doit en accuser. Mais si Buonaparte n'a pas prêté sa voix pour cette infâme trahison, il s'en est rendu le complice : c'était lui qui commandait le feu. Qu'on ne dise pas qu'il n'a fait qu'obéir. Ne pouvait-il suivre l'exemple donné par le général Dutheil qui, comme nous l'avons dit, aima mieux renoncer aux honneurs

du commandement, que de verser le sang des citoyens ! (1).

Dugommier recommanda Buonaparte à la convention, dans le rapport qu'il lui adressa. Il paraît que Napoléon fut alors confirmé dans le grade de chef de bataillon; et quelque tems après on le chargea de la défense des côtes de la Méditerrannée. On eut beaucoup à se louer de son intelligence dans ce poste. Il épargna des som-

---

(1) On accuse aussi Buonaparte d'avoir écrit la lettre suivante aux représentans du peuple, Robespierre jeune, et Fréron.

« Citoyens représentans,

» C'est du champ de gloire, marchant dans le sang des » traîtres, que je vous annonce avec joie que vos ordres » sont exécutés et que la France est vengée. Ni l'âge ni » le sexe n'ont été épargnés. Ceux qui avaient été seulement » blessés par le canon républicain, ont été dépêchés par le » glaive de la liberté et la baïonnette de l'égalité ».

» Salut et admiration,

» *Signé* BRUTUS BUONAPARTE,

» Citoyen sans-culotte ».

Comme les deux députés étaient présens à l'exécution des malheureux Toulonnais, il est peu vraisemblable que Buonaparte ait écrit pour leur en rendre compte. Si nous rapportons cette lettre, c'est parce qu'elle a acquis une sorte de célébrité.

mes considérables à l'état en supprimant les batteries dans tous les lieux où il jugea qu'il était impossible de tenter une descente. Il indiqua des travaux à faire, et proposa même le rétablissement du fort St.-Nicolas de Marseille, qui avait été une sorte de bastille. Effarouché de la proposition, Granet, député de cette ville, en fit l'objet d'une dénonciation, et demanda que le général Lapoype, auquel il l'imputait, fût traduit à la barre. Ce général y comparut et nomma le véritable auteur du projet. La dénonciation n'eut pas d'autres suites, le nom de Buonaparte suffisant alors pour calmer les inquiétudes des anarchistes les plus ombrageux. En effet, il semblait atteint de cette fièvre ardente qui les dévorait. Sa société la plus intime était celle de Fréron et de Robespierre le jeune. Un jour qu'il dînait avec ce dernier, la conversation tomba sur l'ambition et la tyrannie. Buonaparte saisissant un couteau et se levant de table, s'écria : « Si je connaissais un tyran, » je lui plongerais ce fer dans le cœur ! » Mais comme son intérêt fut la divinité à laquelle il sacrifia toujours, il est très-vraisemblable qu'il se serait facilement soumis à la tyrannie qui aurait pu lui procurer des avantages. Et n'en était-ce pas une des plus épouvantables qu'il servait alors ?

Un événement imprévu, un événement heureux pour tous les gens de bien, pour tous les amis de l'humanité, mais fâcheux pour Buonaparte, vint en déranger tous les projets d'avancement, du moins pour quelque tems. Robespierre tomba, et sa chûte entraîna les plus frénétiques de ses partisans. Buonaparte prévit à l'instant même toutes les conséquences de cet événement; mais, déjà profond dans l'art de dissimuler, il affecta une sorte d'acquiescement à ce qui s'était fait. « J'ai été un peu affecté de la catas- » trophe de Robespierre le jeune, » manda-t-il à un de ses correspondans; « mais eût-il été mon » frère, je l'aurais poignardé moi-même, s'il avait » aspiré à la tyrannie ».

Cependant le supplice de Robespierre et de ses principaux complices, n'abattit pas définitivement le parti des terroristes. Il se soutint encore quelque tems sous la protection des anciens membres du comité de salut public. Mais lorsque les soixante et treize députés qui, au 31 mai 1793, avaient été exclus de la convention, y furent rentrés, qu'ils eurent fait pencher la balance en faveur du parti modéré, et que les agens de la terreur furent eux-mêmes proscrits de proscripteurs qu'ils étaient, Buonaparte partagea leur sort. Le conventionnel Beffroi le suspendit de ses fonctions et le fit arrêter.

Napoléon resta en prison pendant plusieurs mois, et il éprouva encore une fois toutes les rigueurs de l'indigence ; il lui arriva souvent, dans sa prison, d'être réduit à partager le dîner d'un agent d'affaires moins misérable que lui. Cependant Salicetti, son compatriote, conservant encore quelque crédit, lui fit recouvrer la liberté. La fortune toutefois n'était pas encore prête à le combler de ses faveurs. Aubry, ancien capitaine d'artillerie et président du comité militaire, poursuivait à outrance les Jacobins, et voulait, disait-il, purger l'armée et des terroristes et des ignorans. Buonaparte fut destitué. Dans sa disgrâce il parvint à intéresser le député Poultier, qui était en mission à Marseille, et qui, non-seulement lui permit de se rendre à Paris, mais lui prêta 1,200 fr. en papier-monnaie pour faire le voyage. Buonaparte, à son arrivée, trouva presque tous ses protecteurs dans le discrédit. Toutefois il lui restait Barras et Fréron qui, dans la journée du 9 thermidor, avaient abandonné le parti de la Montagne et même s'en étaient déclarés les ennemis les plus ardents. Barras, il est vrai, était détesté par Aubry, et sa recommandation aurait été plus nuisible qu'utile.

Buonaparte, arrivé à Paris, avec des assignats dont la valeur décroissait chaque jour, se trouva

bientôt dans un état voisin de l'indigence. Plusieurs amis vinrent à son secours. On prétend aussi que, lié avec plusieurs acteurs du théâtre français, il en reçut des marques d'intérêt du même genre et jusqu'à des vêtemens. Enfin, s'il faut en croire une foule de témoins très-dignes de foi, sa détresse devint si grande que fréquemment il manquait entièrement des choses les plus nécessaires à la vie. Et cet homme qui s'était vu réduit à un tel état de misère, n'a pas su, quelques années plus tard, se contenter du royaume de France, aggrandi par les conquêtes de la révolution!

Cependant Aubry continuait d'être inaccessible pour Buonaparte, qui en assiégeait continuellement la porte. A la fin, cependant, ce dernier parvint à s'introduire, avec quelques autres officiers, dans le cabinet du député, qui, le reconnaissant, lui reprocha durement son indiscrétion et le somma de se retirer. Buonaparte était d'un caractère trop orgueilleux et trop vindicatif pour oublier jamais un affront si sanglant. Aubry proscrit au 18 fructidor, fut déporté à Cayenne, d'où il s'échappa sur une pirogue avec Pichegru et plusieurs autres de ses compagnons d'infortune. Buonaparte étant devenu premier consul prononça le rappel des députés que le directoire

avait proscrits ; mais il en excepta Aubry qui est mort à Demerary où il s'était réfugié (1).

Réduit au désespoir, Buonaparte forma le dessein de passer à l'étranger. La Porte Ottomane cherchait alors à s'attacher des officiers d'artillerie français. Croyant entrevoir un rayon d'espérance, Napoléon pressa vivement le comité de salut public de l'autoriser à se rendre en Turquie. Jean Debry s'y opposa en représentant que l'armée française manquait de bons officiers de son arme. De concert avec Fréron et Barras, il fit donner à Buonaparte le commandement de l'artillerie de l'armée de Hollande, commandement dont une nouvelle révolution, à laquelle il prit la

---

(1) Nous pouvons garantir le trait suivant : sur la fin de la guerre de Prusse, Napoléon passait en revue un régiment. Reconnaissant un officier nommé Aubry, auquel il avait promis de l'avancement, il lui demanda s'il en avait obtenu. L'officier lui répondit que non. Napoléon l'assura, en continuant sa marche, qu'il ne l'oublierait plus ; puis, revenant aussitôt sur ses pas, il lui dit : « Un de vos parents n'a-t-il » pas été membre du comité de salut public ? » L'officier, qui devina le motif de la question, s'empressa de répondre qu'il savait qu'il y avait eu à ce comité un membre de même nom que lui, mais qu'il n'était pas son parent, et qu'il ne le connaissait pas même, ce qui était conforme à la vérité. Là-dessus, Napoléon lui dit : « A la bonne heure ». Et l'officier fut promu à un grade supérieur.

part la plus active et fut principalement rede vable de sa haute fortune, l'empêcha de rem plir les fonctions.

Cette exécrable assemblée, dont on ne peu retracer le nom qu'avec horreur, la convention après avoir, sur la proposition d'un vil comédie et sans discussion, supprimé le gouvernement mo narchique, le seul qui soit convenable à la France après avoir égorgé son roi, le plus indulgen des rois comme le plus vertueux des hommes après avoir également immolé la reine, son au guste épouse, pour qui la mort fut le terme d'un horrible et long supplice, après avoir tranché les jours de cette admirable princesse, qui fut le plus parfait modèle de la tendresse fraternelle, après avoir fait périr par l'excès des mauvais traitemens cet enfant roi, dont le règne s'est écoulé dans la plus dure et la plus douloureuse captivité, après y avoir long-tems retenu son auguste sœur, qui ne dut la vie qu'à son sexe et à son jeune âge, après avoir couvert la France de bastilles et d'échaffauds, sur lesquels elle avait fait couler des torrens de sang et du sang le plus pur, après avoir renversé la religion, détruit la morale, bouleversé les propriétés, allumé la guerre civile, et étendu sur toutes les frontières de la France la guerre contre les nations étrangères, après avoir dissipé, dans ses efforts non moins criminels que gigan-

tesques, des sommes immenses, la convention, disons-nous, était sur le point de terminer son infâme et orageuse session. Mais, ne pouvant renoncer à l'exercice de l'autorité souveraine, elle statua, par deux décrets rendus les 5 et 13 fructidor (22 et 30 août 1795), que les colléges électoraux seraient tenus d'élire dans son sein les deux tiers des membres qui, en vertu de la constitution qu'elle venait d'enfanter, devaient composer le corps législatif. Ces divers actes furent soumis à la ratification des assemblées primaires, auxquelles on laissa, par une étrange inconséquence, la faculté de voter séparément sur la constitution et les deux décrets. Partout on en usa pleinement; et il y a lieu de croire que sur un million de votans, il y en eut plus des neuf dixièmes qui acceptèrent la constitution, tandis que les deux décrets qui avaient excité au plus haut degré l'indignation publique, n'obtinrent pas même cinquante mille suffrages, ce qui n'empêcha pas qu'ils ne fussent proclamés lois de l'état. Un faux si manifeste accrut encore la fermentation des esprits, surtout à Paris, dont les sections, alors rassemblées pour procéder aux élections, s'unirent entr'elles par une sorte de confédération et se déclarèrent permanentes, jusqu'à que le nouvel acte constitutionnel eût été mis en exécution. Non contentes de ces mesures, elles

nommèrent un comité pour rédiger un manifeste propre à éclairer la France sur la justice de leur cause. La convention déclara coupables d'attentat contre la sûreté publique, les membres de ce comité et enjoignit aux assemblées primaires de se dissoudre. On méprisa ses décrets, et l'on se disposa de part et d'autre à terminer le débat par la force des armes.

Les sections n'avaient pour soutenir leur cause que des bataillons de garde nationale, qui manquaient d'artillerie; et la convention avait fait approcher de Paris une armée de trente mille hommes qui, à la vérité, se montraient peu disposés à verser le sang des citoyens. Aussi l'espoir principal de l'assemblée régicide se fondait-il sur un ramas de brigands qu'elle avait, pour la plupart, tirés des prisons, où des excès de tout genre les avaient fait jeter, après la mort de Robespierre. Pour déguiser un peu leur origine, on les décora du titre de patriotes de 1789, et l'on donna le nom de phalange sacrée à la horde qu'ils formèrent. Mais il fallait lui trouver un chef digne d'elle. Plusieurs généraux, sur lesquels on avait eté les yeux, craignirent de souiller leur gloire en acceptant un pareil commandement. A la fin, Barras songe à Buonaparte. « J'ai l'homme » qui vous convient, » dit-il à ses collègues, Carnot et Tallien. « C'est un petit officier corse

» qui ne tatonnera pas. » Aussitôt on fait venir Napoléon, on lui donne un uniforme et un cheval, « et la phalange sacrée a un général. (1) ».

Le commandant des sections de Paris était M. Danican, qui avait servi la république dans la guerre de la Vendée, où il s'était signalé par une conduite généreuse et humaine. Les jeunes Parisiens étaient remplis d'ardeur, mais dépourvus de discipline et d'expérience. Les postes principaux étaient au pouvoir de la convention, et occupés par des troupes de ligne. Une nombreuse artillerie garnissait les ponts; toutes les approches du palais des Tuileries où siégeait l'assemblée, avaient été rendues à peu près inaccessibles. La phalange sacrée, commandée par Buonaparte, était rangée en bataille sur la terrasse qui borde le palais. Une pièce de huit et une de quatre défendaient la rue du Dauphin, et menaçaient l'église de Saint-Roch. Enfin un corps de réserve considérable était campé sur la place de Louis XV, dite alors de la Révolution, et assurait en cas de revers, la retraite de l'armée conventionnelle sur Saint-Cloud.

Cette position formidable fit juger à M. Dani-

---

(1) M. Salgues, *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon Buonaparte.*

can qu'il convenait de tenter les voies de la conciliation. Il écrivit donc au comité de salut public, qu'on ne se proposait pas d'attaquer la représentation nationale, que les sections n'étaient armées que pour prévenir les desseins des terroristes, et qu'elles étaient prêtes à rentrer dans l'ordre si la convention voulait licencier cette phalange sacrée qui inspirait tant d'horreur et d'effroi.

Les comités, dits de gouvernement, étaient eux-mêmes dans une grande perpléxité. On répondit au général Danican que vingt-quatre mem-membres de la convention allaient se rendre dans les sections pour y porter des paroles de paix, et que tout serait oublié, si les bataillons parisiens se séparaient. Le cœur plein des plus flatteuses espérances, Danican court aux assemblées, les invite au calme et à la modération, et il dispose tout pour une retraite générale. Cette faute fut fatale : l'ennemi eut le tems de se reconnaître ; il sut en profiter.

Le général Danican, qui, plein de bonne foi, comptait sur la loyauté de la convention, parcourait les postes, lorsque, le 13 vendémiaire (4 octobre), sur les cinq heures du soir, il entendit quelques coups de feu, tirés du côté de St.-Roch. Il s'y porte à l'instant et apprend que des hommes mis en embuscade viennent de faire une

décharge contre le perron de cette église que couvraient un bataillon de garde nationale et une foule d'hommes, de femmes et d'enfans, attirés par la curiosité et par le bruit d'une pacification prochaine. Quelques-uns de ces malheureux furent tués et d'autres grièvement blessés. Le bataillon répondit au feu de l'ennemi; mais il n'avait point d'artillerie, et Buonaparte, soutenu par deux pièces de canon, faisait pleuvoir une grêle de mitraille qui causa un grand ravage.

On se battait en même tems dans la rue de l'Échelle. Les bataillons parisiens, exposés au feu d'une artillerie formidable, étaient pris en flanc, des deux côtés. Ils furent forcés de gagner les rues latérales. Danican courut au comité central. On l'y accusait de trahison; on lui faisait un crime des paroles de paix qu'il avait portées; on demandait pourquoi il avait ordonné la retraite. Le danger était trop pressant pour qu'il perdît le tems à répondre à ces accusations. Buonaparte, à la tête de sa troupe, faisait des progrès effrayans. Danican exhorte ceux qu'il commande à voler au secours des bataillons du faubourg Saint-Germain, qui s'avancaient vers le Louvre(1). Il se met à la tête de la colonne

(1) Ces bataillons furent balayés par des canons chargés à mitraille, qui couvrirent les quais de morts.

et la conduit jusque sur le quai de l'école où il la fait ranger en bataille. Là, il lui propose de marcher contre les batteries du Pont-Royal. Avec de la résolution on pouvait arriver jusqu'aux Tuileries ; mais elle manqua aux troupes parisiennes, qui n'avaient pas de confiance en leur commandant. Le canon de l'ennemi faisait à chaque instant d'affreux ravages dans leurs rangs. Bientôt la désertion devint générale. La phalange sacrée marchait au pas de charge en criant *vive la république* ! La bataille avait commencé à cinq heures du soir ; à six elle était perdue. Mais les généraux de la convention se firent un odieux plaisir de perpétuer l'effroi durant toute la nuit ; et et l'on vit Buonaparte, comme s'il regrettait de ne pas en avoir fait un assez long usage, s'amuser à faire pointer ses pièces contre des murs que personne ne défendait.

La convention entendit avec une joie féroce le récit de ce fatal combat, livré autour de son enceinte et dans lequel des français avaient péri de la main des français. Elle décreta que ses défenseurs avaient bien mérité de la patrie, eux qui venaient de plonger le fer dans son sein. Barras s'empressa de recommander son protégé. « J'appelerai l'attention de l'assemblée, dit-il, sur » le général Buonaparte. C'est à lui, c'est à ses » dispositions savantes et promptes qu'on doit la

» défense de cette enceinte, autour de laquelle
» il avait distribué des postes avec beaucoup
» d'habileté..... Je demande que la convention
» confirme la nomination de Buonaparte à la
» place de général en second de l'armée de l'in-
» térieur ».

La demande fut accordée au milieu des plus vives acclamations. Buonaparte, tout couvert du sang de ses concitoyens, ne songea plus qu'à poursuivre ses nouvelles destinées. Transporté de joie, à la perspective séduisante qui s'ouvrait devant lui, il s'écria : « J'ai mis mon cachet sur la France »! L'empreinte n'en a duré que trop long-tems.

La convention qui s'était toujours montrée bien moins disposée à récompenser qu'à punir, ne négligea pas de se venger. Elle ordonna d'abord que plusieurs de ses membres, qui étaient accusés d'attachement à la royauté, et parmi lesquels se trouvait Aubry, qui avait repoussé si rudement Buonaparte, fussent arrêtés ; et l'on croit même qu'il fut question de les égorger sur le champ. On créa trois commissions militaires pour juger les rebelles, et plus de trois cents personnes furent désignées comme devant être traduites devant elles. Un grand nombre d'accusés furent condamnés à mort ; mais, à l'exception de deux, ce fut par contumace. L'histore ne doit pas omettre de faire connaître ces honorables victimes. Ce furent

M. Lafond de Soubé, jeune homme de la plus belle espérance, et M. Lebois, président de la section du théâtre français. Ce dernier s'était caché. Surpris dans sa retraite, il se frappa de deux coups de poignard. Ses blessures n'étant pas mortelles, les vainqueurs eurent la satisfaction de le traîner vivant à l'échafaud.

On peut être surpris que la convention ait borné là sa vengeance; mais elle craignit de rentrer sous le joug de cette minorité féroce qui l'avait elle même décimée et dominée si long-tems. Elle savait que sa constitution, dont elle s'énorgueillissait comme d'un chef-d'œuvre, ne pourrait être mise à exécution, si elle laissait les anarchistes qui en, étaient les plus ardens ennemis, se livrer à toutes leurs fureurs. Ce fut donc la politique qui gagna cette fois la cause de l'humanité.

Toutes les formalités prescrites par l'acte constitutionnel et les décrets des 5 et 13 fructidor étant remplies, les deux conseils, des anciens et des cinq cents, qui devaient composer le nouveau corps législatif, se réunirent. Leur première opération fut de nommer les membres de cette magistrature suprême, à laquelle on avait donné le modeste nom de directoire exécutif. La-Reveillère-Lépeaux, Letourneur, Rewbell, Sieyes et Barras furent élus; Sieyes n'ayant pas accepté, Carnot le remplaça; tous étaient régicides.

Cette nomination assura de puissans protecteurs à Buonaparte, qui fit assidûment sa cour à Barras. Ce directeur soutenait sa dignité avec beaucoup de magnificence; et son appartement au Luxembourg, qui était la résidence des Pentarques, était le rendez-vous des femmes les plus célèbres par leur beauté, leur esprit et leur désir de plaire. On remarquait parmi elles, la vicomtesse de Beauharnais, qui était fille d'un colon de la Martinique, nommé Tascher de la Pagerie. Le vicomte de Beauharnais, son époux, avait été membre de la première assemblée nationale, où il s'était déclaré pour le parti populaire. Il paraît que la chûte du trône n'avait pas suffi pour dessiller les yeux à M. de Beauharnais, ou du moins elle ne le détacha pas du parti qu'il avait embrassé. Il fut nommé général en chef de l'armée du Rhin. Le comité de salut public l'appela, quelque tems après, au ministère de la guerre. Il eut la sagesse de refuser ce poste si périlleux alors, ce qui n'empêcha pas qu'il ne fût en butte aux dénonciations les plus absurdes. Le décret qui écartait des fonctions publiques tous les nobles, lui enleva le commandement. A l'instant même où, avec une armée faible et sans discipline, il arrêtait les Prussiens aux environs de Landau, les commissaires de la convention ordonnèrent qu'il se retirât à vingt lieues des frontières. Bientôt

il fut emprisonné comme suspect. Enfin il fut livré au tribunal révolutionnaire qui l'envoya à l'échaffaud, le 24 juillet 1794, c'est-à-dire, quatre jours seulement avant Robespierre.

Madame de Beauharnais était elle-même alors renfermée dans une des prisons de Paris. Barras lui fit rendre la liberté. Cette dame était redevable à Tallien de secours pécuniaires, dont elle avait eu le plus grand besoin durant sa détention. Barras et Tallien protégeaient Buonaparte, et ils songèrent à lui faire épouser madame de Beauharnais, quoique plus âgée que lui. Il en délibéra long-tems avec ses amis. Son désir le plus ardent était d'obtenir le commandement d'une armée. Pour parvenir à ce haut degré de fortune, il fallait qu'il conservât la bienveillance de Barras, et elle était attachée à l'hymen qui lui était proposé. Il y consentit donc et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie. La célébration du mariage eut lieu le 9 mars 1796.

Buonaparte au bout de trois jours s'arracha des bras de son épouse pour se rendre à Marseille. Il était sorti de cette ville en proscrit ; il y reparut triomphant. Après en avoir passé la garnison en revue, après avoir embrassé sa famille, il partit pour Nice où était le quartier-général de son armée, et il y disposa tout promptement pour fondre sur le Piémont.

LIVRE II.

1796.

Buonaparte prend le commandement de l'armée d'Italie.— Il transfère son quartier-général à Savone.—Batailles de Montenotte et de Millesimo.—Combat de Dego.—Bataille de Mondovi.—Suspension d'armes et paix avec le roi de Sardaigne.—Passage du Pô par les Français.—Paix conclue avec le duc de Parme.—Bataille de Lodi.—Suspension d'armes avec le duc de Modène.—Entrée de Buonaparte à Milan.—Révolte de la Lombardie.—Combat de Borghetto et passage du Mincio.—Proclamation adressée par Buonaparte au gouvernement Vénitien.—Investissement de la place de Mantoue.—Suspension d'armes avec S. M. Sicilienne.—Révolte des fiefs Impériaux.—Suspension d'armes avec le Pape.—Occupation de Livourne.—Insurrection de la Romagne et sac de Lugo.—Les Autrichiens reprennent l'offensive.—Batailles de Lonato et de Castiglione.—Marche de Wurmser vers Mantoue.—Batailles de Roveredo et de Bassano.—Combat de Castellaro.—Bataille de St.-George.—Wurmser se renferme dans Mantoue.—Précis des opérations des armées françaises en Allemagne.

Les gigantesques efforts que la république française avait faits contre ses ennemis extérieurs, avaient été couronnés des succès les plus éclatans.

Non-seulement elle avait repoussé les armées qui avaient envahi son propre territoire, mais elle avait conquis toutes les provinces Belgiques, les électorats de Mayence, de Trèves et de Cologne, le pays de Porentruy, la Savoie et le comté de Nice (1). La paix toutefois ne lui avait pas encore garanti cet accroissement de territoire ; mais elle était parvenue à détacher de la ligue formée contr'elle deux grandes puissances, la Prusse et l'Espagne, ainsi que quelques états secondaires d'Allemagne. Les puissances qu'elle avait toujours à combattre, étaient l'Autriche et une partie de l'empire Germanique, le roi de Sardaigne, le pape, le roi des Deux-Siciles, le Portugal et la Grande-Bretagne qui, depuis si long-tems est l'âme de toutes les ligues contre la France, et qu'il devait être si difficile de désarmer.

Les Français n'avaient pas obtenu de si grands avantages en Italie que sur le Rhin. Dans les années 1793 et 1794, il y avait eu entr'eux et l'armée austro-sarde, de nombreux combats, dont aucun n'avait été décisif. En 1795, ils avaient été forcés de se retirer jusqu'à Vado, où ils avaient été battus, le 23 juin ; mais la paix ayant été conclue avec l'Espagne, le général Schérer était

(1) Avignon était réuni à la France depuis l'année 1791.

arrivé avec un renfort de quarante mille hommes, avait pris le commandement de l'armée française et avait, le 23 novembre, remporté une victoire signalée à Loano. Les Autrichiens avaient été forcés de quitter l'état de Gênes et de se retirer dans le Milanais.

Comme ce n'avait pas moins été par l'habileté de ses généraux que par la valeur de ses troupes, que la république française avait fait toutes ses conquêtes, il n'en est que plus surprenant que ceux qui la régissaient aient confié un commandement aussi important que l'était celui de l'armée d'Italie, à un jeune officier qui ne s'était encore signalé que par des succès partiels au siège de Toulon, que par ses exploits contre les sections de la ville de Paris, et par son exaltation révolutionnaire. Comme on juge de tout par l'événement, aucun reproche ne s'est élevé contre le directoire exécutif, à ce sujet; mais de quelles malédictions n'aurait-il pas été l'objet, si des revers eussent été les résultats d'un choix si faiblement mérité, quoique si bien justifié? Il y a donc lieu de croire qu'on aura tenté de suppléer par des instructions, au manque d'expérience qu'on pouvait supposer au jeune général; mais quelque amples qu'on les suppose, elles ne pouvaient tout prévoir; et il est probable, d'après la connaissance que nous avons du caractère de Buonaparte, qu'il

ne s'y sera pas scrupuleusement attaché. Ainsi la gloire que lui ont acquise ses premières campagnes, et que les hommes versés dans l'art de la guerre, considèrent comme les plus savantes qu'il ait faites, doit lui appartenir tout entière.

L'armée d'Italie, lorsque Buonaparte en prit le commandement, c'est-à-dire, au commencement d'avril 1796, était d'environ quarante-deux mille hommes, sans compter deux divisions de réserve qui gardaient la côte jusqu'à Toulon, et dont on portait la force à vingt mille hommes. L'artillerie de cette armée était si peu nombreuse, qu'elle n'en comptait que soixante pièces. Les principaux officiers généraux étaient alors Laharpe, Masséna, Augereau, Joubert, Serrurier et Kilmaine.

L'armée austro-sarde, que Buonaparte avait en tête, était commandée par le baron de Beaulieu, qui avait gagné la bataille d'Arlon, livrée en 1793. On espérait que sa grande expérience suppléerait à ce que son âge avancé (il avait soixante et quinze ans), avait dû lui faire perdre en force d'esprit, et en activité; c'est à peu près dire qu'on opposait les allures de la routine aux combinaisons les plus savantes de l'art.

Beaulieu avait sous son commandement immédiat environ trente-cinq mille Autrichiens avec cent vingt-quatre canons de campagne et seize

obusiers. Le général Colly commandait un corps d'environ vingt-deux mille austro-sardes. Le reste de l'armée piémontaise, fort de vingt mille à vingt-cinq mille hommes, tenait garnison dans les nombreuses places du Piémont, et observait les passages de la Savoie et du Dauphiné. Cette armée, qui était aux ordres du prince de Carignan, faisait face à la petite armée d'observation que commandait Kellerman et qui était de dix-huit mille à vingt mille hommes.

Buonaparte arriva, le 27 mars, à Nice, où il passa quelques jours à prendre connaissance de l'état de ses troupes, et des positions de l'ennemi. Le 5 avril, il transféra son quartier-général à Albenga, et le 9 à Savone. L'armée française manquait de tout. Son général, comme un autre Annibal, lui offrit en perspective, les riches plaines de l'Italie, où elle devait trouver tout ce dont elle avait un si pressant besoin. Il est certain qu'avant de partir pour en prendre le commandement, Buonaparte avait dit : « Dans trois mois je » serai à Milan ou à Paris » (1); mot qui décélait la manière dont il se proposait de conduire les opérations militaires.

(1) *Histoire de la république de Venise* (Tom. V, pag. 199), par M. Daru, à qui le propos fut tenu.

Beaulieu, ayant reçu l'ordre de prendre l'offensive, vint, le 9 avril, attaquer dans la position de Voltri, à six lieues de Gênes, les troupes françaises commandées par le général Cervoni, qui firent une vigoureuse résistance. Ayant, dans la nuit, dérobé leurs mouvemens à l'ennemi, elles parvinrent à se réunir au centre de l'armée, qui était posté sur les hauteurs de Savone. Les impériaux, dès qu'ils se furent aperçu de cette retraite, avancèrent de hauteur en hauteur, culbutant tous les détachemens Français, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à une dernière redoute, celle de Montenotte, que le colonel Rampon gardait avec quinze cents hommes. Cet officier, qui fit prêter à sa troupe le serment de se défendre jusqu'à la mort, contint les Autrichiens durant toute la journée du 11. La division du général Laharpe s'avança pour le soutenir ; et l'aile gauche, commandée par Masséna, fit une marche sur les derrières de l'ennemi et le prit en flanc, à la pointe du jour, comme il allait attaquer de nouveau la redoute. La colonne autrichienne fut obligée de se retirer avec perte de mille hommes tués et de deux mille prisonniers.

La retraite des impériaux rendit les Français maîtres de Cairo. Ils se trouvèrent de la sorte sur le revers des Apennins, du côté de l'Italie et dans la vallée de la Bormida, qui court vers Alexan-

drie. Le 13, ils se mirent à la poursuite des Autrichiens dont une partie s'étaient joints aux Piémontais. Augereau força la gorge de Millésimo, tandis que la division de Masséna, qui se trouvait à la droite de l'armée, s'étendait jusqu'à Dego, et poursuivait, du côté de Tortone, une partie de l'armée autrichienne. Dans ces divers mouvemens, dont le théâtre était un pays coupé de ravins profonds, le lieutenant-général Provera se trouva, avec un corps de quinze cents grenadiers autrichiens, séparé de l'armée austro-sarde, par la division du général Joubert. Il se jetta dans les ruines d'un vieux château, et, à son tour, il arrêta les colonnes françaises durant toute une journée. Les impériaux firent de vains efforts pour le dégager, et les français pour le forcer dans ses retranchemens. Joubert qui, lui septième, y pénétra, fut blessé d'un coup de feu. Le lendemain l'action devint générale. On combattit depuis la hauteur de Cosseria jusqu'à celle de Dego. Enfin Provera se vit réduit à se rendre; les austro-sardes furent enfoncés, et la Bormida, qui séparait les deux armées, fut franchie par les Français, qui firent environ huit mille prisonniers, et s'emparèrent de quinze drapeaux et de vingt-deux pièces de canon.

Masséna venait de se rendre maître de Dego, lorsque, le 15 avril, au matin, Beaulieu vint l'y

attaquer avec sept mille hommes. Le combat dura toute la journée; mais des troupes détachées du centre vinrent renforcer Masséna, et l'ennemi repoussé avec perte, abandonna successivement la position de Ceva et une partie de la vallée de la Bormida.

Cependant le général Serrurier, laissé sur l'extrême gauche pour garder la vallée d'Oneille, avait passé l'Apennin et descendait le Tanaro, qui coule parallèlement à la Bormida et à l'ouest de cette rivière. Les Français étant alors maîtres de ces deux vallées, l'armée autrichienne fut entièrement séparée de l'armée sarde, et elles ne purent plus se réunir. Cette dernière fut battue, le 22, à Mondovi, et forcée de se replier jusqu'à deux lieues de Turin.

Le roi de Sardaigne, voyant sa capitale dégarnie, fit demander la paix à Buonaparte, qui déclara n'avoir pas les pouvoirs nécessaires pour en traiter, mais consentit à une suspension d'armes qui fut signée à Cherasco, le 28 avril, et dont la condition principale fut la remise de Coni et d'Alexandrie à l'armée française. Cette dernière place devait, toutefois, être ensuite échangée contre Tortone.

Des plénipotentiaires furent bientôt envoyés à Paris, où le traité définitif fut signé, le 15 mai suivant. S. M. Sarde se soumit aux conditions

les plus dures. Non-seulement elle renonça à la ligue formée contre la France, à qui elle céda la Savoie et les comtés de Nice, de Beuil et de Tende, mais elle remit aux troupes françaises, indépendamment des places que celles-ci tenaient en vertu de l'armistice, les forteresses d'Exiles, de l'Assiette, de Suze, de Château-Dauphin, et, au choix du général en chef, celle d'Alexandrie ou de Valence, places qui ne devaient être restituées qu'à la conclusion de la paix générale. Toute l'artillerie et les munitions de guerre et de bouche qu'elles contenaient étaient laissées à la disposition de l'armée française. Le roi de Sardaigne s'engagea de plus à ne pas permettre aux émigrés français, sans en excepter ses propres filles, les épouses de S. M. Louis XVIII, aujourd'hui régnant, et de Monsieur, comte d'Artois, de séjourner dans ses états, et il s'obligea, en même-tems, à donner une amnistie pleine et entière à ceux de ses sujets qui avaient été poursuivis pour leurs opinions politiques, prenant ainsi l'engagement de proscrire la fidélité et d'absoudre la trahison.

Victor Amédée III, ne survécut que peu de tems à ce traité, que sa position, quelque fâcheuse qu'elle fût, ne justifiait pas, et qu'il ne signa, dit-on, que d'après le conseil du prince de Piémont, son fils aîné, qui, le 16 octobre

1796, monta sur le trône, sous le nom de Charles Emmanuel IV.

Il avait été stipulé dans la suspension d'armes que l'armée française aurait la faculté de passer le Pô sous Valence, place qui était occupée par les troupes piémontaises. C'était effectuer le passage au-dessus du confluent du Tésin, et par conséquent l'ennemi devait attendre les Français derrière cette rivière. Beaulieu s'était donc appuyé sur Pavie, qui se trouve sur la route directe de Tortone à Milan. Mais, dans la nuit du 7 mai, Buonaparte, qui n'avait voulu que donner le change au général autrichien, se porta avec son armée, à dix lieues au-dessous du confluent. On y trouva cinq bateaux, dans l'un desquels se jetta le général en chef, avec quelques braves. Le colonel Lannes, arrivé le premier sur la rive opposée, dispersa quelques escadrons de cavalerie placés en observation. Aussitôt que les autrichiens eurent appris que les français effectuaient leur passage du côté de Plaisance, celles de leurs divisions, qui étaient les plus proches, se présentèrent pour les rejetter dans le fleuve, avant qu'ils eussent eu le tems de se former; mais elles furent repoussées vigoureusement.

Le duc de Parme voyant ses états sur le point d'être envahis, quoiqu'il n'eût aucune part, au moins ostensible, à la coalition, fit valoir auprès

des français la protection du roi d'Espagne, son beau frère. Buonaparte lui accorda, le 8 mai, une suspension d'armes, à condition qu'il paierait deux millions de francs, et ferait remettre dix-sept cents chevaux à l'armée française, et vingt tableaux de choix au général en chef (1). Ce fut la première fois, dit-on (2), que, dans les tems modernes, des objets de ce genre furent enlevés à leurs possesseurs, exemple que les français ont si fréquemment renouvellé depuis, et qui en échange du plaisir éphémère de contempler, réunies les productions des arts les plus admirables, il est vrai, a excité contre eux une haine qui peut-être dure encore.

Les conditions imposées au duc de Parme, par l'armistice, furent confirmées par le traité de paix, que ses plénipotentiaires signèrent à

---

(1) Buonaparte écrivant au directoire, disait : « Vous » trouverez ci-joint, les articles que j'ai accordés au duc » de Parme. Je vous enverrai le plutôt possible les plus » beaux tableaux du Corrège, entr'autres un Saint-Jérôme, » que l'on dit être son chef-d'œuvre. J'avoue que ce Saint » prend un mauvais tems pour arriver à Paris. J'espère cependant que vous lui accorderez les honneurs du museum ». *Campagnes des Français en Italie*, Tom. IV, pag. 60.

(2) M. Schoell, *histoire abrégée des traités de paix*, Tom. IV, pag. 348.

Paris, le 5 novembre suivant. Ainsi que le roi de Sardaigne, il promit de ne pas permettre aux émigrés de séjourner dans ses états, et il prit l'engagement d'accorder le libre passage aux troupes de la république, et de le refuser à celles de ses ennemis.

Buonaparte, après avoir signé l'armistice avec le duc, partit de Plaisance, dans la soirée du 9 mai. Il arriva, le 10, à trois heures du matin, à Casal, et en repartit aussitôt pour se porter à l'avant-garde qui se mettait à la poursuite des Autrichiens, vers Lodi, ville située sur l'Adda. Il espérait engager une action générale; mais Beaulieu ne jugea pas à propos de l'attendre et se retira par Crême, laissant le général Sebottendorf avec environ dix mille hommes pour défendre le pont de Lodi qui est très-long et fort étroit. Buonaparte n'en résolut pas moins d'en forcer le passage. Un bataillon et quelques escadrons occupaient la ville, qui est située en avant. Ils furent attaqués, et, après un léger combat, ils repassèrent l'Adda, protégés par une artillerie formidable. Le général en chef se rendit sur le champ à l'entrée du pont pour empêcher les travailleurs autrichiens de le couper, et il fit placer lui-même, au milieu d'une grêle de mitraille, deux pièces de canon. Masséna eut ordre de former en colonnes serrées tous les bataillons de grenadiers et de les faire soutenir par sa

division. Cette redoutable masse, ayant en avant un bataillon de carabiniers, s'élança vers le pont; mais la mitraille que vingt pièces de canon vomissaient dans ses rangs, y causa de l'hésitation. Les généraux se mettent alors à la tête des troupes qui s'avancent au pas de charge sur le pont, le franchissent, culbutent en un instant la première ligne de Sebottendorf, enlèvent ses pièces et dispersent ses bataillons. A l'entrée de la nuit ce général se retira sur Crême, ayant eu deux mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et laissant quinze canons au pouvoir des Français qui, toutefois, payèrent chèrement la victoire.

Une colonne de l'armée française s'étant approchée de Modène, le duc prit la fuite et se retira à Venise, d'où il envoya le commandeur d'Este, son frère, à Buonaparte pour en obtenir une suspension d'armes, qui fut conclue le 12 mai. Ce prince fut obligé de payer une somme de 7,500,000 l., de fournir, en outre, une certaine quantité de denrées et de munitions de guerre, et de livrer vingt tableaux à choisir dans sa galerie ou dans ses états. Malgré se sacrifice énorme, le duc ne put obtenir la paix. Buonaparte révoqua, même au bout de quelques mois, la suspension d'armes; et la maison d'Este, dont l'héritière avait épousé un archiduc, fut en-

traînée dans l'abîme qui engloutit tous les états d'Italie.

Après l'affaire de Lodi, Beaulieu s'était retiré derrière le Mincio. Buonaparte ne pouvant plus alors entamer fortement l'armée autrichienne qui avait pour refuge Mantoue d'un côté, et les gorges du Tyrol de l'autre, résolut de se porter sur Milan.

Aussitôt que la nouvelle du passage du Pô par l'armée française avait été connue dans cette capitale, l'archiduc, gouverneur de la Lombardie, et l'archiduchesse, son épouse, en étaient sortis, non sans verser des larmes. Bientôt on y arbora la cocarde tricolore ; les armoiries et les livrées disparurent, et l'on planta l'arbre de la liberté. Une garde bourgeoise, dont la formation avait été ordonnée par le gouvernement impérial, maintint l'ordre dans la ville jusqu'à l'arrivée des Français, qui eut lieu le 14 mai. Buonaparte fit son entrée le lendemain. Le magistrat et la noblesse allèrent à sa rencontre, le complimentèrent (hommage que la faiblesse ne refuse jamais à la force), le conduisirent, au milieu des acclamations publiques, au palais archiépiscopal où il logea. On y servit un superbe banquet, qui fut suivi d'un bal, où les dames se montrèrent parées des couleurs alors adoptées en France.

Le jour suivant on s'occupa de choses plus

sérieuses. Tous les deniers publics furent versés dans les caisses de l'armée française. On prit cinq mille fusils et autant de sabres ; et Milan se soumit à fournir à l'entretien de quinze mille hommes, destinés à bloquer la citadelle dont la garnison, d'après une convention faite avec l'officier qui la commandait, ne devait point tirer sur la ville. Enfin, une contribution de vingt millions fut imposée à cette capitale, et pour la rendre moins onéreuse, dit-on, on y consacra l'argenterie des églises et même les fonds des monts-de-piété.

Buonaparte, après avoir pourvu à l'administration de la Lombardie, adressa à ses troupes une proclamation qui semble avoir été le type de celles qu'il a faites en si grand nombre dans la suite, et qui toutes sont remplies de vives images, propres à enflammer des hommes plus susceptibles d'émotion que de réflexion.

« Soldats,

» Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin ; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre passage.

» Le Piémont délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré aux sentimens naturels de de paix et d'amitié qui l'attachent à la France,

» Milan est à vous. Le pavillon républicain flotte » dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme » et de Modène ne doivent leur existence poli- » tique qu'à votre générosité.

» L'armée qui vous menaçait avec tant d'or- » gueil ne trouve plus de barrière qui la rassure » contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda, » n'ont pu vous arrêter un jour : vous avez fran- » chi les boulevards si vantés de l'Italie, aussi ra- » pidement que l'Apennin.

» Tant de succès ont porté la joie dans le sein » de votre patrie. Vos représentans ont ordonné » une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans » toutes les communes de la république. Là, vos » pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos » amantes se réjouissent de vos succès et se van- » tent avec orgueil de vous appartenir.

» Oui, Soldats, vous avez beaucoup fait; mais » il vous reste encore beaucoup à faire. Dirait-on » de nous que nous avons su vaincre, mais que » nous n'avons pas su profiter de la victoire? La » postérité nous reprocherait-elle d'avoir trouvé » Capoue dans la Lombardie? . . . Non, je vous » vois déjà courir aux armes : un lâche repos vous » fatigue; les journées perdues pour la gloire le » sont pour votre bonheur. Eh bien, partons! » nous avons encore des marches à faire, des » ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir.

» Que ceux qui ont aiguisé les poignards de la » guerre civile en France, qui ont lâchement » assassiné nos ministres, incendié nos vaisseaux » à Toulon, tremblent : l'heure de la vengeance » a sonné. Mais que les peuples soient sans in- » quiétude ; vous êtes amis de toutes les nations » et plus particulièrement des descendans des » Brutus, des Scipion et des autres grands hom- » mes que vous avez pris pour modèles.

» Rétablir le capitole, y placer avec honneur » les statues des héros qui le rendirent célèbre, » réveiller le peuple romain engourdi par plu- » sieurs siècles d'esclavage, tel sera le fruit de » vos victoires. Elles feront époque dans la pos- » térité ; vous aurez la gloire immortelle de chan- » ger la face de la plus belle partie de l'Europe.

» Le peuple Français, libre, respecté du » monde entier, donnera à l'Europe une paix » glorieuse qui l'indemnisera des sacrifices de » toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous » rentrerez alors dans vos foyers, et vos con- » citoyens diront en vous montrant : il était de » l'armée d'Italie ! »

Le 25 mai, Buonaparte quitta Milan, dans l'intention de se rendre à Bresse, pour rejet- ter Beaulieu au-delà de l'Adige et faire ensuite le siége de Mantoue. Il fut accompagné, à son départ, des mêmes applaudissemens qui avaient

signalé son entrée. Cependant, trois heures s'étaient à peine écoulées, que le tocsin sonnait dans toute la Lombardie. On y répandit le bruit que l'armée de Condé débouchait par la Suisse sur le Tésin, que Beaulieu, renforcé par soixante mille hommes, allait arriver à Milan, et que les Anglais avaient débarqué à Nice.

Le général en chef ne fut pas plutôt instruit de ce soulèvement, qu'il retourna sur ses pas avec trois cents chevaux et un bataillon de grenadiers. Il fit arrêter, à Milan, une grande quantité d'otages, et fusiller tous les malheureux pris les armes à la main, et il déclara au clergé et à la noblesse, qu'ils répondaient de la tranquillité publique. Le village de Bignasco, dans lequel sept à huit cents révoltés paraissaient vouloir se défendre, fut attaqué et réduit en cendres. Les habitans de Pavie qui avaient fait prisonnière la garnison du château, ayant refusé de se soumettre, leur ville fut emportée de vive force. La municipalité fut fusillée et l'on enleva deux cents otages, qu'on fit passer en France. Ceux que l'on soupçonna d'avoir pris part à la révolte furent arrêtés, et plusieurs d'entr'eux mis à mort. A la suite de ces sanglantes exécutions, des mesures sévères furent prises pour garantir la sûreté des vainqueurs, dans Milan et dans toute la Lombardie.

L'armée autrichienne, avons-nous dit, s'était

retirée derrière le Mincio. Elle occupait une ligne très-courte et très-forte qui, d'un côté, s'appuye sur le lac de Garde et de l'autre sur le Pô, et qui est protégée par les places de Peschiera et de Mantoue. Buonaparte résolut de forcer le passage du Mincio par le milieu de cette ligne. En conséquence, le 30 mai, à deux heures du matin, toutes les troupes du centre et de la droite de l'armée française se dirigèrent vers Borghetto. La cavalerie flanquée par un corps composé de tous les grenadiers, culbuta les avant-gardes autrichiennes qui repassèrent le pont à la hâte et en rompirent une arche. Buonaparte ordonna de la réparer; mais le feu de l'ennemi mettant obstacle à l'opération, un détachement de grenadiers, à la tête duquel était le général Gardanne, se jetta dans le Mincio Les autrichiens lâchèrent pied. Le pont ayant été rétabli, le corps des grenadiers le passa et s'empara de Valleggio, d'où Beaulieu venait de sortir. Le général autrichien parut vouloir tenir entre ce point et Villafranca; mais craignant d'être coupé, il fit évacuer Peschiera, repassa l'Adige et en rompit tous les ponts. Buonaparte, pour s'assurer un passage sur ce fleuve, fit occuper Vérone, position de la plus grande importance. Cette ville avait servi de retraite à S. M. Louis XVIII. Le directoire exécutif, qui était composé de régicides qu'alarmait le nom seul de

Bourbon, avait fait demander l'éloignement du monarque fugitif. Le sénat qui, dit l'historien moderne de Venise (1), avait dès long-tems perdu l'habitude des sentimens généreux, eut la faiblesse d'y consentir. Le 13 avril, la notification en fut faite au roi, sans qu'il en eut été prévenu par le moindre avis. S. M. répondit: « Je partirai; » mais c'est à deux conditions : l'une, qu'on me » présente le livre d'or où le nom de ma famille » est inscrit; l'autre, qu'on me rende l'armure » dont Henry IV, mon aïeul, a fait présent à la » république ». Le podestat de Vérone, mécontent de cette noble réponse, fit présenter une protestation au roi, qui refusa de la recevoir et dit : « Je partirai dès que j'aurai reçu les passe- » ports que j'ai envoyé chercher à Venise. Mais, » je persiste dans ma réponse (2), je me la de-

(1) M. Daru, Tom. V., pag. 196.

(2) S. M. en partant, envoya une procuration à l'ambassadeur de Russie pour suivre le double objet de sa demande, que, conformément aux ordres de sa cour qu'il avait consultée, ce ministre renouvella le 22 mai. On répondit, que rayer du livre d'or le nom de la maison de Bourbon, ce serait manquer de respect aux rois d'Espagne et de Naples, et au duc de Parme. Quant à l'armure de Henry IV, on déclara que c'était un don trop précieux, pour que la république pût se résoudre à s'en dessaisir. *Idem, pag.* 197.

» vais, et je n'oublie pas que je suis le roi de
» France ». S. M. partit le 21, et se rendit à l'armée de Condé, où elle servit comme simple volontaire, mais de laquelle de nouveaux désagrémens la forcèrent bientôt de s'éloigner.

La neutralité de Venise était reconnue; mais cette république, quoiqu'elle eût à craindre également la France et l'Autriche, avait négligé les moyens de la faire respecter. Les Français lui reprochèrent d'avoir laissé prendre aux Autrichiens la forteresse de Peschiera, et de leur avoir fourni en secret tous les secours qui avaient dépendu d'elle. Cependant Buonaparte, à son arrivée dans les états vénitiens, déclara, par une proclamation, qu'il n'avait d'autre intention que de poursuivre l'ennemi, et que l'armée française n'oublierait pas qu'une longue amitié unissait les deux républiques. Malgré cette apparente modération, il manda de Vérone, au directoire, que si le *prétendu* roi de France n'en était pas sorti avant le passage du Pô, par les troupes françaises, il aurait mis le feu à une ville assez audacieuse pour se croire la capitale de l'empire français. Ce n'est pas faire injure à Buonaparte de supposer qu'il aurait effectué la menace: « Les émigrés, ajou-
» tait-il, dans la même dépêche, fuient de l'I-
» talie; plus de quinze cents sont partis cinq jours
» avant notre arrivée. Ils courent en Allemagne

» porter leurs remords et leur misère ». Leur misère, sans doute. Mais leurs remords ! la fidélité n'en inspire jamais.

Après le combat de Borghetto, le passage du Mincio et la retraite de l'ennemi dans le Tyrol, Mantoue fut investie. Dallemagne, à la tête de six cents grenadiers, se porta, le 4 juin, sur le faubourg de St.-George, dont il se rendit maître, ainsi que de la tête de pont. Le même jour, Augereau, après avoir passé le Mincio au-delà du lac, attaqua le faubourg de Cériole, en enleva les retranchemens et la tour, et força les ennemis à se retirer dans le corps de la place.

Buonaparte, assuré que Beaulieu ne pourrait, de long-tems, faire aucune tentative en faveur de Mantoue, porta ses regards vers le midi de l'Italie, où les français avaient encore deux ennemis, le pape et le roi de Naples. S. M Sicilienne n'avait fait, il est vrai, la guerre qu'avec mollesse ; mais gagnée par l'Angleterre et par la cour de Vienne, elle avait promis un corps auxiliaire de quinze mille à dix-huit mille hommes, dont la cavalerie avait joint l'armée autrichienne derrière le Pô. Celle-ci ayant été rejettée dans le Tyrol, la cour de Naples crut devoir saisir l'instant où sa neutralité pourrait être encore de quelque prix pour la France ; et le prince de Belmonte Pignatelli vint de sa part à Bresse solliciter un arran-

gement. Une telle proposition entrait trop bien dans les vues de Buonaparte, pour qu'on ne fût pas promptement d'accord. On signa donc, le 5 juin, une suspension d'armes qui ne devait expirer que dix jours après la fin des négociations de paix, qui seraient immédiatement ouvertes entre les deux états.

Les exemples de rigueur qui avaient été faits sur les révoltés des environs de Milan, furent entièrement perdus pour les habitans de ces cantons, qui étaient appelés fiefs impériaux et qui sont situés dans le voisinage de Gênes. Ils se soulevèrent. Lannes, qui était alors chef de brigade, marcha contr'eux à la tête d'un corps de douze cents hommes. Il incendia les maisons des rebelles et en fit fusiller les chefs. On en usa de même dans les environs de Tortone. Il fut enjoint à toutes les communes de prêter le serment d'obéissance à la république française, d'envoyer deux otages pour garans de leur fidélité, de remettre toutes leurs armes sous peine de mort, et de payer à l'instant leur contribution militaire, qui devait s'accroître en cas de retard. Tous les seigneurs des fiefs furent tenus, sous peine de confiscation, de se rendre en personne à Tortone, pour y prêter le serment requis.

Après la suspension d'armes, conclue avec le roi des Deux-Siciles, l'alarme fut extrême

à Rome. Le chevalier Azzara, ambassadeur du roi d'Espagne près de sa Sainteté, alla trouver Buonaparte à Bologne, dont les français étaient déjà maîtres ainsi que de Reggio, du fort d'Urbin et du château de Ferrare. L'armistice qu'on y signa devait compter du 23 juin, et finir cinq jours après la fin des négociations, qui seraient aussi entamées à Paris, pour la conclusion de la paix définitive. Le pape se soumit à faire les réparations convenables pour le meurtre de Basseville, secrétaire de la légation française à Rome, meurtre qui avait eu lieu en l'année 1793. Tous les individus détenus dans les états de sa Sainteté, à cause de leurs opinions politiques, devaient être remis en liberté sur le champ, avec restitution de leurs biens. Les ports des états romains devaient être fermés aux vaisseaux des puissances en guerre avec la France, et ouverts à ses bâtimens. L'armée française restait en possession des légations de Bologne et de Ferrare. La citadelle d'Ancône devait lui être livrée avec son artillerie et tous ses approvisionnemens. Le pape était tenu de donner aussi cent tableaux, vases et statues au choix de commissaires français, et l'on stipula, pour se conformer à l'esprit du tems, ou plutôt des régicides qui gouvernaient la France, que les bustes des deux Brutus feraient partie de ces objets. Sa Sainteté s'engagea à payer

21,000,000 de livres, dont 15,500,000 l. en espèces, ou en lingots, et le reste en articles spécifiés par les agens du gouvernement français. Enfin, elle était obligée de livrer passage aux troupes de la république, toutes les fois qu'elle en serait requise.

Telles furent les conditions extrêmement dures, auxquelles Buonaparte consentit à ne pas effectuer la menace contenue dans la proclamation qu'il avait adressée à ses troupes.

Malgré la neutralité du grand duc de Toscane, et sous prétexte que le pavillon de la république française était continuellement insulté dans le port de Livourne, Buonaparte fit occuper cette ville le 27 juin. Le gouverneur fut arrêté, puis renvoyé à Florence. Toutes les marchandises qui appartenaient aux anglais furent confisquées, prise qui fut évaluée dix millions et était le principal motif de l'occupation de Livourne. Les anglais, pour se dédommager en partie de cette perte, s'emparèrent de l'île d'Elbe, que la résidence hélas! trop courte de Buonaparte, a rendue célèbre. Le 10 juillet, dix-sept vaisseaux, ayant à bord deux mille hommes de troupes de débarquement, se présentèrent devant Porto-Ferrajo, dont ils forcèrent le gouverneur à capituler.

Après que les français se furent emparés de Bologne et de Ferrare, une insurrection s'orga-

nisa dans la Romagne. Les insurgés avaient établi leur quartier-général dans la petite ville de Lugo. Augereau, dont la division était aux environs, somma les Lugois de poser les armes, les menaçant, en cas de refus, de marcher contre leur ville, le fer et la flamme à la main. Ils méprisèrent cette menace. Ayant appris qu'on avait envoyé contr'eux soixante dragons, ils se mirent en embuscade. Les dragons surpris, essuyèrent un feu très-vif. Cinq d'entr'eux furent tués, et les autres prirent la fuite. Deux têtes des premiers furent, dit-on, portées à Lugo et exposées devant la maison de ville.

Augereau fit marcher un corps d'infanterie et de cavalerie contre les Lugois qui s'avancèrent hardiment. Après un combat de huit heures, le désordre se mit dans leurs rangs. Les uns furent taillés en pièces, et les autres prirent la fuite. Il y en eut plus de mille de tués ou de blessés; mais les français perdirent aussi beaucoup de monde. La ville fut livrée, durant trois heures, à toutes les horreurs qu'éprouve une place emportée d'assaut. Tout fut dévasté, et tout individu rencontré les armes à la main fut égorgé.

Une proclamation faite à la suite de cette exécution, enjoignit, sous peine de mort, de déposer toutes les armes à feu. Elle portait aussi que

tout village où il y aurait eu un français assassiné, serait livré aux flammes. Tout rentra dans l'ordre, et la tranquillité ne fut plus troublée depuis ce terrible exemple. Tant de soulèvemens, toutefois, étaient loin de pouver que l'invasion des troupes françaises flattât la plupart des Italiens, comme on l'a prétendu récemment (1).

Cependant Beaulieu, avons-nous dit, était retiré dans le Tyrol où une partie de son armée avait pris des cantonnemens. La cavalerie avait été portée jusqu'à Trente. Le corps de bataille se trouvait à Calliano. Deux divisions d'infanterie étaient, l'une à Roveredo, et l'autre à Alla. L'avant-garde avait élevé des retranchemens dont la ligne allait depuis le lac de Garde jusqu'à Bellune. Enfin, les chasseurs tyroliens couvraient toutes les crêtes des montagnes et garnissaient toutes les petites vallées qui aboutissent à celle de l'Adige.

Quoique cette position parût inexpugnable, Buonaparte ne crut pas devoir souffrir les avant-gardes autrichiennes à si peu de distance. Joubert reçut l'ordre d'en attaquer les retranchemens le 7 juillet. L'ennemi fut tourné par la droite et par

---

(1) Madame de Staël, dans ses *Considérations sur la révolution française*.

la gauche et bientôt assailli de front. Les soldats gravirent contre les rochers l'arme au bras et sans tirer. Les autrichiens furent rejettés derrière Roveredo, et les français s'emparèrent du poste avantageux de Bellune.

Lorsque le cabinet de Vienne avait été instruit de la perte de la bataille de Mondovi et de la conclusion de la paix entre la France et le roi de Sardaigne, il avait jugé toute l'imminence du danger dont Beaulieu était menacé, et il avait fait passer, vers la fin du mois de mai, l'ordre au feld-maréchal Wurmser, de tirer environ trente mille hommes des meilleures troupes de l'armée impériale du Rhin, de leur faire prendre le chemin du Tyrol, et d'aller lui-même se mettre à la tête de l'armée d'Italie. Le maréchal arriva dans le milieu de juillet à Trente, où, par le moyen de nouveaux renforts venus de l'intérieur de la monarchie autrichienne, il réorganisa une armée de plus de soixante mille hommes. Cette opération terminée, il se mit en marche pour délivrer Mantoue dont le siége était pressé vivement. La gauche, aux ordres de Davidowich, descendit, le long de l'Adige, sur Dolce. Le centre, conduit par Wurmser, s'avança par Rivalta et Brentino. Mèlas, avec l'aile droite, se porta sur Lumini par le revers du Montebaldo. Le 29 juillet, à trois heures du matin, la division de

Masséna, qui était de quinze mille hommes, et gardait le chemin de Trente à Vérone, fut attaquée par les deux premières colonnes. Sebettendorf emporta les positions retranchées de Brentino et de la Corona. L'avant-garde de Masséna, pressée de front et menacée sur ses flancs, se retira avec quelque perte sur Rivoli. Davidowich jetant alors un pont sur l'Adige à Dolce, se porta, avec une partie de sa colonne, sur la rive droite pour seconder les efforts de Sebottendorf, tandis que le général Mitrousky marchait sur la Chiusa et que le général Mezaros se dirigeait sur Vérone. Masséna se replia sur Provesano entre Rivoli et Castel-Nuovo.

Cependant Quasdanowich s'était avancé le même jour sur Salo. Ce poste important qui couvrait la gauche de l'armée fut emporté par les autrichiens après un combat assez vif. Le général Guyeux, qui fut coupé avec un bataillon d'infanterie légère, se jetta dans un grand bâtiment et s'y défendit avec la plus grande bravoure. Après l'occupation de Salo, Quasdanowich fit marcher une partie de son corps sur Bresse, où il surprit les français. Quatre compagnies d'infanterie, un escadron de cavalerie, deux généraux et quelques officiers supérieurs restés malades dans cette ville, furent faits prisonniers. La division du géné-

ral Sauret, qui observait ce point, opéra sa retraite sur Desenzano.

Dans cette conjoncture critique, Buonaparte, débordé par une armée nombreuse, dont les succès devaient enflammer le courage, conçut un plan hardi, dont l'exécution exigeait la levée immédiate du siége de Mantoue. En conséquence, le 30 juillet, au soir, l'armée d'observation, qui était forte de trente mille hommes, se rassembla sur le Mincio. Augereau se porta à Roverbella, et Masséna à Castel-Nuovo. La réserve et la cavalerie prirent position à Villafranca, et le général Serrurier, qui commandait le siége, en fit la levée, et se dirigea par Borgoforte sur Crémone, Pizzighetone et Plaisance.

La colonne de Quasdanowich s'était avancée de Bresse sur la rivière de Chièse. La brigade du général Ocskay se dirigea sur Lonato, et le général Quasdanowich, avec les deux autres, marcha sur Montechiaro. L'armée française, de son côté, poursuivit sa marche durant la nuit.

Le 31, Buonaparte donna l'ordre à Sauret de se porter sur Salo, pour dégager Guyeux, tandis que Dallemagne reprendrait Lonato, à quelque prix que ce fût. Sauret repoussa l'ennemi. Guyeux et ses troupes s'étaient battues quarante-huit heures consécutives, quoique manquant de vivres. Dallemagne fut prévenu par

Ocskay. Un combat des plus opiniâtres s'engagea entr'eux ; mais le dernier fut défait. La division de Masséna prit position à Lonato et à Ponte San Marco. Enfin, celle d'Augereau se porta, le 1er. août, en une seule marche sur Bresse, dont elle délogea les autrichiens.

Quasdanowich, après ce qui venait de se passer, conçut des inquiétudes sur sa communication de Riva, et ne voulant pas s'exposer à la perdre, il se replia sur Gavardo, faisant occuper Salo, et portant une réserve sur Nozza, dans la vallée de la Sabbia. Le 2 août, la division d'Augereau revint à Monte-Chiaro.

Le maréchal Wurmser, après les succès qu'il avait obtenus à la Corona, se porta, mais avec quelque lenteur, sur Mantoue, où il entra. Le 1er. août, son armée prit position sur le Mincio ; là, il apprit que Buonaparte s'étant jeté avec toutes ses forces sur le corps de Quasdanowich, l'avait battu à Salo, à Lonato et à Bresse : le maréchal résolut de se porter le lendemain à Goito et poussa son avant-garde jusque sur Castiglione.

Le 3, à la pointe du jour, les armées se mirent en mouvement. Guyeux, qui était à la gauche, avait ordre d'attaquer Salo que Quasdanowich avait encore repris, et de contenir la colonne de ce général. Masséna, qui était au centre, devait marcher sur Lonato. Augereau, dont

la division formait la droite, devait attaquer l'ennemi par Castiglione. La réserve, aux ordres de Kilmaine, était derrière la Chièse.

Quasdanowich, ayant reçu avis du mouvement des français vers Salo, détacha, dans la nuit, la brigade du prince de Reuss, pour chercher l'ennemi et le combattre. Il résolut de se remettre lui-même en mouvement, le 3, pour tenter d'établir de nouveau sa communication avec Wurmser, par Lonato. La brigade d'Ocskay fut dirigée vers cette ville. Ott devait s'avancer sur Desenzano. Le prince de Reuss n'ayant pas trouvé l'ennemi, se rabattit sur la route que tenait Ocskay. Ce dernier fit rencontre de l'avant-garde de Masséna, qui s'avançait vers le même point et qui s'engagea un peu trop. Elle fit quelque perte et le général Pigeon, qui la commandait, fut pris; mais les troupes purent se mettre à couvert derrière un canal, et d'autres mouvemens de terrain. Buonaparte, qui arriva sur ce point à la tête de la division, fit aussitôt former en colonnes serrées deux demi-brigades que soutint un escadron de dragons. Tandis qu'elles s'avançaient au pas de charge, les autrichiens s'étendaient de plus en plus pour déborder les ailes et entourer les colonnes. Buonaparte fit déployer à droite et à gauche deux demi-brigades légères, afin de tirailler et de contenir l'ennemi. Les colonnes continuèrent leur mar-

che, Lonato fut enlevé et les autrichiens furent mis en fuite. Ils auraient été forcés, peut-être, de poser les armes, sans l'arrivée de la brigade du prince de Reuss, qui les dégagea. Ils tentèrent alors de gagner Salo; mais ayant été poursuivis avec vivacité, ils essuyèrent une grande perte.

Tandis que le général en chef rétablissait le combat, à l'avant-garde de Masséna, Augereau, conformément aux ordres qu'il avait reçus, attaquait Castiglione. Après avoir repoussé les avant-postes de l'ennemi, il rencontra la division du général Liptay en bonne position, à droite et à gauche de cette ville. Il s'engagea un combat très-vif, à la fin duquel les autrichiens furent repoussés; mais ayant vu qu'ils n'étaient poursuivis que par un petit nombre de troupes, ils formèrent de nouveau leurs rangs. On fit une charge qui les força une seconde fois à faire retraite et les jetta sous le feu d'une demi-brigade placée en embuscade sur leurs derrières, ce qui augmenta leur désordre et leur perte.

Augereau assaillit ensuite le pont de Castiglione avec une partie de sa réserve et un bataillon d'infanterie que Buonaparte avait détaché de Lonato. Liptay, ayant été renforcé, fit les plus grands efforts pour se maintenir dans sa position, où bientôt Wurmser devait le joindre. Il n'en fut pas moins forcé à faire retraite.

Présumant que Wurmser ne se tiendrait pas pour battu, Buonaparte voulut se débarrasser du corps de Quasdanowich, qui était à Gavardo, et il le fit attaquer sur plusieurs points. Le général autrichien fut surpris dans son camp, et peu s'en fallut qu'il ne fût enlevé. Après un combat assez vif, les français occupèrent Gavardo. Quasdanowich se retira sur Riva, par la vallée de la Sabbia.

Buonaparte, ayant fixé au lendemain une attaque générale contre Wurmser, se rendit à Lonato, pour y faire différentes dispositions. A peine y fut-il arrivé, qu'un parlementaire autrichien le somma de se rendre. Sa surprise fut d'autant plus grande, qu'on vint lui annoncer, en effet, que les avant-gardes ennemies approchaient et que la route de Bresse était interceptée. Buonaparte n'avait avec lui que douze cents hommes; mais sa présence d'esprit le tira d'embarras. Il jugea que le corps qui occupait Lonato ne devait être qu'un reste de celui qu'on avait battu la veille. Après avoir fait ôter le bandeau qui couvrait les yeux du parlementaire, il lui témoigna une vive indignation de ce qu'on osait le sommer au milieu de son quartier-général et de son armée, et il le menaça de se venger de cette insulte personnelle en le faisant passer au fil de l'épée avec toute sa troupe, si elle ne posait pas les armes à

l'instant. Sur l'ordre qui leur en fut donné, les grenadiers et l'artillerie s'avancèrent, puis le parlementaire fut renvoyé vers son chef, qui se rendit avec trois bataillons et plusieurs pièces de canon.

La division de Serrurier, après la levée du siége de Mantoue, avait pris une position propre à couvrir la communication directe de Crémone et de Plaisance. Le général Fiorella, qui commandait provisoirement, eut ordre de s'avancer par Guirdizzolo, afin de couper le chemin de Bresse à Mantoue et de tourner la gauche de l'ennemi, à l'instant où le gros de l'armée l'attaquerait de front. La division d'Augereau se forma sur deux lignes en avant de Castiglione. La réserve, aux ordres de Kilmaine, était placée en échelons sur la droite. La division de Masséna était à sa gauche, partie déployée, partie en colonnes.

L'armée impériale se trouvait en bataille sur deux lignes, la gauche au mamelon de Medolano, et la droite au-delà de Solferino. Elle n'était plus forte que d'environ vingt-cinq mille hommes. L'armée française en comptait, dit-on, vingt-huit mille.

Buonaparte, pour amuser l'ennemi, en attendant l'arrivée de Fiorella, donna l'ordre à l'avant-garde d'Augereau de faire mine d'attaquer les autrichiens, qui la repoussèrent sans peine.

Tandis que quelques-uns de leurs corps la poursuivaient, d'autres faisaient des manœuvres qui annonçaient l'intention de déborder la gauche de Masséna, et d'établir la communication avec Quasdanowich, dont ils ignoraient la dernière retraite. C'était ce que demandait Buonaparte, qui dirigeait toutes ses vues vers la gauche de Wurmser, à l'extrémité de laquelle il avait fait porter le général Marmont avec douze pièces d'artillerie pour la battre en écharpe. Cette batterie fit le plus grand mal à l'ennemi et foudroya la redoute qui en couvrait la gauche, et qu'à la faveur de ce feu, le général Verdier, à la tête de quelques bataillons de grenadiers, soutenus par un régiment de chasseurs à cheval, emporta. Au même moment, la cavalerie, conduite par les généraux Beaumont et Marmont, se porta sur les derrières de l'ennemi. Cette manœuvre fut décisive et la jonction avec la division de Serrurier fut assurée. Wurmser, à ce qu'on croit, en ignorait entièrement la marche; car la cavalerie légère de cette division pénétra, sans opposition, jusqu'au quartier-général du maréchal, qui, lui-même, fut sur le point d'être pris. Une charge, exécutée par les dragons de l'état-major, lui donna le tems de monter à cheval. Cependant l'infanterie suivant de près, les autrichiens suspendirent leurs mouvemens contre les avant-gardes d'Augereau et de

Masséna. Leur première ligne reprit sa position ; la seconde se porta au-devant de Fiorella, et une partie de la cavalerie, soutenue de près par l'infanterie, se dirigea sur Cavriana.

L'instant favorable de faire donner les divisions d'Augereau et de Masséna étant alors arrivé, elles marchèrent à l'ennemi. La première attaqua le centre ; la seconde tenta de pénétrer entre ce point et l'aile droite ; et Fiorella se porta sur Cavriana. Wurmser ainsi pressé, fit bientôt une retraite précipitée. Il repassa le Mincio, et coupa tous les ponts. Il eut environ deux mille hommes tant tués que blessés ; on lui fit mille prisonniers et il perdit vingt pièces de canon (1).

Comme il importait de ne pas laisser à l'ennemi le tems de réunir ses colonnes éparses, il fut résolu de l'attaquer le 6 août, au matin.

L'armée impériale tenait la ligne du Mincio ; sa gauche communiquait encore avec Mantoue par Roverbello ; le corps de bataille était vers Valeggio ; la droite s'était repliée dans le camp retranché, assis sous Peschiera, point vers lequel avait été détachée la brigade Liptay. Le corps d'armée

---

(1) Selon le général Jomini, quoique Buonaparte eût bien combiné ses dispositions d'attaque, il n'avait pas mis dans leur exécution toute l'activité qu'il avait montrée au début de la campagne. *Tom. VII*, *p.* 277.

de Quasdanowich était toujours vers la partie supérieure du lac de Garde.

Augereau devait contenir le centre des autrichiens en s'avançant sur Borghetto pour canonner Valeggio et menacer d'y passer le Mincio. Masséna traversa Peschiera, attaqua le camp et parvint à l'emporter. Les ennemis y perdirent dix pièces de canon et cinq cents hommes. Wurmser, menacé de perdre ses communications avec la vallée de l'Adige et d'être coupé du Tyrol, ainsi que du corps de Quasdanowich, se replia sans engager d'affaire sérieuse et fit sortir de Mantoue deux brigades qu'il remplaça par d'autres corps. La garnison en fut, en conséquence, portée à quinze mille hommes de troupes fraîches, et elle fut approvisionnée pour plusieurs mois.

Le 7 août, Masséna s'avança vers Rivoli pour y reprendre les positions qu'il avait précédemment occupées. La division d'Augereau se rabattit sur Peschiera pour y passer le Mincio et se porter sur Vérone. La division de Serrurier reçut l'ordre de passer à Valeggio et de se diriger sur le même point.

Toutes les arrière-gardes de l'ennemi furent entamées. Celle qui tenait à Vérone, voulant suspendre autant qu'il serait possible la marche des français, avait fait lever les ponts et fermer les portes. La division de Serrurier où se trouvait

le général en chef, arriva devant cette place, à dix heures du soir, et somma le providateur de les lui ouvrir. Ce gouverneur ayant demandé un délai de deux heures, Buonaparte fit enfoncer les portes à coups de canon. On entra dans la ville et l'on fit quelques prisonniers.

La même division alla ensuite former l'investissement de Mantoue; mais la perte de tout le parc d'artillerie qu'on avait été contraint d'abandonner, empêcha de reprendre le siége de cette place, qu'on se contenta de bloquer d'assez loin.

Vers la même époque, les colonnes de Wurmser et de Quasdanowich avaient rétabli leurs communications. La première avait pris position vers Alla et tenait encore, avec ses avant-gardes, la ligne du Montebaldo et de la Corona. La possession de ces hauteurs donnait aux autrichiens la facilité de déboucher de nouveau sur le Mincio; il était donc important de les déloger. La division de Masséna fut chargée de les attaquer le 11, tandis que celle d'Augereau s'avancerait dans la vallée de l'Adige pour la seconder. Les postes des impériaux n'étant pas soutenus par le gros de l'armée, furent partout culbutés. On leur prit sept pièces de canon et on leur fit quelques centaines de prisonniers. Augereau, qui avait passé l'Adige, repoussa l'ennemi jusque sur Alla; en-

fin, la division qui se trouvait sur la rive occidentale du lac de Garde, attaqua, le 12, les postes que Quasdanowich avait conservés à Rocca-d'Anfo et aux environs. Ils furent tous forcés.

Tous ces petits combats qui formaient le complément des victoires de Castiglione, préludaient en même tems à un événement plus sérieux. Buonaparte commençait à recevoir de l'armée des Alpes et de l'intérieur, des renforts qui lui assuraient au moins le moyen de se maintenir dans ses conquêtes, en remplissant les vides causés par les combats, les détachemens et les maladies qui régnaient dans cette partie du théâtre de la guerre.

Wurmser, de son côté, avait un peu remis l'ensemble de son armée. Il occupait des positions avantageuses où il pouvait attendre en sûreté les renforts qui lui étaient nécessaires pour reprendre l'offensive.

Le cabinet de Vienne, qui mettait la plus grande importance à la conservation de Mantoue, avait nommé chef d'état-major de l'armée d'Italie, le général Lauer, qui avait été chargé de nouvelles instructions pour accomplir cet objet. Davidowich devait rester dans le Tyrol avec vingt mille hommes, répartis en quatre divisions, que devaient seconder un grand nombre de tyroliens armés. Wurmser, avec les divisions de Sebot-

tendorf, de Quasdanowich et de Mezaros, fortes ensemble de vingt-six mille hommes, devait descendre, par les vallées de Sugana et de la Brenta, sur Bassano, et chercher à s'emparer ensuite des ponts de Legnago pour se porter sur Mantoue. Davidowich devait inquiéter les français vers le haut de l'Adige et déboucher sur les derrières de leur ligne de défense, au cas où ils porteraient toutes leurs forces contre la gauche de l'armée impériale. On se flattait de les contraindre, par ces manœuvres, à évacuer le pays situé entre l'Adige et le Mincio, et de rétablir les communications avec Mantoue, sans livrer bataille.

Buonaparte, aussitôt qu'il fut instruit des mouvemens de l'ennemi, se disposa à profiter de la faute qu'il faisait, de disséminer ses forces. Il fut résolu de rassembler les divisions de Vaubois et de Masséna, à Serravalle, pour qu'elles attaquassent Davidowich, appuyées par celle d'Augereau. La division de Masséna, formant le centre, passa l'Adige à Polo, suivit la grande route de Trente et arriva, le 3 septembre, à Alla. Celle d'Augereau, qui était partie, le 2, de Vérone, se porta, par la droite, sur les montagnes de Molare, entre Lugo et Rovère, afin de pouvoir observer le corps ennemi vers Vicence et Bassano, et, au besoin, concourir aux opérations de Masséna. Vaubois, à l'extrême gauche, partit dans le même tems de

Storo, dans la vallée de la Chièse. Son avant-garde culbuta l'ennemi au pont de Sarrea, et se réunit, à Torbole, à la brigade de Guyeux, qui s'était embarquée à Salo.

L'avant-garde de la division de Masséna rencontra, le 3, les premiers postes des autrichiens à Alla et les repoussa. Wukassowich fut rejetté sur Serravalle et se replia ensuite sur San-Marco, où sont des positions formidables sur les deux rives de l'Adige. Son avant-garde de droite se trouvait à l'embranchement de la route, par laquelle Vaubois devait faire sa jonction et passer la rivière. Les instructions de ce général lui prescrivaient d'arriver, le 4, vis-à-vis de Serravalle. Le général Pigeon attaqua ce village et s'en rendit maître après un combat assez vif.

Le 4, Masséna reçut l'ordre d'attaquer San-Marco, à l'instant où Vaubois arriverait sur l'Adige. Augereau devait occuper les hauteurs qui longent la vallée d'Arsa, pour prêter la main à Masséna, couvrir la droite et inquiéter l'ennemi relativement à Vicence. Pigeon, avec une partie de l'infanterie de Masséna, gagna les hauteurs situées à la gauche de San-Marco. L'adjudant général Sornet attaqua l'ennemi avec une demi-brigade d'infanterie légère, dont les soldats firent le service de tirailleurs. Victor, avec une brigade de ligne en colonnes serrées par batail-

lon, perça par le grand chemin. Au même instant Vaubois commença l'attaque du camp de Mori, sur la rive droite de l'Adige.

Après un combat opiniâtre qui dura deux heures, la faible avant-garde de Wukassovich abandonna sa position. Le général Dubois, à qui Buonaparte avait envoyé l'ordre de pousser vivement l'ennemi, se mit à la tête d'un régiment de hussard et décida l'affaire par une charge où il fut blessé à mort.

Davidowich, qui avait rassemblé ses troupes à Calliano, fit passer à Wukassowich l'ordre de se replier sur ce point. A l'instant où ce dernier commençait à se retirer de Roveredo, le général Rampon passa, avec une brigade, entre cette ville et l'Adige; et la brigade de Victor entra au pas de charge dans la grande rue. Wukassowich, ainsi pressé par des forces supérieures, essuya une perte considérable. Sur ces entrefaites, Vaubois avait forçé le camp de Mori et poursuivait l'ennemi sur la rive droite de l'Adige. Wukassowich, accablé de toutes parts, tenait tête à tous les défilés et exécutait sa retraite sur la route de Trente en assez bon ordre, quoique combattant depuis trois jours.

Masséna, parvenu à Roveredo, rallia ses brigades en avant de cette ville et leur donna un moment de repos, pendant lequel Buonaparte

reconnut, avec deux escadrons, les mouvemens de l'ennemi. Wukassovich venait d'opérer sa jonction avec Davidowich qui avait des troupes fraîches et nombreuses. La position de Calliano est resserrée par l'Adige et des montagnes à pic, et forme une gorge d'environ quarante toises de longueur que ferment un village, un château élevé et une forte muraille. Toute l'artillerie des autrichiens battait ce défilé. Le général Dammartin qui eut ordre de faire avancer huit pièces d'artillerie légère pour commencer la canonnade, les plaça de façon à prendre la gorge en travers. Le général Pigeon passa, avec quelques bataillons, sur la droite; et trois cents tirailleurs se jettèrent sur les bords de l'Adige pour engager la fusillade. Favorisées par ces dispositions, trois brigades passent les défilés, formées en colonnes serrées par bataillon. Ébranlés par le feu nourri de l'artillerie et la hardiesse des tirailleurs, les impériaux ne résistèrent pas au choc de ces colonnes, dont l'une gravit contre des rochers presque inaccessibles, et dont l'autre tourna le long de l'Adige. Davidowich, serré en flanc et de front, céda l'entrée de la gorge. Ce mouvement rétrograde inspira la terreur à toute sa ligne, qui commença dès-lors à se retirer en désordre. La cavalerie française en profita pour la charger. Ce corps se sauva jusqu'à

Trente, laissant en chemin plusieurs milliers de blessés et de prisonniers.

Dans la nuit du 4 au 5, Vaubois passa l'Adige et fit sa jonction. Masséna se remit à la poursuite de l'ennemi et entra dans la ville de Trente, à huit heures du matin, après avoir échangé quelques coups de canon avec l'arrière-garde autrichienne.

Buonaparte, instruit que Davidowich avait pris, derrière le Lavisio, une position de laquelle il aurait pu inquiéter la marche que le général en chef se proposait de faire dans les gorges de la Brenta, il fut résolu de la lui enlever. Buonaparte fit presser la marche de Vaubois et se porta, de sa personne, à l'avant-garde pour en diriger les attaques. Il était six heures du soir, lorsqu'on arriva devant la position. Elle était formidable. Il fallait passer le Lavisio sur un pont dont le débouché était bien gardé. Cet obstacle, loin d'ébranler le soldat, l'enflamma d'un nouveau courage. Toutefois l'avant-garde fut repoussée; mais la tête de la division étant arrivée, Buonaparte ordonna une nouvelle attaque. Le général Dallemagne franchit le pont avec une demi-brigade, malgré le feu de l'ennemi qui était retranché dans Lavis. Murat, à la tête d'un détachement de chasseurs à cheval, portant des fantassins en croupe, passa la rivière à gué. Davi-

dowich, ainsi menacé, se retira précipitamment sur Salurn et Neumarck.

Durant ces opérations, la division d'Augereau, ayant rencontré sur les hauteurs des obstacles insurmontables, redescendit dans la vallée de l'Adige, où elle reçut l'ordre de se porter vers Levico.

Cependant Wurmser, quoiqu'il fût instruit de la marche des français vers Roveredo, n'en persista pas moins dans la résolution de se porter vers Mantoue. Le 6 septembre, le général Mezaros, qui commandait l'avant-garde, s'avança jusqu'à San-Olmo, au-delà de Vicence, et poussa des détachemens jusqu'à Montebello. Le maréchal alors était encore à Bassano, point vers lequel Buonaparte se dirigea par les gorges de la Brenta, lorsqu'il eut mis la division de Vaubois en observation sur le Lavisio pour contenir les débris de l'aile droite de l'armée ennemie. La division d'Augereau s'était portée, le 6 septembre, de Levico sur Borgo de Val-Sugana, et Val-Soivas. La division de Masséna avait pris la même direction depuis Trente. L'une et l'autre continuèrent leur marche le lendemain, au point du jour.

Une avant-garde de trois régimens de croates couvrait la vallée de la Brenta, au passage important du village de Primolano, qu'elle occupait, sa droite appuyée sur des montagnes à pic, et sa

gauche contre la rivière. Elle fut rencontrée par l'avant-garde de la division d'Augereau, qui emporta le village. Les autrichiens se rallièrent dans le petit fort de Covolo qui barre le chemin par lequel il fallait passer. Une demi-brigade se porta sur la gauche et engagea une vive fusillade, en même tems que trois cents hommes d'une autre demi-brigade passèrent la Brenta et gagnèrent les hauteurs de droite sur les derrières des corps de croates qui, après une résistance assez vive, évacuèrent le fort. Ils cherchaient à effectuer leur retraite, lorsqu'un régiment de dragons et un détachement de chasseurs qui étaient parvenus à gagner la tête de la colonne que l'infanterie harcelait en queue, les forcèrent, au nombre d'environt dix-huit cents hommes, à mettre bas les armes. La chute du jour et la fatigue des troupes décidèrent Buonaparte à les faire bivouaquer à Cismone.

Cette marche de vingt lieues en deux jours, exécutée dans des défilés hérissés de postes retranchés, déconcerta les autrichiens; et, cependant Wurmser, au lieu de filer vers Mantoue, comme auparavant il en avait eu le dessein, demeura à Bassano. Il fit prendre position aux deux divisions de Quasdanowich et de Sebottendorf, sur un rideau en avant de la ville, à deux mille pas de la Brenta et parallèle à cette rivière. L'artille-

rie et les pontons étaient sur la route de Citadella; trois bataillons étaient poussés en avant sur la rive droite de la Brenta; et un corps de même force occupait le village de Solagna.

Le 8 septembre, à deux heures du matin, l'armée française se mit en marche. Arrivée au débouché des gorges, près de Solagna, elle rencontra les trois bataillons formant avant-garde. La division d'Augereau se porta sur la rive gauche de la Brenta, excepté, cependant, une demi-brigade qui prit la rive droite sur laquelle Buonaparte fit également passer la division de Masséna. Forts de leur position les ennemis tinrent quelque tems; mais à la fin, ils furent culbutés et poursuivis l'épée dans les reins. Ils se réfugièrent en partie dans le camp, en partie à Bassano, où il répandirent l'alarme. Sur ces entrefaites, les pontons et la réserve d'artillerie étant, par un mal-entendu, rentrés dans la ville, au lieu de se retirer par Citadella, le désordre y fut au comble.

En cet état de choses, l'armée française se présenta devant Bassano. Augereau y entra par la gauche au pas de charge, tandis que Masséna y arriva par la droite. Les troupes de ce dernier se jettent sur les pièces qui défendaient le pont de la Brenta et les enlèvent. L'artillerie prise, elles pénètrent dans la ville, malgré les efforts des corps des grenadiers chargés de protéger la retraite du

quartier-général. Wurmser se dirigea vers Fontenîva, où il passa la Brenta. Le corps de Quasdanowich, gagné par sa gauche et ne pouvant se retirer sur Vicence, fut contraint de se jetter avec perte dans le Frioul.

Les français, dans cette journée, prirent environ deux mille hommes, cinq drapeaux, trente pièces de canon tout attelées, deux équipages de pont et plus de deux cents caissons, portant une partie des bagages de l'armée.

Décidé, à la fin, à se jetter sur Mantoue, Wurmser, après avoir passé la Brenta, se dirigea vers Vicence où se trouvait la division de Sebottendorf. Mezaros avait occupé Montebello, poussé des partis jusqu'à Vérone et détaché un bataillon pour s'emparer de Legnago, où les généraux Funck et Lauer s'étaient rendus sur le champ, pour mettre cette place en état de défense. Wurmser les suivit de près avec le reste de son corps. Ott, qui était à Montebello avec cinq bataillons et neuf escadrons, eut ordre de couvrir ce mouvement. Il laissa une petite arrière-garde dans cette ville, et se dirigea, à l'entrée de la nuit, par Albaredo, vers Legnago. Le général Heister, avec quatre bataillons et quatre escadrons, ferma la marche et se tint à la hauteur du corps de Ott.

Buonaparte ayant appris, à Bassano, que

Wurmser se portait sur Vicence, se flatta de le forcer à recevoir la bataille en rase campagne et de lui faire mettre bas les armes. Le 9 septembre, la division de Masséna, qui s'était transportée dans cette dernière ville, en sortit pour passer l'Adige à Ronco. Celle d'Augereau se rendit à Padoue. Les autrichiens, ne rencontrant alors aucun obstacle dans leur marche, passèrent tranquillement la rivière à Legnago. L'espace qui se trouve entre cette place et Mantoue, est coupé de canaux, de ruisseaux et de prairies marécageuses. Les courans d'eau les plus gros, sont le Tartaro, le Tione et la Molinella, qui tombent dans le Pô. En détruisant les ponts et en profitant des autres avantages qu'offrait la nature du terrain, la division de Sahuguet, qui formait le blocus de Mantoue, pouvait, avec des détachemens inférieurs en nombre, arrêter la tête de colonne de Wurmser, et donner à l'armée française le tems de le serrer de près sur ses flancs. En conséquence, la division de Masséna, qui venait de faire une marche forcée pour se rendre de Montebello à Ronco, reçut l'ordre de se porter, le lendemain de bonne heure, à Sanguinetto. L'objet de ce mouvement était de couper le chemin de Porto Legnago à Mantoue, et de mettre le corps de Wurmser entre deux feux. Des ordres avaient été expédiés à Sahuguet pour qu'il rompît tous les

ponts de la Molinella et du Tione. Il devait aussi occuper Governolo, par où l'ennemi aurait pu s'échapper.

Le 10, au soir, Masséna passa l'Adige. Dans la même nuit, la division d'Augereau s'avança de Padoue vers Legnago, s'éclairant à gauche avec soin, de peur que les autrichiens ne se sauvassent par Castel-Baldo, dans la direction de Venise et de Trieste.

Wurmser ne présumait pas que le même corps, qui, les 5 et 8 septembre, avait battu sa droite à Trente, et son centre à Bassano, serait en mesure de lui couper la retraite. En conséquence, il fit séjourner ses troupes pour qu'elles prissent quelque repos; et le 11, il se remit en marche pour gagner Mantoue, laissant dix-huit cents hommes pour garder Legnago. La division de Masséna, quoiqu'excédée de fatigue, s'était portée sur Sanguinetto; mais son guide lui fit faire un détour. Murat étant parvenu au village de Cerea, à la tête de quelques centaines de chasseurs, rencontra l'avant-garde ennemie que conduisait le général Ott. Il culbuta quelques escadrons; mais il ne tarda pas à plier lui-même. Le général Pigeon, qui commandait l'avant-garde, voyant sa cavalerie engagée, précipite la marche de son infanterie légère, traverse le village et s'empare du pont par lequel l'ennemi devait passer. Ott, après un mo-

ment d'hésitation, fit ses dispositions d'attaque. L'avant-garde de française fut culbutée par les autrichiens qui prirent le pont de Cerea. Buonaparte s'y était porté au prémier coup de canon qu'il avait entendu ; mais lorsqu'il arriva, les ennemis n'y étaient plus.

Le 12, au matin, la division de Masséna marcha vers ce même point pour prendre l'ennemi en queue, tandis qu'il serait arrêté sur le Tartaro et le Tione, par les troupes du blocus de Mantoue. La brigade de Victor fut chargée de compléter, sur la rive droite de l'Adige, l'investissement de Legnago, que, depuis vingt-quatre heures, la division d'Augereau formait sur la rive gauche. La division de Masséna marcha toute la journée, et parvint à deux milles de Nogara, sans avoir pu joindre l'arrière-garde de l'ennemi. Wurmser avait, la nuit du 11 au 12, marché vers Mantoue avec une telle rapidité, qu'il était entré de bonne heure à Nogara. Ayant appris que les ponts de la Molinella étaient coupés et que Sahuguet l'attendait à Castellaro, le maréchal sentit qu'il ne devait pas essayer de forcer ce poste, vu que dès la pointe du jour on s'était mis à sa poursuite. Il ordonna au général Ott de se porter, avec l'avant-garde, vis-à-vis de Castellaro pour donner le change à Sahuguet, tandis que le reste des troupes filerait par le pont de

Villa-Impenta, que le général français avait négligé de couper. Ott devait se porter ensuite sur le même point et former l'arrière-garde.

Sahuguet, informé du mouvement des autrichiens, détacha quelques chasseurs pour les harceler et retarder leur marche; mais ils étaient en trop petit nombre. Après un e vive résistance, ils furent enveloppés, et le général Charton, qui les commandait, fut tué.

Legnago capitula le 12, et la garnison posa les armes le lendemain. Les français trouvèrent dans la place vingt-deux pièces de canon attelées, et ils délivrèrent cinq cents hommes que l'ennemi leur avait pris dans les combats précédens.

Le général autrichien, en entrant dans Mantoue, en renforça d'environ huit mille hommes d'infanterie et de quatre mille chevaux, la garnison. Il était donc probable qu'il s'efforcerait d'en tenir les dehors libres, tant pour la ravitailler que pour seconder les tentatives qui seraient faites dans le dessein de le dégager. Buonaparte résolut donc de le forcer à se renfermer dans la place.

La division d'Augereau marcha, le 13, vers Mantoue, en se dirigeant sur Governolo, débouché important dont elle devait s'assurer. Ensuite, elle devait se rabattre sur le faubourg St.-George. Masséna se dirigea au centre vers Castellaro. Sahu-

guet se porta sur la Favorite. Après un combat assez vif, où il eut d'abord quelques succès, les autrichiens ayant renforcé leur gauche, l'obligèrent à se retirer, en abandonnant trois pièces de canon qu'il leur avait prises.

Treize bataillons et vingt-quatre escadrons campaient hors de Mantoue. La cavalerie impériale, fière de son nombre, inondait la campagne. Masséna, voulant mettre un terme aux excursions de l'ennemi, tenta de le surprendre. Ses troupes parvinrent jusqu'au camp sans être aperçues. Tout semblait leur promettre une victoire complète; mais elles furent arrêtées par quelques bataillons qui furent rassemblés sur le champ. Dans le même instant, Ott sortit de Mantoue avec les escadrons qui revenaient du fourrage. La cavalerie autrichienne, sans s'apercevoir qu'elle n'avait pas de selle, fit une charge impétueuse. Les français ne purent soutenir le choc et évacuèrent le camp en désordre.

La division de Masséna prit, dans la nuit, une position moins rapprochée de la place, en se portant sur Due-Castelli. Le 15 au matin, les autrichiens, enhardis par leurs succès de la veille, firent sortir toute la garnison dans le dessein d'entreprendre un grand fourrage. Ils occupaient la Favorite et St.-George. La division d'Augereau, commandée provisoirement par

par le général Bon, s'avançait vers ce dernier point, en longeant la rive gauche du Mincio, afin de tourner la droite de l'ennemi. Dès que Wurmser fut instruit de ce mouvement, il crut que toute l'armée française venait de ce côté, et il fit avancer son aile droite. Le combat qui était engagé depuis quelque tems, devint alors plus vif. Les autrichiens y obtinrent des avantages; mais divers mouvemens qui furent faits sur leurs ailes, les forcèrent à dégarnir leur centre. Alors la division de Masséna, qui avait quitté sa position, s'avança. Une brigade formée en colonnes serrées et conduite par le général Victor, marcha directement sur St.-George. Une autre brigade, soutenue par deux régimens de cavalerie, aux ordres du général Kilmaine, se dirigea à la droite pour rejetter les ennemis sur la brigade du général Pigeon, qui devait couper la communication entre St.-George et la Favorite. Le reste de la division soutenait ces deux attaques.

Aussitôt que la droite des autrichiens, qui pressait le général Bon vers Tenca, eut entendu une forte canonnade du côté de St.-George, elle craignit d'être coupée par la prise de ce faubourg, et se retira en désordre. Bon reprit alors ses avantages et poursuivit l'ennemi. Dans l'intervalle, le corps qui couvrait St.-George avait été culbuté, et la brigade du général Victor

y était entrée en même tems que les autrichiens, qui se rejettèrent vers la citadelle. Sahuguet fit tous ses efforts pour les en empêcher; mais il ne put y réussir complètement, vu qu'il n'avait pas assez de troupes à leur opposer et qu'ils étaient protégés par le feu des remparts et par leur cavalerie.

Buonaparte fit porter sa cavalerie au soutien de sa droite; mais il était trop tard; Wurmser était déjà rentré dans la place.

Ces deux journées furent fort coûteuses des deux côtés. Les autrichiens eurent de deux mille à trois mille hommes mis hors de combat dans la journée du 15. Le résultat de celle-ci aurait été décisif en faveur des français, si la citadelle n'avait pas protégé la retraite des corps ennemis.

« Ce coup de vigueur (dit le général Jomini (1), dont nous croyons devoir citer les propres paroles), termina les opérations contre l'armée de » Wurmser. En lisant le récit de ces événe- » mens, on ne peut se dispenser de rendre hom- » mage à l'habileté qui conçut ces entreprises, » à l'audace qui les exécuta et à l'activité qui en » assura le succès. »

(1) Tom. VII, pag. 314.

L'ennemi fut à peine rentré dans Mantoue, que les français se fortifièrent à St.-George et à la Favorite; et Wurmser fut dans l'impossibilité de déboucher par ces deux points. Cependant il resta maître, quelque tems encore, du Seraglio, district fertile, qui est situé entre le bas Mincio et le Pô. Les forces renfermées dans la place allaient de vingt-huit mille à trente mille hommes, dont cinq mille de cavalerie; mais à la fin de septembre on n'y comptait déjà plus que seize mille combattans. Neuf mille hommes se trouvaient dans les hôpitaux; et les fatigues, les privations et les maladies causées par l'air pestilentiel des marais qui entourent Mantoue, avaient fait périr le reste.

Le 23, Ott et Minckwitz attaquèrent Governolo sur la rive droite du Mincio. Ils furent repoussés avec perte de huit cents hommes faits prisonniers et de cinq pièces de canon.

Le général Kilmaine, qui commandait les deux divisions chargées du blocus de Mantoue, ayant reçu des renforts, se porta, le 29, avec plusieurs colonnes, sur les deux camps que les autrichiens occupaient, l'un devant la porte Pradella, et l'autre devant la porte Cérèse. L'ennemi les évacua à son approche. Le 1er. octobre, on s'avança jusqu'à ces mêmes portes, et la citadelle fut bloquée. Un détachement de cavalerie

autrichienne, qui était sorti la veille, fut pris. Un autre détachement, qui avait passé le Pô, à Borgo-Forte, fut investi et forcé de capituler. Le 7 octobre, l'ennemi fit une sortie dans le dessein d'enlever du bois et du fourrage. Il attaqua le château de Prada, que défendaient trois cents hommes. Un bataillon étant venu, avec du canon, renforcer ce poste, l'ennemi se retira jusque sur les glacis de la citadelle. Une escalade tentée sur le fort de St.-George, dans la nuit du 18, échoua complètement. Enfin, le reste du mois s'écoula sans qu'il arrivât rien de mémorable. La garnison commençait alors à manger ses chevaux; et les maladies continuaient à faire les plus grands ravages.

Nous allons suspendre le récit des opérations ultérieures de Buonaparte, pour attirer l'attention du lecteur sur celles qui eurent lieu en Allemagne, dans le tems même où le général de l'armée d'Italie remportait les victoires signalées dont nous venons de tracer le tableau.

Les puissances belligérantes avaient, dans la première de ces contrées, chacune deux armées. Celles des français étaient l'armée de Rhin et Moselle et l'armée de Sambre et Meuse, fortes, l'une, d'environ soixante et dix-huit mille hommes, et l'autre, de soixante et seize mille. Celle-ci était commandée par le général Moreau;

celle-là par le général aujourd'hui maréchal Jourdan. L'armée de Moreau avait en tête l'armée impériale du Haut-Rhin, qui, à l'ouverture de la campagne, était aux ordres du feld-maréchal Wurmser, et était composée d'environ quatre-vingt-quatre mille hommes. Celle de Jourdan était opposée à l'armée impériale, dite du Bas-Rhin, qui était commandée par l'archiduc Charles, et comptait près de quatre-vingt-treize mille combattans. Ainsi, la supériorité numérique était en faveur des impériaux, d'environ dix-huit mille hommes, sur lesquels, ce qui était un grand avantage, il y en avait seize mille de cavalerie. D'un autre côté, il y avait dans les deux armées impériales des troupes des cercles, ce qui en accroissait moins la force réelle que le nombre.

Le général Jourdan se trouvait dans le Hunds-ruck, sur la rive droite de la Nahe. Le centre de son armée était vers Cologne, et l'aile gauche à Dusseldorf.

Sur le Haut-Rhin, le feld-maréchal Wurmser était en avant de Manheim dans les positions retranchées de la Rehbach et de Speyerbach. La gauche des autrichiens formait un cordon jusqu'à Bâle, pour observer la droite des français qui était aux ordres de Ferino.

Kléber, qui commandait l'aile gauche de l'armée de Sambre et Meuse, ouvrit la campagne

le 1er. juin. Il força, par une suite de combats, le prince Ferdinand de Wurtemberg, qui commandait l'aile gauche de l'armée impériale du Bas-Rhin, de quitter le pays situé entre la Sieg et la Lahn. Ce succès permit à Jourdan de passer le Rhin, le 12, à Neuwied. Ensuite il contraignit l'archiduc Charles à abandonner Spire, Neustadt et Kaiserlautern, pour marcher par Mayence au secours du prince Ferdinand. L'archiduc et le général Werneck défirent le général Lefebvre, le 15, à Weztlar. Le 19, Kléber fut battu par Kray à Uckerath et forcé de repasser la Sieg. Enfin, l'archiduc manœuvra si habilement contre Jourdan, que ce général crut devoir évacuer Neuwied, et quitta la rive droite du Rhin.

L'armée de Moreau était dans la position suivante. L'aile droite, qui comptait vingt-six mille hommes, se trouvait entre Hœrdt, Strasbourg et Huningue. Le centre, aux ordres de Desaix, et fort de trente et un mille hommes, était cantonné entre Germershein et Birckweiler, au pied des Vosges. L'aile gauche, commandée par St.-Cyr, et composée de vingt et un mille hommes, se trouvait entre Alberswyler, Anweiler et Deux-Ponts.

L'armée impériale du Haut-Rhin était distribuée en trois corps principaux. La droite, forte d'environ vingt mille hommes, était campée entre

Otterberg et Kaiserlautern, d'où elle se réunissait à l'archiduc Charles, dont le camp était vers Baumholder. Le centre, aux ordres de Starray, était organisé en deux corps, formant, réunis, plus de trente-deux mille hommes. Le premier de ces corps, qui était du double au moins plus fort que le second, gardait la Rehbach et le camp retranché de Muschbach. L'autre campait à Reingentheim et Manheim. Plusieurs divisions, aux ordres de différens généraux, du nombre desquels était le prince de Condé, gardaient le cours du Rhin, depuis Philisbourg jusqu'à Bâle. Cette aile gauche, commandée par le général Latour, comptait trente-deux mille combattans.

Moreau, pour cacher son plan, feignit d'avoir l'intention de se porter vers Mayence. Le 20 juin, il attaqua le camp retranché des autrichiens devant Manheim; mais pendant cette fausse attaque, il réunit à Strasbourg ses forces principales, passa le Rhin dans la nuit du 23 au 24, et s'empara de Kehl.

L'archiduc quitta le Bas-Rhin pour marcher au secours de Latour, et laissa le comte de Wartensleben avec trente-six mille hommes, entre la Lahn et la Sieg, pour empêcher Jourdan de passer ces deux rivières et le Rhin; mais le général français n'en passa pas moins le fleuve à Neu-

au prince, lorsqu'il eut pris la résolution de quitter le Necker, qu'il ne lui était pas possible de suivre plus long-tems les opérations de l'armée impériale, ni de s'éloigner des frontières de la Saxe. En conséquence, elles se mirent en marche pour retourner dans leurs foyers. Ces défections et les différentes pertes que l'archiduc avait essuyées, réduisirent son armée à vingt-cinq mille hommes. Le 11 avril, il livra à Moreau, près de Heidenheim et de Nersheim, une bataille qui fut indécise, mais qui lui permit d'effectuer son projet de passer à Donawerth, sur la rive droite du Danube.

Wastensleben, qui avait une des ses ailes appuyées sur Mayence et l'autre sur Aschaffenbourg, empêchait Jourdan de passer le Mein et de pénétrer dans la Franconie. Comme il importait au général français de se rendre maître de Francfort, il fit attaquer cette ville, le 13, par Kléber, qui, le lendemain, conclut avec Wartensleben une suspension d'armes de vingt-quatre heures, pendant laquelle les troupes françaises ne pourraient entrer dans Francfort, ni passer sur la rive gauche du Mein et sur celle de la Kinzig. Wartensleben profita de cet armistice pour se retirer sur Wurtzbourg, où il passa le Mein, le 20 juillet. Il continua sa retraite à travers la Franconie, où l'armée du Rhin et Moselle

la suivit pied à pied. Le 7 août, il passa la Regnitz, entra dans le Haut-Palatinat et arriva, le 18, à Amberg.

Cependant l'archiduc avait gagné Nordheim sur la rive droite du Danube et en face de Donawerth; et Moreau s'était avancé le long de la rive gauche de ce fleuve jusqu'à la Wernitz, qui s'y jette près de la ville que nous venons de nommer. Latour, avec un autre corps autrichien et celui de Condé, était retiré derrière le Lech, dont il occupait le bord depuis Landeberg jusqu'à Rain. Le général Frœlich était sur l'Iller et dans le Vorarlberg. L'archiduc avait reçu quelques renforts qui avaient porté son armée à vingt-huit mille hommes. Jourdan s'étant enfermé dans les défilés de la Pegnitz, le prince Charles fit passer, à Wartensleben, l'ordre de tenir dans sa position d'Amberg, et, s'il était forcé de faire retraite derrière la Naab, de maintenir au moins sa communication avec Ratisbonne. Après avoir donné ces recommandations, l'archiduc, par un mouvement que les maîtres de l'art admirent, passa, le 17 août, subitement le Danube, se porta, à marches forcées, contre Bernadotte, qui, avec un corps inférieur à celui du prince, s'était avancé de Nuremberg vers Neumarckt, sur la route d'Ingolstadt, dans le tems où Jourdan délogeait Wartensleben de sa position d'Am-

berg. Bernadotte, battu le 22 août à Teiningen, repassa la Pegnitz à Lauf. L'archiduc se porta du côté de Jourdan et l'attaqua, le 24, à Amberg; de concert avec Wartensleben, qui, après avoir éprouvé une perte considérable, traversa de nouveau la Naab. Pris entre deux feux, Jourdan fit retraite sur Sulzbach; et l'archiduc opéra sa jonction avec Wartensleben, ce qui porta ses forces à soixante mille hommes, tandis qu'il n'en restait qu'environ quarante-cinq mille au général français. Le prince détacha Hotze pour occuper la vallée de la Pegnitz et la ville de Nuremberg.

Jourdan se retira sur Forcheim derrière la Wisent, où Bernadotte vint le rejoindre. Dans sa marche précipitée, il fut continuellement harcelé par les autrichiens. L'archiduc détacha Nauendorf, par Neumarkt sur le Danube, pour maintenir sa communication avec Latour.

L'armée de Sambre et Meuse arriva, le 31 août, à Schweinfurt. Depuis Bamberg, l'archiduc ne la fit poursuivre, sur la rive droite du Mein, que par un corps assez faible. Lui-même, avec le gros de son armée, prit le chemin de Wurtzbourg, où Hotze, qui passa le Mein à Kitzingen, entra le 1er. septembre, et dont la garnison française se jeta dans la citadelle. Jourdan, qui craignit d'être coupé de la route de

Francfort, s'empressa de quitter Schweinfurt et marcha sur Wurtzbourg. Ce fut près de cette ville ou plutôt à Hornack, que l'archiduc lui livra bataille le 3 septembre. Jourdan fut complètement défait, et forcé de se retirer derrière la Wern, sur le chemin de Schweinfurt à Gemunden, de là à Hammelburg, derrière la Saal, et enfin jusqu'à la Lahn, où l'armée française arriva le 9 septembre. La retraite de Jourdan fut si précipitée, qu'il abandonna une grande partie de son artillerie et de ses munitions. Ses troupes avaient commis des excès, que les paysans du Spessart vengèrent, en massacrant tous les détachemens français qui tombèrent entre leurs mains.

L'archiduc, avec son infanterie, traversa le Mein à Zell et ensuite à Lengfurth, sur la route d'Aschaffenbourg, où sa cavalerie prit le chemin de Bischofsheim et de Miltemberg. Le général Marceau, qui bloquait Cassel, renvoya une partie de ses troupes sur la rive gauche du Rhin, au général Hatry, qui commandait le blocus de Mayence, sur cette rive, et il se retira avec le reste pour opérer sa jonction avec Jourdan sur la Lahn. L'armée autrichienne arriva le 8 septembre à Francfort.

Jourdan avait pris la position de Wetzlar. Il avait reçu des renforts si considérables qu'il était devenu supérieur en forces à l'archiduc, qui

chargea le général Kray de le tromper par de fausses attaques contre Giessen et Wetzlar, tandis que lui-même forcerait le passage de la Lahn à Limbourg, et contraindrait ainsi les français à se retirer derrière la Sieg. Ce plan hardi réussit parfaitement. Le 6 septembre, Marceau fut chassé de sa position de Limbourg. Ce jeune général, qui réunissait de grands talens à beaucoup d'intrépidité, livra, le 19, à Hochstebach, près de Hachenbourg, un combat dans lequel il reçut une blessure mortelle et tomba entre les mains des autrichiens (1). Toute l'armée française marcha sur la Sieg, et Beurnonville qui, le 22 septembre, en prit le commandement, la ramena sur la rive gauche du Rhin. Une suspension d'armes, par laquelle les français abandonnèrent la tête de pont de Neuwied et la rive droite du Rhin, depuis ce pont jusqu'à Mulheim, permit aux deux armées de prendre des quartiers d'hiver.

L'archiduc, en se transportant sur la rive gauche du Danube, avait laissé sur le Lech, pour observer et arrêter Moreau, trente mille hommes commandés par Latour. Ignorant que le prince s'était porté vers le nord, et n'ayant

(1) Il fut inhumé dans le camp retranché de Coblentz, au bruit de l'artillerie des deux armées française et autrichienne.

aucune connaissance des opérations de Jourdan, Moreau avait passé le Danube, le 19 août, forcé le passage du Lech, à Augsbourg, le 24, et remporté, à Friedberg, une victoire sur Latour. Ce général s'était d'abord retiré vers l'Iser, sur une ligne trop étendue, entre Landshut et Munich, dont les bavarois interdirent l'entrée aux autrichiens aussi bien qu'aux français. Instruit que Nauendorf, détaché par l'archiduc, était arrivé du côté de Neustadt, il alla à sa rencontre et livra, le 1er. septembre, au général Desaix, à Geisenfeld, un combat où il eut le désavantage. Il se retira à Pfaffenhofem, derrière la grande Laber.

Moreau se disposait à passer l'Iser, lorsque la nouvelle de la marche de l'archiduc vers le nord, lui fit prendre la résolution de concentrer ses forces entre Friedberg et de Neubourg, et de détacher Desaix pour porter des secours à Jourdan, qu'il supposait encore sur la Pegnitz, quand il était déjà sur la Lahn. Lui-même, avec le gros de l'armée, passa aussi sur la rive gauche du Danube, en laissant un corps sur la rive droite, pour assurer la communication avec Ferino, qui occupait la position de Friedberg. Desaix, arrivé à Heideck, eut la certitude que l'archiduc était trop avancé pour qu'il lui fût possible de l'atteindre. En conséquence, il rejoignit Moreau.

Ce dernier, se flattant que Jourdan reprendrait l'offensive, choisit une position d'où il pût continuer sa marche vers l'Autriche Il se reporta donc sur la rive droite du Danube et sur la Paar; mais, en négligeant de faire à tems occuper Ulm, il se mit dans l'impossibilité de se porter sur le Necker, où il aurait pu faire une puissante diversion en faveur de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Cependant le général Frœlich, qui était dans le Vorarlberg, ayant fait un mouvement sur l'Iller et pris, les 18 et 19 septembre, Kempten et Isny, Moreau passa le Lech et arriva le 21 sur la Mendel, le 22 sur la Gunz, et le 23 derrière l'Iller. Latour le suivit dans toutes ces positions. Frœlich fit chasser, le 22, les Français de Memmingen, et Nauendorf, en remontant la rive gauche du Danube, se rendit maître d'Ulm. La position de Moreau était alors très-critique; Latour le suivait avec vingt-trois mille hommes; sa gauche était harcelée par Frœlich avec onze mille hommes; Nauendorf marchait sur sa droite avec neuf mille hommes, prêts à passer le Danube, lorsqu'il serait nécessaire. Le Knibis et la vallée de la Kenzig étaient occupés, avec six mille hommes, par Pétrasch; mais la prudence et le sang-froid du général français, joints aux fautes de l'ennemi, le tirèrent de l'embarras extrême où il se trouvait. Latour, non-seulement négligea de fermer les

défilés de la Kenzig et celui du Val-d'Enfer, mais il livra, le 2 octobre, à Biberach, avec des forces inférieures, une bataille à Moreau et la perdit. Pour maintenir sa communication, il fut forcé de se retirer sur le Danube, ce qui permit au général français d'effectuer sa retraite sur Fribourg, par le défilé ou Val-d'Enfer, qu'il passa dans les journées du 15 et du 16, puis il prit position à Emmedingen.

L'archiduc, après avoir repoussé l'armée de Sambre-et-Meuse au-delà de la Sieg, chargea le général Werneck de défendre avec trente-deux mille hommes les positions d'Uckerath et de Neuwied, et se mit en marche vers le Mein, avec seize mille hommes. Il donna l'ordre au général Petrasch de prendre une partie des garnisons de Mayence et de Manheim, pour inquiéter Moreau. A son approche, le général Scherb, qui commandait un corps de troupes françaises à Bruchsal, se retira sur Kehl. Petrasch le suivit, attaqua ce fort le 18 septembre, et le prit d'assaut; mais il négligea de détruire le pont du Rhin, et ses troupes se débandèrent. Le général Schauenbourg, qui commandait à Strasbourg, rassembla les fuyards, réunit la garnison et la garde nationale, et enleva le même jour, leur conquête aux autrichiens. Petrasch alors occupa la vallée de la Kinzig. L'archiduc vint le

joindre là, sachant que Moreau avait pris la résolution de passer le Val-d'Enfer. Après avoir enveloppé Kehl, il assit son camp à Malberg; et Latour fit sa jonction avec lui, le 17 octobre. Le 19, le prince battit, quoiqu'avec des forces inférieures, Moreau à Emmedingen ou sur l'Eltz. Ce dernier fit le 21, traverser le Rhin au Vieux-Brisach, à son aile gauche, commandée par Desaix, avec ordre de repasser le fleuve à Strasbourg et d'attaquer l'archiduc sur ses derrières; mais avant que l'opération eût pu se faire, le prince livra, le 24 octobre, à Schliengen, un autre combat à l'armée française, et la força de quitter sa position qui était très-avantageuse, pour repasser le Rhin, à Huningue, le 26 octobre.

Il paraît que ce fut après qu'il eût eu connaissance de la perte de la bataille de Wurtzbourg que le directoire exécutif, dont les intentions, cependant ont toujours été très-peu pacifiques, fit faire à la cour de Vienne des ouvertures de paix. Ses propositions étaient que la république française aurait pour limites le cours du Rhin et conserverait sur la rive droite de ce fleuve, les têtes de pont de Dusseldorf, d'Ehrenbreisten, de Cassel, de Kehl, du Vieux-Brisach et de Huningue. La maison d'Autriche aurait renoncé à ses possessions transrhénanes et de Souabe, et à celles qu'elle avait en Italie, à l'exception de la Tos-

cane. Elle aurait reçu, à titre d'indemnité, la Bavière. Le duc de Modène aurait aussi renoncé à ses états et été indemnisé en Allemagne. Il en aurait été de même du roi de Prusse, pour la perte qu'il aurait faite par la réunion de la rive gauche du Rhin à la France; ainsi que du prince de Nassau-Orange, qui, en outre, aurait été revêtu de la dignité électorale. L'électeur de Bavière aurait renoncé à toutes ses possessions allemandes et été fait roi de Lombardie. Un congrès aurait réglé toutes les indemnités et le nouvel état politique de l'Allemagne, où il n'y aurait eu que huit électorats: savoir celui qui aurait remplacé l'électorat de Mayence, ceux de Bohême, de Saxe, de Brandebourg, de Hanovre, de Hesse-Cassel, du pays qui aurait été donné au duc de Modène, et de celui qu'aurait reçu le prince d'Orange.

Un courrier français porta ces propositions à Vienne, au mois de septembre (1796); mais le cabinet autrichien qui, après la brillante campagne d'Allemagne, se flattait de sauver Mantoue et de reconquérir la Lombardie, se montra peu disposé à négocier sans la participation de la Grande-Bretagne qui peut être considérée comme sa perpétuelle alliée. Il refusa un passeport, pour se rendre à Vienne, au général Clarke depuis duc de Feltre, qui avait été envoyé à l'ar-

mée d'Italie et qui eut à Vicence, avec M. de Vincent une entrevue qui n'aboutit à rien (1). L'Autriche a souscrit ensuite à de plus dures conditions; mais des revers multipliés, que nous ne tarderons pas à retracer, lui en imposèrent la loi.

Les opérations de la campagne ne furent pas terminées, lorsque l'armée de Rhin et Moselle eut repassé le fleuve. Pour expulser entièrement les français de l'Allemagne, il fallait encore s'emparer de Kehl et de la tête de pont d'Huningue. Moreau fit proposer à l'archiduc une suspension d'armes, en vertu de laquelle le Rhin aurait séparé les deux armées, de façon, cependant, que ces deux points importans seraient restés au pouvoir des français.

---

(1) M. Schoel, *Histoire abrégée des Traités de paix*, tom. V, page 8. — M. le général Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tom. VIII, pag. 515. « On » a assuré, dit ce dernier, que la mission secrète de ce » général (Clarke) était de surveiller Buonaparte, dont » le directoire n'était pas content, parce qu'il dirigeait » les affaires d'Italie, sans s'arrêter aux instructions du » gouvernement; d'autres même ont prétendu qu'il avait » l'ordre de le remplacer, mais qu'il n'avait pas cru pou» voir exécuter une mission si délicate ». Il est difficile de croire que si le général Clarke s'était chargé de l'une ou de l'autre, Buonaparte lui eût jamais accordé sa confiance.

Le prince, qui jugeait que dans la situation où se trouvaient les affaires, il n'y avait rien de plus important pour l'Autriche que de sauver Mantoue, ne douta pas que l'empereur ne souscrivît à la proposition. Il avait déjà même commencé à mettre son armée en mouvement pour la faire entrer dans le Tyrol, lorsqu'il reçut l'ordre de prendre Kehl à tout prix. Il chargea Latour de faire le siége de cette place qui fut défendue par Desaix. Les opérations commencèrent le 9 novembre et la tranchée fut ouverte le 21. Le lendemain, Moreau lui-même, à la tête de vingt mille hommes, fit une sortie vigoureuse, mais fut repoussé. Les autrichiens furent forcés de prendre d'assaut, un point après l'autre; et ce ne fut que le 9 janvier 1797, lorsque le fort ne présentait plus qu'un monceau de cendres et de décombres que Desaix le remit par capitulation et se retira à Strasbourg, avec toute son artillerie et ses munitions.

La tête de pont d'Huningue fut assiégée, depuis le 27 octobre, par le prince de Furstemberg qui tenta de s'en emparer dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre. Le commandant de la place, le général Abatucci, fut tué; mais les autrichiens qui étaient déjà maîtres en partie du fort, en furent chassés; et ce fut seulement le 2 février 1797, que le général Dufour le rendit par capitulation.

Les revers que les français essuyèrent dans la campagne de 1796, en Allemagne, sont attribués principalement, par les hommes de l'art, à la division de leurs forces, qui formaient deux armées distinctes et dont les bases d'opérations étaient trop écartées.

LIVRE III.

1796.—1797.

Les français recouvrent l'île de Corse.—La cour de Vienne met sur pied une nouvelle armée.—Affaires de la Brenta et de Caldiero.—Combat de Calliano et de la Corona. —Bataille d'Arcole.—Établissement de la république Cispadane.—Batailles de Rivoli et de la Favorite.—Reddition de Mantoue.—Paix entre la France et S. M. Sicilienne.—Marche des troupes françaises contre la ville de Rome.—Paix conclue à Tolentino, entre le Saint-Siége et la France.—L'archiduc Charles prend le commandement de l'armée autrichienne en Italie.—Passage du Tagliamento, par Buonaparte.—Passage du Lisonzo et prise de Gradisca.—Prise de Gorice.—Opérations de l'aile gauche de l'armée française dans le Tyrol.—Buonaparte marche contre Vienne.—Lettre qu'il adresse à l'archiduc Charles, et réponse de ce Prince.—Combat de Dirnstein.—Buonaparte établit son quartier-général à Judenbourg, dans la haute Styrie.—Armistice.—Préliminaires de Léoben.—Opérations des armées françaises en Allemagne.

L'île natale de Buonaparte, tandis qu'il remportait d'éclatantes victoires en Italie, était soumise aux anglais, que, comme nous l'avons dit, Paoli avait appelés. Toute la Corse, à l'exception des

trois villes de Bastia, de Saint-Florent et de Calvi, ayant cessé de reconnaître la convention, une consulte avait été établie pour le gouvernement de l'île. Le 20 septembre 1793, une flotte anglaise, commandée par le lord Howe, était entrée dans le golfe de Saint-Florent, et s'était emparée des deux tours qui dominent la place. Une autre division avait paru devant Bastia et l'avait sommée de se rendre. En même tems Paoli avait marché contre cette ville, à la tête d'un corps de dix mille hommes. Saint-Florent avait capitulé le 20 février 1794, et Bastia le 21 mai suivant. Après cette conquête, M. Elliot, commissaire de S. M. B., avait convoqué une assemblée générale, qui s'était réunie, le 10 juin, à Corté, sous la présidence de Paoli, avait voté, le 19, la réunion de la Corse à la Grande-Bretagne, et avait adopté la constitution anglaise. M. Elliot avait accepté, au nom de son souverain, cette nouvelle couronne; et par la prise de Calvi, qui avait eu lieu le 4 avril, les anglais s'étaient vus en possession de toute l'île. Il paraît que leur domination leur y suscita beaucoup d'ennemis. Buonaparte, qui en fut instruit, résolut d'en profiter pour leur enlever leur conquête. Par son ordre, le général de division Gentilli, qui devait commander l'expédition, en fit, dans le plus profond secret, les préparatifs à Livourne. Comme on manquait de navires, on fut réduit à

n'envoyer d'abord qu'un petit détachement de troupes de ligne et quelques réfugiés corses, sous le commandement du général Casalta, qui, bravant les corsaires anglais et luttant contre les élémens, parvint à descendre, le 19 octobre, dans l'île. Le lendemain, il fut joint par un nombre assez considérable de patriotes, avec l'assistance desquels il se porta, le 21, sur Bastia. Maître des hauteurs qui dominent cette ville et appuyé par les habitans, il somma les anglais qui tenaient le fort, de se rendre dans l'espace d'une heure. Ceux-ci avaient en rade quelques vaisseaux qui menaçaient de foudroyer Bastia : ils les gagnèrent ; mais leur arrière-garde où se trouvait le régiment émigré de Dillon, fut entamée et on leur fit quelques prisonniers.

Le 22, Casalta marcha contre Saint-Florent, avec deux pièces de canon. Il trouva les gorges de San-Germano occupées par l'ennemi, qui, après une résistance assez vive, fut forcé dans cette position. Les français, malgré deux vaisseaux embossés et dont le feu donnait sur le chemin qui conduit à Saint-Florent, s'emparèrent de cette ville. L'escadre anglaise qui se trouvait dans la baie, se retira hors de la portée du canon, et le vice-roi, M. Elliot, avec les troupes qui avaient évacué Bastia, se rendit à Porto-Ferrajo. Gentilli avec tous les réfugiés corses, mit à la voile de Livourne, et quoique les anglais eussent beaucoup

de bâtimens en croisière, il parvint heureusement à sa destination.

La cour de Madrid ayant alors déclaré la guerre à la Grande-Bretagne, une flotte espagnole de dix-sept vaisseaux de ligne sortit de Cadix, se réunit, en passant près de Carthagène, à sept autres vaisseaux, et cingla vers Toulon, pour faire sa jonction avec la flotte française. L'amiral Jarvis, qui bloquait ce port, ne pouvant prévenir cette réunion, fit évacuer l'île d'Elbe et la Corse, qui en moins de trois semaines, fut entièrement réduite sous l'obéissance de la France.

Quant à Paoli, il s'était retiré de gré ou de force avant les anglais, et il ne survécut pas longtems à la soumission de l'île.

La cour de Vienne, persistant dans la lutte violente où elle était engagée, fit, dès les premiers revers essuyés par Wurmser, les plus grands efforts pour composer une armée qui, non-seulement pût reprendre Mantoue, mais expulser les français de l'Italie. En conséquence, de tous les points des états héréditaires, les recrues affluèrent vers cette contrée; et les Provinces Illyriennes, organisées militairement, fournirent un grand nombre de bataillons. D'un autre côté, les succès de l'archiduc permirent de faire marcher vers l'Adige la division qui jusqu'alors avait couvert le Voralberg. Au moyen de tous ces renforts, l'armée, au milieu

d'octobre, se trouva forte de quarante-cinq mille hommes; et le commandement en fut confié au général Alvinzy, qui dans les campagnes de 1794 et 1795, s'était acquis une grande réputation.

Buonaparte, tout victorieux qu'il était, se vit alors dans une position difficile; son armée était si réduite par les combats, les fatigues et les maladies, que, malgré l'arrivée de plusieurs détachemens, elle ne comptait pas plus de trente-sept mille à trente-huit mille combattans, avec lesquels il fallait et bloquer une place de premier rang, et faire face à tous les efforts de l'Autriche.

Dans cet état de choses, le général de l'armée française fit augmenter les défenses de Peschiera, de Legnago et de Pizzighitone. Le faubourg de Saint-George fut aussi fortifié pour faciliter le blocus de Mantoue, que formait la division de Serrurier. Celle d'Augereau était en réserve à Vérone. La division de Masséna se tenait en observation sur la Brenta, vers Bassano et Trévise. Enfin le général Vaubois gardait les débouchés du Tyrol sur le Lawis.

Après les fatales journées de Roveredo, Davidowich s'était retiré entre Neumarck et Botzen; et Quasdonowich, après l'affaire de Bassano, s'était replié sur Gorice. Ce fut en cette ville qu'Alvinzy prit le commandement de l'armée. Le corps qu'il conduisit en personne, fut divisé en

deux colonnes, dont l'une fut commandée par Quasdanowich et l'autre par Provera. Alvinzy devait s'avancer vers Bassano, y passer la Brenta, et se porter contre Vérone, tandis que Davidowich, avec l'aile droite, repousserait les français de Trente et de Roveredo, et emporterait les positions retranchées de Rivoli. Cette aile devait faire sa jonction sur le Bas-Adige avec le corps principal, pour marcher de concert vers Mantoue, où Wurmser se serait trouvé de la sorte à la tête d'une armée de soixante mille hommes.

Alvinzy, avant la fin d'octobre, franchit le torrent de Tagliamento; et les 1er. et 2 novembre, il passa la Piave. Le corps d'armée se remit en marche le 3, et il s'avança le 4 sur la Brenta.

Provera, avec la gauche, marcha vers Citadella, prit position à Fonteniva, et poussa son avant-garde, aux ordres de Liptay, vers Carmignano. Quasdanowich se porta en avant et à gauche de Bassano. La brigade de Mitrousky se dirigea vers le château de la Scala, poussant des partis sur Primolano, pour s'assurer des défilés de la vallée de la Brenta.

Buonaparte, aussitôt qu'il avait été instruit des premiers mouvemens de l'ennemi, avait ordonné à la division de Masséna de ne point s'engager sérieusement; mais de quitter la Brenta et Bassano, pour se replier sur Vicence et sur Montebello.

Celle d'Augereau s'avança pour soutenir la première. Ainsi le gros de l'armée française se trouva réuni par un simple mouvement.

Le soin de contenir le corps de Davidowich avec la gauche de l'armée, avait été laissé par Buonaparte, à Vaubois qui commit la faute de partager ses forces en deux colonnes. Guyeux attaqua l'ennemi le 2 novembre, en avant de Lawis, emporta Saint-Michel, fit trois cents prisonniers; et brûla en partie le pont que l'ennemi avait sur l'Adige. Davidowich, pour faire diversion à cette attaque, porta une colonne vers Segonzano. La brigade de Fiorella, que Vaubois fit marcher contre elle, se dirigea vers le château de ce lieu qui est situé au fond de la vallée; mais il négligea de débusquer les autrichiens des hauteurs de Bedole, d'où Wukassowich descendit, puis attaqua les français; tandis qu'ils brisaient les portes du château; ils furent culbutés dans un ravin, et essuyèrent une perte considérable. Davidowich se réunit bientôt à Wukassowich, et s'étendit, le 3, sur les hauteurs qui dominent Sevignano. Vaubois étant débordé, se jeta sur les positions des châteaux de la Pietra et de Besseno, qui dominent le défilé de Calliano. Sa droite s'appuyait contre des montagnes inaccessibles, sa gauche sur l'Adige, vers Mori, et son front était couvert par un ruisseau assez encaissé.

Les succès de Davidowich devaient se réduire à rien, si Buonaparte parvenait à remporter une victoire complète sur Alvinzy. En conséquence, l'armée française se mit en devoir d'attaquer l'ennemi, le 6 novembre. La division de Masséna se dirigea vers Citadella ; et celle d'Augereau devait marcher vers Bassano. La première rençontra à Carmignano et Ospital, l'avant-garde commandée par Liptay. Elle la repoussa. Instruit de ce projet d'attaque, Alvinzy avait donné l'ordre à Provera de passer aussi avec l'aile gauche sur la rive droite de la Brenta et de marcher sur Ospital. Quasdanowich fit avancer sur deux colonnes, une partie de l'aile droite, afin de prendre en flanc et à revers les troupes qui attaquaient Liptay. A peine l'avant-garde fut-elle parvenue à Lenove, qu'elle se vit assaillie par la division d'Augereau. Les autrichiens furent repoussés ; mais ayant été renforcés, ils pénétrèrent de nouveau dans le village, dont ils furent chassés une seconde fois. S'étant retirés dans une position avantageuse, ils soutinrent plusieurs attaques jusqu'à l'entrée de la nuit. Quasdanowich se maintint à Bassano, mais Provera, ayant été attaqué par toutes les forces de Masséna, fut rejeté sur la rive gauche de la Brenta et coupa ses ponts.

Cette action qui n'offrit point de résultat décisif, fut très-meurtrière de part et d'autre. Comme

l'armée française n'était pas assez forte pour renouveler, sans de puissans motifs, des combats semblables, et que d'un autre côté la division de Vaubois pouvait être compromise sur l'Adige, Buonaparte crut devoir faire un mouvement qui le rapprochât de cette division et de celle de Kilmaine. En conséquence, l'armée française se mit en marche, le 7 novembre, au point du jour, pour se replier sur Vicence, puis sur Vérone.

Cependant Davidowich avait résolu de déloger Vaubois de sa position de Calliano. Après un combat assez vif, il était entré à Trente, le 4 novembre, et avait fait jeter un pont sur l'Adige. Ocskai descendit par la rive droite sur Nomi; Wukassowich, avec un corps considérable, s'avança par la rive gauche jusqu'à la tête des défilés de Calliano; et Laudon manœuvra sur la rive droite. Le 6, Davidowich attaqua les châteaux de la Pietra et de Besseno; mais il y éprouva une vive résistance, et la nuit seule mit un terme à la fureur des combattans. L'attaque fut renouvelée avec plus d'acharnement encore le lendemain. Les brigades de Reuss et de Sporke vinrent renforcer le corps de Wukassowich, et Ocskay fit placer sur la rive droite de l'Adige plusieurs pièces de canon, qui battaient avec le plus grand effet la position des français. Les autrichiens attaquèrent le château de Besseno et l'emportèrent à

cinq heures du matin. Ils parvinrent également à se loger dans celui de la Pietra; mais le bataillon qui le défendait ayant été soutenu, les en chassa bientôt. Les attaques sur le Vogelberg et sur Calliano eurent le même résultat. Ces postes furent pris et repris plusieurs fois dans la journée. Au milieu des plus violens efforts, une terreur soudaine s'empara des français qui prirent la fuite dans le plus grand désordre, abandonnant le village aux autrichiens. Trois bataillons de troupes fraîches, qui arrivaient de Mori et de Roveredo, parvinrent à contenir les ennemis jusqu'à la nuit. Vaubois, craignant d'être tourné s'il faisait une plus longue résistance, prit le parti d'abandonner ses positions. Le 8, Davidowich déboucha dans la plaine de Roveredo et campa en avant de cette ville. Vaubois se retira sur la rive droite de l'Adige, dans la position retranchée de la Corona et de Rivoli.

La fortune semblait abandonner les drapeaux des français, auxquels elle avait été jusqu'alors si fidèle. Alvinzy, dès qu'il s'était aperçu que Buonaparte avait quitté les rives de la Brenta pour se replier sur Vicence, s'était mis en marche dans le dessein de le suivre. Provera, de son côté, ayant rétabli le pont qu'il avait été forcé de couper, s'avança vers Scalda-Ferro. Le 8, les autrichiens entrèrent à Vicence, qui était évacuée; et ils vinrent

camper le 9 à Montebello. Alvinzy, ayant appris là les succès de la colonne de Davidowich, résolut de marcher le 11 vers Villa-Nova, et d'attendre qu'elle eut forcé les positions de la Corona et de Rivoli, et qu'elle se fut avancée sur Bussolingo ou Campara. Son intention était de passer alors l'Adige de vive force, pour faire sa jonction avec elle, puis marcher ensemble vers Mantoue. Il fit en conséquence des démonstrations pour donner de l'inquiétude sur plusieurs points à la fois, et appréciant l'importance de Vérone, il fit préparer des échelles pour donner l'assaut, s'il se pouvait, à cette place.

Buonaparte, qui n'ignorait pas le danger de sa position, prit la détermination de s'y soustraire par un coup de vigueur. Dès qu'il eut connaissance de la marche d'Alvinzy sur Villa-Nova, il fit sortir son armée de Vérone et la dirigea vers Caldiero, le 11 novembre, à trois heures après midi. L'avant-garde de la division d'Augereau repoussa les avant-postes ennemis de Saint-Michel et de Saint-Martin ; et l'on se prépara, de part et d'autre, au combat. La droite des autrichiens était près du village de Cologna, sur un amphithéâtre d'un accès difficile. La gauche se trouvait à Caldiero. Le corps de bataille, qui était resté à Villa-Nova, reçut l'ordre de se mettre en marche,

les français ayant assez prouvé qu'ils avaient pris la résolution d'attaquer le lendemain.

En effet, les divisions de Masséna et d'Augereau se mirent en mouvement le 12. La première attaqua l'aile droite de l'ennemi, et la seconde la gauche. On combattit de part et d'autre avec acharnement. Augereau emporta d'abord le village de Caldiero. Masséna parvint à gagner le flanc droit des autrichiens, et il était prêt à s'emparer de la hauteur qui flanquait leur ligne, lorsqu'Alvinzy, arrivé sur les entrefaites, fit porter cinq bataillons contre la gauche de cette division. Provera marcha avec quatre bataillons contre la division d'Augereau. Le centre de la position des autrichiens fut en même tems renforcé par un pareil nombre de bataillons.

Cette supériorité de forces fit échouer tous les efforts des français. Pour surcroît d'inconvénient, le tems était affreux ; le froid augmentant par degré, changea en grésil la pluie qui tombait à torrens depuis le matin, et qu'un vent du nord portait avec violence à la figure des soldats. La gauche de Masséna, se voyant prise à revers, fut forcée de céder le terrain qu'elle venait de gagner. Buonaparte fit avancer une demi-brigade demeurée en réserve, et dont la bonne contenance arrêta l'ennemi. Les troupes étant rentrées dans leurs premières positions, il y eut une longue canon-

nade ; et vers le soir, les français se retirèrent sur Vérone.

Le général autrichien, en passant l'Adige sur le champ, aurait sans doute sauvé Mantoue ; mais il perdit quarante-huit heures en délibérations, et le plan auquel il s'arrêta n'en fut pas mieux conçu (1). L'armée impériale s'avança, le 14, jusqu'à Vérone. La brigade de Mitrousky, qui avait été détachée dans la vallée de la Brenta, revint sur ses pas et garnit celle de l'Adige, de concert avec la brigade de Brigido.

La position de Buonaparte était critique. Une seule résolution pouvait changer en sa faveur la face des affaires. Il sut la prendre avec rapidité et l'exécuter avec persévérance (2). Il se détermina donc subitement à passer sur la rive droite de l'Adige à Vérone, avec les divisions d'Augereau et de Masséna, pour le repasser à Ronco, tomber par Villa-Nova ou Bonifacio sur les derrières d'Alvinzy, lui enlever ses parcs d'artillerie ainsi que ses dépôts de vivres et couper son unique communication.

En exécution de ce plan, les divisions d'Augereau et de Masséna passèrent l'Adige à Vérone, dans la nuit du 13 novembre, et se dirigèrent

---

(1) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 459.

(2) *Idem.*

vers Ronco. Kilmaine garda la première de ces places avec trois mille hommes, tirés de la division qui bloquait Mantoue. Vaubois se maintenait encore dans l'excellente position de la Corona. Dès que les divisions commencèrent à arriver à Ronco, on jeta un pont sur l'Adige. Celle d'Augereau, ayant son général à sa tête, passa la première. Elle se dirigea sur le champ vers Arcole, village qui était défendu par un petit corps de flanqueurs croates et hongrois.

Augereau ayant laissé une demi-brigade à la garde du pont, la division de Masséna commença à défiler. La réserve de cavalerie, aux ordres du général Beaurevoir, et formant environ dix-sept cents chevaux, demeura en bataille sur la rive droite, prête à passer lorsque les circonstances le permettraient.

Tout le terrain qui formait le champ de bataille est bas et tellement marécageux, qu'on ne peut le traverser qu'au moyen de quelques digues. Celle qui conduit à Arcole est coupée par l'Alpon, ruisseau qu'il fallait passer sur un pont de bois, étroit et assez élevé, qui aboutissait à quelques maisons crénelées. Les autrichiens n'avaient sur ce point que de gros détachemens; mais ils furent promptement renforcés et se trouvèrent en nombre suffisant pour soutenir une première attaque.

Ils avaient du canon, et l'extrémité du pont était barricadée.

Cependant Alvinzy attendait avec impatience la nuit du 15 au 16, pour attaquer Vérone. Une canonnade qu'il entendit derrière lui n'attira d'abord que faiblement son attention; mais bientôt il connut tout le danger dont il était menacé. Il changea ses dispositions, en faisant marcher à la hâte des renforts vers Arcole, et en donnant ensuite à son armée l'ordre d'exécuter un changement de front en arrière. Une colonne de six bataillons, commandée par Provera, se dirigea vers Porcil. Quatorze bataillons et vingt-deux escadrons aux ordres de Mitrousky, se portèrent sur San-Bonifacio et Arcole. Les parcs filèrent vers Montebello.

Sur ces entrefaites, la division d'Augereau s'avançait vers Arcole, et celle de Masséna vers Porcil. La tête de colonne de la première éprouva la plus vive résistance. Cependant il fallait forcer le passage. Les généraux se mirent à la tête de la troupe. Ce fut vainement; l'ennemi continuait à faire un feu terrible; et Lannes, Verdier, Bon et Verne furent mis hors de combat. Augereau se porta en personne à la tête du pont; mais le feu était si violent, que les pelotons étaient écrasés lorsqu'ils arrivaient à portée. Buonaparte, avec son état-major, se place alors en avant de la co-

lonne, encourageant les soldats et leur demandant s'ils ne sont plus les mêmes qui ont emporté le pont de Lodi. Sa présence ayant rendu tout leur enthousiasme aux soldats, il résolut de faire une nouvelle tentative; mais tous ces délais avaient donné le tems à l'ennemi de faire soutenir les troupes qui défendaient le pont. La colonne fut encore arrêtée, malgré les efforts du général en chef, qui, s'étant jeté à bas de cheval, s'était mis à la tête des grenadiers: la division rétrograda (1). Les autrichiens en la poursuivant, dépassèrent Buonaparte de plus de cinquante pas. Les troupes françaises voyant le danger auquel leur général était exposé, firent volte-face et repoussèrent l'ennemi avec vigueur. Il fallut toutefois renoncer à forcer le passage du pont et attendre le résultat du mouvement de la brigade de Guyeux, qui avait été détachée vers Albaredo, avec l'ordre de passer l'Adige au bac et de tourner Arcole, si elle ne parvenait pas à l'emporter de front.

Tandis que la droite de l'armée française éprouvait une si forte résistance, la division de Masséna, plus heureuse, avait culbuté l'ennemi au-delà de Bionde. Elle attaqua ensuite Porcil avec la plus

(1) Le cheval de Buonaparte fut alors jeté dans un marais.

grande intrépidité et elle parvint à en expulser l'ennemi.

Cependant les troupes autrichiennes avaient continué leur mouvement. Celle de Mitrousky se formait en bataille entre San-Bonifacio et San-Stephano. De son côté, Guyeux avait réussi à passer l'Adige. Il repoussa les tirailleurs ennemis et se retira sur Arcole, qu'il attaqua par la gauche, en même tems que la colonne d'Augereau l'attaquait par le pont. La division, qui défendait ce village, l'abandonna un instant et se retira sur le gros de l'armée.

Cependant le jour baissait, et les autrichiens semblaient vouloir reprendre Arcole avec des forces considérables. Toute leur armée étant là, il devenait donc dangereux pour l'armée française de passer la nuit dans la position où elle se trouvait : ayant l'Adige à dos et étant engagée entre des marais, elle courait le risque d'y être précipitée à la moindre alerte. Buonaparte résolut, en conséquence, de la faire passer sur la rive droite, et il la fit former de chaque côté de Ronco, ne laissant que deux demi-brigades en observation sur la rive gauche pour garder le pont. Le gros de l'armée impériale maintint toujours sa droite à San-Bonifacio, et sa gauche à San-Stephano. La division de Provera était derrière un canal entre

Porcil et Caldiero. Les avant-gardes occupèrent de nouveau le Porcil et Arcole.

Le premier projet de Buonaparte avait donc échoué en partie. Mais si des obstacles inattendus l'avaient empêché d'enlever les parcs et de couper les communications de l'ennemi, il avait réussi du moins à changer le théâtre des opérations, à sauver le point important de Vérone, et à empêcher ou à retarder la jonction des colonnes d'Alvinzy et de Davidowich. Le général français avait bien résolu toutefois de ne pas s'en tenir là, et il fit toutes ses dispositions pour livrer un nouveau combat, le lendemain.

En conséquence, le 16 novembre, au point du jour, les divisions françaises repassèrent l'Adige. Bientôt elles rencontrèrent l'armée autrichienne, qui était en marche pour attaquer le pont de Ronco. La cavalerie d'Alvinzy s'avançait en même tems vers Arcole. La division de Masséna attaqua sur le champ la colonne de Provera, la repoussa, lui fit environ huit cents prisonniers et lui prit six canons et trois drapeaux. La division d'Augereau rejetta aussi l'avant-garde ennemie sur Arcole; mais, comme il l'avait fait la veille, Alvinzy défendait, avec le gros de ses forces, ce village d'un abord si difficile, et il n'était pas probable qu'on pût l'emporter de front.

Buonaparte, sentant alors que le seul moyen

de réussir était de passer l'Alpon vers son embouchure, se porta lui-même sur ce point pour faire construire un pont de fascines ; mais toutes les tentatives furent infructueuses. Il fallut se décider à attendre qu'on pût construire un pont de chevalets. Dans cet intervalle, Augereau renouvelait ses efforts contre Arcole. Alvinzy, voulant se débarrasser enfin, par un mouvement offensif, des attaques meurtrières que l'avant-garde et la gauche de son armée avaient à soutenir pour défendre ce poste, donna l'ordre, au centre, qui était à San-Bonifacio, de passer en partie sur la rive droite de l'Alpon et de s'avancer par les digues qui longent le ruisseau ; mais Buonaparte, qui avait prévu ce mouvement, avait fait venir quatre pièces d'artillerie légère, dont le feu contint l'ennemi.

Cependant la nuit s'approchait, et les choses en étaient au même point que la veille. L'armée française reprit ses positions sur la rive droite de l'Adige, laissant encore une demi-brigade à la garde du pont. Les autrichiens, de leur côté, revinrent derrière Arcole.

Buonaparte s'étant assuré que le succès de l'attaque dépendait du passage de l'Alpon, ordonna qu'on fît, dans la nuit, toutes les dispositions nécessaires pour jeter un pont sur ce torrent.

Le 17 novembre, au point du jour, l'armée française s'ébranla. Elle allait passer l'Adige, lorsqu'un des bateaux du pont s'enfonça ; et au même instant les autrichiens s'avancèrent pour attaquer la demi-brigade chargée de la garde du pont ; mais l'artillerie, placée sur la rive droite, les arrêta. Durant la canonnade, le pont fut raccommodé. Les divisions ayant aussitôt effectué le passage, assaillirent l'ennemi et le repoussèrent jusqu'à Porcil et Arcole.

Masséna, à la tête d'une brigade, s'avança, sur la gauche, vers Porcil ; mais comme le principal effort devait avoir lieu par la droite, à l'embouchure de l'Alpon, une partie de sa division demeura dans une position intermédiaire. Une demi-brigade fut embusquée dans un taillis à droite de la digue. Une brigade d'infanterie légère se mit en bataille près de la demi-brigade préposée à la garde du pont. Le général Robert, avec une autre brigade, fut placé au centre, devant Arcole. La division d'Augereau se disposait à passer l'Alpon et à se lier avec les deux bataillons de la garnison de Legnago qui commençaient à paraître sur la rive gauche pour tourner l'ennemi. Elle devait être soutenue dans ce mouvement par toute la réserve de cavalerie aux ordres de Beaurevoir.

Robert s'avança jusqu'à l'entrée d'Arcole ; mais

l'ennemi lui opposa le gros de ses forces et il fut contraint de se réfugier derrière la division d'Augereau. Quelques pelotons se replièrent sur le pont, et les autrichiens se mirent à leur poursuite. A l'instant où ils se croyaient assurés de la victoire, ils furent assaillis de toutes parts. Une brigade d'infanterie légère les attaqua de front sur la digue. La brigade que Masséna conduisait vers Porcil, revenant sur ses pas, les prit en queue; et la demi-brigade, embusquée dans le taillis, tombant à l'improviste sur leurs flancs, les jetta dans le marais. La déroute fut totale, et l'on fit environ trois mille prisonniers.

Durant cette action, la droite de Buonaparte, qui avait été renforcée, jetait enfin son petit pont sur le ruisseau, et le passait. Le combat s'engagea bientôt avec vivacité sur ce point où les autrichiens avaient eu le tems d'envoyer des renforts. Leur flanc gauche était couvert par un marais. Buonaparte ne pouvant le faire tourner en réalité, eut recours à un stratagème. Il ordonna au lieutenant Hercule de descendre l'Adige avec vingt-cinq hommes du corps des guides, pour tomber avec impétuosité sur l'ennemi en faisant sonner la charge par plusieurs trompettes. Cette ruse, dont le succès fut complet, ayant causé un moment d'hésitation dans l'infanterie autrichienne, Augereau en profita pour l'atta-

quer, et il parvint à la faire plier. Cependant elle se défendit avec vigueur et elle se retirait en bon ordre, lorsque la garnison de Legnago, s'avançant vers San-Gregorio, menaça de la prendre à revers, et lui fit accélérer sa retraite.

Masséna avait alors reporté sur Porcil, pour en expulser l'ennemi et couvrir les communications des ponts, une brigade soutenue par plusieurs escadrons. Lui-même, avec le reste de ses troupes, se dirigea sur Arcole, d'où il déboucha, lorsque le mouvement de retraite des autrichiens fut déterminé. Il les poursuivit quelque tems, puis se réunit à la division d'Augereau. L'armée passa la nuit, la gauche en avant d'Arcole, et la droite à San-Gregorio.

Alvinzy qui, après avoir perdu beaucoup de monde, avait été contraint de quitter le champ de bataille, et qui désespera de jamais forcer l'armée française dans un terrain si favorable à la défensive, prit la résolution de se retirer, le 18, sur Montebello.

La bataille d'Arcole, qui a duré trois jours consécutifs, fut sans doute une des affaires les plus remarquables de la guerre. Les deux armées y firent de grands efforts, et la perte fut très-considérable de part et d'autre. Celle des autrichiens a été évaluée à huit mille hommes en

tout. Celle des français n'a pas été indiquée, ce qui fait juger qu'elle a été très-forte.

Dès que Buonaparte eut la certitude qu'Alvinzy se retirait vers Vicence et que très-probablement il cherchait à faire sa jonction avec Davidowich, il résolut de le prévenir en se portant sur ce dernier pour l'écraser.

Davidowich aurait pu, dès le 10 novembre, se jetter sur la division de Vaubois avec toutes ses forces, qu'au contraire et sans motif raisonnable il partagea. Enfin, le 16, il attaqua ce corps sur les hauteurs de Ferrara et de la Corona. Après deux actions assez vives et l'arrivée de nouvelles troupes autrichiennes, les français, menacés d'être tournés, se retirèrent d'abord sur Rivoli, puis sur Camprara, ce qu'ils ne firent pas sans perte. Leur arrière-garde fut entamée, et le général Fiorella fait prisonnier avec environ huit cents hommes.

Davidowich s'avança, le 18, jusqu'à Castel-Novo et Passago, poussant des partis jusque sur Vérone. Il demeura deux jours dans cette position, sans doute de peur de s'engager avant d'avoir reçu des nouvelles d'Alvinzy. Vaubois se retira derrière le Mincio.

Buonaparte, instruit de ce qui venait de se passer, prit le parti de se porter, sans perdre de tems, avec toutes ses forces, contre Davi-

dowich. Il fit ses dispositions en conséquence; mais la division autrichienne ayant eu, dans la journée du 19, connaissance de la retraite d'Alvinzy, s'était empressée de regagner les montagnes.

Alvinzy informé des succès que Davidowich avait obtenus, et s'aperçevant qu'il n'était suivi que par des détachemens, craignit de voir sa droite accablée par tous les efforts de l'armée française. Il détacha quelques bataillons dans les montagnes de Molare, et s'avança de nouveau jusqu'à Villa-Nova. Buonaparte, débarrassé de Davidowich, était déjà revenu sur ses pas. Alvinzy, dont tout les mouvemens étaient arrêtés par l'activité du général qu'il avait en tête, resta sur la Brenta, où son armée prit des cantonnemens, la gauche se tenant vers Padoue, le quartier-général à Bassano, et la droite vers Trente, et se liant au corps de Davidowich.

Par l'effet d'un défaut d'ensemble inévitable, Wurmser était resté tranquille dans Mantoue, tandis qu'on s'efforçait de le délivrer; et, le 23 novembre, lorsque toutes les forces d'Alvinzy se furent retirées, il tenta une sortie, qu'après un combat assez vif, le général Kilmaine repoussa.

Buonaparte, durant l'espace de tems qui s'écoula entre la retraite d'Alvinzy dans le Tyrol, et la reprise des opérations militaires, s'occupa

tant de l'administration que de l'organisation de ses conquêtes. Ne pouvant compter raisonnablement sur l'affermissement du système républicain en France, il devait aspirer à instituer, sur le théâtre de sa gloire, un ou plusieurs états, dont il serait, à juste titre, considéré comme le fondateur. Jusqu'à ce que la paix eût été conclue avec l'Autriche, on ne pouvait, il est vrai, constituer en souveraineté les provinces qu'on lui avait arrachées; mais on eut recours à tous les moyens de séduction, propres à faire désirer aux peuples un changement de domination et une nouvelle forme de gouvernement. L'entreprise fut plus facile dans les villes, où se trouvaient un assez grand nombre d'hommes imbus des idées modernes, que dans les campagnes, dont les habitans, disait-on, étaient sous le joug des préjugés, c'est-à-dire, qu'ils conservaient leur attachement à la religion et à leur souverain, ce que prouvaient assez les soulèvemens que nous avons retracés.

Par les préliminaires conclus avec le Pape, les français avaient conservé la possession des deux légations de Bologne et de Ferrare; et Buonaparte avait confié l'administration de chacune de ces provinces à un gouvernement provisoire. Quelque tems après, les habitans de Reggio, ville qui appartenait au duc de Modène, se soule-

vèrent, chassèrent les agens du prince et créèrent une municipalité. La régence, qui gouvernait Modène, fit alors des préparatifs de défense et arma les remparts de cette ville. Buonaparte, affectant de considérer cette disposition comme une violation de l'armistice, en dénonça la rupture et s'empara de Modène. La régence fut destituée et remplacée par un comité de gouvernement, qui devait administrer provisoirement au nom de la république française et lui prêter serment de fidélité. Bologne et Ferrare envoyèrent des députés à ce comité ; et une assemblée de délégués des peuples des deux légations, ainsi que de ceux de Reggio et de Modène, fut convoquée dans cette dernière ville. L'union y fut décrétée, et une nouvelle assemblée, dont l'objet devait être de statuer sur l'organisation définitive du nouvel état, qui prit le nom de république Cispadane, fut indiquée, pour le 27 décembre 1796, à Bologne. Buonaparte s'y rendit pour en diriger les opérations ; et soit que dès lors il eût renoncé aux idées exagérées, soit qu'il ne les eût professées que comme lui fournissant les moyens de s'élever, il montra beaucoup de modération. Dans les actes qu'il fit promulguer, on glissa sur la réforme du clergé, et en proclamant l'égalité des personnes, on n'exclut des fonctions administratives ou civiles, aucun membre de la

noblesse, à laquelle on donna même l'assurance de conserver, par des dignités et des emplois, la considération dont elle avait joui jusqu'alors. C'était tout ce qu'il était possible de faire pour le tems.

Buonaparte était encore à Bologne, le 10 juin 1797, lorsqu'il reçut la nouvelle qu'Alvinzy avait repris l'offensive. Il partit, de cette ville, sur le champ, ce qui probablement mit fin au congrès.

Tout l'avantage que les français avaient retiré de la journée d'Arcole, était de n'avoir pas été expulsés de l'Italie. Le directoire exécutif, comme s'il était mu par un pressentiment secret, et qu'il craignît plus son propre général que l'ennemi, lui envoyait (contre l'opinion commune) de si faibles renforts, qu'à peine suffisaient-ils pour remplir le vide des cadres. A la fin du mois de décembre, l'armée française ne se montait qu'à cinquante et un mille hommes, avec lesquels il fallait occuper les provinces conquises, faire le siége de Mantoue et tenir des corps d'observation sur l'Adige.

La cour de Vienne était loin d'imiter la conduite du directoire. Des renforts considérables arrivèrent, de toutes les parties de la monarchie autrichienne, à l'armée d'Alvinzy. Il en vint même en poste, et on leva dans la capitale un

régiment qui fut composé des fils des habitans les plus aisés, et auquel l'impératrice fit présent d'un drapeau brodé de ses propres mains.

L'armée autrichienne se mit en mouvement le 7 janvier 1797. Le centre partit de Bassano, traversa les gorges de la Brenta pour se réunir à la droite vers Roveredo, et descendre ensuite avec celle-ci la vallée de l'Adige. La gauche, aux ordres de Provéra, s'avança, le 8, sur la Fratta. Son avant-garde eut, vers Bevilaqua, un engagement avec celle d'Augereau qui fut forcée de faire retraite sur Legnago.

Buonaparte, à la nouvelle de ce combat, fit marcher deux mille hommes de sa colonne mobile pour renforcer la division d'Augereau, et il se porta lui-même à Vérone, qui formait le centre de sa position. Il y arriva le 12, et il apprit le lendemain que son aile gauche avait été forcée de se replier. Jugeant que les autrichiens, selon leur coutume, avaient divisé leurs forces, pour opérer des mouvemens de peu d'importance sur le Bas-Adige, et que le gros de leur armée était aux environs de Rivoli, puisqu'ils étaient parvenus à repousser de la belle position de la Corona, la forte division commandée par Joubert, il résolut de se jetter, avec la plus grande partie de ses forces, sur la droite d'Alvinzy,

s'inquiétant peu des succès momentanés que les autres colonnes de l'ennemi pourraient obtenir.

Augereau reçut l'ordre de ne pas s'engager sérieusement s'il avait affaire à des forces trop considérables. Une partie de la division de Masséna se mit en marche sur le champ pour Rivoli. La réserve, aux ordres du général Rey, qui était récemment arrivé de l'intérieur de la France, avec quelques renforts, se porta également, en une marche forcée, de Dezenzano par Peschiera sur le même point. Buonaparte s'y rendit en personne, le 11, à deux heures du matin; et il n'eut pas plutôt pris connaissance de l'état des choses, qu'il ordonna un mouvement en avant.

Tandis que l'armée française était en pleine marche, les autrichiens faisaient leurs dispositions. Le corps de Quasdanowich avait pris poste derrière Incanale, dans la vallée de l'Adige. Une brigade était postée en avant de Dolce où se trouvait le quartier-général. Le corps de Wukassowich était sur la gauche de la rivière, et la colonne de Lusignan débouchait sur Pezzana.

La bataille de Rivoli, dont nous regrettons de ne pouvoir retracer toutes les particularités, et qui fut une des plus importantes que les français eussent encore livrées, commença par l'attaque des hauteurs de San-Marco, qu'occupait l'aile droite de leur armée. Après une

faible résistance, cette aile fut forcée de se retirer, abandonnant son artillerie et quelques centaines de prisonniers. L'armée autrichienne alors s'avança sur toute la ligne, et l'attaque devint très-vive particulièrement au centre sur Rivoli, poste qui fut pris et repris plusieurs fois par les deux partis.

La lutte se soutenait sans résultat depuis deux jours, lorsqu'Alvinzy fit exécuter à sa droite par le général Provéra, une manœuvre hardie qui aurait pu être décisive, si elle avait été secondée par les mouvemens du centre. Après avoir suivi les défilés et les passages les plus difficiles, entre l'Adige et le lac de Garde, la colonne de Provéra réussit à traverser cette rivière près d'Anghiari, et alla se porter derrière Rivoli, couronnant toutes les crêtes situées entre l'Adige et le lac. L'armée française, alors tournée, se trouva dans une position très-critique; mais son chef n'en fut aucunement déconcerté, et elle-même ne perdit pas courage. Alvinzy qui, à l'instant où il vit les succès de Provéra, aurait dû redoubler de vigueur et d'activité, suspendit presqu'entièrement ses attaques et laissa de la sorte, à Buonaparte, la faculté de diriger des forces nombreuses contre l'audacieux général qui menaçait ses derrières, ce qui força Provéra de se retirer. Revenant ensuite avec toute

son armée contre le centre des autrichiens, le général français les rejetta en désordre sur la position de la Corona. Alvinzy fut presque à l'instant même contraint de l'abandonner; et il alla se cacher dans les montagnes d'où il était sorti, huit jours auparavant, avec de si grands moyens de succès.

Cette défaite coûta aux autrichiens plus de vingt mille hommes, dont quinze mille furent faits prisonniers. Les français durent la victoire à leur courage et à la présence d'esprit de leur général qui, jugeant le point contre lequel Alvinzy allait faire son attaque, porta le gros de son armée sur Rivoli, où le général autrichien croyait ne rencontrer qu'une faible division. Ce mouvement imprévu déconcerta totalement Alvinzy, qui fit ensuite des fautes si lourdes qu'elles l'ont fait accuser d'une infamie qui toutefois n'a pas été prouvée.

Le corps de Provéra, après avoir échoué dans le projet de couper l'armée française, se trouva lui-même séparé du corps principal, et dans l'impossibilité de s'y réunir. Il avait concerté, pour le 16, avec Wurmser, toujours renfermé dans Mantoue, une attaque contre le faubourg de St.-George et la Favorite. Mais Buonaparte, ayant fait une marche forcée, parvint, avec des troupes nombreuses, à l'envelopper et le contrai-

gnit à se rendre avec cinq mille hommes qui lui restaient et desquels fesait partie le régiment des volontaires de Vienne.

Wurmser, qui avait fait une sortie pour seconder les mouvemens de Provéra, fut obligé de rentrer à la hâte dans une ville dont la nombreuse garnison manquant de vivres depuis longtems, était réduite aux derniers abois. Abandonnée à elle-même, et sans espoir de secours, elle capitula, le 30 janvier 1797. Vingt mille hommes furent faits prisonniers, mais renvoyés ensuite sur parole. On trouva dans Mantoue une quantité considérable d'artillerie, d'armes de toutes sortes et de munitions de guerre. Les soixante drapeaux qu'on y prit furent présentés au directoire exécutif par Augereau lui-même; et le corps législatif décreta que l'armée d'Italie ne cessait de bien mériter de la patrie. D'autres présentations et d'autres décrets du même genre avaient eu lieu précédemment.

Masséna et Joubert avaient suivi Alvinzy dans sa retraite par le Tyrol; le premier avait pris de vive force, le 25 janvier 1797, le poste important de Bassano; et le second avait, le dernier jour du même mois, occupé la ville de Trente.

Ainsi fut terminée cette première campagne de Buonaparte, où il fit des choses si véritablement

extraordinaires, que l'Europe en fut frappée d'étonnement. Ce fut principalement à lui-même qu'il dut des succès si brillans. Les généraux qu'il avait eus en tête, Beaulieu, Wurmser et Alvinzy même, n'étaient point des hommes médiocres. Tous avaient fait la guerre. Wurmser, surtout, avait de l'habileté et une longue expérience. La seule faute peut-être qu'il commit, fut la source de tous ses revers : ce fut de former, dès le commencement de son attaque, deux lignes d'opération ; Alvinzy tomba dans la même erreur, et leur adversaire sut en profiter. Buonaparte, dès le commencement de la campagne, eut toujours pour principe de se borner à éclairer ses flancs et de porter au centre toute la masse de ses forces. Il en a retiré les avantages les plus signalés.

Nous avons dit qu'une suspension d'armes avait été conclue entre la république française et S. M. Sicilienne, et que des négociations pour un traité de paix définitif, avaient été promptement entamées ; mais les conditions que le directoire avait voulu imposer, les avaient fait rompre. Le roi des deux Siciles avait en conséquence redoublé ses préparatifs de guerre et s'était mis à la tête de son armée, qui était forte de soixante mille hommes. Ses troupes avaient occupé quelques parties des états du Pape, et il avait envoyé un

plénipotentiaire à Rome pour conclure un traité d'alliance avec Sa Sainteté. Cette conduite ferme avait rendu le directoire plus facile, et la paix avait été signée à Paris, le 11 octobre 1796. Les articles du traité se réduisirent à peu près à l'engagement que prit S. M. Sicilienne, de garder la neutralité, et d'interdire l'accès de ses ports à plus de quatre vaisseaux de guerre, appartenant aux puissances belligérantes.

Le Pape, après la conclusion de l'armistice, dont nous avons fait connaître les stipulations, avait aussi envoyé à Paris deux plénipotentiaires qui, ayant refusé de traiter sur les bases qu'on leur avait proposées, avaient reçu, au mois d'août 1796, l'ordre de sortir de France. Ces bases étaient, à ce que l'on croit, que le Saint-Père révoquerait tous les brefs qu'il avait envoyés en France, depuis 1789; qu'il approuverait le serment constitutionnel du clergé français; qu'il fournirait à la république française, pendant dix ans, une certaine quantité de grains; qu'il paierait, dans l'espace de six ans, six millions d'écus romains; qu'il céderait les trois légations de Ferrare, de Bologne et de Ravenne; qu'il remettrait pour toujours à la France, les ports d'Ancône et de Civitta-Vecchia; qu'il paierait un certain tribut pour les donations faites par Charlemagne au Saint-Siége; qu'il entretiendrait, à Rome,

un ministre de la république, qui aurait un tribunal indépendant et un théâtre; que les statues du musée Clémentin seraient transportées à Paris, et, enfin, que la souveraineté séculière de l'état de l'église serait exercée par un sénat et par le peuple. Un tel projet était digne des hommes qui régissaient la France.

Cependant les négociations avaient été renouées à Florence; mais les propositions qui avaient été faites de la part du directoire, ayant été soumises à une congrégation de cardinaux, avaient aussi été rejettées, comme inadmissibles; et le Pape avait fait des préparatifs de guerre plus formidables que peut-être on ne s'y attendait. Buonaparte ayant alors, ou de sa propre autorité, ou du consentement de son gouvernement, modifié les prétentions de celui-ci, des conférences se tinrent à Rome, entre Cacault, l'ambassadeur français et le cardinal secrétaire d'état; mais le Pape refusa d'admettre les nouvelles propositions qui furent faites et qui sont encore inconnues. Il porta son armée à quarante cinq mille hommes, et appela pour la commander le général autrichien Colly. Buonaparte, en conséquence, déclara, le 1er. février 1797, la rupture de l'armistice, et fit marcher le général Victor vers Imola. L'entrée des troupes françaises dans la Romagne fut accompagnée d'une proclama-

tion où le général en chief annonçait que la religion et le peuple seraient protégés, mais que toute ville ou tout village où l'on sonnerait le tocsin serait brûlé sur le champ, et qu'on en fusillerait les officiers municipaux; que toute commune sur laquelle un français aurait été assassiné, serait déclarée en état de guerre, qu'on y enverrait une colonne mobile, qu'il y serait pris des otages et levé une contribution; enfin, que tous les ministres de la religion seraient respectés s'ils se comportaient selon les préceptes de l'évangile, mais traités militairement et plus sévèrement que les autres citoyens, s'ils les transgressaient.

La division de Victor arriva, le 2 février, à Imola. L'armée du Pape avait coupé les ponts, et quatre mille hommes s'étaient retranchés derrière le Senio, rivière dont les bords étaient garnis de canons. Mais un beau tems l'ayant rendue guéable, les français la passèrent, attaquèrent l'ennemi et le mirent en déroute à l'instant. Ils le poursuivirent vers Faenza, dont ils enfoncèrent les portes et où ils entrèrent au pas de charge. Victor se rendit ensuite maître de Forli. Douze cents hommes de troupes pontificales s'étaient portés sur des hauteurs en avant d'Ancône. Ils furent enveloppés et faits prisonniers, sans qu'on eût tiré un seul coup de fusil, puis on s'em-

para de la ville et de la citadelle dans laquelle on trouva une assez grande quantité de munitions de guerre.

Lorette tomba, le lendemain, en la puissance des français. A leur approche on enleva la plus grande partie du trésor de la *Santa-Casa*, où, cependant, ils trouvèrent encore la valeur d'un million en objets d'or et d'argent. Ils s'emparèrent aussi de la petite statue de la vierge, qui attirait un grand nombre de pélerins, et elle fut transportée en France.

D'Ancône, l'armée de Victor se porta sur Foligno, pour se réunir à celle que Buonaparte faisait avancer par Sienne et Cortone. Le 12 février, les français se trouvaient à quarante lieues de la capitale du monde chrétien, et le 18, ils s'étaient emparés de l'Ombrie, du Pérugin et de la petite province de Camerino. On prétend qu'un prêtre déporté vint alors se présenter au général en chef pour le prier de le faire fusiller. Buonaparte, ajoute-t-on, le rassura et pourvut à sa subsistance. Quoi qu'il en soit de ce fait, qui semble peu probable, un grand nombre d'ecclésiastiques français, qui avaient obéi à la loi de la déportation, s'étaient réfugiés dans l'état de l'église; et l'approche de l'armée victorieuse leur causait les plus vives alarmes. Buonaparte les autorisa, par une proclamation, à demeurer sur

le territoire conquis par les armes françaises. En même tems il défendit, sous les peines les plus sévères, de les insulter, et il enjoignit aux supérieurs des maisons religieuses de leur donner asile, et de pourvoir à tous leurs besoins.

Il ne restait plus au pape que la Sabine, le patrimoine de St.-Pierre et la campagne de Rome. Les congrégations se succédaient sans cesse et la terreur était au comble dans Rome. Sa Sainteté résolut de se rendre à Terracine; et l'on fit solliciter une suspension d'armes de huit jours. Buonaparte en accorda une de cinq; exigeant en même tems que les régimens nouvellement levés fussent licenciés et les officiers étrangers congédiés. Des négociations devaient être ouvertes sur le champ à Foligno. Les plénipotentiaires du pape s'y rendaient, lorsqu'ils reçurent, de Buonaparte, l'invitation de se transporter à Tolentino. La paix y fut conclue, le 19 février, en présence du ministre de S. M. Sicilienne, le prince de Belmonte Pignatelli, qui avait été envoyé en toute hâte au quartier-général français, pour déclarer que le roi, son maître, ne verrait pas avec indifférence que les troupes républicaines marchassent contre Rome, et qu'on imposât, au pape, des conditions contraires à la religion et à l'essence de son gouvernement. L'abandon où

S. M. Sicilienne avait laissé le saint siége ; lui avait fait un devoir de cette intervention.

Les conditions du traité furent toutefois extrêmement rigoureuses. Le pape contracta l'engagement de garder la neutralité, de licencier ses troupes de nouvelle formation, d'interdire l'entrée de ses ports aux vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la France. Il fit la cession d'Avignon et du comtat Vénaissin, et celle des légations de Bologne, de Ferrare et de Romagne. La ville et le territoire d'Ancône devaient rester à la république française jusqu'à la paix continentale. Pour acquitter les seize millions encore dus sur les vingt et un promis par l'armistice du 23 juin 1796, le pape était tenu de payer dix millions en espèces, cinq en diamans et autres effets précieux, et de fournir seize cents chevaux et un certain nombre de bestiaux. Indépendamment de ces sommes, Sa Sainteté devait encore liver en argent, en diamans et autres objets, quinze millions de livres tournois, dont dix au mois de mars, et cinq au mois d'avril suivant.

Ce n'était pas là donner la paix ; c'était la vendre au plus haut prix ; mais ce n'était pas le général en chef, c'étaient les hommes desquels il tenait le pouvoir, et dont l'impiété allait jusqu'au délire, qu'on devait en accuser. Buona-

parte, dans le cours de la négociation, témoigna des égards pour le saint siége, et lorsqu'elle fut terminée, il adressa au pape une lettre respectueuse. Sa conduite envers la cour de Rome et les prêtres français, réfugiés en Italie, est digne d'éloges et a concouru puissamment à diminuer les impressions défavorables que ses faits révolutionnaires avaient causées.

En marchant contre Rome, Buonaparte traversa le duché d'Urbin, dans lequel est enclavée la petite république de St.-Marin. Il chargea Monge d'aller de sa part offrir, à cet état, une augmentation de territoire. La réponse du conseil général est digne de remarque. « Retournez près du héros qui vous envoie, dit-il à » Monge. Reportez-lui l'hommage libre, non pas » de cette admiration que nous partageons avec » l'univers, mais de notre reconnaissance; dites-» lui que la république de St.-Marin, contente » de sa médiocrité, craint d'accepter l'offre géné-» reuse qu'on lui fait d'agrandir son territoire, » ce qui pourrait, par la suite, compromettre sa » liberté; mais dites-lui aussi qu'elle croirait tout » devoir à la générosité de la république fran-» çaise et à celle de son invincible général, si » elle obtenait de resserrer avec elle ses rap-» ports de commerce et de conclure un traité » qui assurât son existence ». La modération et

la sagesse de la république de St.-Marin ont eu leur récompense. Au milieu du bouleversement général, ce pays, presque imperceptible, a conservé son indépendance. Buonaparte, lui-même, ce grand ennemi des états républicains, l'a respectée; et l'on ne voit pas qu'il ait jamais eu l'idée d'en faire l'apanage d'aucune personne de sa famille ou d'aucun de ses généraux.

Les anglais, maîtres de l'île d'Elbe, menaçaient de bombarder Livourne, si les français n'évacuaient cette ville, et ils promettaient, dans le cas contraire, de quitter Porto-Ferrajo. Il se tint des conférences dont le résultat fut la confirmation de la neutralité de la Toscane. On y joignit la promesse d'évacuer Livourne (promesse que le grand duc, à ce qu'on suppose, paya trois millions), lorsque les anglais auraient quitté l'île d'Elbe. Le traité fut conclu par Buonaparte; mais il n'a pas été publié. Peut-être fut-ce pour ne pas rendre compte de la somme stipulée. Les anglais quittèrent Porto-Ferrajo, le 18 février 1797, et peu de tems après, les français sortirent de Livourne.

Cependant la cour de Vienne, persistant dans la résolution de recouvrer, par la force des armes, les riches provinces qui lui avaient été enlevées en Italie, fit des efforts encore plus grands que ceux qu'elle avait faits jusqu'alors. Jugeant,

selon toute apparence, que les revers qu'elle avait essuyés provenaient de l'impéritie de ses généraux, elle prit le parti d'opposer à Buonaparte le jeune prince qui venait de se couvrir de gloire en Allemagne ; et l'élite de l'armée impériale du Rhin fut envoyée sur le Tagliamento, en traversant le Tyrol, chemin très-long, qui, de plus, devait être extrêmement pénible au cœur de l'hiver.

L'armée française d'Italie reçut aussi des renforts considérables. Deux divisions, tirées, l'une de l'armée de Sambre et Meuse, et l'autre de l'armée de Rhin et Moselle, et formant ensemble environ dix-huit mille hommes, passèrent les monts pendant un hiver rigoureux, et, chose remarquable, ce fut, dit-on, à l'insu des autrichiens.

A la fin du mois de février 1797, quatre divisions, sous le commandement immédiat de Buonaparte, se réunirent dans la marche Trévisane. La division de Masséna se trouvait à Bassano, celle de Serrurier à Castel-Franco, et celle de Guyeux à Trévise. Bernadotte arrivait à Padoue. Joubert, avec l'aile gauche, formée de sa division et de celles des généraux Delmas et Baraguay d'Hilliers, était opposé, dans le Tyrol, aux corps de Kerpen et de Laudon. Les divisions

de Victor et de Kilmaine gardaient la marche d'Ancône et la Lombardie.

L'archiduc Charles avait le gros de ses forces sur le Tagliamento. Son aile droite, composée des troupes aux ordres de Kerpen et de Laudon, avait pris position derrière le Lavis et la Noss, pour défendre l'entrée du Tyrol. Entre ces deux corps principaux était la brigade de Lusignan qui, de la sorte, se trouvait à Feltre, derrière le Cordevale. Le comte de Hohenzollern, avec l'avant-garde du corps de l'archiduc, observait la Piave. Il avait ordre de se replier au cas où l'ennemi s'avancerait en forces.

Les deux armées, française et autrichienne, devaient être chacune de soixante mille hommes; mais celle que commandait Buonaparte, déjà rassemblée vers la fin de février, l'emportait de beaucoup sur l'autre par sa composition. Elle opposait l'élite des troupes françaises à des soldats, ou de nouvelle levée, ou découragés par leurs nombreuses défaites. Il faut excepter, toutefois, les divisions tirées de l'armée impériale du Haut-Rhin, divisions qui étaient l'espoir de l'archiduc, mais qui ne devaient arriver que dans les premiers jours d'avril. Cet inconvénient était compensé jusqu'à un certain point par les avantages que le Tyrol et les dispositions

de la république de Venise, offraient aux autrichiens pour une guerre défensive (1).

L'armée française se mit en mouvement, le 10 mars, pour attaquer les impériaux. Quelques combats avaient eu lieu, plusieurs jours auparavant, tant sur la Piave que sur la ligne du Lavis. Partout les avant-postes ennemis avaient été repoussés.

Les positions défensives de l'archiduc, entre les montagnes et la mer Adriatique, n'étaient plus tenables, dès qu'elles étaient menacées sur leur droite, où se trouvaient en même tems le point stratégétique décisif et leur communication avec Vienne par la Carinthie (2). La division de Masséna, qui formait la gauche du corps de bataille destiné à marcher contre le Frioul, fut donc chargée de culbuter le petit corps de Lusignan, et de gagner les montagnes pour tourner le flanc droit de la ligne autrichienne, dans le tems que les trois autres divisions l'attaqueraient de front. En conséquence, Masséna, le 11 mars, se dirigea vers Feltre, et le 12, vers Bellune. La division de Serrurier s'établit à Assolo et passa la Piave en face d'un détachement de l'ennemi,

---

(1) Le général Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, tom. VIII, pag. 584.

(2) *Idem.* tom. VIII, pag. 583.

qu'elle poursuivit jusqu'à San-Salvator. La division de Guyeux effectua le passage de cette même rivière sans difficulté, et alla prendre position à Conégliano. Le prince de Hohenzollern, dont le corps était compromis par ce mouvement, évacua son camp de Campana.

Le 13 mars, la division de Guyeux atteignit l'arrière-garde autrichienne à deux lieues de Sacile, et lui fit cent prisonniers. Le prince de Hohenzollern, serré de près de la sorte, se hâta de se replier sur le Tagliamento. Masséna, continuant sa marche dans les montagnes, remonta la Piave, dans la direction de Cadore. L'arrière-garde de Lusignan, qui opérait sa retraite vers ce point, ayant été atteinte à Longara, fut bientôt devancée par les troupes légères des français, et contrainte de se former en carré. Après plusieurs tentatives inutiles pour se faire jour, elle mit bas les armes au nombre de cinq cents hommes.

Le 14, Masséna se rabattit sur Spilimbergo pour marcher ensuite par Gemona, dans le dessein de tomber sur la droite de l'armée impériale. Serrurier assit son camp à Porto-Buffole; et Guyeux occupa Pordenone. Le lendemain, Serrurier gagna Belvedère.

Une partie des forces du prince Charles était sur la rive gauche du Tagliamento, que défen-

daient quelques retranchemens. Buonaparte, croyant que les impériaux tiendraient dans cette position, s'avança, le 16, par Valvasone, avec les divisions de Guyeux, de Bernadotte et de Serrurier. Les longues gelées avaient rendu la rivière guéable partout. Cependant l'arrière-garde ennemie, barricadée dans quelques villages, semblait vouloir en défendre le passage. Elle occupait Torrida, Rivis, Gradisca, Pozzo, Gorice et Codroipo. La cavalerie s'étendait sur deux lignes dans la plaine entre ce dernier village et Camino. Buonaparte, après avoir fait reconnaître la position, donna l'ordre à la division de Guyeux de se porter sur la gauche entre Torrida et Rivis, et à la division de Bernadotte, de descendre jusqu'en face de Codroipo. Une batterie de douze pièces de canon fut établie sur chacun de ces points, pour protéger le mouvement. La division de Serrurier, qui débouchait de Valvasone, força de marche pour servir de réserve aux deux premières. Elle était précédée de la cavalerie, qui alla se ranger en bataille derrière la division de droite. Aussitôt que Guyeux et Bernadotte furent arrivés aux passages indiqués, ils ployèrent leurs demi-brigades en colonnes serrées, sur le centre. A la tête de chacune de leurs division était une demi-brigade d'infanterie légère, soutenue par deux bataillons de grenadiers, der-

rière les intervalles desquels il y avait autant d'escadrons. Bientôt l'artillerie joue, et une nuée de tirailleurs couvre le lit de la rivière ou plutôt du torrent. Le général Duphot s'y jette à la tête d'une demi-brigade d'infanterie légère et sous le feu de l'ennemi. Il aborde de l'autre côté, et est soutenu par Bon, qui commandait les grenadiers de la division de Guyeux. Une attaque du même genre est dirigée, sur la droite, par Murat, avec une demi-brigade de troupes légères et elle est secondée par les grenadiers de la division de Bernadotte, conduits par Chabran. Toute la ligne était en mouvement, et présentait des masses qui se flanquaient entr'elles. L'archiduc ordonna plusieurs charges de cavalerie, à l'instant où l'infanterie française sortait de l'eau. Elles furent toutes repoussées. Le prince, voyant qu'il ne réussirait pas à l'entamer, tenta de déborder la division de Bernadotte par son flanc droit; mais la cavalerie de réserve étant venue à sa rencontre, soutenue par une colonne d'infanterie, culbuta les escadrons autrichiens.

Les impériaux, dès-lors, précipitèrent leur retraite. Pour la couvrir, des corps de leur infanterie occupèrent en force le village de Gradisca, que Guyeux attaqua dans l'obscurité et dont il s'empara. L'ennemi fut poursuivi sur la route de Palma-Nova, à trois ou quatre milles

du champ de bataille, sur lequel les trois divisions bivouaquèrent.

Les autrichiens perdirent, dans cette journée, cinq cents hommes et six pièces de canon. (On ne parle pas de la perte de l'armée française.) Ils opérèrent leur retraite en diligence durant la nuit, ne voulant pas engager d'affaire le lendemain.

Ainsi, dès l'ouverture de la campagne, et malgré l'âpreté de la saison, l'armée française avait pénétré dans la Carinthie presque sans combat. Le prince Charles, poursuivi pied à pied dans sa marche rétrograde, vit arriver, le 18, sur le Torre, les divisions de Bernadotte et de Guyeux, qui s'étaient emparées, sans coup-férir, de Palma-Nova.

Masséna avait pris alors position à Osopo et à Gemona, au débouché des gorges du Tagliamento, dans lesquelles il avait poussé ses avant-postes.

Aussitôt après le passage du Torre, par les divisions de Serrurier et de Bernadotte, la droite de l'armée française se porta sur Gradisca (1).

L'archiduc s'était flatté que le Lisonzo oppo-

---

(1) Voyez dans le *Traité des grandes opérations militaires*, par le général Jomini, le motif probable de ce mouvement, tom. VIII, pag. 590.

serait à la marche des français une barrière d'autant plus sûre, que le passage de cette rivière qui, dans le tems des hautes eaux, est large, rapide et profonde, ne peut ordinairement se faire, par une armée, qu'entre Gorice et Montefalcone, vu qu'une chaîne de montagnes impraticables en ferme le bord, à gauche, depuis sa source jusqu'après la première de ces villes, et que depuis la seconde elle se perd dans des lagunes. Cette espérance fut vaine. Le Lisonzo, par suite des gelées de l'hiver, se trouva guéable partout.

La ville de Gradisca avait été couverte par des ouvrages de campagne pour servir de point d'appui à la gauche des autrichiens, dans le cas où ils auraient à défendre la ligne du Lisonzo. Buonaparte, ayant appris que cette ville renfermait quatre bataillons, résolut de leur couper la retraite. Il fit envelopper la place par les divisions de Bernadotte et de Serrurier. La garnison capitula, et les deux mille cinq cents hommes qui la composaient furent faits prisonniers.

Voyant l'armée française prête à franchir les dernières barrières des états héréditaires, l'archiduc prit la détermination de concentrer toutes ses forces à Villach, en avant de la Drave, où venait d'arriver la première colonne des troupes tirées de l'armée du Rhin. Cette position,

entourée d'une chaîne de montagnes couvertes de glaces et de neige, semblait inexpugnable. On ne pouvait y parvenir que par la vallée de la Fella et les gorges de Caporetto, dans la vallée du Lisonzo. La première était défendue par le général Ocskay qui commandait une brigade. Les gorges étaient gardées par quatre bataillons de croates aux ordres du général Koblos.

A peine Buonaparte fut-il maître de Gradisca, qu'il se porta sur Gorice avec les divisions de Serrurier et de Bernadotte, et qu'il dirigea, le 21 mars, la division de Guyeux sur Cividale. Instruit que l'armée impériale était forcée de prendre une double direction, et sentant la nécessité de se réunir vers Tarvis, avec le gros de ses forces, à Masséna qui continuait sa marche victorieuse sur le flanc droit de l'armée impériale, il laissa le soin à Bernadotte de poursuivre la colonne de l'archiduc, qui se retirait vers Laybach; et il marcha, lui-même, avec la division de Serrurier, en remontant le Lisonzo par Canale, sur Caporetto, où il dirigea en même tems la division de Guyeux par Pufero et la vallée du Natisone.

Masséna, après s'être emparé de la Chiusa-Veneta, et avoir forcé le passage du pont de Casasola, le 20 mars, était entré le lendemain, sans coup-férir, à Ponteba, d'où il avait poursuivi la

brigade d'Ocskay jusqu'au-delà de Tarvis, lui faisant six cents prisonniers, et enlevant tous les magasins formés dans le pays pour les cantonnemens autrichiens.

L'archiduc apprit à Krainbourg l'occupation de Tarvis pas Masséna. Prévoyant que la colonne qui était aux ordres de Bayalitsch allait être coupée, il donna l'ordre de reprendre cette ville où les français n'avaient que des avant-postes. Gontreuil l'exécuta; mais, le 22, au matin, il fut attaqué par toutes les forces de Masséna, qui le repoussèrent au-delà de Tarvis. Dans le même tems Guyeux, soutenu en seconde ligne par la division de Serrurier, poussait la colonne qu'il avait battue la veille à Pufero, jusqu'à la Chiusa de Pletz. Bayalitsch croyait continuer paisiblement sa marche sous la protection de ce fort qui, contre son attente, fut emporté d'assaut par les généraux Bon et Verdier, avec deux demi-brigades.

La prise de la Chiusa mit à découvert la colonne autrichienne. Masséna ayant poussé des troupes jusqu'auprès de Reibel, elle se vit prise en tête et en queue. Après une action très-courte elle se rendit prisonnière. Quatre généraux, environ quatre mille hommes, vingt-cinq pièces de canon et quatre cents charriots de bagage tombèrent au pouvoir des français.

Deux divisions, qui avaient été tirées de l'armée impériale du Rhin, arrivèrent sur les entrefaites; mais elles ne firent que remplacer les pertes éprouvées par l'armée autrichienne, depuis l'ouverture de la campagne. L'archiduc, après avoir recueilli la brigade d'Ocskay et ses grenadiers à Villach, laissa une division à Klagenfurth et se porta avec deux autres divisions à St.-Veit.

Maîtres des débouchés qui conduisent du pays vénitien en Allemagne, les français s'empressèrent, après l'affaire de Tarvis, d'aller prendre position à Villach. Les divisions de Masséna, de Serrurier et de Guyeux s'y réunirent, le 28 mars; et le général Zagonscheck fut envoyé de là avec le corps d'armée principal, sur Lienz, pour faciliter la jonction de Joubert. Bernadotte, après avoir battu à Camigna l'arrière-garde du prince de Reuss, se dirigea vers Laybach. Chemin faisant, il poussa un détachement sur Idria, ville célèbre par ses mines de vif-argent, et où l'on trouva pour deux millions de matières préparées. Trieste, le seul port considérable que possédât l'empereur, fut occupé, le 23 mars, par une brigade de cavalerie aux ordres du général Dugua.

Lorsque Buonaparte avait mis son armée en mouvement, il avait chargé Joubert qui, avons-nous dit, était chargé du commandement de l'aile

gauche, de soumettre le Tyrol, province que l'Autriche a toujours considérée comme un des plus fermes boulevards de son empire, et dont les courageux habitans lui sont extrêmement dévoués. L'entreprise était difficile ; cependant Joubert, après divers combats, dans lesquels il eut toujours l'avantage, s'avança de Trente, par Botzen et Brixen, jusqu'à Sterzing, ville située à seize lieues au sud-est d'Inspruck. On croyait qu'il allait marcher contre cette capitale du Tyrol; mais, fidèle à l'esprit de ses instructions, il revint prendre des positions aux environs de Brixen, pour attendre des nouvelles de Buonaparte ou de Moreau, qui commandait l'armée du Rhin, et qu'on supposait devoir se réunir à l'armée d'Italie. Tout le pays qui l'environnait était entièrement soulevé. Il n'avait aucune communication avec les deux armées, dont il devait lier les opérations, et dans le pays de montagnes où il se trouvait, il ne pouvait pousser aucune reconnaissance sans s'exposer à la voir enlever. Quatre compagnies de la division de Masséna, qui avaient remonté la vallée de la Drave jusqu'à Lientz, avaient été égorgées.

A la vue de la marche rétrograde des français, les ennemis rentrèrent dans Sterzing. Le 31 mars, il y eut une action très-vive où les autrichiens furent fort maltraités. Une reconnaissance, pous-

sée à l'aide d'un déguisement par le colonel Éberlé, ayant fait connaître enfin les progrès de l'armée d'Italie, Joubert se prépara à faire sa jonction avec elle par la vallée de la Drave; jonction qui devenait d'autant plus urgente que, tandis que le général autrichien Kerpen faisait tête à l'armée française, le général Laudon avait rassemblé toutes les milices du Tyrol occidental ainsi que les belliqueux habitans du Wintsgau. Déjà leur nombre s'élevait à douze mille hommes; et les troupes du corps de ce général marchaient à leur tête. Laudon descendit de Meran par la vallée de l'Adige sur Botzen, dont il attaqua les avant-postes, qui, n'ayant pas l'ordre de s'engager contre des forces supérieures, se retirèrent dans la place, que, selon leurs instructions, ils évacuèrent dans l'après-midi.

Joubert, ne voulant pas se laisser serrer de trop près, avait réuni toutes ses troupes, le 5, à Brixen. Après avoir brûlé les ponts de l'Eisach, il se mit de bonne heure en marche pour Pruneken, où son arrière-garde, qui eut à combattre contre le corps de Laudon, arriva dans la nuit. La destruction des ponts de l'Eisach arrêta le corps de Kerpen toute la journée. Ainsi Joubert, échappé aux deux corps autrichiens, remonta la Rient, atteignit les sources de la Drave et descendit à Lientz, d'où il continua sa mar-

che en longeant cette rivière jusqu'à Villach. Sa colonne n'eut, dans cette longue route, qu'un combat à livrer, et ce fut à des insurgens qui lui barrèrent le passage à Muhlbach, et où elle fit quelques prisonniers.

« Vingt jours s'étaient à peine écoulés depuis » l'ouverture de la campagne, remarque le géné- » ral Jomini, et déjà l'archiduc avait, en dix » combats, perdu le quart de son armée. Le » reste, découragé, en proie à toutes les priva- » tions, alors retiré derrière la Muhr, ne parais- » sait pas en état d'arrêter la marche victorieuse » des français. La chaîne méridionale des Alpes » était franchie, il ne leur restait plus que la » chaîne septentrionale à passer, opération qui » présentait des difficultés réelles, mais non pas » insurmontables pour des troupes enflammées » d'ardeur et pleines de confiance dans l'habi- » leté de celui qui les commandait (1) ».

D'un autre côté, l'armée française était considérablement réduite, tant par les fatigues et les combats que par les garnisons qu'elle avait laissées sur ses derrières; elle comptait à peine quarante-cinq mille combattans. La jonction du corps de Joubert à l'armée principale ayant dégarni le

(1) *Traité des grandes opérations militaires*, tom. VIII, page 607.

Tyrol, les habitans réunis au corps de Laudon et à quelques bataillons tirés de l'armée du Rhin, menaçaient de rejetter en Italie, par la vallée de l'Adige, les garnisons françaises. Des agens envoyés par le gouvernement autrichien dans la Hongrie, y disposaient une levée en masse, et la république de Venise avait pris enfin une attitude menaçante.

Dans cette conjoncture critique, Buonaparte n'avait que deux partis à prendre, l'un de retourner en hâte sur ses pas, l'autre de marcher contre Vienne même (1). Il prit le dernier sans hésiter. Dès le 29 mars, son armée s'avança sur le chemin de Klagenfurth, ville qui fut évacuée à son approche. Le général français y établit son quartier-général, qui fut transféré, le 30, à St.-Veit, où l'armée prit position. De Klagenfurth, un corps léger fut poussé dans la direction de Marbourg, en longeant la rive droite de la Drave. Le lendemain, Buonaparte écrivit à l'archiduc la lettre suivante :

« Les braves militaires font la guerre et désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde, et fait assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les

(1) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 69.

» a posées. Votre nation reste seule ; et cependant le sang va couler encore plus que jamais.
» Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres : quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de part et d'autre quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses.

» Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples : l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun moyen de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger ? Vous, Monsieur le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les passions qui animent souvent les ministres et les gouvernemens, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité, et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, Monsieur le général en chef, que j'entende par-là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Alle-

» magne n'en sera pas moins ravagée. Quant » à moi, Monsieur le général en chef, si l'ou- » verture que j'ai l'honneur de vous faire peut » sauver la vie à un seul homme, je m'estime- » rai plus fier de la couronne civique que j'aurai » méritée, que de la triste gloire qui peut reve- » nir des succès militaires. Je vous prie de » croire, Monsieur le général en chef, aux sen- » timens d'estime et de considération, avec les- » quels je suis, etc. »

Cette lettre, qui semble avoir été le type de plusieurs autres que Buonaparte a écrites, et où l'on retrouve ces sentences courtes, ces interroga- tions, ce mépris des formes consacrées par l'usage entre les nations policées, ces prétentions à un style léger, cette trivialité, ces insinuations destinées à ébranler la fidélité des peuples, et surtout cette affectation d'humanité a été cependant l'objet de l'admiration des flatteurs et des enthousiastes. Toutefois, dans la position difficile où se trouvait Buonaparte, il y avait beaucoup d'adresse à faire une démarche qui devait lui donner l'apparence de la modération s'il était vainqueur, et lui épargner le reproche de s'être avancé trop loin, s'il essuyait des revers. Le prince lui fit, au bout de deux jours, cette noble et courte réponse :

« Assurément, tout en faisant la guerre, Mon-

» sieur le général, et en suivant la vocation de
» l'honneur et du devoir, je désire ainsi que vous
» la paix, pour le bonheur des peuples et de l'hu-
» manité.

» Comme néanmoins, dans le poste qui m'est
» confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de
» terminer la querelle des nations belligérantes,
» et que je ne suis muni de la part de S. M. l'em-
» pereur, d'aucun plein pouvoir pour traiter,
» vous trouverez naturel, monsieur le général,
» que je n'entre là dessus avec vous en aucune
» négociation, et que j'attende des ordres supé-
» rieurs sur un objet d'aussi haute importance,
» et qui n'est pas foncièrement de mon ressort.

» Quelles que soient, en vérité, les chances
» futures de la guerre ou les espérances de la
» paix, je vous prie de vous persuader, Monsieur
» le général, de mon estime et d'une considéra-
» tion distinguée. »

Buonaparte mit, le 1er. avril, son armée en mouvement pour la porter sur Freisach. A peine était-elle en marche, qu'un aide-de-camp du prince demanda une suspension d'armes de quatre heures. L'archiduc, qui occupait le sommet des Alpes Noriques, était instruit que le corps de Kerpen s'était dirigé à marches forcées vers la vallée de la Muhr, et que déjà son avant-garde, commandée par le général Sporck, était arrivée

à la hauteur du Muhrau. Il aurait voulu gagner quelques heures pour faire sa jonction avec cette division; mais Buonaparte, qui avait deviné le motif de sa demande (1), n'en pressa que plus le mouvement qu'il avait ordonné. Il y eut, le 2 avril, à Dirnstein, un combat très-vif, où la division de Masséna fut seule engagée. Les français eurent l'avantage. Ils entrèrent le lendemain dans Neumarck, où ils trouvèrent des magasins considérables, ainsi que dans Freisach, où le quartier-général fut transféré le même jour. Les divisions de Masséna et de Serrurier arrivèrent le 4, à Scheiffling. Celle de Guyeux s'y trouva le 15, et poussa un parti sur Muhrau. Ainsi la jonction projetée entre le corps de Kerpen et l'armée de l'archiduc, ne pouvait s'effectuer désormais qu'au-delà des montagnes qui couvrent Vienne du côté de Maria-Zell (2).

Le surlendemain du combat de Dirnstein, il y en eut un autre, en avant de Hundsmarck, entre l'avant-garde de l'armée française et l'arrière-garde de l'armée autrichienne, qui perdit deux cents hommes tant tués que blessés.

---

(1) Il paraît, d'après la date, que la réponse du prince à Buonaparte, est postérieure d'un jour à la demande d'une suspension d'armes.

(2) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 612.

Les français occupèrent Judenbourg, (capitale de la Haute-Stirie) et Knittenfeld, sans tirer un seul coup de fusil. Le prince Charles parut alors décidé à ne plus disputer le terrain pied à pied, mais à presser sa marche vers Vienne, pour avoir le tems de réunir toutes ses forces dans le dessein de livrer, sous les murs de cette capitale, une bataille décisive.

Buonaparte transféra, le 5 avril, son quartier-général à Judenbourg. Il attendait avec impatience la réunion de ses forces qu'il avait trop dispersées en faisant poursuivre l'ennemi dans toutes les directions (1). La division de Bernadotte, qui s'était jetée vers Laybach, se rapprochait du centre en toute diligence, et le corps de Joubert était sur le point d'arriver à Klagenfurth. Sous peu de jours, l'armée française allait se trouver réunie au débouché des montagnes, et prête à livrer également une bataille qui devait ou la rejeter sur l'Adige, ou la rendre maîtresse des conditions de la paix.

L'effroi, toutefois, était dans Vienne. La proposition contenue dans la lettre de Buonaparte à l'archiduc, y fut, contre l'avis de ce prince, accueillie avec transport. Le 7 avril, MM. de Belle-

---

(1) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 613.

garde et de Meerfeld arrivèrent à Judenbourg et proposèrent une suspension d'armes de dix jours. Buonaparte répondit que bien qu'une trêve fût contraire à l'intérêt de l'armée française (ce qui n'était pas conforme à la vérité), il en accordait une de six jours. Les négociations de paix commencèrent aussitôt (1). Les ministres de l'empereur ayant déclaré de sa part qu'il était décidé à rejeter toute médiation d'une puissance tierce, Buonaparte consentit à traiter directement. Il proposa cependant que le marquis de Gallo, comme serviteur d'une famille alliée à la maison d'Autriche, prît part aux négociations. Cette proposition ayant été agréée, parce que le ministre impérial n'avait voulu écarter que la médiation de la Prusse (2), le

(1) M. Daru (*Histoire de la république de Venise*, tom. V, pag. 382), rapporte que les plénipotentiaires impériaux commencèrent par parler de reconnaître la république française, espérant faire entrer en ligne de compte cette concession, et que Buonaparte, qui ne voulait pas perdre de tems, leur dit : « La république est comme le soleil, » tant pis pour les aveugles qui nient son existence ». Cet astre, toutefois, devait être bientôt éclipsé par l'auteur même de la comparaison.

(2) M. Schoell, *Histoire abrégée des Traités de paix, etc.*, tom. V, pag. 25. Ce même écrivain rapporte plus haut que depuis la mission du général Clarke, la cour de Berlin avait fait offrir à l'Autriche sa médiation, pour la con-

général Meerfeld et le marquis de Gallo se rendirent à Leoben, ou plutôt au château de l'évêque de cette ville, à Goess, où était le quartier-général de Buonaparte. Ils y convinrent d'un projet de préliminaires que M. de Vincent porta, le 14, à Vienne, avec une prolongation de l'armistice jusqu'au 20. L'archiduc s'était rendu dans cette capitale ; il avait réussi à redonner du courage aux habitans ; et il avait aussi fait reprendre quelque sécurité au ministère. Il fut secondé par la double nouvelle que Fiume était repris, et que les français étaient expulsés du Tyrol. M. de Vincent fut renvoyé à Leoben avec l'ultimatum de sa cour, et les préliminaires furent signés le 18 avril, à deux heures du matin, à la campagne d'un M. d'Eckenwalde, située près de cette ville (1).

Le contenu de ce traité a été long-tems enveloppé du plus profond mystère, et même il n'a jamais été publié officiellement, le directoire exécutif et le cabinet de Vienne n'ayant pas voulu faire connaître la différence qui se trouve entre

clusion d'une paix, dans laquelle l'empire serait compris, mais que la cour de Vienne, qui n'avait pas encore pardonné à la Prusse sa défection, avait décliné cette offre.

(1) Toutes les conférences s'étaient tenues dans le château de l'évêque.

les préliminaires et le traité définitif. La cession des provinces belgiques en faveur de la république française, la reconnaissance des limites de la France, déterminées par ses propres lois, et l'établissement d'une seule république en Italie, telles furent les stipulations que le directoire crut devoir communiquer aux représentans de la nation, dans son message du 3 avril 1797. Toutefois, on sut encore, quelque tems après, que les préliminaires laissaient Mantoue à la maison d'Autriche (1), à laquelle, en vertu du 7e article, la république française devait restituer tout ce qu'elle possédait des états héréditaires, non compris sous la dénomination de provinces belgiques. Mais, par le premier article secret, l'empereur renonçait à la partie de ses états d'Italie, qui était située sur la rive droite de l'Adige et sur celle du Pô. Cette renonciation était faite à condition qu'on lui abandonnerait, à titre de dédommagement, la partie de la terre ferme de Venise, comprise entre l'Oglio, le Pô, la mer Adriatique et ses états héréditaires, ainsi que la Dalmatie et l'Istrie vénitienne (2). Le reste de la

---

(1) Ce fut par la réponse de Carnot au rapport fait sur la conjuration du 18 fructidor an V.

(2) Quelques frondeurs prétendirent qu'il aurait été plus

'erre-Ferme devait être à la disposition de la 'rance et former avec ce qui avait été cédé de la ,ombardie autrichienne, une république indépen- ante. Enfin il était stipulé que Venise serait in- emnisée de ses pertes par la cession des trois égations de la Romagne, de Ferrare et de Bo- ogne (1).

Le jour même où les préliminaires furent signés Leoben, les hostilités recommencèrent sur le thin. L'armée de Sambre-et-Meuse, forte d'en- iron soixante mille hommes, et commandée par e jeune général Hoche, qui n'était pas moins re- ommandable par son esprit que par son courage t ses talens militaires, passa le fleuve à Neuwied,

---

ûr de confiner les autrichiens en Allemagne. Il ne fallait our cela, disait-on, qu'une victoire de plus. Le général égociateur répondit de la sorte à cette observation : « Si au commencement de la campagne, je me fusse obstiné à aller à Turin, je n'aurais jamais passé le Pô ; si je me fusse obstiné à aller à Rome, j'aurais perdu Milan ; si je me fusse obstiné à aller à Vienne, peut-être aurais-je perdu la république ». Dépêche du général Buonaparte, e Leoben, du 19 avril 1797, citée par M. Daru, dans son *listoire de Venise*, tom. V, pag. 385.

(1) Voyez, pour le reste des articles patens et secrets des réliminaires de Leoben, le Recueil de *Martens*, tom. X, ag. 126, et l'*Histoire abrégée des traités de paix*, par M. choell, tom. V, pages 26 et 29.

le 18 avril, et repoussa Werneck et Kray, jus qu'à Francfort, où le 22, on reçut la nouvelle d l'armistice, à l'instant même où allait être livré à Bergen, une bataille qui, selon toutes les ap parences, aurait été fatale aux autrichiens: le hostilités cessèrent aussitôt.

L'armée française du Haut-Rhin ou de Rhin-et Moselle, dont Moreau avait conservé le comman dement, et qui était forte aussi de soixante mill hommes, passa le Rhin le 20 avril, à Diersheim près de Strasbourg, et battit Starray. Latour qu commandait en chef l'armée autrichienne, avai déjà attaqué, le 22, les français à Stolhofen, lors que la nouvelle de la signature des préliminaire mit également fin aux hostilités sur ce point.

LIVRE IV.

1797.

Troubles suscités dans les états de terre-ferme de la république de Venise.—Révolte de Bergame et de Bresse.—Sac de Salo.—Massacre de Vérone.—Marche des autrichiens vers le lac de Garde.—Massacre de la garnison de Chiusa.—Retraite des autrichiens.—Lettre de Buonaparte au doge de Venise.—Le sénat envoie une députation au général français.—Affaire du Lido.—Demandes impérieuses de Buonaparte.—Irrésolution des conseils de Venise.—Dissolution du gouvernement vénitien.—Révolution de Gênes.—Établissement de la république Cisalpine.—Journée du 18 fructidor.—Traité de paix avec l'Autriche, conclu à Campo-Formio —Remise de la ville de Venise à cette puissance.—Buonaparte quitte l'Italie.

Tandis que Buonaparte pénétrait dans le cœur des états héréditaires de la maison d'Autriche, il se passait sur les derrières de son armée, des événemens que nous n'avons fait qu'indiquer, et qu'il convient de retracer pour compléter le tableau de ses premières campagnes d'Italie.

Les français ne s'étaient pas contenté d'occuper les places les plus importantes de la république de Venise; ils y avaient encore fomenté l'esprit

de révolte, au moyen de sociétés secrètes, qui s'étaient formées dans plusieurs villes et notamment à Bergame et à Bresse. Le gouvernement vénitien, instruit de leurs trames, réunit à la proximité de Venise, douze mille dalmates et fit marcher des troupes vers Bergame. A leur approche (15 mars), les habitans, excités par la garnison française, prirent les armes; et bientôt les troupes vénitiennes furent mises en fuite. Les bergamasques établirent ensuite une municipalité, et ils réclamèrent l'assistance de l'administration de la Lombardie, qui leur envoya des habits, des armes et des munitions de guerre. Ayant levé plusieurs bataillons, auxquels se réunirent des français et des polonais, ils se portèrent vers Bresse, pour seconder le soulèvement qu'y préparaient les familles de Gambara et de Lecchi. Ils arrivèrent, le 27 mars, au point du jour, aux portes de cette ville, qui leur furent ouvertes par les habitans. Cinq cents soldats vénitiens, arrivés depuis quelques jours, furent faits prisonniers, ainsi que le provéditeur. La liberté fut proclamée, et l'on institua, comme à Bergame, un gouvernement municipal.

Le sénat de Venise fit marcher contre les rebelles un corps nombreux d'albanais et de dalmates, auquel se réunirent les paysans des environs du lac de Garde. Ce corps assit son camp

à une lieue de Bresse, qui avait été mise en état de défense, et qui, le 4 avril, soutint une vive canonnade. Le lendemain, les bressans, quoiqu'instruits que le corps de blocus avait reçu des renforts considérables, firent une sortie générale dont le succès fut complet. Douze cents hommes, commandés par le général Lecchi, sortirent ensuite de Bresse avec quatre pièces de canon servies par des artilleurs français. Le 9 avril, ils arrivèrent devant Salo, dont les habitans se soumirent; mais, sur les entrefaites, les montagnards descendirent, précédés de quelques troupes de ligne, et tombèrent sur celle de Lecchi, qui, prise à l'improviste, fut bientôt rejettée dans Salo et forcée de mettre bas les armes.

Cet échec jetta la consternation dans Bresse et dans Bergame, et ces deux villes demandèrent de nouveaux secours à Milan, qui leur en accorda. En conséquence, le général Lahoz se mit en marche avec quelques bataillons, composés de français, de polonais et d'italiens.

Le commandant de Peschiera et le chef de la marine envoyèrent, le 10 avril, devant Salo, la flotille française montée par quelques troupes de terre. Le provéditeur vénitien et le général Fioravanti furent sommés de rendre la place, sous prétexte que l'occupation en était devenue nécessaire, pour s'opposer aux progrès des au-

trichiens, progrès que nous allons faire connaître. D'après le refus qui fut fait de la livrer, la flotille se mit à tirer sur la ville, dont les habitans et la garnison effrayés, se réfugièrent dans les montagnes. L'intervention des français n'étant plus un mystère, on voulut la présenter sous des apparences pacifiques. Le commandant de la flotille déclara que les bressans étaient prêts à poser les armes, si les habitans de Salo voulaient en faire autant. Cette démarche fut vaine. La colonne de Lahoz s'étant réunie aux débris de celle Lecchi, marcha contre Salo. La ville était déserte. Quelques tirailleurs, qui en disputèrent les approches, furent promptement repoussés. « La trahison » d'un détachement coupé, qui fit feu après avoir » parlementé et s'être rendu prisonnier, fut la » cause ou le prétexte du sac de cette ville (1) ».

Kerpen, lorsqu'il s'était mis en mouvement pour joindre l'archiduc, avait chargé Laudon du soin de balayer le Tyrol méridional du peu de français qu'on y avait laissés. Laudon, après avoir tenté vainement d'entamer l'arrière-garde de Joubert, était revenu de Pruneken à Botzen, d'où il se porta, le 10 avril, sur Trente, avec la plus grande partie de son corps, tandis qu'une autre

(1) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 619.

colonne se dirigeait, par la rive droite de l'Adige, vers la tête du lac de Garde. Les détachemens français, trop faibles pour résister long-tems à des forces si considérables, se replièrent, du 10 au 15, les uns sur Castel-Nuovo, où ils furent enveloppés et faits prisonniers, et les autres sur Vérone, ville où le sac de Salo causait la plus vive agitation. Le général français Balland crut devoir se renfermer avec ses troupes, tant dans le fort St.-Félix que dans les autres châteaux; mais, soit que ce fût oubli de sa part, soit que la chose fût impossible, les hôpitaux ne furent pas évacués.

Le sénat de Venise, voyant les français enfoncés dans les Alpes Carniques, et sachant que Laudon s'approchait, se persuada que le tems était venu de se délivrer d'ennemis si redoutables. Un soulèvement général fut en conséquence ordonné en secret, dans toutes les provinces de terre-ferme. Au même instant le tocsin sonna dans Vicence et dans Padoue, et les français qui se trouvaient dans ces deux villes n'échappèrent qu'avec peine aux poignards des assassins. A Vérone (1), après vêpres, le jour de la seconde

(1) Il paraît d'après le rapport du provéditeur vénitien, donné par M. Daru, qu'il y eût cent français et vingt-

fête de Pâques, les soldats surpris sont frappés et l'on égorge les malades dans les hôpitaux. Trente mille insurgens marchèrent vers cette place, et, conjointement avec les habitans, ils commencèrent le siége des trois forts. Le sénat s'empressa de les faire seconder par le corps d'esclavons, aux ordres de Fioravanti, auquel il expédia des renforts en hommes, en artillerie et en munitions. Sur les entrefaites, le corps de Laudon vint s'établir sur le revers du Montebaldo, à peu de distance de Vérone. Les insurgens vénitiens crurent alors l'armée française anéantie, et dans le délire d'un joie féroce, ils massacrèrent la garnison de Chiusa, qui avait capitulé faute de vivres. L'arrivée d'un corps de troupes aux ordres du général Lahoz et la notification de la suspension d'armes pour le Tyrol et l'Italie, qui avait été signée le 7 avril, mirent un terme à ces atrocités. Les autrichiens se retirèrent le 18, laissant, réduits à leurs propres forces, les vénitiens qui n'en continuèrent pas moins le siége des châteaux de Vérone, espérant les prendre par famine. Lahoz étant trop faible pour opérer rien de décisif, prit position à Somma-Campa-

---

six véronais de tués dans Vérone. *Histoire de la république de Venise*, tom. V, pag. 345.

gna ; pour attendre le général Kilmaine, qui amenait environ cinq mille hommes tirés des garnisons de la Lombardie et du Mantouan, et qui, le 21 avril, fit sa jonction avec lui.

Fioravanti, instruit de l'arrivée de ces renforts et présumant qu'on ne tarderait pas à l'attaquer, voulut prévenir les français et ordonna une sortie générale pour le 22. Kilmaine avait combiné, pour le même jour, une attaque contre Vérone. Ses colonnes allaient s'ébranler, lorsqu'à six heures du matin, elles furent attaquées par les esclavons qui, après un choc très-rude, furent repoussés. S'étant retirés dans une grande ferme, ils en furent chassés par une explosion d'un de leurs propres caissons auquel un obus mit le feu. Un grand nombre furent ensevelis sous les décombres de la ferme ; les autres se dispersèrent dans la campagne, et très-peu rentrèrent dans la place. Dans le même tems, Lahoz attaqua le village de Pescantini, qui était occupé par des insurgens. Après une vigoureuse résistance, ceux-ci furent dispersés ; et la brigade gallo-lombarde couronna les hauteurs qui dominent le fort St.-Félix, et se mit en communication avec Balland. Ainsi, avant la fin du jour, Vérone fut investie sur la rive droite de l'Adige, et sur cette partie de la rive gauche qui regarde le Tyrol.

Ces succès portèrent la terreur dans la ville

assiégée ; et quoique la route de Vicence fût libre encore, Fioravanti, au lieu de se retirer, préféra s'en remettre à la générosité des vainqueurs. Il posa les armes, à la tête de plus de trois mille hommes. Le 23 avril, la division de Kilmaine prit possession de Vérone, où bientôt arriva le général Victor avec les troupes disponibles de sa division. Ces forces réunies formèrent plus de quinze mille hommes. Après plusieurs combats sanglans, les insurgens furent entièrement dissipés. Victor se porta ensuite vers Vicence, et, le 28 avril, ses troupes étaient devant Trévise et Padoue. Le sénat vénitien attendit alors dans la stupeur l'issue d'une guerre qui l'exposait à tout le ressentiment des vainqueurs (1).

En effet, les préliminaires de Léoben furent à peine signés, que l'armée française, quittant les états héréditaires, retourna vers l'Italie ; et en même tems, on vit paraître le manifeste de Buonaparte contre Venise. Dès le 9 avril, il avait, de son quartier-général de Judenbourg, écrit au doge pour lui demander satisfaction des attentats commis contre les français, attentats dont lui-même, toutefois, était la première cause. « Je » prends, dit-il, le parti de vous envoyer mes

(1) Le général Jomini, tom. VIII, pag. 615—625.

» propositions par un de mes aides-de-camp :
» la guerre ou la paix. Si vous ne prenez, sur
» le champ, toutes les mesures pour dissiper les
» attroupemens, si vous ne faites, au plutôt,
» arrêter et mettre en mes mains les auteurs des
» meurtres qui se commettent, la guerre est
» déclarée ».

Le sénat (1) répondit à Buonaparte que sa lettre lui avait causé la plus vive douleur. Le général français devait sentir, poursuivait-il, combien il importait que l'état de Venise fût garanti contre toutes les attaques du dehors, et que les peuples fussent à l'abri des troubles qu'on voudrait exciter dans l'intérieur. Quant aux meurtres commis sur des individus appartenant à l'armée française, le sénat déclarait qu'il prendrait les mesures les plus propres pour en découvrir les auteurs, les faire arrêter et leur faire infliger le châtiment qu'ils auraient mérité. Il terminait son humble lettre par annoncer, qu'il avait chargé deux députés de prier le général en chef d'interposer ses bons offices pour engager le gouvernement français à faire rentrer dans l'ordre, les villes situées au-delà du Mincio.

(1) Quoique les lettres fussent adressées au doge, c'était le sénat ou le collége qui faisait réponse.

Les députés du sénat de Venise (Doria et Justiniani), trouvèrent Buonaparte à Gratz. Ils ne l'abordèrent qu'en tremblant. Après les avoir écoutés quelque tems : « Eh bien ! leur dit-il, les » prisonniers sont-ils en liberté » ? Les députés qui n'avaient aucune instruction sur ce point dont il paraît même qu'il était question pour la première fois, répondirent qu'on avait rendu les français, les polonais et quelques bressans. « Non, » non, répliqua Buonaparte, je les veux tous ; » tous ceux qui ont été incarcérés pour leurs opi- » nions, de quelque lieu qu'ils soient, même les » véronais. Ils sont tous amis de la France. Si » on ne me les rend pas, j'irai moi-même briser » vos plombs (1). Je ne veux plus d'inquisition, » c'est une institution des siècles de barbarie. » Les opinions doivent être libres...... Si tous » ceux qui ont outragé la France ne sont pas » punis, si tous les prisonniers ne sont pas mis » en liberté, si le ministre anglais n'est pas chassé,

(1) Il y avait à Venise deux sortes de prisons d'état, qui étaient appelées communément les *Puits* et les *Plombs*. Les puits étaient des fosses creusées sous les canaux, et dans lesquelles ni la chaleur ni le jour ne pénétraient jamais. Les plombs étaient des cellules pratiquées sous les terrasses qui couvrent le palais. C'était des fournaises ardentes.

» si le peuple n'est pas désarmé, et si Venise ne » se décide pas entre l'Angleterre et la France, » je vous déclare la guerre. Je viens de conclure » la paix avec l'empereur. Je pouvais aller à » Vienne. J'y ai renoncé pour cela. J'ai quatre-» vingt mille hommes, vingt barques canonniè-» res. Je ne veux plus d'inquisition, plus de sé-» nat ; je serai un Attila pour vous....Je veux » vous donner la loi. Je sais fort bien que votre » gouvernement, qui n'a pu armer pour défen-» dre l'entrée de son territoire aux troupes des » puissances belligérantes, n'a pas aujourd'hui » les moyens de désarmer sa population. Je m'en » charge ; je la désarmerai malgré lui. Les no-» bles de province qui n'étaient que vos escla-» ves, doivent, comme les autres, avoir part » au gouvernement (1) ; mais ce gouvernement » est vieux, il faut qu'il s'écroule ».

A l'époque où cette conférence eut lieu, l'issue de l'affaire de Vérone n'était pas encore connue de Buonaparte ni des députés ; et il en était

---

(1) La noblesse des états de terre-ferme de Venise, n'avait aucune part au gouvernement de la république, qui ne la voyait qu'avec beaucoup de défiance et dont elle était l'ennemie. On dit que cette noblesse partageait les opinions qui, dans toutes les autres contrées, étaient celles du peuple.

de même de l'événement que nous allons retracer. Un bâtiment français, commandé par le capitaine Laugier, allait, dit-on, sur la côte d'Istrie. Poursuivi par deux bâtimens autrichiens, il chercha un refuge dans les eaux de Venise. En passant sous les batteries du fort St.-André-du-Lido, qui commande l'entrée du port, il fut sommé de s'arrêter. Tandis qu'il mouillait l'ancre, un officier vénitien vint lui ordonner d'appareiller. Le capitaine représenta que le tems était contraire, mais promit de partir le lendemain, et demanda un ordre par écrit et deux chaloupes pour le remorquer. L'officier se retira en proférant des menaces; et pendant même que le bâtiment se disposait à obéir, le fort et les vaisseaux de la station le couvrirent de leurs boulets. Le capitaine ayant fait descendre tout son équipage sous le pont, restait seul dehors avec son porte-voix, tachant de se faire entendre, lorsqu'il tomba mort. A l'instant des soldats et des matelots vénitiens sautent à bord du bâtiment et tuent quelques hommes qui essayaient de faire résistance. Ils dépouillent les autres et les laissent toute la nuit, nus sur le pont, après avoir pillé le vaisseau (1).

---

(1) Telle est la substance de la dépêche du consul de France à Venise. Nous ne garantissons pas l'exactitude de

Le sénat fit passer à ses députés des instructions sur la manière dont ils devaient présenter cet événement qui les avait tellement effrayés qu'ils n'osèrent traiter un tel sujet de vive voix. Ils le firent dans une lettre, puis se hâtèrent de partir. A quelques lieues de Léoben, ils rencontrèrent un autre courrier, qui leur apportait la nouvelle de l'entrée des français à Vicence et à Padoue, et de la révolution qu'on y avait opérée. Ils se déterminèrent alors à solliciter une audience du général en chef qui, étant instruit de tout, leur fit adresser cette réponse :

« Vous voudrez bien quitter le Continent dans » le plus bref délai.

» Cependant, Messieurs, si le nouveau cour» rier qui vous est arrivé, est relatif à l'affaire » de Laugier, vous pouvez vous présenter devant » moi ».

Les députés allèrent donc à l'audience du général. Ils l'assurèrent que ni le sénat ni les inquisiteurs d'état, ne pouvaient avoir pris aucune part à l'affaire du Lido, et que les officiers quelconques qui auraient transgressé leurs ordres seraient punis sévèrement. Le meilleur moyen d'ob-

---

ce rapport qui, toutefois, est encore moins obscur que le compte rendu par les vénitiens.

tenir la satisfaction que demandait Buonaparte, était, lui dirent-ils, d'en prescrire lui-même la forme, de façon, toutefois, qu'elle pût se concilier avec l'existence politique de la république.

Le général répondit qu'il ne voulait rien entendre qu'on ne lui eût livré les coupables. Il fallait, poursuivit-il, que le conseil choisît entre la paix ou la guerre. Si on voulait la paix, on devait proscrire cette poignée de patriciens qui avaient disposé de tout jusqu'alors et ameuté le peuple contre les français. « Ce fut en vain, » que nous tentâmes tous les moyens de l'apaiser », dirent les députés dans le compte qu'ils rendirent de leur mission. « Nous hasardâmes » légèrement de lui proposer une réparation d'un » autre genre; mais il répliqua vivement : non, » quand vous couvririez cette plage d'ór, tous » vos trésors, tout l'or du Pérou, ne peuvent » payer le sang français ! » Buonaparte n'en aurait pas tant fait répandre inutilement, s'il s'était plus souvent rappelé cette réponse.

Lorsque les hostilités avaient commencé réellement entre les français et les vénitiens, le sénat avait fait dresser l'état des forces qui se trouvaient dans les lagunes. Elles consistaient en trente-sept galères ou felouques et en cent soixante-huit barques canonnières, portant ensemble sept cent cinquante bouches à feu et huit mille cinq

cents hommes. Toutes les batteries qui défendaient les passages étaient armées, et on en avait élevé de nouvelles. A mesure que les troupes réglées évacuèrent les places de terre-ferme, elles se retirèrent dans la capitale. On estimait qu'il s'y trouvait pour huit mois de vivres et pour deux mois d'eau douce. D'ailleurs on ne manquait pas de moyens pour ravitailler la place.

Toutes les troupes italiennes et esclavones étant arrivées, les premières se montèrent à environ trois mille cinq cents hommes, et les autres à onze mille. Ces forces étaient plus que suffisantes pour disputer le passage des lagunes à une armée qui n'avait pas un bateau (1).

Le 30 avril, à la réception du rapport fait par les députés, il se tint, dans les appartemens particuliers du doge, une espèce de comité, durant lequel on apporta une lettre du commandant de la flottille, qui mandait que les français avaient commencé, dans les marais qui aboutissent aux lagunes, des ouvrages qu'il se faisait fort de détruire à coups de canon, si on lui en donnait l'ordre. Cet avis répandit une telle consternation dans l'assemblée, que deux

---

(1) *Histoire de Venise*, par M. Daru, tom. V, page 385—387.

membres proposèrent de traiter sur le champ de la reddition de la ville. D'autres, cependant s'écrièrent qu'on ne pouvait renoncer à se défendre. En conséquence, l'amiral reçut l'autorisation et d'employer la force pour empêcher les français de continuer leurs travaux, et de traiter, s'il le fallait, d'une suspension d'armes. Le premier point, toutefois, était peu nécessaire. Dans la soirée, on entendit, de Venise, une quarantaine de coups de canon, échangés entre l'avant-garde française qui arrivait à Fusine, et quelques chaloupes canonnières de la station.

La proposition d'envoyer des pleins pouvoirs aux deux députés fut faite et adoptée; et le doge, pour éviter les délais, fut chargé du rapport (1).

Il y avait eu, avant la tenue de ce comité, une assemblée extraordinaire du sénat, où l'on avait agité trois propositions. La première était de ramener la constitution à ce qu'elle était avant l'établissement de l'aristocratie, c'est-à-dire, de revenir aux élections et de faire participer au droit de suffrage, non-seulement le peuple de Venise, mais encore celui des provinces. La question mise aux voix n'en obtint que cinq. La seconde

(1) Autrement il aurait fallu un intervalle de huit jours entre la proposition et la délibération.

proposition consistait à recourir aux moyens de vigueur. Cinquante sénateurs appuyèrent celle-ci, qui n'en fut pas moins rejettée. La troisième était d'opérer le changement nécessaire pour rapprocher le gouvernement des formes démocratiques, mais graduellement, sans secousses et en évitant, autant qu'il serait possible, d'altérer la constitution. Cette proposition fut décrétée à une pluralité de cent quatre-vingt suffrages (1).

Le grand conseil fut convoqué pour le 1.er mai. Le palais était entouré de canons et de troupes. Le doge, pâle et défiguré, fit le tableau de la situation de la république, et déclara qu'il paraissait nécessaire d'autoriser les deux députés du sénat à concerter avec le général Buonaparte quelques modifications dans la forme du gouvernement, sous la réserve de la ratification du conseil. Sur six cent dix-neuf patriciens présens, cinq cent quatre-vingt-dix-huit approuvèrent la proposition. L'acte fut accompagné d'une instruction par laquelle on recommandait aux commissaires de représenter que le gouvernement, privé de toute autorité dans la terre-ferme, se trouvait dans l'impossibilité de faire punir ceux qui avaient

(1) Il paraît que dans les derniers tems le sénat se composait de près de trois cents membres.

commis des excès contre les français. On y disait aussi, quant au désarmement, qu'il aurait lieu après l'accommodement, et relativement à la rupture avec l'Angleterre, qu'elle compromettrait les plus grands intérêts de la république.

Le général étant arrivé à Trévise, le provéditeur, Ange Justiniani, crut devoir lui faire visite. A peine eut-il renouvellé les protestations accoutumées de l'amitié de son gouvernement pour la France, que Buonaparte lui dit que les deux républiques étaient en guerre, qu'il voulait détruire celle de Venise dans peu de jours, et que quant à lui, il eût à partir dans deux heures, s'il ne voulait être fusillé. Le provéditeur eut le noble courage de lui répondre qu'il ne dépendait que de son gouvernement et qu'il ne pouvait quitter son poste sans être rappelé; et le général poussa la brutalité jusqu'à lui dire : « Eh bien! vous serez fusillé (1) ». Justiniani se décida cependant à se retirer à Venise. En entrant à Marghera, sur le bord des lagunes, il trouva Buonaparte qui était déjà en conférence avec les deux députés porteurs de la délibération du grand conseil. Ceux-ci, dans la nuit du 2 mai, firent leur rapport au comité qui s'était précédemment

(1) M. Daru, tom. V, pag. 398.

rassemblé chez le doge. Le général en chef leur avait déclaré qu'il n'y aurait point de traité à faire, tant que les français assassinés ne seraient pas vengés par le sang des trois inquisiteurs d'état et du commandant de la station du Lido; qu'autrement, dans quinze jours, il serait maître de Venise, et que les nobles vénitiens ne se déroberaient à la mort, qu'en errant sur la terre comme les émigrés français. Il consentit cependant à une suspension d'armes de six jours, durant laquelle la marche trévisane et la polésine de Rovigo virent le lion de St.-Marc renversé. De toutes les possessions d'Italie, il ne restait plus à la république que les lagunes; et le quartier-général de l'armée française était à Mestre (1).

Pour augmenter l'angoisse des membres du comité, le bruit se répandit qu'il y avait une conjuration dans laquelle étaient entrés seize mille citadins (2). On recevait aussi des rapports propres à faire douter de la fidélité des troupes esclavones; qui, disait-on, voulaient mettre la ville au pillage. On proposa de les faire partir, et

(1) Mestre est situé à une lieue et demie des lagunes, vis-à-vis de Venise.

(2) Les citadins formaient une classe entre celle des patriciens et le bas peuple.

en attendant qu'on pût prendre cette mesure; on suspendit tout envoi de renforts.

Dans la matinée du 4 mai, le grand conseil se rassembla ; et ce fut toujours avec le même appareil de terreur. Le doge proposa une résolution qui passa à la pluralité de sept cent quatre suffrages contre dix. Elle autorisait les commissaires à permettre tout ce qui serait nécessaire pour opérer une réconciliation, et même à stipuler des conditions relatives à la constitution, toujours sous la réserve de la ratification du même conseil. On décréta ensuite que les inquisiteurs d'état et le commandant du fort Lido seraient arrêtés, et l'on chargea les avogadors d'informer contr'eux.

Dans cet état de choses, le mouvement le plus faible devait suffire pour opérer la dissolution du gouvernement. Il est probable cependant qu'il n'aurait pas eu lieu, sans l'intervention d'une agence étrangère. Le secrétaire de la légation française avait pénétré, dit-on, le vœu que Buonaparte formait de se rendre maître de Venise, afin de négocier plus avantageusement avec l'Autriche. Cet agent profitant de la retraite de son chef, que le général avait rappelé, s'empara de la direction secrète des affaires, et prit des mesures dont le succès fut complet.

Le 9 mai, deux hommes se présentèrent à la

porte du comité réuni chez le doge, et annoncèrent qu'ils avaient à remettre un papier important. Deux membres allèrent leur parler et rentrèrent, tenant à la main un écrit, composé, disait-on, sous la dictée même du secrétaire de la légation française. On y prétendait qu'il ne restait plus qu'un moyen de salut pour Venise : c'était d'aller au-devant des intentions du général en chef, pour se le rendre plus favorable. On y proposait principalement d'arrêter M. d'Entraigues, chargé d'affaires de S. M. Louis XVIII, de s'emparer de ses papiers, et de relâcher ensuite sa personne; d'élargir immédiatement quelques individus qui étaient encore renfermés pour des actes politiques; d'ouvrir les prisons dites les plombs et les puits, pour que le peuple pût les voir ; d'abolir la peine de mort, de licencier les esclavons et de remettre la garde de la ville à des compagnies d'ouvriers de l'arsénal et de marchands, qui seraient dirigées par un comité provisoire. Ces mesures devaient être prises sur-le-champ, et celles dont voici le sommaire devaient l'être le lendemain : érection de l'arbre de la liberté sur la place St.-Marc ; municipalité provisoire ; manifeste annonçant un gouvernement démocratique ; brûlement des signes de l'ancien gouvernement, au pied de l'arbre de la liberté ; amnistie pour toutes les opi-

nions et délits politiques ; liberté de la presse ; mais avec défense de parler contre le passé ; entrée de quatre mille français ; rappel de la flotte vénitienne ; assurance donnée aux ex-nobles pauvres, d'un traitement viager sur les biens nationaux ou par tontine ; garantie de la monnaie et de la banque, à la charge de la nation ; promesse d'intervenir auprès de Buonaparte en faveur des inquisiteurs d'état, sous la condition qu'il serait permis à tous les citoyens de communiquer avec le corps diplomatique.

L'insensé qui, peu d'années auparavant, aurait osé faire une seule de ces propositions n'aurait eu qu'à se disposer à la mort ; mais la terreur des membres du comité était si forte, qu'elles furent toutes adoptées et que des commissaires furent nommés pour en concerter les moyens d'exécution, détermination qui fut motivée sur ce que le manque de tems ne permettait pas de demander au grand conseil la ratification qu'il s'était réservée. Cependant on obtint un délai de quatre jours dont on profita pour faire embarquer les esclavons, et désarmer la flotille. Enfin, le grand conseil fut rassemblé le 12 mai. Ce corps ne pouvait délibérer qu'il n'y eût au moins six cents membres présens ; mais il ne s'en trouva, dit-on, que cinq cent trente-sept. Ainsi la séance n'était pas légale. Le doge parla d'une

manière pathétique des malheurs de la patrie. Les propositions que nous venons de rapporter furent ensuite développées par un orateur qu'interrompit le bruit de coups de fusil tirés hors du palais. C'étaient, selon les uns, des gens qui voulaient jetter l'épouvante dans l'assemblée, et selon d'autres, des esclavons qui déchargeaient leurs armes, au moment de les remettre. Ce bruit inattendu mit dans la salle une confusion inexprimable. On crut que toute la noblesse allait être massacrée. Les membres du conseil sortirent tous de leurs places en criant : aux voix ! aux voix ! et la délibération fut sanctionnée par cinq cent douze suffrages. Cet acte de mort du gouvernement vénitien rappelait et confirmait les pouvoirs donnés aux commissaires, et consacrait le système d'un gouvernement provisoire, tel qu'il avait été proposé et en tant qu'il se trouverait d'accord avec les vues du général en chef de l'armée française. Le conseil se sépara ensuite en tumulte.

Cependant le peuple remplissait les avenues du palais. Bientôt il voit arborer à une des fenêtres un signal qui annonçait la délibération qu'on venait de prendre. Les cris opposés de vive St.-Marc, vive la liberté ! se font entendre ; à l'instant les uns élèvent des drapeaux tricolores ; les autres portent dans les rues l'image du patron de

la république. Des soldats se joignent à la foule dont l'agitation est extrême. La révolution était si peu populaire, que les maisons de quelques hommes connus pour l'avoir provoquée, furent livrées au pillage. Une grande partie de la nuit des bandes d'hommes furieux parcoururent les rues, pillant et proférant des imprécations. Ce ne fut que sur les deux heures du matin qu'on parvint à rassembler quelques détachemens de troupes. Deux cents soldats, placés sur le pont de Rialte, firent feu sur un rassemblement qui s'approchait. Il y eut une vingtaine d'hommes de tués; et bientôt une proclamation défendit, sous peine de mort, toute opposition à la révolution qui venait d'être consommée. On créa une municipalité de soixante membres, parmi lesquels il n'y avait que dix patriciens. Le 16, la flottille alla chercher, au-delà des lagunes, trois mille hommes de troupes françaises, qui débarquèrent sur la place St.-Marc, aux acclamations des uns, tandis que les autres, en plus grand nombre, gardaient un morne silence. La démolition des prisons de l'inquisition d'état fut décrétée, et le livre d'or brûlé en cérémonie, au pied de l'arbre de la liberté. Enfin, pour que la révolution fût complète, une société populaire fut instituée dans une ville où, précédemment, deux

hommes n'osaient s'entretenir ensemble sur des matières d'état.

Cependant, les commissaires vénitiens avaient suivi Buonaparte à Mantoue, puis à Milan où, malgré ce qui venait de se passer, le 12 mai, à Venise, et que les parties contractantes, ou du moins l'une des deux, c'est-à-dire le général en chef, ne pouvaient guère ignorer, ils conclurent, le 16 du même mois, le traité suivant :

« Le grand conseil renonce à ses droits de » souveraineté ; il ordonne l'abdication de l'a- » ristocratie héréditaire, et reconnaît la souve- » raineté de l'état dans la réunion des citoyens, » sous la condition expresse, cependant, que le » nouveau gouvernement garantira la dette pu- » blique nationale, l'entretien des pauvres gen- » tilshommes et les pensions viagères accordées » jusqu'à présent sous le titre de *provisions*.

» La république française accorde une divi- » sion de ses troupes pour maintenir, dans la » ville de Venise, l'ordre et la sûreté des per- » sonnes et des propriétés, et pour seconder le » nouveau gouvernement.

» Ces troupes se retireront aussitôt que le gou- » vernement déclarera n'en avoir plus besoin. » Les français évacueront toutes les parties du

» territoire vénitien, à la conclusion de la paix
» continentale.

» Le premier soin du gouvernement provisoire
» sera de terminer les procès des inquisiteurs
» d'état, et du commandant du fort Lido (1).

» Le directoire exécutif, par l'organe du gé-
» néral en chef, accorde pardon et amnistie gé-
» nérale pour tous les autres vénitiens, accusés
» d'avoir pris part à la conspiration contre l'ar-
» mée française ».

Le directoire et son général pouvaient renoncer à la satisfaction qu'ils avaient le droit d'exiger pour les assassinats commis sur des français; mais à quel titre accordaient-ils une amnistie aux sujets d'une puissance étrangère et indépendante ?

Aux articles patents étaient joints cinq articles secrets, dont le premier portait que les deux républiques s'entendraient entr'elles pour des échanges de territoire. Par les deuxième et troisième, Venise était tenue de payer une contribution de six millions de francs, dont trois millions en argent et trois autres en munitions

(1) On mit fin à ces procès par ordre de Buonaparte lui-même. Nous n'examinerons pas si ce fut justice ou grâce.

navales. Enfin, les quatrième et cinquième articles ordonnaient la remise aux français 1°. de trois vaisseaux de guerre et de deux frégates, armés et équipés ; 2°. de vingt tableaux et de cinq cents manuscrits.

La municipalité s'empressa de ratifier, sans examiner si elle en avait le droit, le traité de Milan, qui, du moins, semblait consacrer l'existence de la république. Ce même corps promulga des lois, et affecta de se croire le centre du gouvernement de tous les états vénitiens, prétention qui fut repoussée par toutes les villes de terre-ferme. En conséquence de leurs refus, la capitale fut privée du produit de tous les impôts qu'elle percevait auparavant. Il fallut recourir aux emprunts forcés pour subvenir aux dépenses indispensables que décuplait la présence des troupes françaises. On avait, ainsi que nous venons de le dire, promis une contribution de trois millions en argent, et il en fut exigé cinq. Ce fut apparemment pour produire le surplus qu'on enleva au duc de Modène, qui s'était réfugié à Venise avec son trésor, la somme de cent quatre-vingt-dix mille sequins (1).

---

(1) *Histoire de Venise*, par M. Daru, chap. XXXVII et XXXVIII.

La république de Gênes ne professait pas non plus le principe de la souveraineté du peuple. Le mot de liberté (1), toutefois, était inscrit dans ses armoiries ; mais les révolutionnaires prétendaient que la chose même n'existait pas dans l'état, et que l'égalité, surtout, en était bannie. Il fallait donc qu'une révolution y établît ou rétablît l'une et l'autre. En conséquence, tous les moyens d'y préparer les esprits furent employés ; et les nobles, connus par leur attachement à l'ancien ordre de choses, furent insultés. Le 13 mai, les insurgens se crurent assez forts pour se déclarer. Des orateurs dirent, dans un rassemblement, que le tems était arrivé où le peuple devait reprendre l'exercice de ses droits et notifier sa volonté au gouvernement. Celui-ci prit le parti de négocier, et il paraît qu'il promit de consentir à tous les changemens qu'on désirerait. Cependant il avait fait venir au palais un certain nombre d'hommes de la dernière classe du peuple, classe qui lui était très-dévouée ; et il leur avait distribué des armes et des munitions. Les insurgens songèrent alors à s'armer aussi. Ils entrèrent sans résistance dans plusieurs dépôts d'armes, desquelles ils s'emparèrent ; et une

(1) *Aurea libertas.*

troupe d'entr'eux courut à la darsène et mit en liberté les esclaves, et la chiourme d'une galère, ce qui leur fit perdre du tems. Attaqués et battus par les troupes du gouvernement, ils se réfugièrent dans des postes défavorables où ils se défendirent tout le jour et toute la nuit. Il y en eut beaucoup de tués, et on leur fit un assez grand nombre de prisonniers. Il se trouva, dit-on, des français parmi les uns et les autres.

Buonaparte, informé de cet événement, envoya un de ses aides-de-camp au doge, avec une lettre où il demandait l'élargissement de tous les français qui avaient été arrêtés; le désarmement du peuple et le châtiment de ceux qui l'avaient soulevé : c'était la même marche qu'il avait suivie pour Venise. Les deux premières demandes furent accordées; quant à la troisième, on répondit que les personnes désignées n'étaient pas coupables du délit qui leur était imputé. L'ambassadeur, M. Faypoult, ayant insisté sur cette mesure de rigueur, il fallut y accéder. Des députés furent envoyés à Buonaparte pour convenir avec lui des bases principales d'une nouvelle constitution. Le 10 juin, on publia une convention, signée le 6, à Montebello, convention par laquelle le gouvernement de Gênes reconnaissait aussi la souveraineté dans la réunion de tous les citoyens. Une commission devait rédiger un

plan de constitution ; ce qui fut promptement exécuté. On imita servilement la nouvelle constitution des français, comme anciennement on avait suivi leurs modes. On institua donc deux conseils, l'un de soixante membres, et l'autre de cent vingt. Le pouvoir exécutif fut délégué à un directoire, non de cinq membres, mais de quinze. Ce projet fut présenté à l'acceptation du peuple gênois, qui le sanctionna, selon l'usage ; et la république de Gênes changea son nom dans le nom classique de république ligurienne. Les districts, connus sous le nom de fiefs impériaux, et renfermant une population de cent mille âmes, furent alors réunis à son territoire, selon la promesse qui lui en avait été faite par le traité qu'elle avait conclu, le 9 octobre 1796, avec la France, et d'après lequel elle avait fermé ses ports aux anglais.

Nous avons dit, au livre précédent, que les deux légations de Bologne et de Ferrare, et les duchés de Modène et de Reggio, avaient été constitués en un état indépendant, qui prit le nom de république cispadane. Les provinces, qui composaient la Lombardie autrichienne, formèrent un autre état sous le nom de république lombarde. Ce dernier état ne fut reconnu formellement par la France, qu'après la signature des préliminaires de Léoben ; et Buonaparte

y joignit Modène et Reggio, qu'il détacha de la république cispadane. Peu de tems après, il réunit les deux états en un seul, dont, le 29 juin 1797, par un acte publié au nom du directoire exécutif, il déclara l'indépendance, sous le nom de République Cisalpine. La constitution en fut aussi modelée sur celle de la république française. Toutefois, les membres du corps législatif et du gouvernement devaient être nommés, la première fois, par le général, dont les victoires avaient fondé ce nouvel état, auquel il ajouta (le 10 octobre), la Valteline, et les comtés de Chiavenne et de Bormio, quoiqu'ils fussent soumis à la souveraineté des Grisons, qui furent accusés d'en avoir violé les capitulations, ce qui, selon les maximes que Buonaparte professait alors, en rétablissait les peuples dans les droits qu'ils tenaient de la nature, et dont il les fit user par la demande qu'il leur suggéra, de l'incorporation de leur pays à la république cisalpine.

Le directoire exécutif avait chargé Buonaparte de ses pleins pouvoirs pour traiter de la paix. Dès le 19 mai, les négociations avaient été ouvertes; mais, de part ni d'autre, on n'avait pas témoigné beaucoup de zèle à les presser. Mantoue et Venise en étaient les deux points principaux. L'Autriche prétendait conserver la première de ces villes, que les préliminaires de Léoben lui avaient

laissée ; et le directoire voulait que Mantoue servît de boulevart à la république cisalpine. Buonaparte, dit-on, ne partageait pas l'opinion de son gouvernement, sur l'importance de cette forteresse, que, selon lui, Pizzighetone pouvait remplacer ; mais, obligé de céder sur ce point, il avait offert à l'Autriche l'état de Venise, en demandant, comme compensation, non-seulement que les trois légations pussent être réunies à la république cisalpine, mais aussi qu'une partie, au moins, de la rive gauche du Rhin fût cédée à la France.

Le directoire n'avait pas été satisfait de ces propositions ; il voulait réunir Mantoue à la république cisalpine, et avait résolu de rompre les négociations plutôt que de laisser Venise à l'Autriche. Les directeurs, Carnot et Barthélemy, ayant protesté formellement contre la résolution de leurs collègues, Buonaparte avait reçu l'ordre de se rapprocher des plénipotentiaires autrichiens. En effet, il s'était rendu, le 25 mai, au château de Passeriano près d'Udine, où le marquis de Gallo était arrivé le 18 ; mais, comme il avait le secret de ce qui se tramait à Paris, et dont nous allons rendre compte, il ne s'était pas empressé de faire marcher les négociations.

Il existait depuis long-tems une grande divison entre les deux conseils législatifs de France et le

directoire exécutif, où, malgré le petit nombre de ses membres, qui n'était que de cinq, il y avait majorité et minorité. Lareveillère-Lepaux, Rewbell et Barras, formaient l'une; et Carnot et Barthélemy, l'autre. La majorité qui, dans les conseils, était contraire à celle du directoire, se composait de deux partis principaux, dont l'un, il serait absurde de le nier aujourd'hui, avait pour objet le rétablissement de la monarchie et le rappel des princes de la maison de Bourbon. Des républicains modérés, qui blâmaient l'administration despotique et les dilapidations du directoire, formaient l'autre parti. Le directoire chercha un appui dans les armées, qui étaient nécessairement soumises à son influence. Celle d'Italie en embrassa la cause avec la plus vive ardeur, et son général célébrant la fatale époque du 14 juillet, qui était alors un jour de fête, s'exprima de la sorte :

« Soldats !

» Je sais que vous êtes profondément affectés » des malheurs qui menacent la patrie. Mais la » patrie ne peut courir de dangers réels. Les » mêmes hommes qui l'ont fait triompher de » l'Europe coalisée sont là ! Des montagnes nous » séparent de la France : vous les franchiriez avec » la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour main-

» tenir la constitution, défendre la liberté, protéger le gouvernement et les républicains.

» Soldats ! le gouvernement veille sur le dépôt des lois qui lui est confié. Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montreront, auront vécu. Soyez sans inquiétude, et jurons par les mânes des héros qui sont morts à côté de nous pour la liberté, jurons sur nos drapeaux : guerre implacable aux ennemis de la république et de la constitution de l'an III ».

Ce discours fut le texte sur lequel on rédigea les différentes adresses que les divisions de l'armée d'Italie firent parvenir soit à leurs frères d'armes de l'intérieur, soit au directoire exécutif lui-même. Les plus violentes furent celles des divisions d'Augereau et de Joubert. Le premier de ces généraux fut même mandé à Paris pour commander les troupes que, malgré la constitution qui le défendait, le triumvirat fit venir pour assurer l'exécution de ses desseins. Le 4 septembre, jour qui correspondait au 18 fructidor du calendrier éphémère de la république, les palais des Tuileries où siégeaient les deux conseils, et du Luxembourg qu'habitait le directoire, furent investis ; on arrêta plusieurs députés, et d'autres furent repoussés, de la manière la plus outrageante, par la soldatesque.

Comme un simulacre de corps législatif était

nécessaire pour décréter les mesures propres à compléter le triomphe des trois directeurs, ils indiquèrent, pour la réunion du conseil des anciens, et pour celle du conseil des cinq cents, l'amphithéâtre de l'école de médecine, et la salle de spectacle de l'Odéon. Sûr de la majorité, au moyen de la terreur qu'il inspirait, le directoire fit annuler les élections de quarante-neuf départemens, et condamner à la déportation, sans forme de procès, les directeurs Carnot et Barthélemy, et environ cinquante membres des deux conseils. A la tête de la liste était Aubry, l'ennemi de Buonaparte. La même peine fut portée, toujours de la même manière, contre un grand nombre d'hommes de lettres, rédacteurs de journaux, et contre plusieurs autres citoyens de différens états (1). La plupart des mesures rigoureuses des tems révolutionnaires furent employées de nouveau; et le di-

(1) La plupart de ceux qui furent atteints par le décret de déportation, parvinrent à s'échapper. De ce nombre fut le directeur Carnot. Ceux qui furent saisis, furent MM. Barthélemy, Pichegru, Willot, Delarue, Bourdon de l'Oise, Rovère, Aubry, Lafond-Ladebat, Tronçon-Ducoudray, Barbé-Marbois, Murinais, Ramel, d'Ossonville, Lavilleheurnois, Brothier et Duverne de Presle. Leur translation de Paris à Rochefort et de ce port à Cayenne, fut affreuse.

rectoire fut investi d'une autorité dictatoriale.

Cet événement, qui prépara le renversement du régime républicain, accéléra cependant la conclusion de la paix. Jusqu'au 18 fructidor, le gouvernement français avait voulu la guerre, qui lui offrait le moyen de renverser l'opposition; mais aussitôt qu'il se fut emparé du pouvoir absolu, que le corps législatif ne fut plus qu'un instrument de sa volonté suprême, il se décida pour la paix, qui devait consolider son autorité en faisant croire à la nation que le parti qu'il venait de renverser s'opposait à ce que le vœu général fût rempli.

Aussitôt que Buonaparte eut appris le triomphe du directoire, il déclara positivement aux plénipotentiaires autrichiens qu'il ne se relâcherait pas de ses prétentions. En conséquence, le comte de Meerweldt se rendit à Vienne pour y recevoir de nouvelles instructions. Il revint à Udine, accompagné du comte Louis de Cobenzl, qui était chargé de mettre la dernière main à l'œuvre de la pacification. Les conférences recommencèrent le 25 septembre; et, après quelques séances, dans lesquelles Buonaparte, dit-on, prit ce ton tranchant qui, dans la suite lui devint habituel, on fut en état d'envoyer, le 1er. octobre, à Paris et à Vienne, l'ultimatum des demandes réciproques à l'égard des points qui avaient

éprouvé le plus de contradiction, savoir : la réunion de Mantoue à la république cisalpine; l'établissement du Rhin comme frontière de la république française, et l'application des lois de celle-ci aux émigrés belges.

Toutes les difficultés ayant été levées, la paix fut décidée. On convint de la signer au village de Campo-Formio, pour ne donner la préférence ni à Passeriano, où était le quartier-général de Buonaparte, ni à Udine, où se trouvaient les plénipotentiaires autrichiens. On la data du 17 octobre, jour où expirait l'armistice de six mois qui avait été conclu à Léoben; mais, en réalité, les signatures n'y furent apposées que dans la nuit du 18.

Voici quelles en étaient les dispositions principales : les Pays-Bas autrichiens furent cédés, en toute propriété et souveraineté, à la république française. Cette même république et l'empereur devaient posséder, l'une toutes les îles ci-devant vénitiennes du Levant et notamment Corfou, Zante, Céphalonie, Ste.-Maure et Cérigo, ainsi que Butrento, Larta, Vonizza et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui étaient situés plus bas que le golfe de Lodrino; et l'autre, l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes,

les pays compris entre les états héréditaires de l'Autriche, le golfe Adriatique et une ligne qui devait partir du Tyrol et aboutir à la mer près de l'embouchure du Pô. L'empereur reconnut la république cisalpine comme indépendante, et comprenant la ci-devant Lombardie autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Crémasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan; Peschiera, la partie des états ci-devant vénitiens, à l'ouest et au sud de la ligne de démarcation, le Modénois, la principauté de Massa-Carrara et les trois légations de Bologne, de Ferrare et de Romagne. S. M. I. promit de ne pas recevoir dans chacun de ses ports, jusqu'à ce que la paix eût été conclue entre la France et l'Angleterre, pas plus de six bâtimens armés en guerre, et appartenant à chacune des puissances belligérantes. Elle fit cession, au duc de Modène, du Brisgau, pour le posséder aux mêmes conditions qu'il possédait le Modénois. On devait, un mois après la signature du traité, ouvrir, à Rastadt, un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'empire germanique et de la république française. Enfin, on régla le cérémonial entre l'empereur et cette république, qui conserva le rang que le royaume de France avait avant la guerre. Il fut aussi réglé que le cérémonial entre S. M. I. et la république cisalpine se-

rait le même que celui qui existait entre ce monarque et la république de Venise.

Tels furent les articles patens du traité de Campo-Formio, auquel il en fut ajouté de secrets, dont nous ferons connaître les plus importans.

L'empereur prit l'engagement d'employer ses bons offices pour que l'empire germanique cédât à la république française, une partie des contrées situées sur la rive gauche du Rhin, savoir : tous les pays renfermés entre ce fleuve et la Moselle, y compris Mayence, et ceux qui se trouvent entre la Moselle, la Nette, la Roer et la Meuse, y compris Juliers, le tout d'après une ligne qui fut décrite. S. M. I. s'engagea, dans le cas où l'empire ne consentirait pas à cette cession, à ne fournir à l'armée des cercles que son contingent; elle devait employer aussi ses bons offices pour que la navigation du Rhin fût déclarée libre depuis Huningue jusqu'à l'entrée de ce fleuve dans la république batave, et pour que la république française eût la libre navigation de la Meuse. Les pays que l'empereur devait posséder en vertu du traité patent, devaient servir de compensation pour ceux auxquels il avait renoncé par le même traité, et pour le comté de Falkenstein, auquel il renonçait par le traité secret, ce qui indiquait que si la première stipulation de ce dernier obtenait son exécution, il reviendrait à ce

monarque une nouvelle compensation. A cet effet, la république française devait employer ses bons offices pour qu'il acquît l'archevêché de Salzbourg et la partie de la Bavière, située entre cet état, l'Inn, la Salza et le Tyrol. S. M. I. devait céder, contre une compensation, le Frickthal à la république française, qui se proposait de le réunir à la république helvétique. On devait donner au ci-devant stathouder de Hollande une indemnité qui ne pourrait être prise dans le voisinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la république batave. La ligne tracée dans le premier article rendait au roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin. En conséquence, un autre article portait formellement qu'il ne serait question d'aucune acquisition nouvelle pour ce prince. L'empereur ne s'opposait pas à l'usage que la république française avait fait des fiefs impériaux, en faveur de la république ligurienne, et il devait employer ses bons offices pour que l'empire renonçât à ses droits de suzeraineté sur diverses contrées de la haute Italie. Les deux parties contractantes s'engageaient à en faire autant pour que les princes et états de l'empire qui éprouveraient des pertes en conséquence des stipulations, soit du traité de Campo-Formio, soit de celui qui serait conclu avec l'empire germanique, obtinssent en Allemagne

des indemnités convenables. Enfin, l'empereur promettait d'évacuer, vingt jours après l'échange des ratifications, Mayence, Ehrenbreistein, Philipsbourg, Manheim, Ulm et Ingolstadt, ainsi que tout le territoire de l'empire jusqu'aux états héréditaires.

Tel fut le traité de Campo-Formio, qui devint en France le sujet de critiques amères de la part de ceux qui s'étaient proposé de bouleverser toute l'Europe. Lors des préliminaires, on s'était recrié contre l'article qui laissait Mantoue à l'Autriche. « Mantoue, prétendait-on, est la place » d'armes de l'Italie ; les autrichiens maîtres de » Mantoue, doivent l'être de toute la Pénin- » sule ». Lorsqu'on lut dans le traité définitif que l'empereur ne gardait plus Mantoue, mais qu'il acquérait Venise, on s'indigna de nouveau. « Venise, dit-on alors, était une place inexpu- » gnable ; on avait créé, en faveur de l'empire, » une petite Angleterre, d'où la puissance au- » trichienne menacerait sans cesse l'Italie, sans » pouvoir jamais être atteinte. Venise était la » dominatrice de la Méditerranée. L'Autriche » allait s'emparer du commerce du Levant. Ce » ne sont pas, poursuivait-on, des cessions que » fait cette puissance, ce sont des échanges. Le » traité a été arraché à l'empereur ; c'est à la

» France qu'il aurait dû être arraché » (1).

Ce ne fut point là l'opinion de la partie la

(1) *Histoire de la république de Venise*, par M. Daru, tom. V, pag. 430; il est vrai de dire, toutefois, que les pertes que fit l'Autriche furent presque entièrement compensées par ses acquisitions, qui lui procurèrent l'avantage de mieux arrondir ses possessions.

PERTES:

	Milles carrés.	*Habitans.*	*Flor. de rev. ann.*
Les Pays-Bas.	469.	1,926,000	5,000,000
La Lombardie.	213.	1,524,000	5,000,000
Le Brisgau. . .	59.	150,000	300,000
Le comté de Falkenstein. . .	2 ½	4,300	68,000
TOTAL . . .	743 ½	3,604,300	10,368,000

ACQUISITIONS.

Une partie de l'état de Venise.	865	3,050,000	10,800,000

On doit ajouter à la perte celle que fit une branche de la maison d'Autriche, en recevant le Brisgau pour le Modénois, qui avait 460,000 habitans, sur 95 milles carrés, et rapportait 600,000 florins.

Histoire abrégée des Traités de Paix, tom. V, pag. 59.

plus saine et même la plus nombreuse de la nation française, qui était fatiguée de la guerre et surtout de l'influence qu'elle donnait aux hommes, qui auraient désiré qu'elle ne finît jamais. La paix fut, en conséquence, la cause de l'espèce de popularité qu'obtint Buonaparte. On admira le jeune général qui, pour remplir les vœux de ses concitoyens, s'était arrêté lui-même au milieu de la carrière qu'il parcourait avec tant de gloire. Par malheur, la suite n'a que trop démontré que ce ne fut point la modération qui, en cette conjoncture si honorable pour lui, fut le mobile de sa conduite.

Le désespoir, dans Venise, fut poussé jusqu'à la rage, lorsqu'on y apprit le sort que le traité de Campo-Formio réservait à cet état, qui, non-seulement allait perdre son indépendance, mais être partagé. Quatre députés furent nommés pour aller à Paris supplier le directoire de ne pas ratifier ce traité. Arrivés à Milan, ils apprirent que cette ratification avait eu lieu le 26 octobre; et ils n'en persistèrent pas moins dans le dessein de continuer leur voyage; mais Buonaparte les fit arrêter. Il ordonna de dissoudre le gouvernement provisoire, et le fit remplacer par un gouvernement militaire.

Les troupes françaises profitèrent du long intervalle qui s'écoula entre la signature du traité

et la remise de Venise aux autrichiens, pour enlever de l'arsenal (1), des magasins et de tous les dépôts publics, tout ce qu'il était possible de considérer comme propriété de l'état (2). Elles s'emparèrent aussi des quatre chevaux de bronze antiques, que l'illustre Dandolo avait conquis à Constantinople, ainsi que du lion qui ornait la petite place St.-Marc. Au bout de dix-huit ans, ces monumens nationaux sont retournés à leurs propriétaires. « En dernier » résultat, dit l'historien de Venise, la nation, » qui avait conquis et détruit la république » vénitienne, ne profita point de ses dépouil- » les ; quelques années après, il n'en resta

(1) « Cet arsenal, qui était si fameux et qu'on croyait si » riche, était réellement dans un état de misère, lorsque » les français le dépouillèrent. Ce ne fut qu'avec peine » qu'on parvint à mettre en mer deux vaisseaux de soixante- » quatre canons, quatre bricks et quelques bâtimens de » transport, pour porter à Corfou un corps de quatre cents » hommes, qui devaient en prendre possession. A leur » arrivée dans ce port, leur étonnement redoubla de n'y » trouver que cinq vaisseaux de soixante et quatorze, » deux de soixante-quatre, un de cinquante-huit, six fré- » gates et onze galères ; c'était le fantôme de la républi- » que vénitienne ». M. Daru, tom. V, pag. 434.

(2) Elles s'amusèrent aussi à détruire le Bucentaure.

» pas davantage aux vainqueurs qu'aux vain-
» cus (1) ».

Le secrétaire de la légation française, qui avait concouru si puissamment à renverser l'ancien gouvernement de Venise, paraît n'avoir pas été moins déconcerté que les vénitiens eux-mêmes, lorsqu'il vit à quoi ses intrigues avaient abouti. La municipalité, ayant fait une protestation, il crut devoir l'adresser à Buonaparte. Celui-ci y fit une réponse de laquelle nous transcrirons quelques passages, laissant au lecteur à les caractériser.

« J'ai reçu votre lettre du 23 brumaire (24 oc-
» tobre), disait le général, je n'ai rien com-
» pris à son contenu ; il faut que je me sois bien
» mal exprimé avec vous.

» La république française n'est pas liée à la
» municipalité de Venise par un traité (2) qui
» nous oblige à sacrifier nos intérêts et nos avan-
» tages à celui du comité de salut public ou de
» tout autre individu de Venise. Jamais la ré-
» publique française n'a adopté pour principe de

(1) M. Daru, tom. V, pag. 436.

(2) Le traité de Milan, que Buonaparte paraît n'avoir conclu que pour détourner le soupçon qu'il était le véritable auteur de la révolution qui venait de s'opérer à Venise, n'avait pas été ratifié par le directoire exécutif.

» faire la guerre pour les autres peuples. Je vou-
» drais connaître quel serait le principe de phi-
» losophie qui ordonnerait de sacrifier quarante
» mille français contre le vœu bien prononcé de
» la nation et l'intérêt bien entendu de la répu-
» blique. Je sais bien qu'il n'en coûte rien à
» une poignée de bavards, que je caractériserais
» bien en les appelant fous, de vouloir la ré-
» publique universelle. Je voudrais que ces mes-
» sieurs vinssent faire une campagne d'hiver.

» D'ailleurs, la nation vénitienne n'existe pas.
» Divisé en autant d'intérêts qu'il y a de villes,
» efféminé et corrompu, aussi traître qu'hypo-
» crite, le peuple vénitien est peu fait pour la
» liberté. S'il est dans le cas de l'apprécier, et
» s'il a la vertu nécessaire pour l'acquérir, eh
» bien ! l'occasion actuelle est bien avantageuse
» pour le prouver; qu'il la défende. Il n'a pas
» eu le courage de la conquérir contre quelques
» olygarques; il n'a pu même la défendre quel-
» que tems dans la ville de Zara; et peut-être,
» si l'armée fût entrée en Allemagne, nous au-
» rions vu se renouveller, sinon les scènes de Vé-
» rone, du moins des assassinats multipliés qui
» produisent le même effet sinistre sur l'armée
» française ».

La ville de Venise ne fut remise aux autri-
chiens que le 18 janvier 1798. Ce fut entre les

mains d'un de leurs anciens collégues, M. Pesaro, qui avait été du très-petit nombre de ceux qui avaient montré quelque courage, que les nobles vénitiens eurent à prêter serment à l'empereur, qui l'avait nommé son commissaire (1). Le doge Manini ne put en soutenir la vue, et tomba sans connaissance au moment de prononcer le fatal serment. Les sentimens, toutefois, furent loin d'être unanimes dans Venise. Le bas peuple s'y livra à des démonstrations de joie, qui tenaient du délire. Les autorités provisoires, et même des patriciens célébrèrent, par des fêtes, l'entrée des autrichiens. Les révolutionnaires prirent la fuite, la rage dans le cœur. « Les vrais » citoyens déploraient, dit M. Daru, la bassesse » du peuple et des grands, l'impéritie du gou» vernement, l'abus que les vainqueurs avaient » fait de la victoire, et l'asservissement désormais » éternel de la patrie (2) ».

Ainsi prit fin cet état, dont l'existence remontait au cinquième siècle de notre ère. Si sa fondation fut causée par les ravages du premier Attila, sa ruine fut due aux succès et aux arti-

(1) Ce qui rendit plus étrange la conduite de M. Pesaro, c'est qu'il avait précédemment annoncé la résolution de se retirer en Suisse.

(2) *Histoire de Venise*, tom. V, pag. 441.

fices de l'Attila moderne, nom qu'on peut lui donner sans injustice, puisqu'ainsi que nous l'avons rapporté, il se l'est lui-même appliqué (1). L'anéantissement d'une république jadis si célèbre par son courage et sa sagesse, peut sans doute inspirer des regrets; mais ce qui doit les diminuer, c'est la lâcheté, c'est la stupeur qu'elle a montrées dans ses derniers momens. Venise, qui avait fait échouer les efforts des puissances principales de l'Europe réunies contr'elle par le traité de Cambray, ne sut pas, dans une conjoncture, sans contredit, moins critique, prendre une détermination qui aurait pu la sauver. Attachée par une sorte de routine, à un système de neutralité qui avait pu lui convenir en d'autres tems, elle ne vit pas que, dans la position nouvelle où elle était placée, c'était le parti le plus dangereux pour elle, puisqu'il la laissait isolée. Une sorte d'instinct cependant la faisait pencher vers l'Autriche; mais elle craignit d'en embrasser ouvertement la cause. Dans les commencemens de la guerre, la cour de Turin lui proposa vainement la formation d'une ligue où fussent entrés tous les états d'Italie, proposition que, dans les tems où elle conservait toute sa

(1) Voyez ci-devant, pag. 201.

vigueur, elle aurait faite elle-même. Lorsque le danger devint plus pressant, elle éluda l'offre d'une alliance avec la Prusse, qui voulait à la fois arrêter les progrès de la France et enlever à l'Autriche un moyen de s'agrandir ou de s'indemniser de ses pertes, prévoyance qui aurait dû réveiller celle de Venise. Il ne paraît pas que l'Angleterre lui ait offert directement son appui; mais tout porte à croire qu'elle le lui aurait prêté, si elle l'avait réclamé; et il est très-probable qu'alors son existence, sinon l'intégrité de son territoire, aurait été maintenue. La cour de Vienne n'aurait pu, sans l'aveu de cette puissance qu'elle avait un si grand intérêt de ménager, s'emparer des possessions d'un état, qui en aurait été l'allié, en même tems que le sien, et peut-être n'aurait-elle pas été réduite à le faire. Enfin, s'il était écrit que Venise devait succomber, elle eût fini du moins avec gloire, et le terme de son existence politique n'aurait pas été semblable à la mort d'un homme à qui l'âge a fait perdre toutes ses forces physiques et morales.

Lorsque la ville de Venise fut livrée aux autrichiens, Buonaparte n'était plus en Italie. Avant de quitter le théâtre de sa gloire, il avait, le 11 novembre, fait ses adieux à la république cisalpine par une adresse dont nous extrairons quelques passages.

« Vous êtes le premier exemple dans l'histoire, dit-il, d'un peuple qui est devenu libre sans factions, sans révolutions et sans déchiremens ». La présence de l'armée française expliquait ce phénomène.

» Nous vous avons donné la liberté; sachez la conserver. Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse et la plus riche. Votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

» Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées. Faites-les exécuter avec force et énergie.

» Favorisez la propagation des lumières et respectez la religion.

» Je vous quitte sous peu de jours. Les ordres de mon gouvernement et un danger imminent que courrait la république cisalpine, pourront seuls me rappeler au milieu de vous.

» Mais dans quelque lieu que le service de ma patrie m'appelle, je prendrai toujours une vive sollicitude à votre bonheur et à la gloire de votre république ».

Les conseils contenus dans cette adresse étaient sensés. L'exercice du pouvoir avait fait reconnaître à Buonaparte que ce n'est point par des déclamations, prétendues philosophiques, qu'on parvient à gouverner les nations. Que n'a-t-il

su joindre à la science du gouvernement, l'esprit de modération sans lequel elle n'est rien !

Par une adresse, en date du 14 novembre, le général en chef avait dit à l'armée qu'il allait quitter :

« Soldats ! je pars demain pour me rendre à » Rastadt; en me trouvant séparé de l'armée, » je ne serai consolé que par l'espoir de me » revoir bientôt avec vous, courant de nouveaux » dangers.

» Quelque poste que le gouvernement assigne » aux soldats de l'Italie, ils seront toujours les » dignes soutiens de la liberté et de la gloire du » nom français. «

» Soldats ! en vous entretenant des princes que » vous avez vaincus; des peuples qui vous doi- » vent leur liberté; des combats que vous avez » livrés en deux campagnes : dites-vous, dans » deux campagnes, nous aurons plus fait en- » core ».

Ce que cette proclamation avait de mystérieux sera expliqué au livre suivant.

LIVRE V.

1797—1798.

Buonaparte se rend à Rastadt et il y conclut, avec les plénipotentiaires autrichiens, une convention secrète.—Il arrive à Paris, et remet au directoire exécutif la ratification du traité de Campo-Formio.—L'institut de France l'admet au nombre de ses membres.—Il visite les côtes de la Manche.—Il se rend à Toulon, et y prend le commandement d'une armée destinée à envahir l'Egypte.—Il s'empare de Malte.—Il aborde en Egypte, et emporte Alexandrie d'assaut.—Il marche vers le Kaire.—Combats de Rahmanieh et de Chebr-Kheis.—Bataille d'Embabeh ou des Pyramides.—Entrée de Buonaparte au Kaire.—Combat de Salehieh.—Combat naval d'Aboukir.—Révolte du Kaire.—Déclaration de guerre de la Porte-Ottomane contre la France.

Le directoire exécutif avait nommé Buonaparte, son premier plénipotentiaire au congrès qui, avons-nous dit, devait s'ouvrir à Rastadt, pour les négociations de la paix à conclure entre la France et l'empire. Le général traversa la Suisse pour se rendre en cette ville, et, dans toute sa route, il se montra très-sombre, malgré l'empressement dont-il fut l'objet. Il semblait annon-

cer la guerre impie que son gouvernement méditait contre les cantons helvétiques, et dont lui-même, dit-on, fut un des principaux instigateurs. Arrivé à Rastadt, il y conclut, le 1er. décembre, avec les plénipotentiaires autrichiens, une convention militaire (1), qui était relative à la double évacuation de Venise et de Mayence. Comme Buonaparte avait trop d'impatience pour supporter les lenteurs d'un nombreux congrès, qu'il ne voulait point de collègue, et surtout qu'il avait des vues particulières, il s'empressa de quitter Rastadt pour se rendre à Paris, où il arriva le 6 décembre. Il descendit, selon la remarque des journaux du tems, dans la modeste maison que son épouse habitait, et qui faisait un contraste frappant avec les superbes palais qui, depuis deux ans, avaient formé sa résidence.

Le concours des hommes en place qui, soit par enthousiasme, soit par politique, s'empressèrent de porter leur hommage au héros pacificateur, fut

---

(1) Comme cette convention ne se lie en aucune sorte aux événemens que nous avons à retracer, nous nous dispenserons d'en rappeler les stipulations. Elles se trouvent dans le *Recueil de Martens*, tom. VII, pag. 225; et M. Schoell en a donné une analyse dans l'*Histoire abrégée des Traités de paix*, tom. V, pag. 62.

prodigieux. Les tribunaux mêmes, y compris le plus élevé de tous, lui envoyèrent des députations. Aucun général de la république n'avait encore reçu de si grands honneurs. Le directoire exécutif mit le plus grand appareil dans l'audience (10 décembre) où le général lui présenta la ratification du traité que, disait-on, il avait conquis. Comme aucune salle n'aurait été assez spacieuse pour contenir tous ceux qui furent appelés à cette solemnité, la grande cour du Luxembourg fut, par des décorations analogues, appropriée à cet usage. Lorsque les directeurs eurent pris place, Buonaparte, conduit par les ministres des relations extérieures et de la guerre, s'avança et dit :

« Citoyens directeurs,

» Le peuple français, pour être libre, avait » les rois à combattre. Pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit » siècles de préjugés à vaincre. La constitution » de l'an III et vous, avez triomphé de tous » les obstacles.

» La religion, la féodalité, le royalisme ont » successivement, depuis vingt siècles, gouverné » l'Europe; mais de la paix que vous venez de

» conclure, date l'ère du gouvernement repré-
» sentatif.

» Vous êtes parvenus à organiser la grande
» nation, dont le vaste territoire n'est circons-
» crit que parce que la nature elle-même en a
» posé les limites.

» Vous avez fait plus. Les deux plus belles
» parties de l'Europe, jadis si célèbres par les
» sciences, les arts et les grands hommes, dont
» elles furent le berceau, voyent, avec les plus
» grandes espérances, le génie et la liberté sor-
» tir des tombeaux de leurs ancêtres.

» Ce sont deux piédestaux sur lesquels les
» destinées vont placer deux puissantes nations.

» J'ai l'honneur de vous remettre le traité de
» Campo-Formio, ratifié par S. M. l'empereur.

» La paix assure la liberté, la prospérité et
» la gloire de la république.

» Lorsque le bonheur du peuple français sera
» assis sur les meilleures lois organiques, l'Eu-
» rope entière deviendra libre! »

Le président du directoire exécutif était Barras, l'ancien patron de Buonaparte. Il lui répondit par un long discours, où il retraça les exploits des armées de la république et célébra la journée du 18 fructidor. Le président et le général s'étant ensuite approchés d'un autel de forme antique, qualifié d'autel de la patrie, et décoré

de trophées de l'armée d'Italie, le premier donna au second, au nom du peuple français, ce que, dans le style du tems, on appelait l'accolade fraternelle. Un fauteuil était placé en avant des siéges occupés par les membres du corps diplomatique. Le ministre des relations extérieures y conduisit Buonaparte, en l'honneur de qui un chœur de musiciens exécuta une cantate dite le chant du retour, que Chénier, le poëte Lauréat des régicides, et régicide lui-même, avait composée.

Le ministre de la guerre présenta ensuite au directoire, le général Joubert et le chef de brigade Andréossy, chargé par Buonaparte de remettre un drapeau, que le corps législatif avait, en signe de la reconnaissance nationale, décerné à l'armée d'Italie. Chacun d'eux fit son discours; et la réponse du président fut également suivie de l'accolade fraternelle. Cette scène terminée, la musique exécuta une autre cantate, le chant du départ, auquel certains auditeurs, dit-on, prirent plus de plaisir qu'au chant du retour. Durant le dernier morceau, le guidon de sa garde constitutionnelle fut présenté au directoire. Le président y attacha la cravate, et donna aussi l'accolade fraternelle à l'officier qui le portait. Cela mit fin à cette représentation véritablement théâtrale, après laquelle le drapeau de l'armée

d'Italie fut suspendu à la voûte de la salle des séances ordinaires du directoire.

Les deux conseils législatifs voulurent aussi célébrer le retour du héros. Ils lui donnèrent une fête, ou pour parler plus exactement, un banquet, dans la grande galerie du Louvre, dont il avait fourni lui-même la décoration, que composaient les chefs-d'œuvres qu'il avait conquis. Enfin l'institut l'admit au nombre de ses membres, en remplacement (chose bizarre), de Carnot qui, ayant été proscrit au 18 fructidor, était censé mort civilement. Buonaparte fit ses remercîmens à ce corps, par la lettre suivante :

« Les suffrages des hommes distingués qui com-
» posent l'institut m'honorent. Je sens bien qu'a-
» vant d'être leur égal, je serai long-tems leur
» écolier. S'il était une manière plus expressive
» de leur faire connaître l'estime que j'ai pour
» eux, je m'en servirais.

» Les vraies conquêtes, les seules qui ne don-
» nent aucun regret, sont celles que l'on fait sur
» l'ignorance. L'occupation la plus honorable,
» comme la plus utile pour les nations, c'est
» de contribuer à l'extension des idées humai-
» nes. La vraie puissance de la république fran-
» çaise doit consister désormais à ne pas per-
» mettre qu'il existe une seule idée nouvelle qui
» ne lui appartienne ».

Buonaparte fut reçu dans une séance publique, tenue le 4 janvier 1798. Il ne paraît pas qu'il y ait prononcé aucun discours; mais il fut comblé d'éloges par tous ceux des membres dont les lectures remplirent la séance que termina Chénier, en déclamant un morceau de poésie où il présageait la ruine de l'Angleterre et de nouveaux triomphes à son héros. La prophétie ne s'est vérifiée qu'à demi.

Malgré tous les honneurs prodigués par le directoire à Buonaparte, la plus grande défiance subsistait entr'eux (1). On prétend même que

---

(1) Quelques jours après l'arrivée de Buonaparte à Paris, c'est-à-dire, le 17 décembre, on lut dans le Moniteur l'article suivant, qui l'avait tiré de la Gazette de France.

« Une femme a envoyé prévenir Buonaparte qu'on voulait attenter à ses jours et que le poison serait un des moyens dont on ferait usage. Buonaparte a fait arrêter le porteur de l'avis, qui ne s'est point déconcerté et s'est fait accompagner chez le juge de paix et chez la femme qui l'avait chargé d'avertir Buonaparte. Elle était étendue sur le carreau et baignée dans son sang. Elle avait été *étranglée* par les hommes dont elle avait entendu la conversation, et qui s'étaient aperçus qu'elle avait été entendue. Elle n'était pas morte, mais dans un état désespéré. Elle a fait des dépositions qui portent le cachet de la vérité ». Il n'en est pas de même de ce récit qui a tout l'air d'une fable inventée pour rendre Buonaparte plus intéressant et

le général songeait dès lors à s'emparer du pouvoir suprême. Si la chose est réelle, et tout semble le prouver, ce fut principalement le motif qui porta Buonaparte à user des pleins pouvoirs qui lui avaient été peut-être imprudemment donnés. « Il pressentit que la paix allait devenir populaire en France », dit une femme célèbre, qu'on doit placer au nombre des écrivains les plus ingénieux de ce siècle ; « en conséquence, il signa le traité de Campo-Formio avec l'Autriche (1) » ; mais arrivé à Paris, Buonaparte reconnut que le fanatisme républicain n'était pas encore éteint, et il feignit d'embrasser un projet que le directoire avait conçu, afin de perpétuer l'état de guerre, dont il croyait avoir besoin pour propager les principes révolutionnaires. Un arrêté, publié en même tems que le traité de paix avec l'empereur, portait qu'il se rassemblerait, sans délai, sur les côtes de l'Océan, une armée qui prendrait le nom d'armée d'Angleterre, et que Buonaparte en était nommé général en chef.

---

faire supposer peut-être que le gouvernement voulait s'en défaire ; quoi qu'il en soit, la chose en est restée là, ce qui ne serait point arrivé, sans doute, si le fait avait été véritable.

(1) La baronne de Staël, *Considérations sur la révolution française*, tom. II, pag. 193.

On ne parlait pas de moins que d'une descente dans les îles britanniques ; et un emprunt fut ouvert pour subvenir aux frais de l'expédition.

Vers la fin de février, Buonaparte alla visiter les côtes depuis Calais jusqu'à Ostende, et il revint convaincu de l'absurdité de l'entreprise. Ce fut alors qu'il soumit au directoire un projet qu'il méditait depuis quelque tems, mais dont il n'était pas l'inventeur ; car il reposait depuis nombre d'années dans les cartons du ministère des relations extérieures. Buonaparte trouvait, dans une telle entreprise, l'avantage de frapper vivement les esprits, et de pouvoir attendre, dans l'exercice d'une autorité absolue, dont il ne savait déjà plus se passer, le tems, qui semblait ne devoir pas être éloigné, où il lui serait possible de s'emparer des rênes du gouvernement. De son côté, le directoire se débarrassait, momentanément du moins, d'un homme dont le séjour en France devait l'exposer à des entreprises sans cesse renaissantes. Il s'empressa donc de consentir au projet, pour l'exécution duquel il prodigua l'or, les hommes et les vaisseaux. Une difficulté cependant aurait dû l'arrêter. Il s'agissait d'envahir un pays appartenant au plus ancien allié de la France ; mais le droit des gens était une faible barrière pour le directoire et pour son général, quand il s'agissait d'un

projet qui devait les éloigner l'un de l'autre. Ce pays était l'Egypte, où l'on se proposait de fonder une colonie, dont les avantages, disait-on, seraient immenses (1). En conséquence, on rassembla des savans, des artistes de tous les genres et des artisans.

Un des principaux objets de l'expédition, objet qui la rattachait au systême général du directoire, était de la faire concourir à renverser la puissance britannique dans l'Inde. On eut donc recours, pour dérober ce projet à la connaissance des Anglais, à de petits artifices qui paraissent toutefois avoir eu plus de succès qu'ils ne devaient en obtenir (2). Peut-être ne vit-on aucune probabilité

(1) A l'époque où l'on craignit que l'empereur Joseph II et l'impératrice de Russie, Cathérine II, ne se partageassent la Turquie, on présenta au roi Louis XVI plusieurs mémoires par lesquels on lui proposait de se déclarer aussi contre son allié, et de s'emparer de l'Egypte, pour y fonder une colonie, projet que M. de Volney n'approuvait en aucun point. *Voyage en Égypte et en Syrie*, tom. II, pag. 458.

(2) L'expédition fut cependant sur le point de manquer. Voici comment.

Le général Bernadotte, ambassadeur de la république française près de la cour de Vienne, ayant négligé de prévenir la police de cette ville, qu'il se proposait d'arborer un drapeau tricolore au-dessus de la porte de son hôtel, il se fit un tumulte à

à ce que Buonaparte, qui ne s'était pas fait alors entièrement connaître, voulût flétrir, par une

---

cette apparition, que le peuple considéra comme une bravade, et qui était au moins une imprudence. L'ambassadeur, n'ayant pas obtenu la satisfaction à laquelle il prétendait, quitta Vienne, le 15 avril, deux jours après l'événement. Le directoire, craignant qu'il n'en résultât de nouvelles hostilités, sentit tout le besoin qu'il pourrait avoir de Buonaparte, et prit un arrêté par lequel il lui conférait les pouvoirs les plus étendus, et il le chargea du soin de tout arranger. Le général feignit de se plaindre de la conduite de l'ambassadeur. « Il fallait, dit-il, renoncer à la plus grande » expédition qu'il eût jamais méditée ; il fallait retourner » à Rastadt, et abandonner des plans dont l'exécution pou» vait changer tous les rapports politiques de l'Europe. » Il écrivit au comte de Cobenzl, qui venait d'être porté au ministère des affaires étrangères, une lettre où, s'occupant très-peu de l'événement de Vienne, il s'étendait sur un changement politique qui pût terminer les difficultés que le traité de Campo-Formio avait fait naître, ou qu'il n'avait pas résolues, et il invitait le ministre autrichien à se rendre à Rastadt, pour y tenir des conférences avec lui. Il paraît que cette lettre, qui fut envoyée sans l'aveu du directoire, le fit changer d'avis et qu'il fut décidé que Buonaparte ne retournerait pas à Rastadt. Barras, chargé de lui notifier cette détermination, alla trouver le général, dans le salon duquel il entra d'un air très-sombre. L'un et l'autre passèrent ensuite dans un cabinet où ils s'entretinrent un quart d'heure. Barras se retira presque sans avoir adressé la parole à madame Buonaparte, dont l'époux, après avoir

entreprise de flibustier, les lauriers qu'il venait de cueillir en Italie. Quoi qu'il en soit, après avoir fait annoncer et démentir plusieurs fois son départ, il quitta Paris le 4 mai, et arriva le 10 à Toulon, ville dans le port de laquelle on avait rassemblé le plus formidable armement que jamais la France eût mis en mer. Il se composait de quinze vaisseaux de ligne, de six frégates, de quelques corvettes, et de trois cent cinquante bâtimens portant vingt-cinq mille hommes, dont une grande partie étaient des vétérans de l'armée d'Italie.

La flotte et le convoi qu'elle protégeait appa-

---

reconduit le directeur, rentra dans son cabinet, et en ferma brusquement la porte. Dans la nuit même, il partit pour Toulon.

Introduction aux Mémoires pour servir à l'histoire des expéditions d'Egypte et de Syrie, publié par M. Miot, 2e. édit. pag. XIX—XXII.

Il semble résulter de ces particularités, que Buonaparte avait déjà formé le dessein de s'emparer de l'autorité suprême, et qu'il comptait jusqu'à un certain point sur le concours de l'Autriche, ce qui expliquerait différemment qu'il ne l'a fait, sa conduite antérieure envers cette puissance. Quoi qu'il en soit, les conférences qui devaient se tenir entre M. de Cobenzl et lui, eurent lieu à Selz, entre ce ministre et l'ex-directeur François de Neuchâteau.

Voyez l'*Histoire abrégée des Traités de paix*, par M. Schoell, tom. V, pag. 122.

reillèrent le 19 mai. Buonaparte avait adressé à toutes les troupes de l'expédition, une proclamation, ou plutôt une harangue militaire, propre à enflammer leur courage.

« Soldats, leur avait-il dit, vous êtes une des » ailes de l'armée d'Angleterre.

» Vous avez fait la guerre des montagnes, des » plaines, des siéges ; il vous reste à faire la guerre » maritime.

» Les légions romaines que vous avez quelque- » fois imitées, mais pas encore égalées, com- » battaient Carthage tour-à-tour sur cette même » mer et aux plaines de Zama. La victoire ne les » abandonna jamais, parce que constamment » elles furent braves, patientes à supporter la » fatigue, disciplinées et unies entre elles.

» Soldats, l'Europe a les yeux sur vous, vous » avez de grandes destinées à remplir, des batailles » à livrer, des dangers, des fatigues à vaincre ; » vous ferez plus que vous n'avez fait pour la » prospérité de la patrie, le bonheur des hommes » et votre propre gloire.

» Soldats, matelots, fantassins, canonniers, » cavaliers, soyez unis ; souvenez-vous que le » jour d'une bataille, vous avez besoin les uns » des autres.

» Soldats-matelots, vous avez été jusqu'ici né- » gligés ; aujourd'hui la plus grande sollicitude

» de la république est pour vous. Vous serez » dignes de l'armée dont vous faites partie.

» Le génie de la liberté, qui a rendu, dès sa » naissance, la république l'arbitre de l'Europe, » veut qu'elle le soit des mers et des nations les » plus lointaines. »

Laissons la flotte voguer vers l'est, et jetons un coup d'œil sur la situation politique du pays qui était le but de l'expédition.

L'Egypte, ce berceau des sciences et des arts, cette terre classique sur laquelle s'élèvent encore les monumens de l'antiquité les plus fameux, cette contrée célèbre par la fertilité qu'y répand le beau fleuve qui l'arrose, l'Egypte forma sous les Pharaon et les Ptolémée un royaume indépendant, passa ensuite sous la domination des Romains, et échut en partage aux empereurs d'Orient sur qui Amrou, général d'Omar, deuxième calife, en fit la conquête. Ce fut ce barbare, qui, après un siége de quatorze mois, prit d'assaut (l'an 642 de l'ère chrétienne), la ville d'Alexandrie et en livra l'immense et précieuse bibliothèque aux flammes.

A la chute de l'empire des califes, l'Egypte redevint un état indépendant sous une dynastie de princes, dits Fathémites, dynastie qui dura depuis l'an 969 jusqu'à l'an 1171. Le dernier de ces princes fut détrôné par Salah-ed-din ou Saladin, général des Turkomans qu'il avait appelés à son

secours contre les croisés. Saladin fonda une nouvelle dynastie dite des Eyoubites, et sous laquelle l'Egypte prospéra plus que jamais.

En l'année 1228, Djengiz-Khan, après avoir conquis la plus grande partie de l'Asie méridionale, porta ses armes vers le nord, où ses soldats exercèrent les ravages les plus affreux, pillant et massacrant, sans distinction de sexe ni d'âge, dans toutes les provinces situées au sud et au nord de la mer Caspienne jusqu'à la Russie. A leur retour, ils trainèrent à leur suite un nombre prodigieux d'esclaves des deux sexes, qu'ils mirent en vente sur tous les marchés de l'Orient. Nedjim-ed-din, un des successeurs de Saladin, acheta, en 1230, douze mille de ces esclaves, qui étaient tirés de la Circassie, de la Mingrélie et de la Géorgie. C'étaient tous des jeunes gens. Il les fit instruire avec soin dans tous les exercices militaires, et ils devinrent d'excellens soldats; mais semblables aux prétoriens de Rome, ils ne tardèrent pas à dicter des lois à leur souverain. En 1250, ils déposèrent et massacrèrent Touman-Bey le fils et le successeur de Nedjim-ed-din, leur fondateur, et le dernier de la race des Eyoubites. Ils élurent entre eux un prince, auquel ils donnèrent le titre de sultan ou de soudan, et ils conservèrent le nom de Mamelouks, qui signifie possédés par autrui, vu que, dans le fait, ils étaient des esclaves militaires. Le

premier soudan des mamelouks conquit aussi la Syrie; et ses successeurs régnèrent sur ce pays et sur l'Egypte, durant près de trois siècles.

Le gouvernement des mamelouks est une des plus singulières institutions qu'on puisse rencontrer dans l'histoire. L'autorité du soudan, quoique considérable, était restreinte par un divan ou conseil de vingt-quatre officiers, nommés beys; qui n'avaient point pour successeurs leurs propres enfans, mais des esclaves achetés dans les mêmes contrées qu'eux, et formés également aux exercices militaires. Les mamelouks gouvernaient avec l'autorité la plus despotique. Peu de leurs soudans moururent de mort naturelle; et il n'y en eut pas moins de quarante-sept de déposés ou de massacrés dans l'espace de deux cent cinquante-sept ans.

Sélim Ier., empereur des turcs, ayant vaincu les mamelouks, l'an 1517, mit fin à leur domination; mais loin de les anéantir, il leur laissa une portion considérable de leur premier pouvoir. Il les soumit à un tribut et à l'autorité d'un pacha, envoyé de Constantinople. L'Egypte fut divisée en vingt-quatre départemens, gouvernés chacun par un bey, sous les ordres du pacha et de son divan, nommé par la Porte. Mais si le pacha leur paraissait abuser de son pouvoir, les beys pouvaient le suspendre de ses fonctions, et porter plainte

au grand-seigneur. Chaque bey avait sous son commandement un certain nombre de janissaires et de mamelouks. Ces derniers étaient toujours choisis parmi de jeunes esclaves, et quelquefois ils s'élevaient par degrés jusqu'au point de succéder à leur maître. Dans la dernière moitié du siècle précédent, les mamelouks avaient tellement réduit l'autorité du pacha, qu'il n'en conservait plus que l'ombre. En l'année 1766, Aly-Bey, l'un des principaux d'entre eux, renonça à l'obéissance de la Sublime-Porte; et il serait parvenu à établir en Egypte un gouvernement indépendant, sans la trahison de Mohammed, son principal confident, par qui il fut défait, en 1772, et mis à mort l'année suivante. Le tribut n'avait pas été payé depuis six ans. Mohammed, qui prétendait n'avoir agi que dans l'intérêt du grand-seigneur, le lui fit passer, et lui jura une fidélité sans bornes; mais il ne fut en place que peu de tems; il fut emporté par une fièvre maligne, en 1776. De sanglans débats s'élevèrent, après sa mort, pour la possession de l'autorité suprême. En 1785, les deux beys, Ibrahim et Mourad, convinrent de la partager entre eux. Le premier eut l'administration civile, et l'autre le commandement militaire.

Les fréquentes révolutions, et les troubles qui ont agité l'Egypte, et le gouvernement vicieux, sous lequel ce pays a gémi si long-tems, en ont

fait un désert, en comparaison de ce qu'il était anciennement. Sous l'empereur Vespasien, la population en était de 8,000,000 d'âmes, tandis qu'avant l'invasion des Français, on ne l'évaluait plus qu'à 2, 300,000, sans parler des mamelouks. Elle se composait principalement de cophtes, d'arabes et de turcs. Les premiers sont considérés, avec raison, comme les descendans des anciens égyptiens. Ils professent le christianisme. Leur caractère est souple; et ce sont les courtiers et les gens d'affaires du pays. Les arabes sont les plus nombreux. On les divise en deux classes : les arabes bédouins, ou pasteurs, et les arabes cultivateurs, ou livrés à différentes professions. Les turcs sont en petit nombre. Il y a aussi des grecs et des juifs en Egypte.

La flotte française, après sa sortie de Toulon, rallia successivement trente-six bâtimens et quatre mille hommes, venant de Bastia, et les deux grandes divisions de la côte d'Italie, celles de Gênes et de Civita-Vecchia. La première était de cent cinquante bâtimens de transport, et elle se joignit à la masse du convoi par le travers de l'île de Sainte-Madeleine. La flotte relâcha, le 31 mai, dans la baie de Cagliari, et alla mouiller, le 16, dans les eaux de la Sicile, à la vue de Marsala. C'était dans ces parages que Buonaparte avait fixé le rendez-vous de la division de Civita-Vecchia, aux

ordres du général Desaix, et escortée seulement par quelques frégates. L'escadre et la totalité du convoi se trouvèrent réunies, le 9 juin, sous l'île du Goze; et le 10, l'armement parut devant Malte, où depuis long-tems la trahison préparait les voies à la prompte reddition de la place, reddition sans laquelle le but de l'expédition était manqué.

Le général français avait envoyé, le 9 au soir, un de ses aides-de-camp, demander au grand-maître, le baron de Hompesch, de recevoir l'escadre dans le port de Malte, et de permettre aux bâtimens du convoi de faire de l'eau dans les différens mouillages de l'île. Le grand-maître consentit à l'entrée de quatre vaisseaux à la fois. Buonaparte, considérant cette permission comme un refus absolu, ordonna le débarquement, qui se fit sur plusieurs points; et les généraux Lannes et Marmont resserrèrent la place jusqu'au pied du glacis. Le baron de Hompesch, voyant s'approcher les colonnes françaises, et entendant les cris d'une vile populace que des traîtres avaient soulevée, se hâta d'envoyer à Buonaparte des négociateurs, du nombre desquels était le commandeur Bosredon, que la veille il avait fait mettre en prison, pour avoir déclaré qu'il ne voulait pas combattre les français.

Ceux à qui le général en chef remit ses pleins pouvoirs, furent le maltais Poussielgue, et le

commandeur Dolomieu, qui avait eu des démêlés très-vifs avec son Ordre, et pouvait en être considéré comme l'ennemi. On signa, le 12 juin, une convention par laquelle l'Ordre remettait à la république française la ville et le fort de Malte, renonçant aux droits de propriété et de souveraineté qu'il avait sur cette île, et sur celles du Goze et de Comino. Il fut stipulé que la France emploierait ses bons offices au congrès de Rastadt, pour procurer au grand-maître une principauté équivalente à celle qu'il perdait, et dont il jouirait sa vie durant. Elle s'engagea à lui faire, en attendant, une pension de 300,000 liv. par an. Il devait, en outre, lui être payé, à titre d'indemnité, pour son mobilier, la valeur de deux années de cette même pension (1). Les chevaliers français alors résidans

(1) Les conditions relatives au baron de Hompesch furent très-mal exécutées. Il fut transporté à Trieste sur le champ; et, à la place de 600,000 fr., qu'il devait recevoir pour son mobilier, on lui donna 100,000 fr. en argent et 200,000 fr. de traites sur des receveurs-généraux qui ne voulurent point les acquitter. Quant à sa pension, on la lui refusa sous prétexte qu'il ne résidait pas en France. Après avoir épuisé toutes ses ressources, il vint dans ce pays, en 1804, et fit des réclamations. Il obtint alors une inscription sur le registre des pensions, pour une somme annuelle de 300,000 fr. Il n'en jouit guère que six mois, et mourut à Montpellier, le 12 mai 1805, n'emportant dans la tombe ni estime ni regrets.

à Malte, furent autorisés à rentrer en France. Ceux qui étaient âgés de soixante ans devaient toucher une pension annuelle de 1000 fr.; et ceux qui étaient au-dessous de cet âge, de 700 fr.

Ainsi fut livrée une place devant laquelle avaient échoué toutes les forces de l'empire ottoman dans l'éclat de sa puissance, et dont la défense a immortalisé le grand-maître, Jean de la Valette. En examinant la conduite de son indigne successeur, on serait tenté de croire qu'il ignorait l'histoire de l'Ordre célèbre qui l'avait mis à sa tête.

Après la signature de la convention, Buonaparte alla passer quelques jours dans un des palais de l'Ordre. L'on rapporte que, se promenant autour des remparts de la cité Lavalette, il en admirait la construction et la force. « Il faut convenir, lui dit le général Caffarelli, que nous sommes heu- » reux qu'il y ait eu du monde dans cette ville, » pour nous en ouvrir les portes. » La marine, c'est-à-dire deux vaisseaux de ligne, deux frégates et quatre galères, les trésors, et tout ce que possédait l'Ordre, furent remis en même tems que la place.

Buonaparte, après avoir établi un gouvernement provisoire, et laissé dans Malte (1) une forte

(1) Il obligea tous les chevaliers restés fidèles à l'Ordre, de quitter l'île sous vingt-quatre heures, et, en conséquence,

garnison, commandée par le général Vaubois, s'empressa de remettre à la mer; ce qu'il fit le 19 juin. On cingla toujours vers l'est, et on sortit du canal de Malte et de Sicile. La flotte ne mit que quatre jours à traverser la haute-mer, et, le 25 juin, elle reconnut l'île de Candie, d'où l'amiral s'éleva un peu dans le nord, en approchant de la côte d'Egypte, afin de se placer entre la terre et le convoi. Il atterra sur la tour des Arabes, et fut, le 1er juillet, à la vue d'Alexandrie. Le consul de France, qui se rendit aussitôt à bord, annonça que la flotte anglaise s'était présentée deux jours auparavant.

L'amiral St.-Vincent, qui commandait la station anglaise devant Cadix, avait cru que la destination de la flotte de Toulon était le port de Mahon, d'où elle s'efforcerait de faire sa jonction avec la flotte espagnole En conséquence, il s'était contenté de détacher, le 9 mai, l'amiral Nelson,

---

ils furent entassés sur des vaisseaux marchands qui se trouvaient dans le port. Les religieux et les religieuses furent expulsés de leurs couvens, et il fut aussi enjoint à la plupart de sortir de l'île.

M. Regnault de St.-Jean-d'Angély, qui avait été chargé de défendre les intérêts de l'Ordre de Malte, à l'assemblée constituante, et qui, en conséquence, en touchait un traitement annuel, fut nommé commissaire du gouvernement.

avec trois vaisseaux et quelques frégates, pour observer la flotte française. Nelson était presque à la vue de Toulon (le 17 mai), au moment où cette flotte se disposait à appareiller; mais un coup de vent le força de se réfugier en Sardaigne, au port St.-Pierre, dont le commandant refusa d'abord de le recevoir. Il ne put remettre à la mer que le 26, et il continua sa croisière dans ces parages, en attendant les onze vaisseaux qui devaient former son escadre, et qui ne se réunirent à lui que le 10 juin. Il parut, le 11, avec seize vaisseaux de guerre, à la vue du port de Toulon. La flotte française en était partie depuis vingt-trois jours. Nelson fit voile alors vers la mer de Toscane. Sachant que dans un cas pressant, il trouverait dans les ports de Sicile, tous les secours dont il aurait besoin, il continua sa route, et mouilla, le 19 juin, à Messine, où il apprit, non sans surprise, que les français étaient maîtres de l'île de Malte. En ce moment, les deux flottes se trouvaient donc, l'une, c'est-à-dire la flotte anglaise, et l'autre, la flotte française, au nord et au sud de la Sicile, comme quinze jours auparavant; elles avaient tourné, sans se rencontrer, autour de la Sardaigne.

Nelson ne s'arrêta que huit jours à Messine; et, le 21 juin, il fit voile du cap Passaro pour l'Égypte. Trois jours étaient ainsi la seule avance que l'amiral Brueix eût pu prendre, la flotte française

étant embarrassée par un immense convoi ; la flotte anglaise, au contraire, forçant de voiles, et faisant toujours bonne route, devait, sur le même trajet et avec le même vent, gagner sur la première au moins un tiers de vitesse. En effet, elle la dépassa, mais sans la rencontrer, et elle arriva, le 28 juin, à la vue d'Alexandrie.

Les officiers que Nelson fit mettre à terre, lui rapportèrent qu'on n'avait aucune nouvelle des français, qu'aucun vaisseau n'avait paru, et que rien n'annonçait un projet de descente en Égypte. L'amiral anglais se borna donc à répandre l'alarme sur la côte, et remit à la voile pour aller à la rencontre de la flotte française. Après une croisière inutile, il se trouva, le 9 juillet, à la hauteur de Candie ; et manquant déjà d'eau et de bois, il cingla vers la Sicile, où il se ravitailla avec tant d'activité, qu'arrivé le 19, il repartit le 24. A peine mit-il huit jours à gagner l'Égypte, sur la côte de laquelle il fut signalé pour la seconde fois, le 1er. août, sur les trois heures après-midi, devant la baie d'Aboukir. Il fit sur-le-champ toutes ses dispositions pour attaquer la flotte française mouillée dans la même baie ; mais, avant de tracer le tableau de cette action, la plus terrible dont fassent mention les fastes de la marine moderne, décrivons les opérations de l'armée de terre, jusqu'à la date où est parvenue cette histoire.

Les troupes, qui avaient été entassées sur les vaisseaux, et qui, outre cet inconvénient, avaient été mal nourries, et avaient considérablement souffert de la chaleur, furent transportées de joie lorsqu'elles aperçurent le rivage, qui, cependant, devait être le tombeau du plus grand nombre de ceux qui composaient cette nombreuse armée de vétérans.

Buonaparte, jugeant, d'après l'avis que le consul de France avait donné, qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour opérer le débarquement, ordonna qu'il se fît dès le soir même du jour de son arrivée. Tandis qu'on en faisait les préparatifs, on signala dans l'éloignement une voile de guerre, et il s'écria, dit-on : « Fortune m'abandonneras-» tu? » mais il était encore bien loin d'en avoir épuisé les faveurs. Le vaisseau signalé était français.

Cependant un vent frais et une mer houleuse, qui brisait contre les rescifs, dont la côte est bordée, rendaient le débarquement extrêmement difficile, et il en coûta la vie à une vingtaine de soldats. Le général Menou, avec sa division, débarqua le premier, à une lieue et demie d'Alexandrie, au mouillage du Marabou, sans éprouver aucune résistance. Les divisions des généraux Kléber et Reynier, se joignirent à lui ; mais il fut impossible de débarquer ni artillerie, ni chevaux. Buonaparte, qui

avait pris terre à une heure et demie du matin, le 2 juillet, se voyant à la tête de cinq à six mille hommes, laissa le soin, à Reynier, de continuer le débarquement, et marcha contre Alexandrie, dont les habitans, indignés de voir paraître, au milieu de la plus profonde paix, une armée ennemie, avaient, ne prenant conseil que de leur courage, résolu de se défendre. La division de Menou suivit la plage, et se dirigea vers l'ouest de l'enceinte de la ville des arabes, qui couvre la nouvelle Alexandrie. Celle de Kléber se porta vers la colonne, dite de Pompée, où Buonaparte alla reconnaître l'enceinte dont nous venons de parler, et dont les brêches avaient été réparées. La division de Bon se dirigea du côté de l'est, vers la porte de Rosette. Buonaparte forma ses colonnes à demi-portée de fusil, et livra l'assaut. Les assiégés firent tomber une grêle de pierres sur les assaillans. Menou, parvenu sur la muraille avec ses premières troupes, fut blessé grièvement, et renversé. Kléber reçut également une blessure; mais l'enceinte fut forcée. Les arabes et les turcs se réfugièrent dans le fort triangulaire, dans le phare et dans la nouvelle ville. Il s'y défendaient encore, lorsque les principaux habitans vinrent se soumettre. Les deux châteaux capitulèrent; et, avant la fin du jour, Buonaparte se vit maître de la ville, des forts et des deux ports; ce que probablement, et

malgré la résolution des habitans, une simple sommation aurait produit également (1).

La ville d'Alexandrie soumise, le convoi entra dans le port, et l'escadre alla mouiller dans la

---

(1) Sir Robert Thomas Wilson, dans son *Histoire de l'expédition de l'armée Britannique en Égypte*, ouvrage célèbre, qui nous a fourni quelques renseignemens curieux, s'exprime ainsi : « . . . . l'assaut tant vanté d'Alexandrie fut » un acte aussi méprisable que cruel, qui était indigne de » Buonaparte. La politique peut excuser les fanfaronades de » ses dépêches, mais non un assaut livré de gaieté de cœur, » afin d'inspirer de la terreur, et de rendre le nom fran» çais redoutable dans toute l'Égypte. Le massacre de la » garnison fut une action barbare, et le pillage accordé aux » troupes, durant trois heures, un acte de brigandage. » *Tome I*, *pages* 18—26.

Nos relations officielles ne parlent pas de ces derniers faits, qui, toutefois, ne sont que trop constans. Il en est de même de celui que nous allons rapporter. Buonaparte avait fait d'abord quelques caresses à Koraïm, chéryf d'Alexandrie, et l'avait revêtu de l'écharpe tricolore. Bientôt Koraïm fut accusé de conspiration, et Kléber le fit arrêter et conduire à bord du vaisseau amiral, où on le retint jusqu'au 31 juillet. Il fut ensuite transféré au Kaire, et, à son arrivée, il fut mis à mort, en vertu d'un jugement que n'appuyait aucune preuve. Buonaparte fit placer au bout d'une pique la tête de l'infortuné magistrat, au-dessous de laquelle on lisait cette inscription : « Koraïm, chéryf d'Alexandrie, mis à mort pour » avoir trahi ses sermens. » Au surplus, on reproche aussi à Kléber d'avoir agi avec légèreté dans cette affaire.

rade d'Aboukir pour achever le débarquement de l'artillerie.

Après avoir répandu la terreur de ses armes, Buonaparte voulut semer aussi la division entre les diverses classes de musulmans qui habitaient l'Égypte; et il publia, le lendemain de son entrée dans Alexandrie, une proclamation, qui, toutefois, était plus propre à tromper ses propres troupes, qu'à gagner ceux à qui elle était adressée.

« Depuis trop long-tems les beys qui gouvernent » l'Égypte, dit-il, insultent à la nation française, » et couvrent ses négocians d'avanies : l'heure de » leur châtiment est arrivée.

» Depuis trop long-tems ce ramassis d'esclaves, » achetés dans le Caucase et la Géorgie, tyran- » nise la plus belle partie du monde; mais Dieu, » de qui dépend tout, a ordonné que leur empire » finît.

» Peuples de l'Égypte, on vous dira que je viens » pour détruire votre religion; ne le croyez pas. » Répondez que je viens pour vous restituer vos » droits, punir les usurpateurs, et que je res- » pecte plus que les musulmans, Dieu, son pro- » phète et le Koran. Dites-leur que tous les hommes » sont égaux devant Dieu : la sagesse, les talens » et les vertus mettent seuls de la différence entre » eux. Or, quelle sagesse, quelle vertu, quels » talens distinguent les mamelouks, pour qu'ils

» aient exclusivement tout ce qui rend la vie ai-
» mable et douce? Y a-t-il une belle terre, elle
» appartient aux mamelouks.

» Si l'Égypte est leur ferme, qu'ils montrent le
» bail que Dieu leur en a fait. Mais Dieu est juste
» et miséricordieux pour le peuple : tous les Égyp-
» tiens sont appelés à gérer toutes les places; que
» les plus sages, les plus instruits, les plus ver-
» tueux gouvernent, et le peuple sera heureux.

» Cadis, cheiks, imans, dites au peuple que
» NOUS SOMMES AUSSI DE VRAIS MUSULMANS. *N'est-*
» *ce pas nous qui avons détruit le pape*, qui disait
» qu'il fallait faire la guerre aux musulmans? N'est-
» ce pas nous qui avons détruit les chevaliers de
» Malte, parce que ces insensés croyaient que
» Dieu voulait qu'ils fissent la guerre aux musul-
» mans? N'est-ce pas nous qui avons été dans tous
» les tems, les amis du grand-seigneur (que Dieu
» accomplisse ses desseins!), et les ennemis de ses
» ennemis? les mamelouks, au contraire, ne se
» sont-ils pas toujours révoltés contre l'autorité
» du grand-seigneur, qu'ils méconnaissent encore;
» ils ne font que leurs caprices.

» Trois fois heureux ceux qui seront avec nous!
» ils prospéreront dans leur fortune et leur rang.
» Heureux ceux qui seront neutres! ils auront le
» tems de nous connaître, et ils se rangeront avec
» nous.

» Mais malheur, trois fois malheur à ceux qui » s'armeront pour les mamelouks, et combattront » contre nous : il n'y aura pas d'espérance pour » eux : ils périront. »

Cette proclamation était suivie d'un arrêté, portant que tous les villages situés dans un rayon de trois lieues, des endroits où passerait l'armée, enverraient une députation au général, pour lui annoncer qu'ils étaient dans son obéissance, et qu'ils avaient arboré le drapeau français. Tous les villages qui auraient pris les armes devaient être brûlés! « Les cheiks, les cadis, les imans, disait » le dernier article, conserveront les fonctions » de leurs places; chaque habitant restera chez » lui; et les prières continueront comme à l'or- » dinaire. Chacun remerciera Dieu de la des- » truction des mamelouks, et criera : gloire au » sultan, gloire à l'armée française, son amie! » malédiction aux mamelouks, et bonheur au » peuple d'Égypte! »

Buonaparte ne perdit pas un instant pour marcher vers le Kaire, et atteindre les mamelouks, avant qu'ils eussent pu concerter un plan général de défense. Le 6 juillet, son avant-garde, commandée par Desaix, arriva à Demenhour, après avoir traversé un désert de quatorze lieues. Le même jour, les autres divisions se mirent en marche d'Alexandrie et de Rosette; et

le 10, elles furent réunies, sur le bord du Nil, à Rahmanieh (1), où fut livré le premier combat contre les mamelouks, qui, au nombre d'environ huit cents, attaquèrent Desaix, et furent dispersés. C'était l'avant-garde d'une armée que Mourad-Bey avait rassemblée, et dont la force principale consistait en « un magnifique corps de mamelouks, » couverts d'or et d'argent, armés des meilleures » carabines et pistolets de Londres, et montés » peut-être sur les meilleurs chevaux du conti» nent (2). » Elle avait pris position au village de Chebr-Khéis. Sa droite était appuyée au Nil, sur lequel elle avait huit ou dix grosses chaloupes canonnières, et dont plusieurs batteries garnissaient le rivage.

On fut en présence le 13 juillet. Buonaparte, qui n'avait avec lui que deux cents hommes de cavalerie, fatigués de la mer, disposa ses cinq divisions par échelons, se flanquant entre elles. La ligne de bataille était elle-même flanquée par deux villages. Chaque division formait un bataillon

---

(1) Les troupes eurent beaucoup à souffrir de la soif en traversant le désert, et elles perdirent beaucoup d'hommes qui, marchant trop à l'écart, furent enlevés par les arabes.

(2) Lettre de Buonaparte au directoire.

carré, ayant son bagage au centre et son artillerie dans les intervalles des bataillons.

La flottille égyptienne fut attaquée par le chef de division de marine, Perrée, qui n'avait que trois chaloupes canonnières, une demi-galère et un chebeck. Le combat fut extrêmement opiniâtre. Les chaloupes et la demi galère furent d'abord prises par les mamelouks; mais le commandant français parvint à les leur reprendre, et mit le feu à la chaloupe de leur chef.

Mourad bey n'ayant pu, en faisant déborder, par sa nombreuse cavalerie, les ailes de l'armée française, trouver un point faible pour pénétrer entre les bataillons, qui opposaient un double feu de flanc et de front, fit sa retraite vers le Kaire. Buonaparte continua sa marche, et se trouva, le 20 juillet, à la vue des pyramides, et à six lieues de la capitale de l'Égypte. Mourad bey, ayant réuni toutes les forces des beys, s'était retranché au village d'Embabeh, qu'il avait garni de plus de soixante pièces de canon; et six mille hommes de cavalerie, arabes et mamelouks, étaient répandus dans la plaine.

La bataille, qui fut livrée dans cette position, le 21 juillet, en a pris le nom de bataille des Pyramides, ces monumens fameux se montrant dans l'éloignement. Desaix, avec son avant-garde, repoussa d'abord un corps de mamelouks et d'a-

rabes ; et, à deux heures de l'après-midi, on n'était plus qu'à une demi-lieue d'Embabeh. Il faisait une chaleur brûlante, et les soldats étaient extrêmement fatigués : en conséquence, on fit halte. Les ennemis n'eurent pas plutôt aperçu les français, qu'ils se formèrent à droite en avant dans la plaine. L'armée, impatiente d'en venir aux mains, est aussitôt rangée en bataille. Buonaparte donne ordre à la ligne de s'ébranler ; mais les mamelouks préviennent l'exécution de ce mouvement, menacent le centre, et se jettent avec impétuosité sur les divisions de Desaix et de Reynier, qui formaient la droite ; ils en chargent avec impétuosité les colonnes, qui demeurent immobiles, et ne font feu qu'à demi-portée du canon et de la mousqueterie. Les rangs des ennemis sont bientôt éclaircis par le grand nombre de morts qui tombent sur le champ de bataille ; et ils s'éloignent en désordre, sans oser revenir à la charge.

Cependant les divisions de Bon et de Menou, soutenues par celle de Kléber, que commandait le général Dugua, marchèrent contre Embabeh, et s'en emparèrent de vive force. Quatre cents mamelouks et autant de fellahs (1), auxquels toute retraite était coupée, firent en vain des prodiges

(1) Les fellahs sont les paysans de l'Égypte.

valeur. Aucun d'eux n'ayant voulu se rendre, ils furent passés au fil de l'épée, ou noyés dans le Nil. Quarante pièces de canon, quatre cents chameaux, les bagages et les vivres de l'ennemi tombèrent entre les mains des vainqueurs. « Jamais avantage, dit l'historiographe de l'expédition, le maréchal Berthier, ne fit mieux sentir la supériorité de la tactique moderne des européens sur celle des orientaux, du courage discipliné sur la valeur désordonnée. »

Le lendemain de la bataille, les personnages principaux du Kaire se présentèrent sur le Nil, offrant de remettre au pouvoir des vainqueurs cette ville célèbre qu'Ibrahim-Bey venait d'abandonner. Buonaparte, qui les reçut à Dgizeh, leur dit que le désir des français était de demeurer les amis du peuple égyptien et de la Porte-Ottomane, et que les mœurs, les usages et la religion du peuple seraient scrupuleusement respectés.

Ibrahim-Bey, en se retirant, avait emmené le pacha d'Égypte, à qui, dès avant le débarquement de l'armée, Buonaparte avait écrit qu'il venait châtier les beys, dont la Porte n'autorisait pas les insultes. « Toi, qui devrais être leur maître, poursuivait le général, et que cependant ils retiennent au Kaire, sans autorité et sans pouvoir, tu dois voir mon arrivée avec plaisir. » Ce plaisir fut tel que la lettre demeura sans réponse.

A l'instant où les français entrèrent dans la capitale du Delta, l'armée des mamelouks se partagea en deux corps. L'un, commandé par Mourad-Bey, suivit la route de la Haute-Égypte ; l'autre, aux ordres d'Ibrahim-Bey, prit celle de la Syrie.

Buonaparte, arrivé au Kaire, le 25 juillet, y institua, sous le nom de divan, un simulacre de gouvernement municipal. Bientôt il apprit, qu'une riche caravanne, venant de la Mecke, était attendue sur les frontières de la Syrie, où l'armée d'Ibrahim-Bey se préparait à l'escorter. Il partit, le 7 août, avec les divisions des généraux Bon, Reynier et Menou. Une partie de la caravanne fut rencontrée à quelques lieues de Salehieh. Elle fut attaquée et pillée tant par les français que par les arabes. Cent chameaux suffirent à peine pour transporter au Kaire les riches marchandises dont on s'était emparé. Pour voiler un tel brigandage, Buonaparte, à ce qu'on prétend, fit poursuivre les arabes qui avaient concouru au pillage. On leur reprit quelques ballots, et on rendit aux pélerins la centième partie de ce qui leur avait été enlevé. Enfin, on ajoute que le général fit ensuite périr les arabes, ses complices. Quoi qu'il en soit, il est constant que le projet d'enlèvement de la caravanne était public dans son armée.

Le 11, à quatre heures après-midi, l'avant-

garde, composée d'environ trois cents hommes de cavalerie, arriva à la vue de Salehieh. A l'instant où elle entra dans ce village, Ibrahim-Bey en sortit, à la hâte, couvrant son arrière-garde par un corps d'environ mille mamelouks. L'infanterie française était encore à quelques lieues de distance ; les chevaux étaient harassés de fatigue, et des nuées d'arabes couvraient la plaine, attendant l'issue du combat pour tomber sur les vaincus ; l'arrière-garde d'Ibrahim était trois fois plus nombreuse que l'avant-garde des français, à la tête de laquelle cependant se mit Buonaparte, qui poursuivit le Bey dans le désert. Deux cents hommes, tant guides que hussards et chasseurs, s'ouvrent un passage à travers les rangs des mamelouks ; ils combattent en désespérés, et finissent par mettre en fuite les ennemis. Ibrahim-Bey parvint cependant à sauver ses équipages, dans lesquels étaient ses femmes, celles de ses mamelouks et ses trésors.

Cet avantage coûta infiniment plus cher que ne le porte la dépêche de Buonaparte, si, comme on le dit, le peu de cavalerie qu'il avait fut écrasé ; et il eût été beaucoup plus considérable qu'il n'aurait pas compensé le désastre, dont le général français reçut la nouvelle en retournant au Kaire.

L'amiral Brueys, après le débarquement des

troupes de terre, avait fait d'inutiles efforts pour pénétrer avec son escadre dans le port d'Alexandrie. Les frégates et les bâtimens de transport avaient pu seuls y entrer. Pour que les vaisseaux de ligne en eussent fait autant, il aurait fallu qu'ils eussent mis toute leur artillerie à terre; mais, à tout instant, ils pouvaient être attaqués. Cependant Buonaparte avait ordonné que le passage fût essayé dans tous les sens. Il voulait, par-dessus tout, conserver l'escadre à sa disposition, et il avait promis dix mille francs au pilote qui la mettrait en sûreté. Quinze jours après son départ d'Alexandrie, il avait envoyé en secret deux officiers dans cette ville, avec mission d'examiner la passe du port. Leur rapport avait été de tout point conforme à celui de Brueys. Cependant, l'amiral ne reçut point l'ordre de s'éloigner d'une côte sur laquelle il était démontré que son escadre ne pouvait plus demeurer en sûreté. Après des recherches multipliées, l'abri le moins mauvais qu'il put trouver, fut la rade d'Aboukir, où il resta un mois, et où il fut attaqué, le 15 août 1798, par quatorze vaisseaux de ligne et un brick, aux ordres de l'amiral Nelson.

Les treize vaisseaux, qui composaient l'escadre française, étaient mouillés, sur une seule ligne, à quatre lieues et demie de terre et à deux tiers de cable les uns des autres. Autant que les bancs

de sable l'avaient permis, ils s'étaient approchés du rivage, sur lequel on avait dressé quelques batteries qui, toutefois, étaient trop éloignées pour flanquer efficacement la ligne d'embossement.

Nelson, après avoir reconnu le mouillage, et la position des vaisseaux, fit, pour les attaquer, les mêmes dispositions qu'il aurait pu faire en pleine mer, si, ayant l'avantage du vent, il avait atteint l'avant-garde de la flotte. Il fit gouverner son chef de file entre le mouillage et la terre. Ce vaisseau ayant échoué, on crut que l'amiral anglais allait donner aux autres le signal de la retraite. Au contraire, ils reçurent l'ordre de tenter le même passage. Ils le franchirent et mouillèrent bord à bord entre les six premiers vaisseaux français et le rivage. Sept autres vaisseaux anglais défilèrent en dehors et mouillèrent à bord opposé de cette partie de la ligne française, qui se trouva de la sorte entre deux feux et engagée contre des forces doubles des siennes. En même tems, Nelson fit couper la ligne par un vaisseau qu'il avait réservé pour cette manœuvre, dont le succès empêcha la plupart des vaisseaux de l'arrière-garde des français de prendre part à l'action.

Dans cette position, on se canonna le reste du jour et la nuit tout entière, de la manière la

plus terrible; et, le 2, à trois heures du matin, que le jour parut, il n'y avait aucun avantage décisif. Les vaisseaux s'approchèrent jusqu'à la portée du pistolet, et tout ce qui existe de moyens de destruction fut employé de part et d'autre. Ce fut alors que l'amiral Brueys qui, quoiqu'il eût déjà reçu deux blessures, commandait toujours, fut coupé en deux par un boulet. Un instant après, le vaisseau l'Orient, qu'il montait, vaisseau de cent dix canons, qui était considéré comme le colosse de la marine française, sauta en l'air avec un fracas épouvantable (1). Une pluie de feu retomba sur les deux escadres, et durant

(1) Nous ne pouvons nous refuser à retracer ici un trait de courage et de piété filiale, qui est fait pour exciter l'admiration générale.

Un garde de la marine, âgé seulement de dix ans, et fils de M. Casa-Bianca, capitaine de pavillon du vaisseau amiral, combattait auprès de son père qui fut blessé mortellement, à l'instant où les flammes commençaient à dévorer le vaisseau. Des matelots veulent sauver le jeune garde, et le descendre dans une chaloupe. Il s'y refuse, embrasse son père mourant, et parvient à l'attacher sur un tronçon de mât. L'intendant de l'escadre s'y était aussi lié; et tous les trois flottaient, lorsque l'Orient sauta avec fracas et les précipita au fond de l'abîme.

Précis des événemens militaires, etc., par le général M. Dumas.

quelques minutes, il se fit un profond silence; mais le combat recommença bientôt avec une nouvelle fureur. Les vaisseaux de la gauche des français étant déjà rasés, dégréés et désemparés, furent forcés de se rendre. Tous les chefs, tous les officiers d'état-major étaient ou tués ou blessés.

Le combat continua encore le troisième jour. Le capitaine du Timoléon n'ayant pas voulu amener son pavillon, mit le feu à son vaisseau, après avoir sauvé son équipage. Le Généreux et le Guillaume-Tell ayant appareillé, d'après les signaux de l'amiral Villeneuve, s'échappèrent avec deux frégates, et gagnèrent le canal de Malte. Tout le reste fut pris ou brûlé.

Six mille français périrent dans cette bataille, le lendemain de laquelle deux mille prisonniers furent mis à terre sur leur parole. Les anglais ont déclaré avoir eu neuf cents hommes de tués, et l'on peut croire, d'après la chaleur et la durée du combat, que le nombre en fut plus considérable. Plusieurs de leurs vaisseaux furent endommagés au point qu'il fallut les renvoyer en Angleterre. Ils en avaient un de plus que les français; mais pas un seul n'était de premier rang; et celui qui s'échoua ne put, ni par sa manœuvre, ni par son feu, concourir efficacement à l'action.

Nelson détruisit donc ou dispersa autant de vaisseaux qu'il en avait (1).

Cet amiral, après sa victoire, fit bloquer le port d'Alexandrie par un faible détachement, et, partant avec le reste de son escadre, il alla jouir de sa gloire à la cour de Naples, où il fut reçu comme un libérateur.

Buonaparte, en mandant au directoire exécutif le désastre d'Aboukir, dont il était lui-même le principal auteur, en rejetta toute la faute sur l'amiral Brueys, brave et habile marin, qui avait fait preuve d'un grand talent en conduisant, à travers la Méditerrannée, une flotte si nombreuse et dont les équipages étaient sans expérience. Le général prétendit qu'à son départ d'Alexandrie, il avait écrit à l'amiral d'entrer sous vingt-quatre heures dans le port de cette ville, ou, si la chose n'était pas possible, de se rendre à Corfou. Il était parti dans la ferme persuasion, dit-il, que la recommandation serait suivie; il n'avait eu depuis, aucune nouvelle de l'escadre, une nuée d'arabes accourue du désert, étant

(1) On a compté qu'avant le combat les français avaient une supériorité de 164 canons, et de 2,642 hommes. Leur défaite fut due à leur mauvaise position et à l'habileté des manœuvres de l'ennemi.

constamment à cinq cents toises du camp. Les communications ayant été rétablies, il avait reçu, le 27 juillet, plusieurs lettres de l'amiral, en date d'Aboukir; et il s'était empressé de lui réitérer la recommandation. Mais ces allégations sont détruites, et par les faits que nous avons retracés, et par l'officier même que le général en chef chargea de rendre au gouvernement un compte détaillé du combat, c'est-à-dire, par le vice-amiral Ganteaume, qui était à bord de l'Orient, et qui n'échappa à l'explosion qu'en se sauvant sur un canot. « Peut-être, manda-t-il, » au ministre de la marine, était-il convenable » de quitter une telle côte, aussitôt que la des- » cente avait eu lieu; mais attendu les ordres » du général en chef, la présence de notre esca- » dre devant donner une force incalculable à » l'armée de terre, l'amiral ne crut pas devoir » abandonner ces lieux. »

Durant le combat, les habitans des environs accoururent sur le rivage, faisant des vœux contre les français. Lorsqu'ils eurent vu l'anéantissement de la flotte, ils allumèrent de grands feux, pour faire connaître aux anglais la part qu'ils prenaient à leur triomphe, et ils égorgèrent sans pitié les infortunés marins qui, après avoir échappé au désastre de leurs vaisseaux, cherchaient un asile sur la côte.

La plus grande partie des habitans de l'Egypte étaient dans les mêmes dispositions, et elles éclataient à chaque instant. Buonaparte, qui avait apporté de France une imprimerie, la fit servir à répandre des catéchismes et des exhortations révolutionnaires, composés dans toutes les langues de l'Orient. Il établit au Kaire un institut, un grand laboratoire de chimie et un immense atelier, dans lesquels il faisait fabriquer en même tems par ses ouvriers en tout genre, des armes, de la poudre, des étoffes, des mémoires, des journaux et des lois. Mais les apathiques musulmans ne s'en occupèrent que faiblement; et l'on en vit même plusieurs, tandis qu'un ballon s'élevait dans les airs, passer sur la place du Kaire, sans jetter un seul regard sur un spectacle qui devait être si surprenant pour eux.

Dès le commencement de l'expédition, les savans, dont Buonaparte s'était fait accompagner, furent livrés à la risée, et même aux mauvais traitemens de la troupe de terre et de mer (1). Tous ne méritaient pas, il est vrai, le titre honorable qu'on leur donnait; mais on vit tous ceux

(1) Elles leur avaient donné le sobriquet de capitaines savans. On dit même que l'un d'eux, vieillard respectable, fut souffleté par un élève de la marine.

qui en étaient dignes, parcourir l'Egypte et la Syrie, pour y recueillir des renseignemens sur la géographie, l'histoire naturelle et les antiquités. Ils essuyèrent de grandes fatigues, et bravèrent de nombreux dangers pour remplir leur mission. Les renseignemens précieux qu'ils ont recueillis ont été rassemblés dans un immense et magnifique ouvrage, qui est aujourd'hui l'unique fruit de l'extravagante expédition à laquelle il est dû.

Ces vastes monumens, que l'antiquité mettait au nombre des sept merveilles du monde, les Pyramides, ne pouvaient manquer d'être des objets de curiosité pour Buonaparte, qui pénétra même dans celle de Chéops, la plus grande de toutes. Il voulut que la visite qu'il y fit servît à lui concilier la confiance des musulmans; et, à cet effet, il eut recours à une apostasie dont nous avons donné des témoignages encore plus positifs. En entrant dans la chambre sépulcrale: » Gloire à Allah! dit-il, il n'y a de vrai dieu que » Dieu, et Mahomet est son prophète. » — « Tu » as parlé comme le plus docte des Mollahs, » lui dit le moufti.» — « Je puis faire descendre » du ciel un char de feu, poursuivit Buona» parte, et le diriger sur la terre. » — « Tu es » le plus grand capitaine dont la puissance de » Mahomet ait armé le bras. » Le général ter-

mina le dialogue par cette sentence orientale, dont il aurait dû se faire l'application à lui-même, et que l'on pourrait considérer comme une prophétie qui s'est vérifiée en sa personne : « Le pain » dérobé par le méchant se réduit en poussière » dans sa bouche. »

Buonaparte avait créé dans toute la basse Egypte des divans particuliers. Ensuite il en convoqua un général, dont les membres furent choisis par ses lieutenans, et d'après ses ordres, parmi le petit nombre d'habitans, qui s'étaient montrés amis des français. Cette singulière assemblée nationale se forma au Kaire, le 15 octobre, et fut présidée par un arabe. MM. Monge et Berthollet remplirent près d'elle les fonctions de commissaires du gouvernement. Elle devait délibérer, d'après leur initiative, sur l'établissement et la répartition des impôts, sur les lois pénales, sur les lois relatives aux successions, et sur divers objets de police générale et d'administration. Quoique la plupart de ceux qui la composaient fussent des grecs et des juifs, il ne fut pas possible, dit-on, d'arracher à ses membres un seul mot, un seul signe d'approbation (1). Ils avaient lieu de croire, il est vrai, que la domination des

(1) Cela fut appelé délibérer avec calme et dignité.

français ne serait qu'éphémère ; et peut-être étaient-ils instruit de l'effort qui allait être tenté pour l'anéantir sur le champ.

Le 22 octobre, au matin, une révolte générale éclata dans la ville du Kaire. Le général Dupuis, commandant de la place, s'étant hasardé avec une faible escorte et voulant repousser un attroupement, fut assassiné, ainsi que plusieurs officiers et quelques dragons. De tous côtés les insurgens coururent sur les français qui étaient isolés, et ils égorgèrent tous ceux qu'ils purent atteindre. La maison du général du génie Caffarelli fut assiégée et forcée; et les ingénieurs qui s'y trouvaient furent massacrés. On battit la générale et tous les français s'armèrent. Buonaparte, qui, au commencement de la révolte, était hors de la ville, eut quelque peine à y rentrer. Ayant fait venir plusieurs bataillons, il les dirigea contre des mosquées où les insurgens s'étaient retranchés. Ils y furent attaqués avec furie et ils se défendirent en désespérés. On jeta des obus au milieu des groupes et dans les édifices, d'où partait un feu violent contre les français. La citadelle tira sur la ville et principalement sur la grande mosquée où quelques bombes portèrent le désordre et l'effroi. Les portes en furent enfoncées, et les français firent

un carnage affreux de tous ceux qu'ils y trouvèrent.

La journée du 23 fut aussi très-sanglante. Quelques français ayant été tués, tous les turcs, que les soldats rencontrèrent en armes, furent égorgés. On évalua la perte des premiers à trois cents hommes morts (1), et blessés. Celle des autres fut de plus de cinq mille hommes.

Le cheyks et les principaux habitans étant venu implorer la clémence de Buonaparte, un pardon général fut accordé à la ville, et, le 24, l'ordre fut entièrement rétabli. Pour prévenir un nouveau soulèvement ou le punir plus rigoureusement encore, s'il avait lieu, le général fit entourer le Kaire de forts.

Quelque tems après cette révolte, Buonaparte institua un divan général, composé de soixante membres, nommés par lui. Cette assemblée devait durer trois jours, et choisir un autre divan de quatorze personnes, qui n'entreraient en fonctions qu'après l'approbation donnée, par le général en chef, à leur élection. Son arrêté fut précédé du considérant que voici :

« Des hommes pervers avaient égaré une par-

---

(1) Un aide-de-camp de Buonaparte, nommé Shulkouski, étant allé faire une reconnaissance, fut massacré.

» tie d'entre vous ; ils ont péri. Dieu m'a ordonné d'être clément et miséricordieux pour le peuple ; j'ai été clément et miséricordieux envers vous.

» J'ai été fâché contre vous de votre révolte ; je vous ai privés pendant deux mois de votre divan ; mais aujourd'hui je vous le restitue ; votre bonne conduite a effacé la tache de votre révolte.

» Chéryfs, eulémas, orateurs des mosquées, faites bien connaître au peuple que ceux qui, de gaîté de cœur, se déclareront mes ennemis, n'auront de refuge ni dans ce monde, ni dans l'autre. Y aurait-il un homme assez aveugle pour ne pas voir que le destin lui-même dirige toutes mes opérations ? Y aurait-il quelqu'un d'assez incrédule, pour révoquer en doute, que tout, dans ce vaste univers, est soumis à l'empire du destin ?

« Faites connaître au peuple que depuis que le monde est monde, il était écrit qu'après avoir détruit les ennemis de l'islamisme, fait abattre les croix, je viendrais du fond de l'Occident remplir la tâche qui m'a été imposée. Faites voir au peuple que, dans le saint livre du Koran, dans plus de vingt passages, ce qui arrive a été prévu, et ce qui arrivera est également expliqué.

» Je pourrais demander compte à chacun de » vous, des sentimens les plus secrets de son » cœur; car je sais tout, même ce que vous n'a- » vez dit à personne : mais un jour viendra que » tout le monde verra avec évidence que je suis » conduit par des ordres supérieurs, et que tous » les efforts humains ne peuvent rien contre moi: » heureux ceux qui, de bonne foi, sont les pre- » miers à se mettre avec moi.»

Buonaparte avait formé le projet de visiter l'isthme de Souez, lorsque la révolte du Kaire vint en suspendre l'exécution. Tout étant pacifié, il partit de cette ville, le 24 décembre, accompagné de plusicurs officiers et des membres de son institut, MM. Monge, Berthollet, Costaz et Bourienne, et escorté par un corps de cavalerie. Arrivé le 26, il examina, le 27, la ville et la côte, et ordonna les fortifications et divers ouvrages qu'il crut nécessaires à la défense de l'une et de l'autre. Le 8, il passa la mer rouge, à un gué praticable à la mer basse, et visita les fontaines de Moïse, qui sont situées en Asie, à trois lieues et demie de Souez, et à trois quarts de lieue de la côte. Ce sont cinq sources qui s'échappent en bouillonnant, du sommet de monticules de sable, et dont l'eau est un peu saumâtre. Buonaparte retourna le soir même à Souez; mais la mer étant haute, il fut forcé

de longer la pointe du golfe arabique. Son guide le perdit dans les marais, et il ne parvint à en sortir qu'avec la plus grande peine, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Il quitta Souez, le 30, et côtoya la mer rouge au nord. A deux lieues et demie de cette ville, il trouva les restes de l'ancien canal qui faisait communiquer cette mer avec le Nil. Il le suivit l'espace de quatre lieues. Il coucha le même jour au fort d'Adgeroud, le lendemain, à dix lieues dans le désert, et le 1er. janvier 1799, à Belbeys. Il se porta, le 14, dans l'Oasis d'Houareb, qui est situé à quelques lieues de cette ville. Il y retrouva des vestiges du canal, à son entrée dans les terres cultivées de l'Égypte. Il le suivit encore l'espace de quatre lieues, et donna l'ordre à l'ingénieur, M. Peyre, d'en lever géométriquement tout le cours. De retour à Souez, Buonaparte apprit qu'Ahmed, pacha d'Acre, surnommé el Djezzar (le boucher), s'était emparé du fort d'el A'rich, qui défendait les frontières de l'Égypte, et est situé à dix lieues dans le désert. Ce mouvement était la suite de la déclaration de guerre que le grand seigneur venait de publier contre la France.

On a prétendu que le directoire exécutif avait promis à Buonaparte, avant son départ, d'ouvrir, avec la Porte-Ottomane, une négociation au sujet de l'invasion de l'Égypte, invasion

qu'on aurait présentée comme n'ayant pour objet que de châtier les beys (1), et de nuire au commerce des anglais dans l'Inde. Le directoire qui, ajoute-t-on, redoutait le général, et voulait le perdre, négligea cette partie essentielle du plan. Tout nous porte à croire que la promesse ne fut point faite, parce que toute négociation à ce sujet était impossible. Nous allons le prouver.

La déclaration de guerre de la Porte-Ottomane fut accompagnée d'un manifeste, en date du 10 septembre 1798, par lequel elle rappelait la neutralité qu'elle avait observée envers la France, à l'époque des succès de la première coalition. Elle accusait ensuite « les personnes qui avaient » usurpé l'autorité dans ce pays, et qui voulaient » la retenir », de chercher à répandre dans tous les états policés, les désordres et les troubles qui agitaient le leur. Tandis que leurs agens auprès de la Porte-Ottomane, lui prodiguaient les protestations d'amitié, les consuls et les généraux français faisaient circuler de toutes parts, dans la Turquie, des écrits incendiaires toujours dé-

(1) Le projet de fonder une colonie française en Égypte, annonçait assez qu'on voulait enlever cette province au grand seigneur. Qu'aurait-il donc gagné à l'expulsion des beys ?

savoués, il était vrai, mais dont jamais on ne punissait les auteurs. La sublime Porte avait dissimulé tant d'injures et gardé le silence au milieu des usurpations du directoire qui, pour lui en témoigner sa reconnaissance, avait fait envahir l'Égypte.

Au premier avis qu'elle avait eu des funestes intentions de la France, poursuivait le manifeste, la cour Ottomane avait fait appeler, à une conférence, le chargé d'affaires de cette puissance. Il avait répondu qu'il n'avait aucune connaissance des projets de son gouvernement, et que si celui-ci envoyait des forces contre l'Égypte, ce ne serait probablement que pour se venger des beys, et ruiner le commerce des anglais dans l'Inde (1). La sublime Porte lui avait déclaré que si la France, sous quelque prétexte que ce fût, attaquait ce pays, une telle attaque serait considérée par elle comme un acte d'hostilité. Elle ajouta que la nation musulmane se leverait tout entière pour délivrer un pays qui était la porte des deux villes sacrées, de Médine et de la Mecque; que si les beys méritaient quelque châtiment, c'é-

(1) Cette coïncidence de motifs avec ceux que donnait Buonaparte, peut faire supposer très-vraisemblablement que le chargé d'affaires était plus instruit qu'il ne disait l'être.

tait elle seule qui avait le droit de le leur infliger ; que toute intervention à cet égard était entièrement contraire aux droits des nations ; que l'Angleterre étant son amie, la Porte-Ottomane ne pouvait nullement consentir que des armées françaises, dirigées contre les possessions de cette puissance, passassent dans ses états. Non contente de cette explication, elle avait envoyé à son ambassadeur à Paris (1), des dépêches conçues dans le même sens, et elle lui avait ordonné de demander à ce sujet une réponse officielle. En conséquence, Aly Effen y avait eu une conférence avec le ministre des relations extérieures (M. de Talleyrand), qui lui avait déclaré que l'expédition n'avait pour objet que la conquête de Malte et la destruction de l'ordre, ce qui serait un événement heureux pour tous les musulmans, et devrait exciter la reconnaissance de la sublime Porte.

Dans cet état des choses, quelles négociations était-il possible d'entamer ? et si M. de Talleyrand s'était rendu lui-même à Constantinople, comme on veut qu'il en ait aussi fait la promesse

(1) C'est une chose remarquable que, tandis que la Porte-Ottomane avait, pour la première fois, un ministre à résidence en France, le directoire n'avait à Constantinople qu'un simple chargé d'affaires.

à Buonaparte, il est probable qu'il n'y serait arrivé que pour accompagner au château des sept tours, le chargé d'affaires, M. Ruffin, que la Porte y fit renfermer. Tous les consuls français des échelles du Levant furent aussi amenés prisonniers dans la capitale de l'empire Ottoman. Le grand visir Izzed Mahomed pacha, qui fut accusé de négligence ou de collusion, fut déposé et remplacé par Joussouf pacha, le partisan des anglais. Le moufty éprouva la même disgrace; et, ce qui est plus remarquable, la flotte russe fut invitée à se joindre à la flotte turque, et parut dans le canal de Constantinople, non sans exciter la surprise des habitans.

LIVRE VI.

1799.

Expédition de Buonaparte en Syrie.—Soumission de Ghazah.—Sac de Jaffah.—Massacre de la garnison de cette place, après une capitulation.—Siége d'Acre.—Prise de la grosse artillerie de l'armée française.—Bataille du Mont-Thabor.—Continuation du siége d'Acre.—Soulèvement en Égypte.—Levée du siége d'Acre.—Dévastations commises par l'armée française.—Buonaparte fait empoisonner ses malades à Jaffah.—Nouvelles dévastations.—L'armée française rentre au Kaire.—Opérations de Desaix dans la haute Égypte.—Les turcs font un débarquement sur la presqu'île d'Aboukir.—Bataille livrée sur ce point.—Buonaparte quitte l'Égypte.—Il débarque à St.-Rapheau, et se rend à Paris.

L'expédition de Buonaparte en Syrie a fourni matière à des conjectures que son caractère entreprenant justifierait mieux que la position où il se trouvait. Les uns ont prétendu qu'il se proposait de se rendre dans l'Inde par terre, et les autres qu'il avait le dessein de revenir en Europe par la Turquie. Il faut ne connaître aucunement les localités, ni l'état des affaires à cette époque, pour donner quelque croyance à l'une ou à l'autre de

ces suppositions, que nous ne daignerons pas même réfuter. Le général de l'armée française s'attendait qu'à la saison favorable aux débarquemens, des flottes viendraient menacer les côtes de l'Égypte, et qu'en même tems une armée ottomane s'avancerait par terre pour le prendre en flanc. Ce fut ce concert qu'il voulut prévenir, en portant la guerre en Syrie. Il est probable aussi, que maître de St.-Jean d'Acre, il aurait marché contre Damas, ville opulente, sur laquelle il aurait imposé de fortes contributions, qui lui auraient été d'un grand secours pour rétablir ses finances épuisées par les dépenses de l'armée, auxquelles le miri, ou l'impôt ordinaire, ne pouvait suffire. Voilà, selon toute apparence, ce qui a occasioné l'expédition fatale en tout à la gloire de Buonaparte, dont nous allons retracer les horribles particularités.

A la nouvelle de la prise d'el-A'rich, Buonaparte se rendit à Salahieh, où se trouvaient les troupes destinées à former l'avant-garde de l'armée, à la tête de laquelle il se proposait d'entrer en Syrie. Après avoir mis cette avant-garde en mouvement, il retourna en toute diligence au Kaire; et, à son arrivée en cette ville, il réunit les divisions des généraux Kléber, Reynier, Lannes et Bon, formant environ douze mille cinq cents hommes. La cavalerie fut mise sous le commande-

ment de Murat; l'artillerie, sous celui du général Dammartin, et le génie sous la direction du général Caffarelli. Le troisième bataillon de chaque brigade de l'armée de Syrie, les dépôts de cavalerie, la légion dite Nautique, la légion dite Maltaise, furent répartis entre les villes d'Alexandrie, de Damiette et du Kaire, pour en composer les garnisons, et pour former les colonnes mobiles destinées à réprimer les courses des arabes, et à maintenir dans l'obéissance les autres villes de la basse Égypte. Quant aux opérations militaires de la haute Égypte, elles étaient, depuis le commencement de l'invasion, dirigées par le général Desaix, qui poursuivait Mourad-Bey, et qui, de victoire en victoire, était parvenu jusqu'à Girgeh, à environ cent lieues du Kaire.

L'armée d'expédition avait besoin de quelques pièces de siége pour battre la place d'Acre en cas de résistance. Le désert en rendait le transport impossible par terre; Buonaparte ordonna au contre-amiral Perrée, d'embarquer à Alexandrie des canons de gros calibre, et, malgré la croisière anglaise, de les transporter sur la côte de Syrie. Le général en chef était encore au Kaire, lorsqu'il apprit que cette croisière, renforcée de quelques bâtimens, bombardait le port et la ville d'Alexandrie. Jugeant que ce bombardement n'avait d'autre objet que de prévenir l'exécution de son dessein,

il laissa les anglais le continuer ; et il n'eut d'autre effet que de couler à fond quelques bâtimens de transport.

Buonaparte quitta le Kaire le 10 février, et arriva le 17 à el-A'rich où se réunirent en même tems les divisions des généraux Lannes et Bon et le parc de l'expédition. L'armée prit position le lendemain, sur les monticules de sable, qui se trouvent entre le village et la mer. Buonaparte fit aussitôt canonner une des tours du château, et dès que la brèche fut commencée, il somma la place de se rendre, ce qu'elle ne fit toutefois que le 20. Les seize cents hommes, qui en composaient la garnison mirent bas les armes, à condition qu'il leur serait permis de se retirer à Bagdhad, par le désert. On trouva dans le fort environ deux cent cinquante chevaux, deux pièces d'artillerie démontées, et des vivres pour plusieurs jours, ce qui était déjà de quelque importance.

L'armée française continua sa pénible marche à travers le désert, et défila par divisions, à une et deux journées de distance, afin de ne pas tarir les puits. Kléber fut égaré par son guide, qu'il fit fusiller, le soupçonnant de trahison. Les deux divisions qui le suivaient, furent trompées par les traces de la sienne, et ce ne fut qu'après quarante huit heures de marche, que l'armée, qui eut à supporter une soif dévorante, parvint à Kan-

Jounès, premier village de la Palestine, et qu'elle découvrit la plaine cultivée de Ghazah.

Buonaparte était parti d'el-A'rich, avec son quartier général pour Kan-Jounès où il croyait que les trois divisions seraient arrivées avant lui. Leur égarement fut cause qu'il y trouva les mamelouks. Ceux-ci étaient en nombre bien supérieur à son détachement, qui fit halte pour lui donner le tems de rebrousser chemin. Si les ennemis avaient reconnu la faiblesse de cette escorte, Buonaparte aurait pu être fait prisonnier.

Ce corps de mamelouks, qui avait pour chef Abdallah pacha, se replia vers Ghazah. Il fut bientôt forcé de quitter sa position; et le quartier-général fut établi en cette ville qui s'était soumise, et où l'on trouva des magasins considérables de munitions de guerre et de bouche, que les ennemis n'avaient eu ni le tems ni les moyens d'évacuer.

L'armée séjourna, les 26 et 27 février à Ghazah, et Buonaparte y forma un divan, composé des principaux habitans.

Une plaine immense et couverte de monticules de sable, contre lesquels la cavalerie ne peut gravir sans beaucoup de peine, sépare Ghazah de Jaffah, place qui était entourée d'une muraille flanquée de bonnes tours et armée de canons, mais sans ouvrages extérieurs et sans fossés. Deux

petits forts construits au bord de la mer, défendaient le port et la rade. L'armée arriva, le 4, devant cette place, et dans la nuit même, on ouvrit la tranchée. Une batterie de brèche et deux contre batteries furent établies contre la tour carrée, la plus dominante. Les turcs se défendirent avec courage, et firent deux sorties dans lesquelles ils perdirent beaucoup de monde. La place fut sommée, le 9; mais le commandant fit couper la tête au turc porteur de la sommation. La brèche ayant été jugée praticable, Buonaparte fit livrer l'assaut. Le combat fut sanglant. Les français montèrent sur la brèche et se logèrent dans la tour. Les turcs n'en persistèrent pas moins à se défendre. Ils se rallièrent et attaquèrent la colonne des assaillans qui forcèrent toutes les défenses et s'emparèrent du fort du côté de la mer. La ville eut à souffrir toutes les horreurs qu'éprouvent trop souvent les places emportées d'assaut.

Cependant une bonne partie de la garnison s'était retirée dans un des forts et dans les mosquées. Sommée de se rendre, elle mit bas les armes et fut amenée au bivouac, devant les tentes mêmes du quartier-général. On en retira les égyptiens. Le reste, composé de canonniers turcs, de maugrebins et d'arnautes (1), au nombre de deux à

(1) Le nom de Maugrebins, qui signifie hommes du

trois mille, fut mis sous la garde d'un fort détachement.

Buonaparte avait adressé, le 3 mars, aux habitans des provinces de Ghazah, de Ramleh et de Jaffah la proclamation suivante :

« Dieu est clément et miséricordieux.

« Je vous écris la présente pour vous faire con-
» naître que je suis venu dans la Palestine pour
» en chasser les mamelouks et l'armée de Djezzar
» pacha.

» De quel droit, en effet, Djezzar pacha a-t-il
» étendu ses vexations sur les provinces de
» Jaffah, de Ramleh et de Ghazah, qui ne font
» pas partie de son pachalik? De quel droit égale-
» ment avait-il envoyé des troupes à el-A'rich,
» et par là, fait une invasion dans le territoire de
» l'Egypte? Il m'a provoqué à la guerre; je la lui
» ai apportée; mais ce n'est pas à vous, habitans,
» que mon intention est d'en faire sentir les
» horreurs.

» Il est bon que vous sachiez que tous les efforts
» humains sont inutiles contre moi; car tout ce
» que j'entreprends doit réussir (il le croyait).

---

couchant, se donne dans le Levant à ceux que nous appelons Barbaresques. Quant aux Arnautes, on sait que ce sont des soldats albanais.

» Ceux qui se déclarent mes amis prospèrent ;
» ceux qui se déclarent mes ennemis périssent.
» L'exemple, qui vient d'être donné à Jaffah et à
» Ghazah, doit vous faire connaître que si je suis
» terrible pour mes ennemis, je suis bon pour
» mes amis, et surtout clément et miséricordieux
» pour le pauvre peuple. »

Le même jour, Buonaparte adressa également aux commandans, aux cheikhs et aux eulémas de la ville de Jérusalem, une proclamation, où l'on remarquait le passage suivant :

« Les habitans de Jérusalem peuvent choisir la
» paix où la guerre : s'ils choisissent la première,
» qu'ils envoient au camp de Jaffah des députés
» pour promettre de ne jamais rien faire contre
» moi ; s'ils étaient assez insensés pour préférer
» la guerre, je la leur porterais moi-même. Ils
» doivent savoir que je suis terrible comme le feu
» du ciel contre mes ennemis, clément et miséri-
» cordieux envers le peuple, et ceux qui veulent
» être mes amis (1). »

---

(1) Un voyageur très-recommandable, le docteur Wittman, rapporte qu'étant à Jérusalem, des prêtres grecs ont dit à ses compagnons et à lui, que Buonaparte avait menacé, s'il s'emparait, de vive force, de la cité sainte, de planter l'arbre de la liberté, à la place où avait été élevé l'arbre de la croix, et de faire inhumer dans le saint

Enfin Djezzar ou plutôt Ahmed-pacha eut aussi sa dépêche, en date du même jour, 8 mars. Buonaparte lui avait déjà adressé deux lettres. Il lui disait, par la première qui était du 22 août précédent, qu'en venant combattre les beys, il avait fait une chose juste et conforme aux intérêts de ce même Ahmed, puisqu'ils étaient ses ennemis; qu'il n'était point venu faire la guerre aux musulmans; que son premier soin en entrant à Malte avait été de mettre en liberté deux mille turcs qui, depuis plusieurs années gémissaient dans les fers; qu'en arrivant en Egypte, il avait rassuré le peuple, protégé les mouftys, les imans et leurs mosquées; les pélerins de la Mekke n'avaient été jamais accueillis avec plus de soin et d'amitié, (on a vu comment), et la fête du prophète venait d'être célébrée avec plus de splendeur que jamais. Cette lettre était demeurée sans réponse; et Buonaparte en avait, le 19 novembre, envoyé une seconde au pacha. Il y disait :

« Je ne veux pas te faire la guerre, si tu n'es » pas mon ennemi; mais il est tems que tu t'ex- » pliques : si tu continues à donner refuge, sur » les frontières de l'Egypte, à Ibrahim-bey, je

---

sépulcre, le premier grenadier français qui serait tué dans l'assaut. *Wittman's Travels*, pag. 157.

» regarderai cela comme une marque d'hostilité,
» et j'irai à Acre.

» Si tu veux vivre en paix avec moi, tu éloigne-
» ras Ibrahim-bey, à quarante lieues des fron-
» tières de l'Egypte, et tu laisseras libre le com-
» merce entre Damiette et la Syrie.

» Alors je te promets de respecter tes états, de
» laisser la liberté entière au commerce entre
» l'Egypte et la Syrie, soit par terre, soit par
» mer. »

Djezzar, pour toute réponse, fit couper la tête au porteur de cette lettre. Enfin, le 9 mars, Buonaparte, qui ne faisait tant de démarches que pour éviter de paraître l'agresseur, écrivit au pacha une troisième fois, et il lui répéta ce qu'il lui avait mandé précédemment, ajoutant : « Vous n'avez point de raison réelle d'être mon
» ennemi, puisque vous l'étiez des mamelouks.
» Votre pachalik est séparé de l'Egypte par les
» provinces de Ghazah, de Ramleh et par d'im-
» menses déserts. Redevenez mon ami; soyez
» l'ennemi des mamelouks et des anglais; je vous
» ferai autant de bien que je vous ai fait et que je
» peux vous faire de mal. Envoyez-moi votre ré-
» ponse par un homme, muni de vos pleins pou-
» voirs et qui connaisse vos intentions. Il se pré-
» sentera à mon avant-garde avec un drapeau
» blanc, et je donnerai ordre à mon état-major de

contre lui. A l'exception de ce jeune homme, tous les autres prisonniers firent avec calme leurs dernières ablutions dans la mare ; puis se prenant la main, après l'avoir portée sur le cœur et à la bouche, manière de saluer des turcs, ils donnèrent et reçurent un dernier adieu. Leurs âmes courageuses semblaient défier la mort; et tout leur maintien annonçait la conviction d'un heureux avenir. Un d'entr'eux, vieillard respectable, qui paraissait avoir un grade supérieur, poussa le stoïcisme jusqu'à faire creuser sa fosse sous ses yeux ; il s'y étendit sur le dos, puis elle fut remplie de sable, que ses camarades d'infortune pressèrent sous leurs pieds, sans doute pour avancer le terme de sa souffrance.

Il restait encore des prisonniers à immoler. Il fallut les tuer à coups de sabre et de baïonnette, les soldats ayant épuisé leurs cartouches. Quelques-unes de ces dernières victimes, cédant à l'instinct de la nature, cherchaient par des mouvemens rapides à se dérober aux coups qui leur étaient portés, et recevaient dans les membres ceux qui étaient dirigés au cœur. Ils se glissaient sous les corps amoncelés de leurs camarades ; et il se forma de la sorte une pyramide effroyable de mourans et de morts. Les morts furent retirés pour qu'on pût achever les malheureux qui, ca-

chés sous cet épouvantable rempart, n'avaient pas encore rendu le dernier soupir.

Tous ces cadavres demeurèrent entassés sur le rivage, sans qu'on songeât à leur sépulture, sans qu'on s'inquiétât des miasmes qui allaient s'exhaler de ces corps, dont quelques-uns pouvaient receler et recelaient en effet le germe de la peste. Les soldats, qui les dépouillèrent de leurs vêtemens, s'en revêtirent à l'instant même. Ce fut pour eux la robe de Nessus.

Buonaparte, placé sur une éminence, suivit des yeux la lugubre marche du cortége. Il y attendit, dans les alternatives d'une joie barbare et d'une inquiétude qui, par malheur, n'était pas fondée, le signal du massacre. Il craignait que des soldats français ne s'indignassent du rôle honteux qu'il leur faisait jouer; et lorsqu'il aperçut la fumée du premier coup de fusil, un cri de joie s'échappa de son sein (1).

(1) Sir Rob. Th. Wilson, qui rapporte des faits à peu près semblables à ceux dont se compose notre narration du massacre de Jaffah, dit que Buonaparte avait d'abord inspecté lui-même le corps des prisonniers, dans la vue d'épargner ceux qui appartenaient aux villes qu'il allait attaquer (ou peut-être pour en retirer les égyptiens, comme nous l'avons dit). « La noble contenance d'un janissaire, » poursuit Sir Robert, attira l'attention du général, qui

Le lecteur se demande sans doute quel pouvait être le motif d'une exécution si atroce et si con-

---

» lui dit brusquement : que faites-vous ici, vieillard ? L'in-
» trépide janissaire répondit : je dois vous faire la même
» question, et vous me direz, sans doute, que vous êtes
» venu ici pour servir votre sultan ; je suis venu aussi
» pour servir le mien. » La courageuse franchise d'une telle réponse inspira un intérêt général en faveur de celui qui l'avait faite ; et elle fit sourire Buonaparte. « L'homme est
» sauvé, dirent quelques aides-de-camp. Vous ne connais-
» sez pas le général, observa un officier, qui avait servi sous
» Buonaparte en Italie. Ce sourire, j'en parle par expé-
» rience, n'annonce pas un sentiment de bienveillance,
» souvenez-vous en. » L'opinion de cet officier n'était que trop fondée. Le janissaire fut laissé parmi ceux dont la mort était résolue. Peut-être fut-ce le vieillard qui fit creuser sa fosse, et s'y coucha lui-même.

» Lorsque les turcs furent réunis sur le lieu de leur
» supplice, ajoute l'auteur que nous citons, et que les
» préparatifs furent faits, on donna le signal par un coup
» de canon. Soudain, des volées de mousqueterie et de
» mitraille écrasèrent les malheureux. Buonaparte qui, avec
» un télescope, regardait la scène de loin, ne put cacher
» sa joie en voyant la fumée s'élever ; et il témoigna sa
» satisfaction par des mouvemens désordonnés. En effet,
» il avait lieu de craindre que ses troupes ne refusassent de
» se déshonorer par cette exécution. Kléber s'y était op-
» posé de la manière la plus énergique ; et l'officier d'é-
» tat-major, qui avait remplacé le général de la division
» qui en était chargée (celle de Bon), refusa d'exécuter

traire au droit des gens. Les admirateurs de Buonaparte prétendent qu'elle fut nécessitée par le

---

» l'ordre, à moins qu'il ne fût par écrit ; mais Buona-
» parte était trop circonspect, et il envoya B. pour se
» faire obéir.

. . . .

» Ces malheureux prisonniers étaient ceux dont parle
» Assalini, dans son excellent ouvrage sur la peste (voyez
» ce nom dans la *Biographie des hommes vivans*). Il
» y assure que, durant trois jours, les turcs ne mon-
» trèrent aucun symptôme de cette maladie, et que ce
» furent leurs cadavres qui contribuèrent à produire la
» contagion qu'il dit avoir fait de si grands ravages dans
» l'armée française. Leurs ossemens sont encore amonce-
» lés et on les montre à tous les voyageurs à leur arri-
» vée. On ne peut les confondre avec ceux des assiégés qui
» périrent à l'assaut ; car le champ du carnage est à la
» distance d'un mille de Jaffah.

. . . .

» Buonaparte prétendit que c'était le manque de vivres
» qui l'avait porté à faire fusiller la garnison de Jaffah,
» et qu'en outre ses forces n'étaient pas suffisantes pour
» qu'il pût en détacher celles qu'il aurait fallu pour la
» garder. Il était évident, selon le raisonnement qu'on lui
» prête, que s'il l'avait mise en liberté, elle aurait encore
» servi contre les français, puisqu'il s'était trouvé parmi
» les individus qui la composaient, cinq cents hommes
» de la garnison d'el A'rich, qui avaient été renvoyés sur
» parole, et que le commandant de Jaffah avait retenus,
» à leur passage par cette ville. »

manque de vivres. Une telle excuse ne peut être admise : on avait trouvé une assez grande quantité de munitions de bouche dans Jaffah. D'ailleurs, on approchait d'un pays où il ne devait pas être difficile de faire subsister l'armée. Mais, en aucun cas, la disette ne peut donner de droits sur la vie des prisonniers. Si l'on est hors d'état de pourvoir à leur subsistance, il faut les remettre en liberté, quoiqu'il puisse en arriver. Une telle obligation est un résultat nécessaire de toute capitulation. Si le combat avait continué, peut-être la chance aurait-elle tourné, et les vainqueurs auraient-ils été vaincus. Rien ne peut donc atténuer l'horreur que doit inspirer un si grand crime ; et, par malheur, ce n'est pas le seul que Buonaparte ait commis dans ce même lieu.

De Jaffah, Buonaparte marcha contre Saint-Jean d'Acre avec les trois divisions de Kléber, de Bon et de Lannes. Celle de Reynier, qui avait ouvert la marche dans le désert, faisait l'arrière-garde. Le 15 mars, l'avant-garde, en approchant de Zettah, découvrit le corps de cavalerie d'Abdalah-Pacha*, qui avait pris position sur les hauteurs de Korsoum, s'ap-

---

* *Histoire de l'expédition de l'armée britannique en Égypte*, tom. I, pag. 124—131. Texte et notes.

puyant à la montagne de Naplouse, où quelques milliers de naplousains étaient postés. Tandis que les généraux Kléber, Bon et Murat se dirigeaient sur la cavalerie, et qu'ils manœuvraient pour engager le combat, la division de Lannes eut ordre de se porter sur la droite, et de séparer le pacha des naplousains. Ceux-ci prirent la fuite. L'infanterie légère, qui les poursuivit, s'étant trop enfoncée dans les défilés, ils se rallièrent et l'attaquèrent à leur tour, pendant sa retraite, jusqu'au débouché des montagnes. Deux jours après, Kléber occupa Caïffah, qui fut évacué à son approche, et où l'on trouva vingt mille rations de biscuit et autant de riz. Une garnison fut laissée dans le château.

L'avant-garde avait découvert, à son arrivée devant Caïffah, une division de l'escadre anglaise, qui, le 14 mars, avait mouillé dans le port de cette ville. Les chaloupes du Tygre s'étaient approchées de la côte, et avaient, mais inutilement, cherché, par leur feu, à contrarier la marche des français.

Le 17 mars, on s'avança contre St.-Jean d'Acre, où Djezzar, pacha, était renfermé. Un tems brumeux et de mauvais chemins ne permirent à l'armée d'arriver que très-tard à l'embouchure de la rivière, qui coule à quinze cents toises de la place, dans un terrain marécageux. On travailla toute la nuit à jeter un pont, sur lequel les troupes passè-

rent au point du jour. Buonaparte se porta sur une hauteur qui domine la ville, à mille toises de distance; l'ennemi tenait encore dans les jardins; mais bientôt il fut forcé de rentrer dans la place.

La ville de St.-Jean d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs, est située sur une langue de terre qui s'avance un peu dans la mer, position qui permet aux vaisseaux de jeter l'ancre sur ses flancs, et de concourir de la sorte à sa défense. Elle était fortifiée à la manière du douzième siècle, avec des courtines flanquées de tours carrées, l'une desquelles dominait l'angle que formait la place du côté de terre.

La tranchée fut ouverte, le 20 mars, à environ cent cinquante toises de la place, en profitant des jardins qui l'environnaient, et d'un aqueduc qui traversait le glacis. Le blocus fut établi de façon à repousser les sorties avec avantage, et à prévenir toute communication.

Le commandant de l'escadre anglaise, informé qu'il y avait dans Caïffah des approvisionnemens considérables, forma le projet de les enlever, et de se rendre maître en même tems de quelques bâtimens chargés de vivres et récemment arrivés de Jaffah. Le 22 mars, plusieurs chaloupes anglaises, armées de canons de trente-deux, attaquèrent la place. Le commandant français, Lambert, avait ordonné de les laisser approcher, sans paraître faire aucun mouvement de défense; mais il

avait masqué un obusier, et embusqué les soixante hommes qui composaient sa garnison. A l'instant où les anglais abordèrent, les français se jetèrent sur eux ; il s'emparèrent d'une de leurs chaloupes, leur enlevèrent une pièce de canon, et leur firent quelques prisonniers. Le feu de l'obusier fut dirigé contre les autres chaloupes avec tant de succès, qu'elles prirent la fuite ayant plus de cent hommes tués ou blessés. Le commodore anglais, ainsi repoussé, abandonna son projet, et alla mouiller devant Acre, où il devait prendre amplement sa revanche.

Ce commodore était sir William Sidney Smith, qui, peu de tems auparavant, avait été prisonnier dans la tour du Temple, à Paris, d'où MM. de Philipeaux, Charles Loiseau et Tromelin parvinrent à le tirer, au moyen d'un faux ordre du ministre de la guerre, et de faux uniformes, dont on avait revêtu des hommes affidés (1). Sidney Smith arriva à Londres, au mois de mai 1798, et fut admis à une audience particulière du roi, qui lui donna le commandement du Tygre, vaisseau de quatre-vingts canons, avec lequel il fit voile vers la Méditer-

(1) Cette évasion eut lieu quelques jours seulement avant que Buonaparte quittât Paris, pour aller s'embarquer à Toulon.

ranée. Il se rendit à Constantinople pour accélérer les armemens de la Porte ; puis il cingla vers l'Égypte, dont il devait surveiller la côte. Après avoir bombardé la ville d'Alexandrie, il fit voile pour la Syrie. Le pacha n'avait pas l'intention de défendre St.-Jean d'Acre ; il voulait seulement assurer sa retraite, en sauvant ses femmes et ses trésors ; mais la présence de l'escadre anglaise le fit changer de résolution.

Ce même M. de Philipeaux, qui avait été un des libérateurs de Sidney Smith, le suivit dans le Levant. C'était un émigré et un habile ingénieur, qui fit réparer la place d'Acre, et en dirigea la défense contre les attaques de Buonaparte.

Cependant les opérations du siége étaient poussées avec vigueur. Le neuvième jour après l'ouverture de la tranchée, les batteries de brèche, quoiqu'armées seulement de pièces de campagne, avaient percé la tour placée du côté de terre. En même tems on avait poussé un rameau de mine pour faire sauter la contrescarpe. La mine joue, et l'on assure qu'elle a produit son effet. Les troupes demandent vivement l'assaut, et l'ordre en est donné. A peine les grenadiers se sont-ils élancés, qu'ils se trouvent arrêtés par un fossé de quinze pieds. Cet obstacle ne ralentit pas leur ardeur. Ils placent des échelles, plusieurs d'entr'eux descendent ; ils gravissent contre la brèche ; mais

étant séparés par la contrescarpe, des troupes qui devaient les soutenir, ils sont forcés à faire retraite, après avoir perdu six hommes aux nombre desquels étaient trois officiers qui conduisaient l'attaque. Ils eurent, en outre une vingtaine de blessés.

La prise de Jaffah avait donné à l'armée française une confiance qui lui fit d'abord considérer la place d'Acre comme une sorte de bicoque. On traitait d'affaire de campagne un siége qui exigeait toutes les ressources de l'art, privé comme on l'était de l'artillerie nécessaire. On l'attendit jusqu'au 1er avril. Buonaparte apprit ce jour que la flottille qui portait la plus grande partie de ses pièces de siége et ses munitions, avait donné dans l'escadre anglaise qui s'en était emparée. Ainsi, ces mêmes pièces qui devaient lui servir à réduire la place, furent tournées contre lui.

Djezzar, à qui le grand-seigneur avait confié le commandement de toute la Syrie, et même le pachalik d'Egypte, avait adressé aux naplousains, et aux villes de Saïde, de Damas et d'Alep, l'ordre de s'armer pour combattre les infidèles; et on s'était empressé d'y obéir.

Buonaparte, instruit qu'un nombre considérable de troupes avaient passé le Jourdain, dans le dessein de harceler l'armée française devant Acre, ne voulut point les attendre. Après avoir envoyé

Kléber et Murat en avant, et laissé devant la place, Reynier et Lannes, il partit lui-même avec quelque cavalerie et huit pièces de canon. Arrivé à la vue du Mont-Thabor, il aperçut à près de trois lieues de distance, la division de Kléber, aux prises avec l'ennemi, dont les forces paraissaient être de vingt-cinq mille hommes, au milieu desquels se battaient deux mille Français. Il découvrit en outre, le camp des mamelouks, assis au pied des montagnes de Naplouse, à près de deux lieues en arrière du champ de bataille. Il fit aussitôt ses dispositions. A l'instant où ses colonnes s'ébranlèrent, un coup de canon fut tiré par son ordre. A ce signal, Kléber quitte la défensive, enlève le village de Fouli, que l'infanterie naplousaine occupait avec deux pièces de canon, passe au fil de l'épée tout ce qu'il rencontre, charge la cavalerie ennemie, qu'attaquent en même tems Rampon et Vial, et qui bientôt se retire en désordre au-delà du Mont-Thabor.

La cavalerie française, commandée par l'adjudant-général Leturq, s'était portée avec deux pièces d'artillerie légère contre le camp des mamelouks, qu'elle surprit. Elle leur tua un grand nombre d'hommes, fit deux cent cinquante prisonniers, et enleva cinq cents chameaux chargés de vivres.

Rentré dans son camp sous les murs d'Acre,

Buonaparte apprit que le contre-amiral Perrée était devant Jaffah avec trois frégates, et qu'il avait débarqué trois pièces de vingt-quatre et six de dix-huit, avec des munitions.

Cependant les sorties et les assauts se multipliaient sans autre résultat que de faire périr de part et d'autre beaucoup de monde. Dans une de ces attaques, deux cents hommes pénétrèrent dans la place; mais le feu qu'ils y essuyèrent des maisons, des barricades des rues et du palais du pacha, qui prenait en face et à revers ceux qui descendaient de la brèche et ceux qui étaient déjà dans la ville, occasiona un mouvement en arrière parmi les troupes, qui ne se virent point assez soutenues, et qui, en se retirant, abandonnèrent deux pièces de canon et deux mortiers, dont elles s'étaient emparées derrière les remparts.

Les dépêches que Buonaparte recevait d'Egypte lui annonçaient plusieurs soulèvemens qui semblaient se lier à un système général d'attaque contre les français. La tranquillité n'avait pas été troublée au Kaire, ni dans les villes principales; mais il n'en était pas de même dans les provinces de Benisouef, de Charkieh et de Bahireh. Cette dernière fut le théâtre du plus remarquable de ces soulèvemens.

Sur la fin du mois d'avril, un émissaire venu d'Afrique, débarqua à Derneh, se dit le Mehhdy,

annoncé par le Qôran, s'environna de disciples, et se réunit aux arabes (1). Il déclara que les armes des

---

(1) Voici ce qu'on trouve au sujet d'el Mehhdy, dans le *Tableau général de l'empire Ottoman*, par M. M . . . d'Ohsson. « Ce prince n'avait que cinq ans lorqu'il hérita de l'*Imameth* (souverain sacerdoce) de ses aïeux. » Il se perdit en l'année 260 de l'Hegyre (873), à l'âge » de douze ans, dans une grotte, à *Sermen-Rey*, ce qui » donna lieu à différentes opinions, les unes plus en- » thousiastes que les autres, sur sa nature et son appa- » rition prochaine. Les musulmans *Sunnys* (les turcs), » le croient destiné à venir vers la fin des tems, appeler » tous les peuples de la terre à la connaissance de l'isla- » misme, assisté dans cette mission de trois cent soixante » esprits célestes. Il sera même, disent-ils, le vicaire de » *Jésus-Christ*, dans les fonctions augustes de l'*Imameth*. » Mais les *Schiys* (les Persans), qui ne reconnaissent de » khaliphat parfait que celui d'Aly et de ses descendans, » croient que ce *Mehhdy* vit encore dans une grotte, ignoré » du reste des hommes. Son retour fait l'objet perpétuel » de leur attente. Chaque jour, ils espèrent le voir appa- » raître dans un état pompeux, pour faire revivre les droits » de sa maison, et établir un khaliphat universel sur toute » la surface de la terre.

» Cette croyance fut très-funeste à plusieurs états ma- » hométans, soit en Asie, soit en Afrique, ainsi qu'à » l'empire Ottoman lui-même, sous ses premiers prin- » ces. Une foule d'aventuriers et de fanatiques se servi- » rent de ce nom imposant de *Mehhdy*, pour former des » entreprises qui, secondées par la séduction et la cré-

français ne pourraient atteindre ceux qui se rangeraient sous ses drapeaux ; et il y attira de la sorte une multitude facile à séduire. Lorsqu'il se croit assez fort, il se porte sur Demenhour, à la tête d'un corps d'arabes qui, peu de jours auparavant, avaient conclu un traité de paix avec Marmont, alors commandant d'Alexandrie. Deux cents hommes de la légion nautique sont surpris et massacrés dans Démenhour. L'ange prétendu profite de ce premier succès pour accroître le nombre de ses prosélytes. Il parvient à soulever toute la province de Bahireh, dont les habitans le suivent avec transport. Le chef de brigade Léfebvre, parti de Rahmanieh avec deux cents hommes, est bientôt entouré par des nuées de ces fanatiques. S'étant battu long-tems contr'eux, il rentre dans le fort, après avoir tué tous ceux qui avaient eu la témérité ou plutôt l'extravagance de braver le feu de sa troupe.

Cet échec affaiblit considérablement le crédit du faux el Mehhdy ; mais la crainte d'une vengeance terrible rendit aux habitans l'intrépidité, que leur

» dulité, entraînèrent la dévastation et la ruine de plusieurs provinces. On croit qu'il existe encore aujourd'hui (l'ouvrage a été publié en 1788), un imposteur de ce nom sur les frontières de la Perse. » *Tom. I*, *pag.* 266—8.

» hors d'état de rien faire contre nous cette cam-
» pagne, il nous faudra peut-être repousser les
» efforts d'une partie de l'Occident.

» Vous y trouverez une nouvelle occasion de
» gloire; et si, au milieu de tant de combats, cha-
» que jour est marqué par la mort d'un brave, il
» faut que de nouveaux braves se forment, et pren-
» nent rang à leur tour parmi ce petit nombre
» qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la
» victoire. »

L'ennemi, qui était bombardé et canonné plus vivement qu'il ne l'avait encore été, fit, le 20 mai, à la pointe du jour, une sortie générale. Reçu avec intrépidité, il fut forcé de se retirer promptement. Cet échec ne le découragea point. A trois heures après midi, il fit une nouvelle irruption. Son but était de pénétrer dans les batteries, dont le feu produisait un effet terrible. Il voulait les détruire et prévenir ainsi la ruine de la ville. Malgré la vivacité de ses attaques, il fut repoussé sur tous les points et forcé de rentrer dans la place, avec une grande perte.

Le jour même de cette sortie, qui fut la onzième et dernière, la générale battit, à neuf heures du soir, et le siége fut levé, après environ deux mois de tranchée ouverte. Ainsi finit cette entreprise, commencée sous de si funestes auspices et dont l'issue avait été prévue par un homme qu'on dit

avoir eu beaucoup d'expérience dans cette partie de l'art militaire, le général Kléber. Mais Buonaparte, qui d'ailleurs ne prenait jamais conseil de personne, ne croyait pas que la fortune pût lui être infidèle ; et l'épreuve qu'il fit pour la première fois sous les murs d'Acre, de l'inconstance de la déesse, ne l'empêcha pas de compter toujours sur ses faveurs (1).

Avant d'effectuer la retraite, on jeta dans la mer le peu de grosse artillerie qu'on avait, et qu'il était impossible d'emmener, les moyens de transport étant très-faibles. Le nombre des malades était considérable, et la plupart étaient attaqués de la peste.

---

(1) Le malheur voulut qu'on fut dans le cas d'attaquer la partie la plus forte de la place. Il fallait donc avoir, pour la prendre, cette patience que nécessite un siége, et dont était dépourvu Buonaparte. Kléber témoigna son mécontement sur le peu de soin apporté dans la construction des ouvrages, sur le peu d'ensemble du génie et de l'artillerie, qui ne s'accordaient point entr'eux, et sur cette impatience, qui épuisait inutilement l'ardeur des troupes en des tentatives trop répétées, sur des points contre lesquels elles avaient déja échoué.

Ce même Kléber, en parlant de Buonaparte, l'appelait un général à dix mille hommes par semaine.

Mémoires pour servir aux expéditions d'Égypte et de Syrie, par J. Miot, pag. 209.

Les divisions de Kléber et de Murat formèrent l'arrière-garde, et celle de Lannes l'avant-garde. Ce général, qui était blessé, était porté dans une litière, et il précédait sa troupe qui marchait en silence. Le 21, on gagna Tentourah; le 22, on coucha sur les ruines de Quaisarieh (Césarée). Le lendemain, en cheminant vers Jaffah, on fut obligé de repousser des naplousains, qui, durant toute l'expédition s'étaient montrés des ennemis acharnés. On campa, le 24, à cinq lieues de Jaffah, lieu fatal à la gloire de Buonaparte. Avant d'y parvenir, et sous le prétexte véritable ou faux que, durant le siége d'Acre, les habitans de cette partie de la Palestine, après en avoir massacré les escortes, avaient pillé les convois destinés à l'armée française, le général en chef fit incendier les villages et les moissons. « Le vent portait la flamme jusque » dans les montagnes, dit un témoin oculaire (1), » et la terre couverte de cendres, n'offrait plus » que l'image de la désolation. Tandis que les » bestiaux fuyaient en mugissant, les habitans » effrayés, et la rage dans le cœur, contemplaient » sans pouvoir les arrêter, les désastres qui signalaient notre passage. » Ce même témoin paraît

(1) *Mémoires pour servir aux expéditions d'Égypte et de Syrie*, par J. Miot, pag. 209.

croire que, par une mesure si barbare, Buonaparte voulut tout autant mettre l'ennemi dans l'impossibilité de suivre les français et de tenter une invasion en Egypte, que punir des assassinats.

L'armée arriva le 25 à Jaffah, et elle y séjourna les 26 et 27. Ces deux jours furent employés à renouveller autour de cette ville les scènes de dévastation que nous venons de décrire. On fit sauter les fortifications de la place, dont toute l'artillerie en fer fut jetée à la mer.

Le nombre des hommes attaqués de la peste, était, avons nous dit, très-considérable dans l'armée française, mais tous ne l'étaient pas au même degré; et, au moyen d'un traitement convenable, plusieurs auraient pu être sauvés. Buonaparte, à qui le sacrifice de ceux qui se sont trouvés sous son commandement, n'a jamais rien coûté, résolut de se débarrasser d'un tel fardeau. Le jour du départ, il fit venir le médecin en chef, M. Desgenettes; et lui proposa froidement d'empoisonner les malades. « Mon ministère est de soulager l'humanité » souffrante, lui répondit le digne médecin. — Je » vous croyais un esprit plus élevé, répliqua Buo» naparte, d'un ton railleur. Eh bien, je m'adresse» rai à d'autres. » Il le fit en effet. Un pharmacien de l'armée, nommé Royer, fut appelé, et se chargea de préparer et de faire présenter aux malades,

un breuvage qui fit périr trois cents hommes (1). Il paraît certain que deux cents avaient été déjà dépêchés de la sorte, tant au Mont-Carmel que sur la route d'Acre à Jaffah, ce qui fait monter à cinq cents le nombre des victimes.

Toute l'armée fut instruite du crime de Royer, qui en reçut de violens reproches en différentes occasions. On rapporte que, lorsqu'après la capitulation d'el A'rich, dont nous parlerons ailleurs, il voulut retourner en France, l'indignation fut si vive parmi les troupes, qu'il fut obligé de rester au Kaire. Les turcs, poursuit-on, l'arrêtèrent quelques mois après, et le firent périr du dernier supplice, comme convaincu d'espionnage. Quant au premier auteur de l'empoisonnement, il est monté sur le trône.

Les turcs, à leur entrée dans Jaffah, trouvèrent les français expirans. Quelques-uns montrèrent le

(1) D'après le rapport qui a été fait à l'auteur de cet ouvrage, par un canonnier de l'expédition, les infirmiers entrèrent dans les salles, portant du bouillon et du vin empoisonnés. Ils dirent aux malades qu'ils n'avaient qu'à choisir, et que comme on était sur le point de partir, il fallait qu'ils prissent des forces. L'un des derniers soupçonnant la vérité (ce qui semblait indiquer que l'empoisonnement de Jaffah n'était pas le premier), se leva et courut vers ses camarades, qui le placèrent sur un affût de canon et l'emmenèrent.

breuvage jaune qui causait leur mort ; ils ne connaissaient pas encore l'affreuse vérité, et ils n'accusaient que l'imprudence ou l'erreur de leurs bourreaux. Les soldats de Djezzar furent émus ; les arnautes et les maugrebins eux-mêmes, ne crurent pas devoir se venger sur des hommes si cruellement traités par leur chef. Il leur donnèrent du contre-poison : une douzaine d'entr'eux échappèrent à la mort. Ils furent renvoyés à l'armée française ; et plusieurs, dit-on, vivent encore (1).

---

(1) Voici ce que Sir Rob.-Th. Wilson rapporte au sujet de cet atroce assassinat.

« Buonaparte, voyant que ses hôpitaux de Jaffah étaient » encombrés de malades, fit appeler un médecin, dont le » nom devrait être écrit en lettres d'or, mais que des circonstances impérieuses empêchent de nommer (c'est M. » Desgenettes, qui a eu une autre sorte de courage en s'inoculant la peste, pour démontrer qu'au moyen de remèdes » convenables, il était possible d'en guérir.) A son arrivée, » le général entra dans de longs détails sur les dangers de » la contagion. Il finit par dire qu'il fallait faire quelque » chose pour arrêter le mal, et que le seul moyen convenable dans le moment, était d'empoisonner les hommes, qui étaient à l'hôpital. Le médecin alarmé d'une » telle proposition, mais fort de sa vertu, en soutenant » la cause de l'humanité, fit de vives représentations. » Voyant qu'elles étaient vaines, il quitta la tente avec » indignation, après avoir dit : ni mes principes ni ma » profession ne me permettent pas d'être un assassin ; et

Le 28, l'armée se remit en marche. La division du général Reynier, qui formait la colonne de

» si les qualités que vous indiquez, général, sont nécessaires pour être un grand homme, je remercie le ciel de me les avoir refusées.

» Buonaparte, qui ne savait pas céder à des considérations morales, persista dans son dessein et trouva un pharmacien qui, craignant son pouvoir, a, de son propre aveu, consenti à devenir l'instrument de cette atrocité, en administrant du poison aux malades. En effet, le soir, il mêla de l'opium dans leurs alimens; et dans quelques heures, cinq cent quatre-vingts soldats * qui avaient tant souffert pour leur pays, furent misérablement sacrifiés par ordre d'un homme qu'ils idolâtraient.

» Peut-il exister un seul français dont le sang ne se glace d'horreur au simple récit d'un tel attentat? Assurément les mânes de ces innocentes victimes doivent maintenant assiéger le gouvernement qui ** . . . . . .

» S'il restait encore quelque doute sur la vérité de cet exposé, qu'on demande aux membres de l'institut du Kaire, ce qui se passa, à la première séance, lorsque Buonaparte fut de retour de son expédition de Syrie. Ils diront que le vertueux médecin, qui avait refusé de devenir le meurtrier des hommes confiés à ses soins, accusa, en pleine assemblée, Buonaparte, de haute trahison contre l'honneur de la France, contre ses en-

* On voit que c'est presque le double de ce que nous avons dit, d'après un écrivain français.

** L'ouvrage de Sir Robert a été publié au commencement du siècle où nous sommes.

gauche, s'avança par Ramleh. Le quartier-général, avec deux divisions, suivit la route du milieu.

» fans et contre l'humanité entière, qu'il entra dans tous » les détails du massacre de la garnison de Jaffah, et de » l'empoisonnement des malades, ajoutant à ces crimes que » Buonaparte avait fait étrangler précédemment, à Rosette, » un certain nombre de français et de cophtes attaqués » de la peste. En vain Buonaparte essaya de se disculper. Les membres de l'institut furent saisis d'horreur, et crurent à peine ce qui se passait sous leurs » yeux. Certainement, les procès-verbaux des séances ne » feront aucune mention de la chose; mais que personne » n'ose nier le tout. Il existe encore des registres, qui » seront produits en tems et lieu. En attendant cet exposé » doit suffire pour engager à faire des recherches; et vous » français, votre honneur est réellement intéressé à vous » en instruire. »

Histoire de l'expédition de l'armée britannique en Égypte, tom. I, pag. 128—131. (En anglais et en français.)

La vérité nous fait un devoir de dire que M. Miot, qui nous a fourni les particularités relatives au massacre de Jaffah, et qui rentra au Kaire, avec l'armée française, après l'expédition de Syrie, déclare que les détails de la séance, dont parle Sir Robert, ne sont point parvenus jusqu'à lui. Mais il dit aussi : « S'il faut en croire cette » voix publique, trop souvent organe de la vérité tar» dive, qu'en vain les grands espèrent enchaîner, c'est un » fait trop avéré que quelques blessés du Mont-Carmel, et » une grande partie des malades de Jaffah ont péri par » les médicamens qui leur ont été administrés. »

On reprochait aussi, au pays qu'on allait parcourir jusqu'à la ville de Ghazah, d'avoir commis toutes sortes d'excès : en conséquence, l'ordre fut donné, aux colonnes de gauche et du centre, de brûler tous les villages et toutes les moissons. La cavalerie prit la droite, et s'avança le long de la mer, dans les dunes, pour y enlever les troupeaux qu'on y avait retirés. Selon le général Berthier lui-même, la plaine était tout en feu. On campa, le 29, à Elmechetal, et on arriva, le 30, à Ghazah, dont on fit sauter le fort. Le jour suivant, on gagna Kan-Jounès, et, le 1er. juin, l'armée entra dans le désert, suivie de quantité de bestiaux destinés à l'approvisionnement d'el A'rich. Le désert, entre

---

Sir Rob.-Th. Wilson n'est pas le seul anglais qui ait porté, contre Buonaparte, l'accusation qui fait le sujet de cette note. Le docteur Wittman, qui était attaché, en qualité de chirurgien, à l'expédition britannique en Egypte, dit, après avoir parlé du massacre des prisonniers : « J'ai » regret d'ajouter que l'imputation de cruauté faite au géné- » ral français, ne s'arrête pas là. Sur le bruit répandu que » ce même général avait ordonné l'empoisonnement de » tous ses malades, à Jaffah, j'ai fait, sur cet acte de » barbarie, les recherches que tout autre aurait faites à » ma place ; et c'est avec affliction je que déclare que, non- » seulement, le fait m'a été positivement assuré, mais » qu'étant en Egypte, on m'a montré l'individu qui avait » été l'exécuteur de cet ordre infernal. » *Wittman's Travels*, pag. 128.

cette place et Kan-Jounès, a onze lieues de long, et il est habité par quelques arabes, dont on prétendit aussi qu'on avait à se plaindre. Leur camp fut brûlé; on enleva leurs bestiaux et leurs chameaux, et l'on incendia le peu de moissons qui se trouvaient dans quelques parties de leur territoire.

L'armée passa deux jours à el A'rich, place qui devenait de la plus grande importance. Buonaparte ordonna qu'on y construisît de nouvelles fortifications; il la fit approvisionner de munitions de guerre et de bouche, et y laissa garnison.

Le 4 juin, l'armée arriva à Cathieh, après avoir horriblement souffert de la soif. Le général en chef alla reconnaître Tineh, et donna l'ordre d'y élever un fort. Il y mit une garnison considérable, et réunit au commandement de cette place, celui d'el A'rich, qui fut confié à un général de brigade.

Le 6, l'armée continua sa marche; elle arriva, le 14, au Kaire, dont tous les habitans et la garnison vinrent à sa rencontre. Buonaparte la passa en revue sur une seule ligne, sans doute pour lui donner l'apparence d'être plus nombreuse qu'elle ne l'était, et rendre plus ridicule le bruit qu'on avait fait courir de son anéantissement. S'il fallait en croire la relation officielle ou officieuse du général Berthier, elle n'aurait eu que sept cents hommes morts de la peste, que cinq cents tués dans les combats, et que dix-huit cents blessés.

Buonaparte, arrivé au Kaire, fit faire, par le divan qu'il y avait institué, et qui semble avoir servi de modèle à une assemblée plus célèbre, une proclamation trop singulière pour que nous la passions entièrement sous silence. Elle contient d'ailleurs un récit assez naïf de l'expédition de Syrie. Après avoir rapporté un passage du Qoran, le divan disait :

« Il est arrivé au Kaire, la bien gardée, le chef » de l'armée française, le général Buonaparte, qui » aime la religion de Mahomet. Il s'est arrêté » avec ses soldats au Qoubbet (1), bien portant » et sain, remerciant Dieu des faveurs dont il le » comble. Il est entré au Kaire, par la porte de » la Victoire, le vendredi 10 du mois de moh- » harram de l'an 1214 de l'hégire, avec une suite » et une pompe des plus grandes : ça été une fête » de voir les soldats bien portans..... Ce jour a été » un très-grand jour ; l'on n'en a jamais vu de » pareil. Tous les habitans du Kaire sont sortis à sa » rencontre; ils ont vu et reconnu que c'était bien » le même général en chef Buonaparte, en propre » personne; ils se sont convaincus que tout ce » qui avait été dit sur son compte était faux.....

» Nous vous informons que Djezzar (le bou-

(1) Caravan-seraï, voisin du Kaire.

» cher) pacha, qui a été ainsi nommé à cause de
» ses grandes cruautés, ne faisant aucun choix de
» ses victimes, avait rassemblé un grand nombre
» de mauvais sujets... voulant venir s'emparer du
» Kaire et des provinces de l'Égypte, et les en-
» courageant par la promesse du pillage et du
» viol..... Le général en chef Bonaparte partit,
» battit les soldats de Djezzar..... Il prit le fort
» d'el-A'rich et tous les approvisionnemens qui
» s'y trouvaient..... Il se porta ensuite à Ghazah,
» battit ce qu'il y trouva des troupes de Djezzar,
» qui fuirent devant lui comme les oiseaux et les
» souris fuient devant le chat..... Étant ensuite
» arrivé à Ramleh, il s'empara encore des ap-
» provisionnemens de Djezzar, et de deux mille
» outres fort belles, qui étaient là pour sa route sur
» l'Égypte; mais Dieu ne l'a pas voulu. Il fut ensuite
» sur Jaffah, et en fit le siége pendant trois jours.....
» Les habitans égarés n'ayant pas voulu se sou-
» mettre à le reconnaître, ayant refusé sa protec-
» tion, il les livra, dans sa colère et par la force
» qui le dirige, au pillage et à la mort; il en est
» péri aux environs de cinq mille. Il a détruit
» leurs remparts et fait piller tout ce qui s'y trou-
» vait; c'est l'ouvrage de Dieu, qui dit aux choses
» d'être, et elles sont. Il a épargné les égyptiens
» qui s'y sont trouvés, les a honorés, nourris et vê-
» tus..... Il se trouvait à Jaffah environ cinq mille

» hommes des troupes de Djezzar; il les a tous dé-
» truits (1); bien peu se sont sauvés par la fuite. De
» Jaffah il se porta à la montagne de Naplouse,
» dans un endroit appelé Qouaqùn, et brûla cinq
» villages de la montagne. Ce qui était dans les des-
» tins a eu lieu : le maître de l'univers agit toujours
» avec la même justice. Après, il a détruit les murs
» d'Acre, le château de Djezzar... Il n'a pas laissé
» à Acre pierre sur pierre, et en a fait un tas de
» décombres, au point que l'on demande s'il a
» existé une ville dans ce lieu..... Voilà la fin des
» édifices des tyrans. Il est retourné ensuite en
» Égypte pour deux motifs : le premier pour tenir
» la promesse qu'il avait faite aux Égyptiens de
» retourner à eux dans quatre mois, et ses pro-
» messes sont des engagemens sacrés; le second,
» c'est qu'il a appris que divers mauvais sujets
» mamelouks et arabes semaient le trouble et la
» sédition pendant son absence..... Son arrivée les
» a tous dissipés..... Toute son ambition est tou-
» jours la destruction des méchans, et son envie
» de faire le bien aux bons..... Retournez donc,
» créatures de Dieu, vers Dieu; soumettez-vous
» à ses ordres, la terre lui appartient; suivez ses

(1) Il paraît que ce nombre a été exagéré, peut-être dans le dessein de jetter une plus grande épouvante.

» volontés, et sachez qu'il dispose de la puissance
» et la donne à qui il veut ; c'est ce qu'il nous a
» ordonné de croire..... Lorsque le général en chef
» est arrivé au Kaire, il a fait connaître au divan
» qu'il aime les musulmans, qu'il chérit le pro-
» phète..... qu'il s'instruit dans le Koran, qu'il le
» lit tous les jours avec attention..... Nous savons
» qu'il est dans l'intention de bâtir une mosquée,
» qui n'aura point d'égale dans le monde, et d'em-
» brasser la religion musulmane. »

Nous avons dit que Desaix s'était avancé dans la haute Égypte jusqu'à Girgeh. L'intrépide Mourad bey, toujours battu, mais jamais dompté, ne négligeait aucun moyen de repousser les français. Il demanda aux arabes d'Yambo et de Djeddah des secours qu'il obtint. Il tira de la Nubie des renforts composés d'hommes armés d'arcs et de flèches; et il fit soulever tous les villages, situés sur les derrières de Desaix, qui suppléait au petit nombre de ses troupes, par beaucoup de prudence et d'activité. Le général français rencontra, le 22 janvier 1799, à Samânhout, Mourad à qui s'étaient réunis deux autres beys, Hassan et Osman. L'habileté des manœuvres de Desaix les contraignit bientôt à faire retraite. Les beys, poursuivis sans relâche, exténués de fatigue, ayant perdu presque tous leurs équipages, prirent la résolution désespérée de se jeter dans l'affreux pays de Bri-

beh, au-dessus des cataractes, et à quatre grandes journées de Sienneh, où les français entrèrent le 1er. février. Ne pouvant le suivre dans tous les combats qu'il livra, nous nous bornerons à dire que Desaix termina sa glorieuse campagne par la prise du port de Cosséir, qui eut lieu le 29 mai (1).

---

(1) Voici les autres combats qui ont été livrés dans la haute Egypte, entre l'arrivée de Desaix à Sienneh, et la prise de Cosséir :

12 Février.	Combat de Thèbes, entre le général Davoust et Osman-Bey.
17. »	Combat d'Aboumana, entre le général Friant et les arabes.
25. »	Combat d'Esneh, entre l'aide-de-camp Clément et Mourad-Bey.
4 ou 5 Mars.	Combat de Souhamah, entre Desaix et Mourad-Bey.
6. »	Le chéryf Hassan s'empare de la flottille française sur le Nil, près de Beirout.
8. »	Combat de Cophtos, entre le général Belliard et Hassan-Bey, et prise de Beirout, où l'on retrouve la plupart des troupes de la flottille.
2 Avril.	Combat de Bicambra, entre Desaix et les Beys Hassan et Osman.
5 et 6.	Combats de Bardis et de Girgeh, entre le chef de brigade Morand et les arabes.
10. »	Combat de Schemis, entre Lasalle et le successeur du chéryf Hassan.

Le premier soin de Buonaparte, au retour de son expédition de Syrie, avait été de réorganiser son armée et d'en remplir tous les cadres, afin de la mettre en état de soutenir les nouveaux combats auxquels il avait lieu de s'attendre. En effet, bientôt il fut instruit par Desaix que les mamelouks de la haute Égypte s'étant séparés, une partie s'étaient portés dans l'oasis de Sababiar pour se réunir à Ibrahim-bey, qui était revenu à Ghazah; et que les autres, sous la conduite de Mourad-bey, descendaient par le Feyoum, vers les lacs Natron, pour se joindre à un rassemblement d'arabes. Le premier de ces deux corps fut surpris à Sababiar par le général Lagrange, qui était parti du Kaire, avec une colonne mobile, le 22 juillet. Les mamelouks n'eurent que le tems de se jeter dans le désert, en abandonnant tous leurs bagages et sept cents chameaux. Osman-bey et plusieurs kyachefs furent tués. Quant à Mourad-bey, ayant été prévenu, vers les lacs, par Murat, qui, après avoir dissipé le rassemblement d'arabes, allait à sa rencontre, il rétrograda, et se trouva, le 14, près des pyramides de Dgizeh, du côté du désert. Buona-

---

16 Mai. Combat de Sienneh, entre le capitaine Renaud et les beys Hassan et Osman.

18. » Combat de Beneadi, entre Davoust et Mourad-Bey.

parte, informé de ce mouvement, partit du Kaire, le 15, avec sa troupe d'élite, des gardes à pied et à cheval, quelques compagnies de grenadiers et deux pièces de canon. Il arriva le même jour aux Pyramides : Mourad-bey en était parti le matin, pour regagner le Feyoum.

Buonaparte, dans cette position, reçut la nouvelle qu'une flotte turque de cent voiles avait mouillé, le 11 juillet, dans la rade d'Aboukir et menaçait Alexandrie. Murat, qui l'avait rejoint, eut ordre de se mettre en marche pour Rahmanieh avec sa cavalerie, quelques compagnies de grenadiers et un bataillon d'infanterie. Une partie de la division de Lannes devait passer le Nil dans la nuit, et se porter sur le même point, ainsi que celle de Rampon. Le parc d'artillerie fut mis en mouvement; et tous les ordres, toutes les instructions furent expédiés sur-le-champ dans les provinces.

Le général en chef partit, le 16 juillet, de Dgizeh, alla ce jour à Ouardan, le 17 à Terraneh, le 18 à Chabour, et arriva, le 19 à Rahmanieh où l'armée se réunit les 20 et 21 (1). Buonaparte y ap-

(1) Ce jour même, 21 juillet, Buonaparte, écrivant au divan du Kaire, disait :

« Quatre-vingts bâtimens, petits et gros, se sont pré- » sentés pour attaquer Alexandrie; mais ayant été accueil-

prit que la flotte turque avait mis à terre avec de l'artillerie, trois mille hommes qui, le 15, avaient

. . . .

. . . .

» lis par des bombes et des boulets; ils ont été mouiller
» à Aboukir, où ils commencent à débarquer. Je les laisse
» faire, parce que mon intention est, lorsqu'ils seront tous
» débarqués, de les attaquer, de tuer tout ce qui ne vou-
» dra pas se rendre, et de laisser la vie aux autres pour les
» mener prisonniers, ce qui sera un beau spectacle pour
» la ville du Kaire. Ce qui avait conduit cette flotte ici
» était l'espoir de se réunir aux mamelouks et aux arabes
» pour piller et dévaster l'Egypte. Il y a sur cette flotte
» des russes (cela était faux), qui ont en horreur ceux
» qui croient à l'unité de Dieu, parce que selon leurs men-
» songes, ils croient qu'il y en a trois; mais ils ne tar-
» deront pas à voir que ce n'est pas le nombre des dieux
» qui fait la force, et qu'il n'y en a qu'un seul, père de
» la victoire, clément et miséricordieux, combattant tou-
» jours pour les bons, confondant les projets des méchans
» et qui, dans sa sagesse, a décidé que je viendrais en
» Egypte pour en changer la face, et substituer à un régime
» dévastateur, un régime d'ordre et de paix. Il donne par
» là, une marque de sa haute puissance : car, ce que n'ont
» jamais pu faire ceux qui croient à trois, nous l'avons
» fait, nous qui croyons qu'un seul gouverne la nature
» et l'univers.

» Et quant aux musulmans qui pourraient se trouver
» avec eux, ils seront réprouvés, puisqu'ils se sont alliés,
» contre l'ordre du prophète, à des puissances infidèles et
» à des idolâtres. Ils ont donc perdu la protection qui leur
» aurait été accordée; ils périront misérablement. Le mu-

emporté de vive force, la redoute d'Aboukir; que le fort, dont le commandant avait été tué, s'était rendu le même jour, et que les ennemis au nombre de quinze mille hommes, commandés par Mustapha-pacha, se retranchaient dans la presqu'île, et attendaient Mourad-bey avec ses mamelouks, pour se porter en avant. Le général en chef alla prendre position au village de Birket, à la hauteur d'un des angles du lac Mahadieh; et, voyant que les turcs ne songeaient qu'à se fortifier, il résolut de les attaquer.

» sulman, qui est embarqué sur un bâtiment où est arborée » la croix, celui qui tous les jours entend blasphémer contre le seul Dieu, est pire qu'un infidèle même. Je désire que vous fassiez connaître ces choses aux différens » divans de l'Egypte, afin que les mal-intentionnés ne » troublent pas la tranquillité des différens villages; car ils » périraient comme Damenhour, et tant d'autres qui » ont, par leur mauvaise conduite, mérité ma ven- » geance.

» Que le salut de paix soit sur les membres du di- » van! »

Conçoit-on que ce soit lorsque Buonaparte était tout-puissant en France, et peut-être un an avant le rétablissement du culte, qu'un recueil de pièces de ce genre ait été publié nécessairement d'après son autorisation? Quant à sa profession de foi d'islamisme, elle a fait peu de dupes; et les musulmans de l'Egypte se sont révoltés contre lui, toutes les fois qu'ils ont espéré le faire avec impunité.

L'armée, après avoir quitté la position de Birket, se rassembla aux puits situés entre Aboukir et Alexandrie. Cette dernière ville avait été mise en état de défense par Marmont. Buonaparte y porta son quartier-général, le 23, et, d'après les renseignemens qu'il acquit sur la position des turcs, il arrêta son plan d'attaque.

Moustapha-pacha occupait la presqu'île par deux lignes de troupes et des retranchemens encore imparfaits. La droite de sa première ligne, qu'il avait portée à une demi-lieue en avant du fort d'Aboukir, était appuyée du côté de la haute-mer, contre un mamelon de sable retranché, qu'occupaient environ mille hommes. Un village, qui se trouvait à trois cents toises de ce point, était défendu par un corps de douze cents hommes et quatre pièces de canon. La gauche de cette première ligne était détachée à six cents toises en avant du centre; et quelques chaloupes canonnières, rapprochées du rivage intérieur de la baie, flanquaient par la gauche l'espace qui se trouvait entre la première et la seconde ligne. La redoute qui avait été enlevée aux français formait le centre de celle-ci, et était liée à la mer par un retranchement derrière lequel se trouvait la droite. Quant à la gauche, elle occupait des mamelons de sable et la plage intérieure qui était flanquée par les chaloupes canonnières. Sept mille hommes et

douze pièces de canon défendaient cette seconde ligne, qui n'était qu'à cent toises en avant du village et du fort.

L'escadre était mouillée à une lieue et demie au large dans la rade d'Aboukir.

Le 25 juillet, à la pointe du jour, l'armée française, qui ne se trouvait plus qu'à deux heures de marche des premiers postes des turcs, se mit en mouvement sur deux colonnes, précédées par une forte avant-garde aux ordres de Murat. La division de Lannes formait l'aile droite, et celle de Lanusse, l'aile gauche. La division de Kléber, qui n'était pas encore arrivée, devait former la réserve. Un escadron couvrait le parc d'artillerie. Davoust, avec deux escadrons et cent dromadaires, observait les arabes sur les derrières et assurait la communication avec Alexandrie.

Dès qu'on fut en présence, Buonaparte forma ses colonnes d'attaque. Destaing, qui était à l'avant-garde, enleva à la baïonnette la hauteur retranchée, qui formait le point d'appui de la droite des turcs. En même tems la division de Lannes se porta sur la gauche de cette première ligne. Murat fit couper par des escadrons détachés la retraite des deux ailes attaquées, et marcha droit au centre avec le reste de sa cavalerie. Presque toute la première ligne qui était d'environ deux mille hommes, dépostée et enveloppée par cette manœuvre, périt

par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, ou se noya. Une partie seulement de la droite se replia sur le village, qui fut emporté. Les turcs furent poursuivis jusqu'à leur seconde position, qui était moins étendue et par conséquent beaucoup plus forte que la première.

Buonaparte, voyant que la principale force des ennemis était au centre, changea ses dispositions, et fit passer sa cavalerie à sa droite pour attaquer et enfoncer la gauche des turcs le long de la plage. Il dirigea l'infanterie contre les retranchemens de leur droite, entre la redoute et la mer, et il disposa une réserve pour assaillir cette même redoute, lorsque les attaques par les ailes auraient réussi.

Après une vive canonnade, une demi-brigade, commandée par Fugières, marche en colonne le long du rivage. Les turcs la voyant s'approcher de leurs retranchemens, l'attaquent eux-mêmes ; ils s'efforcent de saisir les baïonnettes qui leur donnaient la mort ; ils mettent le fusil en bandouillère et se battent au sabre et au pistolet ; ils n'en sont pas moins repoussés. Les français les suivent, et se jettent sur les retranchemens ; mais ils sont arrêtés par le feu de la redoute. Fugières a un bras emporté, et la colonne est forcée de se retirer sur le village.

La cavalerie, arrivée à la hauteur de la re-

doute, avait chargé plusieurs fois et fait plier tout ce qui s'était trouvé devant elle; mais elle ne put se porter plus en avant, ni se soutenir entre le feu meurtrier de la redoute et celui des chaloupes canonnières; elle se replia. Cependant une vingtaine de braves gens demeurent sur le terrain. Les turcs, malgré le feu très-vif du village, s'élancent hors de leurs retranchemens pour couper la tête aux morts et aux blessés et obtenir l'aigrette d'argent que leur gouvernement donne à tout militaire qui apporte un tel trophée. Buonaparte fait avancer deux bataillons, à la tête desquels se met Lannes, qui saisit le moment où les turcs sortent de leurs retranchemens, et fait attaquer la redoute, qui est bientôt emportée de vive force. Murat profite de ce moment pour charger de nouveau et pousse jusques sur les fossés du fort d'Aboukir. Tout fuit et se précipite dans la mer. La plupart des fuyards, qui étaient au nombre d'environ huit mille, ne peuvent gagner les vaisseaux et périssent dans les flots. Mustapha pacha est pris avec deux cents turcs; deux mille restent sur le champ de bataille; toutes les tentes, tous les bagages, vingt pièces de canon, dont deux avaient été données au grand seigneur par la cour de Londres, tombent au pouvoir des français, à qui, toutefois, cette victoire

coûta beaucoup de sang. Ils eurent, selon le rapport officiel qui, en pareil cas, n'exagère jamais ; sept cents hommes tués et sept cent cinquante blessés. Parmi les morts se trouvèrent le chef de brigade Duvivier, et l'adjudant-général Leturq, le chef de brigade du génie Crétin, et un aide-de-camp de Buonaparte, le jeune Guibert, neveu du célèbre tacticien de ce nom.

Le fort d'Aboukir, sommé le lendemain, fut défendu avec fureur. Après huit jours d'un bombardement très-vif, et le château n'étant plus qu'un monceau de ruines, le fils du pacha, son kyaïa et deux mille hommes mirent bas les armes, et furent faits prisonniers. On trouva dans le fort, trois cents blessés et dix-huit cents cadavres. On calcule que le résultat de cette tentative fut pour la Porte, une perte d'environ dix mille hommes.

Murat, qui avait tant contribué au succès de la journée, fut promu au grade de général de division. Son nom, celui de Boize et les numéros des régimens de cavalerie, qui avaient été présens à l'affaire, durent être, par ordre de Buonaparte, gravés sur les canons de bronze qui avaient été donnés au grand seigneur.

Buonaparte arriva, le 9 août, au Kaire, où fut amené le pacha, prisonnier, dont les trois queues furent envoyées au directoire. Mustapha

fut traité avec beaucoup d'égards par le général en chef, qui fit célébrer, en sa présence, la fête de Mahomet. Ce pacha était un homme très-brave et de beaucoup d'esprit. Buonaparte s'étant avisé de lui dire : « Je ferai connaître au grand » seigneur la conduite distinguée que tu as tenue » dans la bataille que tu as eu le malheur de » perdre. » — « Tu peux t'en dispenser, répon» dit Mustapha, le grand seigneur me connaît » mieux que toi. »

Buonaparte, qui continuait toujours à jouer son rôle d'ami du sultan, crut devoir renvoyer, au vice-amiral de l'escadre ottomane, environ cinq cents turcs blessés à la bataille d'Aboukir, et demeurés en la puissance des français. Il en résulta des communications à la suite desquelles un enseigne de vaisseau rapporta les journaux d'Angléterre et de Francfort, qui allaient jusqu'au 10 juin, et annonçaient les revers que les français avaient essuyés en Italie, et l'évacuation d'une partie de la Suisse. Ces nouvelles confirmèrent Buonaparte dans la résolution qu'il avait déjà prise de repasser en Europe (1). S'étant rendu à Alexandrie, après la

(1) Nous puisons dans les mémoires de M. Miot, sur l'expédition d'Egypte, etc., la note suivante qui est très-remarquable ; quoiqu'il y ait de la différence dans les dé-

bataille d'Aboukir, il avait donné l'ordre de préparer deux frégates ; mais on lui avait représenté

---

tails, elle prête à Buonaparte un motif du même genre que celui que nous avons indiqué:

« Il paraît que dès le mois de prairial an VII (du 20 mai » au 18 juin 1799), les frères de Buonaparte s'occupaient » déjà des moyens de le faire revenir en France et de » justifier son retour. S'il faut ajouter foi au bruit qui cir» culait alors dans sa famille, on avait fait signer adroi» tement au directoire, un ordre adressé à Buonaparte pour » lui enjoindre de quitter l'Egypte, et de repasser promp» tement en France. Si les détails sont vrais, l'ordre fut » mêlé avec plusieurs autres papiers et signé par tous les » membres du directoire, sans qu'ils en connussent l'objet. » Mais n'est-il pas plus raisonnable de croire, en admet» tant que l'ordre ait réellement existé, que la signature » d'un des membres, dans la confidence, a suffi pour atti» rer la signature des autres. Les directeurs étaient assez » communément dans l'usage, du moins, pour les affaires » courantes et ordinaires, de signer sans examen, une » pièce déjà revêtue de la signature d'un de leurs collègues. » Quoi qu'il en soit, si ces différentes circonstances ne sont » pas entièrement conformes à la vérité, voici quelque » chose de plus positif.

» Un capitaine grec, nommé Bombaki, dont le vaisseau » était à Livourne, se trouvait alors à Paris. Ce grec avait » eu antérieurement des relations avec la famille Buona» parte. Bombaki accepta l'offre qui lui fut faite d'une » somme de 24,000 fr. s'il voulait se charger de porter en » Egypte une lettre à Buonaparte, et de la lui remettre en

que dans la saison où l'on était, et tant que le port serait bloqué, il serait impossible d'échapper à l'escadre anglaise. Il était ensuite reparti pour le Kaire, laissant au contre-amiral l'ordre de disposer les frégates et de lui expédier un courrier, lorsque l'escadre anglaise se serait éloignée des parages

---

» main propre. Joseph Buonaparte avait écrit cette lettre; » elle contenait un tableau véridique de la situation des » affaires en France, et des querelles du directoire avec » le conseil des cinq cents. Joseph annonçait à son frère » que sa puissance était souhaitée en France par ceux qui » désiraient sauver l'état, et qu'à son arrivée il trouverait » les esprits disposés en sa faveur et prêts à le seconder dans » tous ses desseins.

» A cette lettre devait être joint sans doute l'ordre du » directoire.

» Le grec Bombaki partit en diligence, se rendit à Li» vourne, mit à la voile sans perdre de tems, et arriva » heureusement à Alexandrie. J'ai une idée confuse, en » effet, d'avoir entendu parler au Kaire du voyage mys» térieux de ce grec. La lettre de Joseph décida Buona» parte à quitter l'Egypte.

» Comme il n'a jamais été question de l'ordre du direc» toire, que j'ai cité plus haut, on peut conclure que, s'il » a réellement existé, Buonaparte ne crut pas devoir user » de ce moyen, et qu'il n'eût été pour lui qu'une justifi» cation dangereuse et illusoire, si le directoire se fût cru » assez puissant pour arrêter Buonaparte dans ses vastes » projets. » *Page 266, deuxième édition.*

d'Alexandrie. L'avis parvint au Kaire, le 17 août, à six heures du soir. Tous ceux que Buonaparte se proposait d'emmener, reçurent l'ordre de se tenir prêts à partir à minuit pour accompagner le général en chef dans une tournée que, disait-on, il voulait faire dans le Delta. Kléber était à Damiette et Menou à Rozette. Buonaparte donna rendez-vous à Alexandrie, au premier, et sur la plage d'Aboukir, au second, qui s'y trouva.

Le contre-amiral, instruit que le général en chef était parti du Kaire, avait fait mettre en rade les deux frégates la Muiron et la Carrère. Une corvette ennemie vint les observer le 22, à six heures du soir, jusqu'à deux portées de canon. Buonaparte résolut de partir dans la nuit; il ne donna que le tems de faire venir les bateaux nécessaires pour embarquer ceux qui étaient du voyage. Il remit à Menou, pour les faire passer à Kléber, qui n'était point arrivé, toutes ses instructions; et il laissa, pour l'armée, cette courte proclamation:

« Soldats,

» Les nouvelles de l'Europe m'ont décidé à
» partir pour la France. Je laisse le commande-
» ment de l'armée au général Kléber. L'armée
» aura bientôt de mes nouvelles. Il me coûte de
» quitter les soldats auxquels je suis le plus atta-
» ché; ce ne sera que momentanément, et le

» général que je leur laisse à la confiance du gou-
» vernement et la mienne. »

La manière dont Buonaparte a quitté son armée, du courage et de l'affection de laquelle il avait tant abusé, est considérée, par quelques écrivains, comme une lâche désertion. Nous ne partageons point leur opinion à cet égard. L'expédition d'Égypte était manquée, et ce n'était plus dans cette contrée que Buonaparte pouvait être utile à ceux qu'il y avait entraînés. Ce fut certainement beaucoup plus de ses intérêts que des leurs qu'il s'occupa; mais ces intérêts semblaient être communs; et Buonaparte avait à craindre qu'en son absence, il ne se fît en France quelque révolution qui ne lui aurait laissé d'autre ressource que de mettre bas les armes. La question se réduit à savoir s'il avait reçu des ordres de son gouvernement; et le directoire approuva, au moins, son retour, par la réception qu'il lui fit.

Les généraux Berthier, Murat, Lannes, Marmont, Andréossy et Bessière, et MM. Monge, Berthollet et Denon, furent ceux que Buonaparte choisit pour l'accompagner. Comme il s'embarquait, une corvette anglaise vint observer les deux frégates. Quelques-uns des passagers en tirèrent le présage qu'il serait difficile d'échapper à la vigilance de l'ennemi. « Nous arriverons, » s'écria
» Buonaparte, la fortune ne nous a jamais aban-
» donnés, nous arriverons en dépit des anglais! »

Cependant, la contrariété du tems fut telle qu'on ne fit d'abord que cent lieues en vingt jours. Cette longue navigation fut, toutefois, exempte du danger de rencontrer les croisières ennemies, les deux frégates se tenant toujours entre les 32e. et 33e. degrés de latitude, et à peu de distance des côtes d'Afrique, dans des parages très-éloignés de la route que suivent ordinairement les navires pour se rendre d'Europe en Égypte. Le vent étant devenu favorable pendant le reste de la traversée, les frégates arrivèrent à vue des côtes de la Corse, dont elles ne s'approchèrent qu'avec précaution; mais lorsqu'on eut appris qu'il n'y avait point de troupes ennemies dans l'île, elles entrèrent, le 30 septembre, dans le port d'Ajaccio, où les vents de nord-ouest les retinrent jusqu'au 7 octobre. Le lendemain, étant à la vue des côtes de France, la petite escadre aperçut neuf ou dix voiles anglaises. Le contre-amiral voulait faire virer de bord pour retourner en Corse. « Non, non! s'écria Buonaparte, cette » manœuvre nous conduirait en Angleterre, et » c'est en France que je veux aller. » On toucha la côte à minuit; et le 9, à dix heures du matin, on jeta l'ancre au port de St.-Rapheau, près de Fréjus (1).

---

(1) Comme il est des gens aux yeux de qui rien ne s'o-

Quelle différence entre ce retour clandestin de Buonaparte, et son départ, pour ainsi dire, triomphant avec une flotte nombreuse et puissante, portant une armée que composaient des troupes victorieuses! La plupart n'étaient plus; elles avaient péri dans une expédition insensée; et celui qui avait occasioné leur perte, venait envahir l'autorité suprême, avec la même confiance qu'il aurait pu avoir, si ses desseins avaient constamment obtenu le plus brillant succès.

Son débarquement inopiné fut annoncé au corps législatif par un message du directoire exécutif, en date du 14 octobre, et dont la lecture, dans le conseil des cinq cents, fut suivie des cris de vive la république! Jamais vœu ne fut moins exaucé; et le 15, on vit arriver à Paris, celui par qui devait être bientôt détruite cette forme de gouvernement si peu convenable à la France.

---

père naturellement, on prétendit que le retour de Buonaparte avait été concerté avec les anglais. Les détails que nous venons de donner suffisent pour prouver la fausseté de cette allégation. Dans l'état où se trouvaient les affaires en Europe, il était plus important pour l'Angleterre de tenir Buonaparte bloqué en Egypte, que de le voir en Italie ou en Allemagne, à la tête d'une armée.

LIVRE VII.

1799—1800.

Événemens arrivés en Europe durant l'absence de Buonaparte.—Accession de la Russie à la coalition.—Revers des armées françaises en Allemagne et en Italie, dans la campagne de 1799.—Révolution dite du 18 brumaire.—Etablissement de la constitution, par laquelle Buonaparte a été créé premier consul.—Premières opérations du gouvernement consulaire.—Lettre de Buonaparte à S. M. B.—Note adressée, par le secrétaire d'état, lord Grenville, à M. de Talleyrand, ministre des relations extérieures.—Note de ce dernier, et contre-note de lord Grenville.—Passage remarquable d'un discours de M. Pitt, au sujet des ouvertures de paix.—Réflexions sur la conduite de Buonaparte dans cette conjoncture.—Fin de la guerre de la Vendée et exécution du comte de Frotté et de plusieurs autres royalistes.

L'espace de tems qui s'écoula entre l'embarquement de Buonaparte pour l'Egypte et son retour en France (1), a été signalé par des événemens, qui se lient trop intimement à ceux aux-

(1) Cet espace fut d'un an, quatre mois et vingt-six jours.

quels il a pris ensuite une part immédiate, pour que nous les passions sous silence.

Le directoire exécutif s'était efforcé, dès son installation, de fomenter des troubles dans les cantons helvétiques, qu'il fit attaquer, en mars 1798, sous les prétextes les plus frivoles. La défense fut terrible. Les femmes, elles-mêmes, combattirent; et, à la honte de ceux qui ordonnèrent cette guerre impie, il y en eut près de deux cents de tuées, à Fraubunnen. On trouva l'une d'elles étendue, entre ses deux filles et ses deux petites-filles, également privées de la vie : l'une de celles-ci n'avait pas dix ans.

Quoique ce ne fût qu'au seul canton de Berne que le directoire eût déclaré la guerre, il n'en réduisit pas moins tous les autres états de la Suisse. Toutefois, les cantons démocratiques conservèrent, quelque tems encore, leur indépendance et refusèrent, avec obstination, de se soumettre à la nouvelle constitution helvétique, dont celle qu'on appelait de l'an III, avait été le type; mais il eût été trop dangereux de les laisser servir de points d'appui aux mécontens en si grand nombre qu'avait faits la révolution qui venait de s'opérer; la force fut donc employée contre Appenzel, Schwitz, Uri, Underwalden, Zug et une grande partie du canton de Lucerne. Tout ce que peuvent le désespoir, la fureur, le délire et la

rage fut employé par les infortunés habitans. Les vieillards, les femmes et les enfans prirent aussi les armes. Plus de deux mille français attaqués corps à corps, pourfendus à coups de hache ou écrasés par les éclats des rochers, expièrent un crime qui n'était pas le leur. Il fallut, cependant, céder à la supériorité des moyens et des forces. Tout le pays fut mis à feu et à sang; et le directoire put fouler aux pieds ces démocraties jadis si fortunées. Cependant, si l'on dut en croire une sorte de rumeur publique, les directeurs, eux-mêmes, répandirent des larmes sur les malheurs qu'ils venaient de causer.

Peu de tems après cette révolution, les deux républiques de Mulhausen et de Génève furent incorporées à la France.

Si le directoire eut la satisfaction de jeter dans un nouveau moule la constitution des cantons helvétiques, il eut celle aussi de rétablir la forme du gouvernement républicain dans la ville aux Sept-Collines, où il avait fleuri si long-tems. Le général Duphot ayant été tué à Rome, dans un tumulte excité par les machinations des révolutionnaires, que soutenait Joseph Buonaparte, alors ambassadeur de la république française près du Saint-Siége, le directoire donna l'ordre au général Berthier, qui était à la tête de l'armée d'Italie, de marcher contre la capitale du monde

chrétien. Ses troupes y entrèrent en triomphe ; puis, la populace assemblée sur l'emplacement de l'ancien Forum, déclara qu'elle reprenait l'exercice de sa souveraineté. On parut d'abord respecter la dignité pontificale ; mais bientôt le malheureux Pie VI fut arrêté et transféré de prison en prison, jusqu'à Valence en Dauphiné, où la mort vint l'arracher à ses barbares persécuteurs.

Le roi de Sardaigne ne tarda pas non plus à ressentir les effets de la politique du directoire. La guerre déclarée à ce prince ne fut pas de longue durée. Le général Joubert, quatre jours après son entrée dans le Piémont, se vit maître de la citadelle de Turin. Charles Emmanuel, à qui toute retraite était coupée, signa, le lendemain, un acte par lequel il renonçait à la souveraineté de cette belle et riche province; et, la nuit suivante, accompagné de la reine, son épouse, sœur du roi Louis XVI, il partit pour se rendre en Toscane, d'où il passa dans l'île qui lui donnait le titre de roi. Le grand-duc, que l'approche des français contraignait aussi à quitter ses états, s'embarqua en même tems.

La nouvelle république romaine, qui, comme l'ancienne, fut bientôt en proie aux troubles et aux séditions, ne tarda pas à entrer en contestation avec le roi de Naples. Ce prince s'empara

de Rome, qu'il ne garda pas long-tems, il est vrai. Les français, sous le commandement de Championnet, le contraignirent à reprendre la route de ses états, où ils le poursuivirent. La seule ville de Capoue leur offrit de la résistance; mais elle capitula, après quelques assauts, et ils marchèrent contre Naples. Hors d'état de soutenir la lutte, la cour monta sur les vaisseaux de Nelson, et se retira à Palerme. Après ce départ, la capitale fut en proie aux horreurs de l'anarchie, et quarante mille lazzaronis la défendirent de rue en rue pendant trois jours. Enfin les français s'en rendirent maîtres, et ils en firent le siége d'une république, à laquelle ils cherchèrent un nom dans l'antiquité la plus reculée. Ils l'appelèrent donc république Parthénopéenne, d'après la nymphe Parthénope, que la fable donne pour fondatrice à la ville de Naples.

C'était dans le tems même où le congrès, formé à Rastadt, d'après le traité de Campo-Formio, était occupé à régler les articles de la pacification entre la république française et l'empire germanique, que le directoire provoquait de la sorte toutes les puissances. Cette assemblée serait entièrement tombée dans l'oubli sans la sanglante catastrophe qui en suivit la dissolution; catastrophe, que l'histoire couvre en-

core d'un voile épais. C'est indiquer l'assassinat commis sur la personne des plénipotentiaires français, Bonnier, Jean Debry et Roberjot (28 avril 1799), dont le premier et le dernier furent tués.

Le directoire exécutif, instruit qu'une nouvelle ligue, occasionée par ses provocations en tout genre, menaçait la république, s'était empressé, pour en prévenir, s'il se pouvait, les effets, de faire déclarer la guerre à l'empereur d'Allemagne et au grand duc de Toscane. La Grande-Bretagne, l'Autriche, les rois de Naples et de Portugal, la Russie, la Turquie et même les états Barbaresques formaient cette ligue, qui, comme on le voit, était bien plus redoutable que celle de 1792.

Nous venons de nommer la Russie qui alors figura pour la première fois parmi les puissances armées contre la république française. Paul I.er était sur le trône. Catherine II, sa mère, avait été sur le point, lorsqu'elle mourut, de signer un engagement pour faire marcher contre la France une armée de soixante mille hommes, que la Grande-Bretagne devait prendre à sa solde. Les alliés s'étaient flattés que le nouvel empereur, qui haïssait le gouvernement français de ce tems, s'empresserait de ratifier une coalition qui l'appelait à le combattre ; mais il n'en fut pas ainsi. Paul Ier.

déclara qu'au commencement de son règne, il ne pouvait faire marcher au-dehors une armée.

Ce que les représentations de la Grande-Bretagne et de l'Autriche n'avaient pu obtenir en 1796, un événement, qui pouvait paraître indifférent à la Russie, vint l'opérer en 1798; ce fut l'expédition d'Egypte qui l'occasiona. Catherine II, avait recommandé aux instituteurs de son fils, de lui faire lire l'*Histoire de l'ordre de Malte*, par Vertot. Cette lecture avait fait dans l'esprit du jeune prince une impression qui ne s'effaça jamais. Parvenu à l'empire, il saisit la première occasion de donner à l'ordre de Malte des marques de sa bienveillance. Il lui restitua, et même il augmenta les revenus qui appartenaient au grand prieuré de Pologne, qui, en 1793, avait passé sous la dénomination de la Russie. Le grand-maître et le conseil de Malte, firent hommage, à ce prince, de la croix que l'illustre La Valette avait portée, et le prièrent d'agréer le titre de protecteur de l'ordre. Peu de tems après la capitulation, par laquelle l'île avait été remise à Buonaparte, Paul Ier. déclara qu'il prenait l'ordre de St.-Jean de Jérusalem sous sa direction suprême, et promit d'employer tous ses soins pour lui rendre l'éclat dont il brillait auparavant. Dans l'excès de leur reconnaissance, les chevaliers du grand prieuré de Russie se per-

mirent d'offrir à leur empereur, au nom de toutes les autres langues, la grande maîtrise dont ils avaient déclaré déchu le baron d'Hompesch. Paul Ier. accepta cette dignité par un acte du 13 novembre 1798, et il ne fut pas difficile alors de le faire entrer dans le projet d'une ligue contre la France. Quelque tems auparavant, ce prince avait donné asile à S. M. Louis XVIII, dans le palais des anciens ducs de Courlande à Mittau.

Les hostilités entre la république française et l'Autriche commencèrent avant la rupture du congrès de Rastadt. Le 1er. mars 1799, Jourdan passa le Rhin, avec quarante-deux mille hommes, à Strasbourg, et prit position à Offenbourg. Un corps, commandé par Vandamme, en fit autant à Huningue et à Bâle; et Ney, avec douze mille hommes, s'empara de Manheim. Enfin, une armée, sous le commandement de Masséna, et forte de trente-cinq mille hommes, se trouvait en Suisse.

A la nouvelle de ces mouvemens, l'archiduc, qui était à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes, passa le Lech et le Danube.

Ce fut en Suisse qu'eurent lieu les premières opérations militaires. Le 5 mars, les français surprirent la position de Luciensteig qui, ainsi que les autres difilés des grisons, était, en vertu

d'une convention conclue avec les trois ligues grises, occupée par un corps de sept mille autrichiens. Ce corps fut presque entièrement détruit, le 27, par Masséna; et le général Auffenbourg, qui le commandait, fut obligé de se rendre.

Lecourbe, qui était parti de Bellinzone, le 6, avait battu, le 12, les autrichiens dans l'Engaddin. Le 26, il s'empara de l'importante position du pont St.-Martin, tandis que Dessolles, détaché de l'armée d'Italie, força la position du général Laudon à Tauffers. Ces deux généraux se rendirent maîtres de Finstermuntz et des défilés du Tyrol; mais ils en furent chassés, le 30 mars, par le comte de Bellegarde, venu au secours de Laudon.

Dans la Souabe, Jourdan, voulant éloigner des bords du lac de Constance, l'archiduc Charles, accepta la bataille, le 21 mars, à Ostrach et Pfullendorf. Il fut défait et se retira à Stockach. Une seconde bataille fut livrée, les 25 et 26, à Liptingen ou Stockach, et fut également perdue par Jourdan, qui, après cette double défaite, quitta l'armée dont il remit le commandement au général Ernouf.

Decaen ayant été surpris, le 3 avril, avec la division, de Souham à Friberg, Ernouf craignit d'être tourné. En conséquence, il se retira sur

la rive gauche du Rhin. Bientôt après Masséna prit le commandement des débris de cette armée, qui furent réunis à l'armée d'Helvétie.

En Italie, les autrichiens se trouvaient, au commencement de la campagne, sous le commandement de Kray; et, depuis le 11 avril, ils avaient passé sous celui de Mélas; mais le commandement suprême était réservé au fameux Souwaroff, qui approchait avec un corps auxiliaire russe. Celui qui avait osé remplacer Buonaparte, sur le théâtre de sa gloire, était le général Schérer, qui avait eu quelques succès au commencement de la campagne de 1795, mais qui, s'il ne manquait pas de moyens pour tracer un plan bien combiné, n'avait pas le coup-d'œil, ni la présence d'esprit nécessaires pour le modifier et le changer selon l'occasion, et qui, en conséquence, renonçait à l'exécuter, s'il survenait une difficulté qu'il n'eût pas prévue. Les généraux Gauthier, Serrurier, Grenier, Victor, Hatry, Montrichard et Moreau, qui n'avait pas la confiance du directoire (1) que Schérer possédait tout entière, commandaient sous lui.

Tandis que Macdonald, qui avait remplacé

(1) Toutefois Moreau n'avait point de commandement spécial.

Championnet, couvrait, avec trente-six mille hommes, Rome et Naples, Gauthier s'emparait, sans coup-férir, de la Toscane. Il occupa Florence, le 25 mars, avec sept mille hommes, et donna au grand duc une escorte qui le conduisit à Venise. Miollis, venu de Lucques avec deux mille hommes, occupa Livourne.

Pour profiter de la supériorité de ses forces sur les autrichiens, avant l'arrivée des russes, Schérer, le 26 mars, attaqua l'ennemi, le long de l'Adige, à Legnago, à Vérone, à Bussolengo, et à Pastringo. Plusieurs divisions de l'armée française, et principalement celles de Serrurier, de Delmas, de Grenier, de Victor et de Hatry, exécutèrent parfaitement les mouvemens qui leur avaient été prescrits ; et Moreau soutint toute la journée le feu de l'ennemi devant Vérone, pour donner, aux autres divisions, le tems de passer sur la rive gauche de l'Adige, et de tourner cette ville ; mais, l'irrésolution du général en chef, rendit vains tous leurs efforts ; et l'aile droite, qui avait attaqué Legnago, fut mise en déroute par Kray.

Schérer, dans le dessein de réparer cet échec, projetta une nouvelle attaque pour le 30. La division de Serrurier, après avoir passé l'Adige à Polo, marcha contre Vérone. Le gros de l'armée devait effectuer son passage à Ronco, en

face d'Arcole, et attaquer la place du côté du midi; mais, à l'instant de l'exécution, le général en chef renonça encore à ce plan, pour ne pas compromettre Mantoue en s'éloignant. La division de Serrurier, qui était déjà parvenue sous les murs de Vérone, ne fut sauvée que par le sang froid de son général.

Une troisième attaque, dirigée contre cette même place, le 5 avril, fut encore plus malheureuse. L'armée française, battue presque sur tous les points, fut forcée de se retirer derrière le Mincio, et quelque tems après, derrière l'Oglio. Tous ces combats l'avaient réduite de soixante et dix mille hommes à trente mille. Mantoue fut bloquée par les autrichiens.

Souwaroff arriva, le 16 avril, à Vérone, et prit le commandement. Sur le champ il fit un mouvement vers l'armée française qui abandonna l'Oglio pour prendre position derrière l'Adda. Le directoire exécutif, cédant enfin au cri de l'opinion publique, rappela Schérer, qui, le 22, quitta l'armée, dont Moreau prit le commandement, en attendant l'arrivée de Joubert, auquel il était réservé. Le centre de l'armée française occupait, à Cassano, un camp très-fort, qui était défendu par une tête de pont sur la rive gauche de l'Adda; et l'aile gauche s'étendait jusqu'à Lecco, sur la même rive. Le centre

de l'armée russe était commandé par Souwaroff en personne; l'aile droite l'était par Rosenberg, et la gauche par Mélas.

Le prince Bagration s'étant emparé, le 26, du poste de Lecco, Wukassowich passa l'Adige à Brivio; et le marquis de Chasleter réussit à établir un pont en face de Trezzo. Serrurier, coupé à Verdario, de la grande armée française, fut forcé, le 28, de se rendre prisonnier avec sa division. Moreau, lui-même, qui avait été attaqué la veille, à Cassano, par Mélas, fut défait, perdit beaucoup de monde, et se retira derrière le Tésin, abandonnant ainsi Milan. Peschiera fut pris, le 6 mai, et Pizzighetone se rendit le 10. Cependant, Souwaroff, retardé, à ce que prétendirent les russes, par la lenteur des autrichiens, laissa le tems au général français de prendre position derrière Alexandrie et d'y appeler ses renforts.

Macdonald, tandis que ces opérations avaient lieu dans la haute Italie, partait (le 9 mai), de Caserte pour faire sa jonction avec la principale armée française, vers laquelle il s'avança par les états de Rome et la Toscane. Souwaroff, pour tenter de lui couper la retraite, détacha, d'un côté Klénau, et de l'autre Ott et Hohenzollern. Macdonald arriva, le 24 mai, à Florence, fit sa jonction avec Gauthier et se mit en com-

munication avec Victor, que Moreau avait envoyé à sa rencontre par Pontremoli, poste important que les alliés avaient négligé. Sur le champ, il reprit l'offensive. Il fit occuper Bologne par le général Clausel, repoussa le corps de Klénau, et établit ses communications avec Gênes, où Pérignon commandait. Moreau, lui-même, y arriva, le 6 juin, avec les restes de son armée, après avoir été forcé de quitter sa position d'Alexandrie, puis celle de Coni. Dans le même tems, Macdonald se tourna vers Modène. Il battit, le 12 juin, Hohenzollern, et avança jusqu'à la Trébia. Il y livra plusieurs combats. Le 17, il attaqua, près de Castel-di-San-Giovanni, ou sur le Tidone, Ott, auquel vinrent se joindre, pendant l'action, d'abord Mélas, puis Souwaroff lui-même. Les 18 et 19, le général en chef de l'armée combinée livra bataille à Macdonald, sur la Trébia, et le contraignit à se retirer sur Fiorenzuolo, après lui avoir fait essuyer une perte de dix-huit mille hommes, en tués, blessés et prisonniers.

Moreau, parti de Gênes le 16, avait battu, près de San-Giulano, la division de Bellegarde, que l'archiduc Charles avait envoyée d'Allemagne, renforcer l'armée d'Italie. Il avait ravitaillé Tortone et débloqué Alexandrie; mais, averti de l'issue des batailles livrées sur la Trébia, il

se retira par Novi, au-delà de la Bocchetta.

Les alliés étaient maîtres de la plus grande partie de la haute Italie ; et les places de la Lombardie, qui étaient encore au pouvoir des français, se rendirent l'une après l'autre. Mantoue capitula le 28 juin.

Dans les premiers jours de juillet, Joubert prit le commandement de l'armée qui avait reçu des renforts considérables. Il livra, le 15 août, sous les murs de Novi, une bataille où dès le commencement de laquelle il fut tué. Moreau, qu'il avait prié de l'aider de ses conseils, se mit à la tête de l'armée, d'après la demande de tous les généraux; mais ses talens ne purent la sauver d'une défaite totale, où elle perdit seize mille hommes.

Tortone, qui capitula le 23 août, fut un des fruits de la victoire remportée par les alliés.

Moreau ramena dans l'Apennin les débris de l'armée française, et il en remit le commandement à Championnet (1), général de l'armée de réserve et des Alpes, qui était entrée en Italie, du

(1) Ce général avait été non-seulement destitué par le directoire, mais renvoyé devant un conseil de guerre qui devait juger pour des abus d'autorité. Le directoire ayant été renouvelé, les nouveaux directeurs donnèrent de l'emploi à Championnet.

côté de Grenoble. Championnet fut battu par Mélas et Kray, les 4 et 5 novembre, à Savigliano et à Fossano.

Reprenons le fil des opérations militaires en Allemagne, opérations qui se lient intimement à celles qui ont eu lieu en Italie.

Après la bataille de Stockach, l'archiduc Charles s'était rapproché de la Suisse, où Masséna avait réuni ses forces principales; mais différentes circonstances et probablement l'ordre de la cour de Vienne, d'attendre l'arrivée des russes, avaient retardé les opérations des autrichiens.

Le 30 avril, le général Bellegarde, qui commandait un corps de vingt mille hommes, avait attaqué Lecourbe et était entré dans l'Engaddin. Le 1er. mai, Hotze, à la tête de l'armée du Voralberg, s'était porté sur le fort de Luciensteig; mais Menard l'avait repoussé en lui faisant éprouver une perte de cinq mille hommes. Cependant, le 14, après plusieurs combats opiniâtres, Hotze et Jellachich s'étaient emparés de ce poste.

Les français ayant quitté, le 20, Constance et Schaffhouse, l'archiduc avait passé le Rhin, le 23, et était entré en Suisse. Masséna avait attaqué, le 25 mai, les avant-postes autrichiens sur toute la ligne, et il était resté maître de Frauen-

feld et de la rive gauche de la Thour. Le surlendemain, Hotze et le prince de Reuss l'avaient attaqué lui-même. L'archiduc les avait joints à Winterthour; et les français, après un combat opiniâtre, s'étaient retirés entre le Toss et le Glatt, pour couvrir Zurich. La jonction complète des deux armées de Hotze et de l'archiduc avaient eu lieu le même jour. Après quelques autres affaires, Masséna s'était concentré dans une position extrêmement forte entre le Glatt et Zurich. L'archiduc l'y avait attaqué, les 3 et 4 juin, mais sans beaucoup de succès. Il allait renouveler l'attaque, dans la nuit du 5 au 6, lorsqu'il apprit que Masséna avait quitté ses retranchemens, et même la ville de Zurich, où il avait abandonné une nombreuse artillerie. C'était pour prendre une position beaucoup plus forte encore, sur le plateau de l'Albis, depuis le Rhin, le long de l'Aar et de la Reuss, jusqu'au lac de Zoug. La ligne des autrichiens partait aussi du Rhin, s'étendait sur les deux bords de la Limmat, passait par Zurich, et longeait la rive orientale du lac de ce nom, jusqu'à Utznach. C'était là que des ordres supérieurs et le départ de la division de Bellegarde, avaient retenu l'archiduc, durant les mois de juin, juillet et août, dans une inaction, qui donna le tems à Lecourbe d'agir avec succès, dans les montagnes de la

Suisse, contre Jellachich et les petits cantons, qui avaient essayé de secouer le joug des français. Le 16 août, il s'empara des hauteurs du Saint-Gothard.

Enfin, par suite d'un arrangement convenu entre les deux cours impériales, l'archiduc quitta la Suisse, dont la défense fut confiée au prince Korsakow; arrivé dans ce pays, depuis le 18 août, avec un corps de trente-cinq mille russes. Le prince Charles lui laissa trente mille autrichiens, savoir: douze mille sous Hotze; huit mille sous Jellachich; et une réserve de dix mille sous Nauendorf. L'archiduc, avec le reste de son armée, passa le Rhin, traversa la Souabe et marcha contre la nouvelle armée du Rhin, qu'en attendant l'arrivée de Moreau, commandait le général Muller, et qui occupait Heidelberg et Manheim.

Le 6 septembre, Muller commença le siége de Philisbourg, que l'approche du prince Charles lui fit lever le 12. Il repassa le Rhin le 15, après avoir laissé une forte garnison dans Manheim, dont cependant les autrichiens s'emparèrent. Les faits que nous allons retracer ne permirent pas à l'archiduc de pousser vivement ses avantages.

Peu de tems après la bataille de Novi, Souwaroff, avec ses vingt-quatre mille russes, avait

quitté l'Italie pour se porter en Suisse. Masséna, dont l'armée avait été considérablement renforcée et se montait, en conséquence, à soixante mille hommes, résolut de prévenir la jonction des deux corps d'armée russes. Le 25 septembre, avant le point du jour, les français passèrent la Limmat à Diétrikon, et séparèrent du centre, qui était commandé par Korsakoff, l'aile droite des alliés. Ils se présentèrent ensuite sur le chemin de Zurich à Winterthour, pour couper la retraite aux russes, qui, après s'être battus toute la journée, passèrent la nuit dans le plus grand désordre, et en partie dans les rues de la première de ces villes, ne sachant vers quel point diriger leur marche.

Le même jour, quelques centaines de français surprirent les avant-postes autrichiens. Hotze, qui était allé faire une reconnaissance, donna dans une embuscade et fut tué. Sa mort mit la confusion parmi les troupes autrichiennes. Vivement attaqué par Soult, Petrasch, qui en avait pris le commandement, se retira sur Lichtensteg, près de St.-Gall.

Le lendemain, les français entrèrent dans Zurich, où ils massacrèrent beaucoup de russes, et ils poursuivirent Korsakow sur le chemin de Winterthour. Celui-ci se dirigea vers Eglisau, où il trouva le détachement de Kienmayer et un

corps de bavarois. Le 7 octobre, il passa le Rhin à Schaffhouse.

Cependant, Souwaroff était arrivé, le 30 septembre, à Glaris, après avoir vaincu tous les obstacles que lui opposait la nature, et avoir partout repoussé les français qui voulaient arrêter sa marche. Ayant appris la défaite de Korsakoff, il se mit en retraite à l'instant, et, quoique poursuivi par Masséna, qui fut battu, le 10 octobre, à Matten, il se tira des mauvais chemins du pays des grisons, et arriva à Coire, non sans avoir essuyé une perte considérable, et lutté contre des dangers et des privations de tout genre. L'archiduc Charles, qui, sur la nouvelle des désastres de Zurich, s'était rapproché de la Suisse, s'arrêta sur les frontières du côté de la Souabe.

Vers la fin du mois d'août, les anglais et les russes avaient fait, sur les côtes de la Hollande, une descente qui échoua par une suite de fautes, bien que deux divisions de la flotte hollandaise eussent arboré la cocarde orange et se fussent réunies à la flotte des alliés, dont les troupes se retirèrent en vertu d'une capitulation, qui fut signée le 18 octobre 1799, et fut la suite d'un avantage considérable obtenu par le général Brune, sur le duc d'York, chef de l'expédition anglaise, le 6 du même mois.

Il résulte des faits qui viennent d'être retracés que, lorsque Buonaparte débarqua, la France n'était plus menacée d'une invasion sur aucun point de son vaste territoire; mais l'intérieur se trouvait dans un état de crise des plus inquiétans. Le directoire exécutif qui, depuis la révolution du 18 fructidor, avait subi de nombreux changemens, tant par l'effet du renouvellement périodique et partiel, auquel il était assujetti, que par suite de la division qui se mit entre le corps législatif et lui, ne tenait que d'une main incertaine les rênes du gouvernement; et d'ailleurs le manque d'accord existait aussi entre ses membres, du nombre desquels Sieyes était alors. Ce fut en cet état de choses, si propre à seconder les desseins d'un ambitieux, que fut annoncé le débarquement de Buonaparte. Ce retour surprit également les deux partis des modérés et des terroristes, qui se disputaient l'autorité suprême. Sieyes était à la tête du premier. Buonaparte et lui s'observèrent quelque tems; mais des amis communs les rapprochèrent. Sieyes avait formé, pour le renversement de la constitution de l'an III, déjà si ébranlée, un plan dont l'exécution avait été prévenue ou plutôt suspendue par la mort du général Joubert, à qui elle devait être confiée. Buonaparte fut choisi pour le remplacer. Peu de personnes entrèrent d'abord dans le secret de

la conjuration. Bientôt, cependant, il fallut le confier, du moins en partie, à divers généraux, tels que Moreau et Bernadotte (1), aux chefs de la garnison de Paris, et à un grand nombre d'officiers destitués, dont la coopération était nécessaire. Les comités dirigeans du conseil des anciens qui, réduit à la nullité par l'autre conseil, était disposé naturellement à seconder les vues des conjurés, furent instruits du rôle qu'ils devaient jouer. Enfin, plusieurs membres du conseil des cinq-cents furent prévenus et promirent de seconder un projet de la réussite duquel ils attendaient leur fortune.

Deux ou trois jours avant que le mouvement se fît, le directoire et les deux conseils donnè-

---

(1) On rapporte que, le 17 brumaire, à dix heures du soir, Buonaparte envoya chercher le général Bernadotte, lui confia son secret, et lui demanda s'il pouvait compter sur lui. « Non, lui répondit Bernadotte; j'ai conçu la liberté » d'après un autre plan, et le vôtre la tue. » — « En ce cas, » reprit Buonaparte, vous passerez cette nuit et toute la » journée de demain chez moi. » — « Suis-je donc votre » prisonnier? répliqua Bernadotte. » — « Non, si vous me » donnez votre parole, de ne rien révéler de ce que vous » avez entendu. » — « Je vous la donne; » et Buonaparte le laissa aller. Nous sommes loin de garantir l'exactitude de ce récit; mais nous croyons qu'il contient un fonds de vérité.

rent à Buonaparte, une fête dans l'église de Saint-Sulpice, métamorphorsée en temple de la victoire. On s'y observa beaucoup; et, soit que ce fût embarras, ou reste de pudeur, celui qui était le héros de la fête, n'y parut qu'un instant.

Enfin, le 18 brumaire (9 novembre), à cinq heures du matin, la commission des inspecteurs de la salle des anciens convoqua clandestinement ceux des membres qui étaient dans le secret de la conjuration. Lorsque ce simulacre de conseil fut rassemblé, Cornet, député du Loiret, lui représenta, avec emphase, combien il était urgent de sauver la patrie, combien il était nécessaire d'employer, à cet effet, le bras d'un héros, que le ciel avait créé tout exprès. Il peignit des poignards levés sur le sein des représentans du peuple, et Paris réduit en cendres. Enfin, il proposa et fit adopter un projet de résolution qui transféra le corps législatif à St.-Cloud (1), et mit toutes les troupes aux ordres de Buonaparte. La constitution donnait bien au conseil des anciens

(1) On fit choix de Saint-Cloud, parce qu'on pouvait y faire agir plus facilement les troupes, et qu'il n'y avait aucun mouvement populaire à craindre à cette distance de la capitale, surtout dans la saison où l'on était. Il n'y a point d'insurrection en hiver, disait Pétion.

ce droit de translation; mais elle ne lui accordait pas positivement la faculté de pourvoir lui-même à l'exécution de son décret. Il s'autorisa, sans doute, de cet axiôme si connu : *Qui veut la fin, veut les moyens.*

Buonaparte, accompagné de plusieurs généraux, parut bientôt à la barre, et félicita le conseil sur la mesure qu'il venait de prendre. « Nous » voulons, poursuivit-il, une république fondée » sur la vraie liberté, sur la liberté civile, sur » la représentation nationale : nous l'aurons ! Je » le jure, je le jure en mon nom et en celui de » tous mes compagnons d'armes. Malheur à ceux » qui voudraient le trouble et le désordre ! Je » les arrêterai, je les punirai. Qu'on ne cherche » pas des exemples dans le passé; rien dans l'his- » toire ne ressemble à la fin du dix-huitième siè- » cle ; rien dans la fin du dix-huitième siècle ne » ressemble au moment actuel. Vous aurez bien- » tôt la paix. » Il ne fallait pas remonter à une époque très-reculée pour trouver le nom de l'homme sur les traces de qui marchait Buonaparte, et lui-même ne tarda pas à le faire connaître.

A neuf heures du matin, la majorité du directoire, composée de Barras, de Gohier et de Moulin, ignorait encore ce qui se passait. A dix, elle manda le commandant de la division, le général Lefevre; il répondit qu'il n'avait plus de compte

à rendre qu'à Buonaparte, qui était devenu son chef. Sieyes, qui attendait, dans le jardin du Luxembourg, que le conseil des anciens eût rendu le décret que lui-même avait dicté, ne fut pas plutôt instruit de ce premier succès qu'il prit le chemin des Tuileries, et Roger-Ducos, son collègue ou son complice, ne tarda pas à le suivre.

On avait rassemblé de bonne heure un grand nombre de troupes dans le jardin du palais. Buonaparte, au sortir du conseil, les passa en revue et leur dit : « Soldats ! la république était mal » gouvernée depuis deux ans. Vous avez espéré » que mon retour mettrait un terme à tant de » maux ; vous l'avez célébré avec une joie qui » m'impose des obligations que je remplis. Vous » remplirez aussi les vôtres en secondant votre » général, avec l'énergie, la confiance et la fer- » meté que j'ai toujours vues en vous. »

Dans la matinée, Barras envoya son secrétaire à Buonaparte, qui, après lui avoir parlé quelque tems en particulier, lui adressa, à haute voix et comme si cet homme eût été le représentant du directoire, des reproches qu'il ne supposait pas devoir un jour mériter lui-même à plus juste titre encore : « Qu'avez-vous fait de cette France que » je vous ai laissée si brillante ? Je vous ai laissé » la paix, j'ai retrouvé la guerre ; je vous ai laissé » des victoires, j'ai trouvé des revers ; je vous

» ai laissé les millions de l'Italie, et j'ai trouvé » des lois spoliatrices et la misère. Qu'avez-vous » fait de cent mille français que je connaissais » tous, mes compagnons de gloire ? Ils sont » morts. »

Le coup qui allait être porté devait être presque aussi terrible pour la majorité du conseil des cinq-cents, que pour celle du directoire. A l'ouverture de la séance de ce conseil, le décret de translation lui fut notifié. Dès que la lecture en fut achevée, il fallut se retirer sans aucune discussion ; mais du moins ce ne fut pas en silence ; on s'écria avec fureur : vive la république ! vive la constitution !

Le 19 (10 novembre), les membres des deux conseils et une foule de curieux se rendirent à Saint-Cloud. L'orangerie était destinée aux cinq-cents, et la galerie du château aux anciens. Buonaparte, accompagné d'un nombreux état-major, parut d'abord devant ceux-ci, à qui l'on venait de porter quelques plaintes sur le décret de translation. Le général, les ayant en partie entendues, en fut visiblement déconcerté, et ce ne fut ni sans incohérence, ni sans peine, qu'il prononça le discours suivant :

« Vous marchez sur un volcan. La patrie n'a » pas de plus zélé défenseur que moi. On m'environne de calomnies ; on m'abreuve de dé-

» goûts. J'entends circuler autour de moi les » noms odieux de Cromwell, de tyran et de » gouvernement militaire. Il y a long-tems que » j'aurais pu tenter cette entreprise. » (Il y avait tout au plus un mois qu'il était de retour.) « Barras et Moulin m'ont proposé de renverser » le gouvernement, et de prendre la direction des » affaires ; mais qu'on ne voye en moi ni un » factieux, ni un intrigant; je ne suis d'aucune » coterie ; je ne connais que la grande coterie » du peuple français. » Après s'être arrêté quelque tems pour reprendre haleine, et pour laisser l'assemblée méditer sur la belle image qu'il venait de tracer, l'orateur continua ainsi : « J'ai » entendu murmurer autour de moi le mot de » constitution ! Il vous sied bien de l'invoquer ! » n'est-ce pas vous qui l'avez violée les premiers » au 18 fructidor (dont Buonaparte avait été un » des plus grands coopérateurs), au 22 floréal » et au 30 prairial ? La constitution ! toutes les » factions l'ont violée; elle est méprisée par tou- » tes. Si quelque orateur, payé par l'étranger, » parlait de me mettre hors la loi, j'en appel- » lerais à mes braves compagnons d'armes, à » vous (en se tournant vers son état-major), à » vous, braves soldats que j'ai tant de fois me- » nés à la victoire ; j'en appellerais à votre cou- » rage, mes braves amis, et à ma fortune. »

Cependant une autre scène plus importante se passait au conseil des cinq-cents. La séance y fut ouverte par le député Delbrel, qui demanda qu'avant toute délibération, on renouvelât le serment de mourir pour la constitution. Sa proposition fut décrétée. Grand-Maison, autre député, requit qu'on examinât les motifs qui avaient déterminé la translation des conseils à St.-Cloud. A ces mots, plusieurs membres se lèvent brusquement, et courent vers la tribune. Lucien Buonaparte, qui présidait l'assemblée, s'indignait de la résistance qu'il trouvait dans ses collégues, et il augmentait l'agitation au lieu de la calmer. Au milieu de cet orage, arrive une dépêche de Barras, qui notifiait au conseil sa démission de membre du directoire (1). Cet incident accroît la fer-

---

(1) Voici en quels termes était conçue cette démission, que l'on dit avoir été rédigée par M. de T. P.

Paris, 18 *brumaire*.

« Citoyen président, engagé dans les affaires publiques
» uniquement par ma passion pour la liberté, je n'ai con-
» senti à partager la première magistrature de l'état, que
» pour le soutenir dans ses périls par mon dévouement,
» pour préserver des atteintes de ses ennemis les patriotes
» compromis dans sa cause, et pour assurer aux défenseurs
» de la patrie, ces soins particuliers qui ne pouvaient leur

mentation. Une voix s'élève et demande que Buonaparte vienne à la barre, rendre compte de sa conduite. Cette voix en rallie un grand nombre. Le décret passe, et on le signifie au général, à la porte du conseil. Buonaparte paraît, la tête découverte, l'air sombre, les bras croisés, et suivi de deux grenadiers sans armes. A son aspect, les députés jacobins remplissent la salle des cris ; voilà Cromwell ! à bas l'usurpateur ! à bas le traître ! à bas le tyran ! hors de la loi ! A ces cris succède un mouvement tumultueux. Cinquante députés s'élancent vers le gé-

---

» être constamment donnés que par un citoyen ancienne-
» ment témoin de leurs vertus héroïques, et toujours touché
» de leurs besoins. La gloire qui accompagne le guerrier
» illustre, à qui j'ai eu le bonheur d'ouvrir le chemin de la
» gloire, les marques éclatantes de confiance que lui donne
» le corps législatif, et le décret de la représentation natio-
» nale, m'ont convaincu que, quel que soit le poste où l'ap-
» pelle désormais l'intérêt public, les périls de la liberté sont
» surmontés, et les intérêts des armées garantis. Je rentre
» avec joie dans les rangs des simples citoyens. Heureux, après
» tant d'orages, de remettre entiers et plus respectables que
» jamais, les destins de la république, dont j'ai partagé le
» dépôt. »

Salut et respect.

BARRAS.

néral, le pressent et ont l'air de le repousser. Aréna, l'un deux, s'approche de lui et le secoue fortement par le collet de son habit (1). Ce même Aréna a été accusé, mais, à ce qu'il paraît, sans fondement, d'avoir tiré un poignard pour l'assassiner. Une arme de cette sorte fut, à ce qu'on prétend, trouvée à terre; mais c'était, dit-on, un jeu concerté entre les amis de Buonaparte (2). Quoi qu'il en soit, le général fut tellement ému de ce qu'il entendit et de se qui se passait autour de lui, qu'il se laissa tomber, soit entre les bras des grenadiers, soit entre ceux d'un député (3); et on l'emporta hors de la salle.

---

(1) Destrem, frappant sur l'épaule à Buonaparte, dit: « Voilà donc pourquoi vous avez remporté tant de victoires? »

(2) *Histoire du 18 Brumaire*, par Gallais.

(3) M. Bailleul, qui était présent à la séance, dit, dans son examen des *Considérations sur la révolution française*, par Me. la baronne de Staël, que Buonaparte, effrayé des menaces dont il fut assailli et des démonstrations de quelques membres du conseil, qui se portèrent vers lui, tomba dans les bras du député Beauvais, homme d'une force peu commune, et que deux grenadiers vinrent le prendre, puis l'emportèrent.

Ces deux grenadiers se nommaient Thomas Thomé, et J.-B. Poiret. Il leur fut accordé à chacun, par acte législatif, une pension de 600 fr. Le premier, qui fut,

Revenu promptement à lui, il monte à cheval; et s'adressant aux grenadiers, il dit : « Je vous » dois la vie. Cette salle est pleine d'assassins : » il n'y a plus de conseil des cinq-cents. » Les généraux Lefebvre, Berthier, Serrurier et Beurnonville, s'approchent, et lui répondent de la troupe; alors il ordonne au général Serrurier de faire évacuer la salle.

Cependant, les députés ayant, après la retraite de Buonaparte, recouvré assez de calme pour délibérer, avaient décrété que les actes qui nommaient le général en chef et qui avaient transféré le corps législatif à St.-Cloud, étaient sans caractère légal, et par conséquent nuls. Lucien Buonaparte fit de vains efforts pour contrarier cette décision : et il se disposait à quitter de lui-même le fauteuil, lorsque huit grenadiers s'avancent, l'entourent et l'enlèvent. Le président hors de la salle, les tambours se font entendre. Les députés se lèvent et renouvellent leurs clameurs. Les grenadiers paraissent. Un officier élevant la voix, dit : « citoyens représen» tans, on ne répond plus de la sûreté du con-

---

dit-on, légèrement blessé par un faux mouvement que fit le député, qui jetta le poignard à terre, reçut de madame Buonaparte, un baiser et un diamant de 2,000 écus.

» seil. Je vous invite à vous retirer. » L'invitation demeurant sans effet, un autre officier monte au bureau du président et s'écrie : « Représentans, retirez-vous ! le général a donné des ordres! » L'injonction étant tout aussi vaine, un troisième officier prononce ces mots : « grenadiers, en avant. » Les grenadiers marchent; et la salle est évacuée au son du tambour, qu'accompagnent les cris de fureur que poussent les députés.

Quatre heures après cette scène, le président rentra dans la salle, avec un petit nombre de membres du conseil. Leur premier soin fut de déclarer que Buonaparte, que les autres généraux et officiers, que les troupes sous leurs ordres, et les deux grenadiers, qui avaient fait un rempart de leur corps au général en chef, avaient bien mérité de la patrie. Une commission de cinq membres fut chargée, pour la forme, de présenter des mesures de salut public. A onze heures du soir, Boulay, dit de la Meurthe, son rapporteur, vint entretenir le conseil de la nécessité d'établir un ordre de choses intermédiaire et provisoire, jusqu'à ce qu'on eut réparé les vices que l'expérience avait fait découvrir dans la constitution, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'on en eût fait une qui fût conforme aux vues du parti triomphant. Villetard fit ensuite adopter

un projet de résolution, dont le 1er. article portait : « Il n'y a plus de directoire exécutif. » Par l'article second, le corps législatif créait provisoirement une commission consulaire exécutive, composée de Sieyes, de Roger-Ducos et de Buonaparte. D'autres dispositions ordonnaient l'ajournement des deux conseils jusqu'au 20 février de l'année 1800, et la formation de deux commissions législatives intermédiaires. Enfin, soixante et un députés furent déclarés inhabiles à exercer les fonctions législatives.

Le conseil des anciens n'avait délibéré qu'en comité général, durant l'orage qui avait éclaté dans celui des cinq-cents ; et il avait pris d'avance des mesures semblables à celles que nous venons de rapporter, auxquelles il s'empressa de donner sa sanction, lorsqu'elles lui eurent été présentées.

La loi rendue, les trois consuls prêtèrent, dans le sein de l'un et de l'autre conseil, le serment de fidélité à la république une et indivisible, à la liberté, à l'égalité et au système représentatif. Deux d'entr'eux ne peuvent être accusés de l'avoir violé. Chacun sait qu'il n'en est pas ainsi du troisième (1).

---

(1) Le 11 novembre, on lut sur tous les murs de Paris

Tous les hommes sensés applaudirent au renversement d'institutions, desquelles on ne pouvait plus attendre que dissensions, et qui mettaient continuellement en problême les propriétés et l'existence même des citoyens. On ne se doutait pas encore, il est vrai, que c'était une tyrannie qui allait être substituée à une autre; et les premières opérations de la commission consulaire furent de nature à lui mériter la confiance. Elle s'empressa de faire révoquer une mesure atroce, connue sous le nom de loi des otages, mesure qui donnait un caractère légal à l'arbitraire le plus révoltant, et rendait une classe de citoyens responsable de crimes commis par d'autres (1). Il en fut de même de l'emprunt forcé de 100,000,000 de francs, qui n'était qu'un impôt progressif, désastreux et subversif de la propriété. Un acte

une proclamation, datée de la veille, à onze heures du soir, et dans laquelle Buonaparte rendait compte, à sa manière, de ce qui s'était passé à St.-Cloud. Il la commençait de la sorte: « A mon retour, j'ai trouvé la division dans toutes les autorités; tous les partis sont venus à moi, m'ont confié leurs desseins, dévoilé leurs secrets, et m'ont demandé mon appui; j'ai refusé d'être l'homme d'un parti. » Il ne voulait alors de parti que celui dont il serait le chef.

(1) Voyez le Moniteur des 30 messidor et 1er. thermidor de l'an VIII.

de justice que firent aussi les consuls provisoires, fut d'ordonner que les émigrés, jetés sur les côtes de France par la tempête, et que le directoire avait prétendu faire assimiler aux émigrés rentrés sans autorisation, c'est-à-dire, envoyer à l'échafaud, fussent conduits hors des frontières. C'était tout ce que l'on pouvait faire, d'après les odieuses lois qui étaient alors en vigueur; et cette triste faveur, les naufragés de Calais la sollicitaient depuis quatre ans.

Les deux commissions législatives avaient chargé, pour la forme, plusieurs de leurs membres de faire un travail sur la constitution. Mais il paraît que Sieyes, qui avait de la célébrité en ce genre, fut celui qui contribua le plus à la rédaction du nouvel acte constitutionnel, dont la promulgation eut lieu le 16 décembre. C'était une chose difficile, ou pour mieux dire impossible, que de donner à la France une constitution républicaine, qui pût se maintenir. Aussi la difficulté ne fut-elle pas vaincue; mais elle fut éludée avec une sorte d'habileté. Voici quels furent les élémens de la nouvelle organisation que reçut le gouvernement. Le premier corps de l'état fut un sénat dit conservateur, mais qui aurait été appelé plus convenablement collége électoral-général. Les membres en devaient être à vie, et âgés de quarante ans accomplis. Le nombre en

fut porté à soixante; mais il devait s'accroître de deux tous les ans, jusqu'à ce qu'il fût élevé à quatre-vingts. Le sénat nommait, sur une liste de trois candidats, présentés, le 1er., par le corps législatif, le 2e., par le tribunat, et le 3e. par le premier consul, les membres du corps législatif et du tribunat, les consuls, les juges de cassation et les commissaires de la comptabilité. On avait voulu de la sorte, suppléer aux élections populaires, qui, libres, auraient été trop favorables aux royalistes, et qui, violentées par les révolutionnaires, auraient peuplé d'anarchistes les conseils nationaux.

La puissance législative était partagée entre le gouvernement, le tribunat et le corps dit législatif.

Le tribunat devait compter cent membres, âgés de vingt-cinq ans accomplis, et rééligibles indéfiniment, tant qu'ils resteraient sur la liste nationale, qui devait se former ainsi : tous les citoyens de l'arrondissement communal devaient déléguer un certain nombre d'entr'eux, équivalent au dixième de leur nombre total. Les élus de l'arrondissement devaient en faire autant pour le département ; et les élus du département devaient nommer ceux d'entr'eux qui devaient être inscrits sur la liste nationale. C'était faire participer un grand nombre d'individus à l'exercice

du droit de cité, dont l'importance n'était pas grande, il est vrai; mais du moins on évitait les inconvéniens qu'occasionent des exclusions nombreuses.

Le tribunat devait se renouveler par cinquième tous les ans, discuter les lois, en voter l'adoption ou le rejet, et nommer trois orateurs par qui les motifs de son vœu seraient exposés et soutenus devant le corps législatif. Cette institution, la seule qui fût réellement populaire, dans la nouvelle constitution, donna bientôt de l'ombrage, et son existence ne fut pas de longue durée.

Le corps législatif devait être composé de trois cents membres, âgés de 30 ans accomplis, et être renouvelé par cinquième chaque année. Sa session devait commencer le 1er. frimaire du calendrier révolutionnaire. Il devait voter par scrutin secret, et sans aucune discussion de la part de ses membres. On avait tant abusé de la parole dans les assemblées législatives précédentes, qu'on avait cru devoir en priver celle-ci, idée devenue bien ridicule, et que paraît avoir fournie l'anglais Harrington, auteur d'un plan de république, connu sous le nom d'*Oceana*.

Les séances du corps législatif et du tribunat devaient être publiques; mais le nombre des assistans ne devait pas excéder celui de deux cents,

Le gouvernement était confié à trois consuls (ou plutôt à un seul), nommés pour dix ans et rééligibles indéfiniment. Les plus grandes prérogatives étaient conférées au premier de ces trois magistrats. Il promulguait les lois, nommait et révoquait à volonté tous les agens de la puissance exécutive. Tous les juges, excepté ceux du tribunal de cassation et les juges de paix (1), étaient également nommés par lui; mais il ne pouvait les destituer. Dans les autres actes de gouvernement, les deuxième et troisième consuls avaient voix consultative, avec faculté de faire inscrire leur opinion sur le registre des délibérations; mais la décision appartenait exclusivement au premier consul à qui, de la sorte, on n'avait donné pour tout contrôle que deux témoins de ses opérations.

Enfin, un conseil d'état était chargé de rédiger, sous la direction des consuls, les projets de loi et les réglemens d'administration publique, et de résoudre les difficultés qui s'éleveraient en matière administrative. C'était parmi ses membres que devaient être choisis les trois orateurs qui devaient porter la parole au nom du gouvernement, devant le corps législatif.

---

(1) L'élection des juges de paix était aissée au peuple.

Il est probable que les grandes attributions faites au chef du pouvoir exécutif, le furent d'accord avec Sieyes, qui ne partageait pas, à cet égard, les préjugés de la plupart des révolutionnaires, et qui, d'ailleurs, avait imaginé un moyen de retenir dans les bornes du devoir, le premier magistrat. Le sénat devait être investi du droit de destituer, sans en donner les motifs, tout dépositaire de l'autorité publique, qui serait alors devenu membre de ce corps; mais Buonaparte ne voulut pas souscrire à cette condition, qui, d'ailleurs, était de nature à paralyser toute l'action du gouvernement, à qui seul la constitution donnait la faculté d'agir, le corps législatif et le tribunat même étant entièrement passifs.

La manière dont fut nommé le premier consul est très-remarquable. Soit que Buonaparte se crût hors de pair, et qu'en conséquence il n'ait pas voulu soumettre ses prétentions à un corps électoral quelconque, soit qu'il craignît un concurrent, il prit le parti de se nommer lui-même; car, vu l'influence qu'il exerçait sur les rédacteurs de l'acte constitutionnel, on ne peut caractériser autrement sa nomination. L'article XXIX de cet acte était ainsi conçu : « La constitution nomme le citoyen Buonaparte, premier » consul; le citoyen Cambacérès, deuxième con-

Il avait été décrété, le 10 novembre, que les deux précédens conseils législatifs se rassembleraient, de plein droit, le 20 février 1800. On s'inquiéta peu de cette disposition, que même on annula virtuellement en soumettant la nouvelle constitution à l'acceptation du peuple français, non pas réuni en assemblées primaires, ce qui semblait indispensable pour rendre l'opération légale. On ouvrit dans toutes les administrations, et chez divers officiers publics, des registres sur lesquels les citoyens devaient inscrire leurs votes. On n'attendit pas même le recensement général, pour mettre en activité la constitution. Ce recensement, qui fut annoncé par une proclamation des consuls en date du 17 février, portait 3,012, 569 acceptations, et seulement 1,562 refus; ce qu'il est facile de croire, le changement opéré au 18 brumaire, n'ayant pas été vu de mauvais œil par la généralité des citoyens, qui, fatigués d'une si longue anarchie, ne demandaient qu'à être gouvernés, et qui, d'ailleurs, n'avaient alors rien de mieux à espérer.

Les consuls signalèrent leur entrée en fonctions

Justice.—Boulay, *président*; Berlier, Moreau de Saint-Méry, Emmery, Réal.

Intérieur.—Rœderer, *président;* Benezech, Cretet, Chaptal, Regnauld de Saint-Jean-d'Angely, Fourcroy.

par diverses proclamations, où ils promettaient beaucoup de modération. Buonaparte en fit autant dans celle qu'en particulier il adressa aux français. Il est permis de supposer qu'il n'en fut pas l'auteur; le style en est froid et sans couleur, ce qui nous dispense d'en rien rapporter. Nous n'en ferons pas autant de sa proclamation à l'armée. « Soldats! dit-il, en pro-
» mettant la paix au peuple français, j'ai été
» votre organe : je connais votre valeur. Soldats!
» ce ne sont plus vos frontières qu'il faut défendre,
» ce sont les états ennemis qu'il faut envahir. »
Nous invitons le lecteur à remarquer cette phrase, sur laquelle nous reviendrons promptement.

Pour prouver que les promesses de modération qu'ils avaient faites ne seraient pas entièrement illusoires, les trois consuls s'empressèrent de permettre à la plupart des députés et des simples citoyens, qui avaient été proscrits au 18 fructidor, de rentrer en France ou d'y reparaître. Nous avons déjà dit que le malheureux Aubry ne fut pas du nombre de ceux qu'on rappela.

Les consuls firent aussi quelques autres actes dignes d'éloge. Le corps de l'infortuné Pie VI était resté en dépôt à Valence, sans qu'il eût reçu aucun honneur funèbre; on ordonna de les lui rendre. Enfin, divers administrateurs, qui s'étaient montrés les persécuteurs de leurs

concitoyens furent destitués ; et la plupart des choix, que fit le premier consul pour les nombreuses places de l'administration et de l'ordre judiciaire, se portèrent sur des hommes, auxquels on n'avait point à reprocher de trop grands excès.

Buonaparte fit, à l'intant même de son installation, une demande dont le résultat paraît n'avoir pas été sans influence sur sa destinée. Nous voulons parler de la lettre qu'il adressa au roi d'Angleterre, et dont voici le texte avec tous ses accompagnemens révolutionnaires :

République française. *Souveraineté du peuple.*

LIBERTÉ. ÉGALITÉ.

Paris, 3 nivôse an 8 (26 décembre 1799).

Buonaparte, premier consul de la republique, à S. M. le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

« Appelé par les voeux de la nation française,
» à occuper la première magistrature de la répu-
» blique, je juge convenable, en entrant en fonc-
» tion, d'en donner une communication directe
» à Votre Majesté.

» La guerre, qui, depuis huit années, a ravagé
» les quatre parties du monde, doit-elle être éter-
» nelle ? N'y a-t-il point de moyens de parvenir à
» s'entendre ?

» Comment les deux nations les plus éclairées
» de l'Europe, dont la puissance et la force sont
» plus grandes que ne l'exigent leur sûreté et leur
» indépendance, peuvent-elles sacrifier à l'idée
» d'une vaine grandeur les bienfaits du commerce,
» de la prospérité intérieure et du bonheur des
» familles? Comment ne sentent-elles pas que la
» paix est aussi glorieuse que nécessaire?

» Ces sentimens ne peuvent être étrangers au
» cœur de V. M., qui règne sur une nation libre
» et dans la seule vue de la rendre heureuse.

» V. M. ne verra dans cette ouverture que mon
» sincère désir de contribuer efficacement à une pa-
» cification générale; par une démarche prompte,
» franche et débarrassée de ces formes, qui, né-
» cessaires peut-être pour déguiser la dépendance
» des états faibles; ne prouvent, dans ceux qui
» sont forts, que le désir mutuel de se tromper.

» La France et l'Angleterre, par l'abus de leur
» force peuvent long-tems encore, pour le mal-
» heur de toutes les nations, retarder le moment
» de leur épuisement absolu; mais j'oserai le dire,
» le sort de toutes les nations civilisées est attaché
» à la fin d'une guerre qui enveloppe le monde
» entier. »

Cette lettre fut expédiée par le ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand, au secrétaire d'état lord Grenville, qui, le 4 janvier 1800, lui

répondit qu'il l'avait mise sous les yeux du roi, et que S. M. ne voyait aucune raison de se départir des formes établies depuis long-tems en Europe pour traiter avec les états étrangers. A cette réponse était jointe une note dont nous allons rapporter la substance. Le roi, était-il dit dans cette pièce, avait donné des preuves fréquentes de son désir sincère pour le rétablissement d'une tranquillité sûre et permanente en Europe. Ce n'était point par une vaine et fausse gloire qu'il s'était engagé dans la contestation ; il ne s'était proposé que de maintenir les droits et la félicité de ses sujets. Il ne pouvait espérer d'y parvenir en négociant avec ceux qu'une révolution avait si récemment investis du pouvoir en France. Il ne devait résulter d'une telle négociation aucun avantage réel, jusqu'à ce qu'il fût démontré que les causes qui avaient occasioné la guerre, et qui en avaient prolongé la durée, avaient cessé d'agir. Tant que prévaudrait, en France, le système qui avait plongé cet état dans un abîme de maux, et étendu sur toute l'Europe, et même sur les autres parties du monde, sa funeste influence, il était impossible que la paix fût rétablie. On ne pouvait prendre confiance en de vagues assurances d'intentions pacifiques, qu'avaient professées tous ceux qui, alternativement, avaient employé les ressources de la France, au bouleversement de l'Eu-

rope. S. M. ressentirait un plaisir particulier, poursuivait-on, dès qu'elle s'apercevrait que les dangers, qui avaient si long-tems menacé ses propres domaines et ceux de ses alliés, avaient cessé réellement; qu'elle pourrait se convaincre que la résistance n'était plus nécessaire; et, qu'après tant d'années de crimes et de malheurs, elle verrait régner en France, de meilleurs principes; en un mot, lorsqu'on y aurait renoncé complètement à ces gigantesques projets d'ambition, à ces plans de destruction, qui avaient mis en problême jusqu'à l'existence de la société civile. La conviction d'un pareil changement ne pouvait résulter que de l'expérience et de l'évidence des faits.

« Le garant le plus naturel, et le meilleur en » même tems de la réalité et de la stabilité de ce » changement, portait ensuite la note, se trouverait dans le rétablissement de cette race de princes, qui, durant tant de siècles, surent maintenir » au-dedans la prospérité de la nation française, » et lui assurer de la considération et du respect » au-dehors. Un tel événement aurait écarté à » l'instant, et il écartera dans tous les tems, les » obstacles qui s'opposeraient aux négociations » de la paix. Il assurerait à la France, la jouissance » non contestée de son ancien territoire, et donnerait à toutes les autres nations de l'Europe, » par des moyens tranquilles et paisibles, la sûreté

» qu'elles sont maintenant forcées de chercher
» par d'autres moyens.

» Mais quelque désirable que puisse être, et
» pour la France et pour le monde entier, un
» pareil événement, S. M. n'y attache pas exclu-
» sivement la possibilité d'une pacification solide
» et durable. S. M. ne prétend pas prescrire à la
» France, quelle sera la forme de son gouver-
» nement, ni dans quelles mains elle déposera
» l'autorité nécessaire pour conduire les affaires
» d'une grande et puissante nation. »

Le roi, ajoutait la note, ne songeait qu'à la sûreté de ses propres états et de ceux de ses alliés, et qu'à la tranquillité générale de l'Europe. Par malheur, il n'existait aucune garantie des principes qui devaient guider le nouveau gouvernement de la France, et rien ne pouvait faire juger qu'elle en serait la stabilité. Il ne restait donc à S. M. qu'à poursuivre, de concert avec les autres puissances, une guerre juste et défensive, que son zèle pour le bonheur de ses sujets ne lui permettrait jamais de continuer sans nécessité, ni de cesser à d'autres conditions que celles qu'elle croirait propres à garantir leur tranquillité, leur constitution et leur indépendance.

M. de Talleyrand répondit à cette note par une autre qui portait la date du 14 janvier 1800.

Il y entra dans une discussion détaillée sur l'origine de la guerre, qui ne pouvait être reprochée à la nation française, disait-il, puisqu'elle n'avait fait que prendre les armes pour repousser une attaque injuste et pour s'opposer aux projets de partage qu'on avait formés contre son territoire. Il affirmait que la république n'avait combattu que pour assurer son indépendance; qu'aussitôt qu'elle avait vu qu'on renonçait au projet de la subjuguer, elle avait exprimé des sentimens pacifiques, et que si, entraîné par l'animosité qu'avaient produite les efforts de l'Angleterre pour la ruine de la France, le gouvernement précédent n'avait pas témoigné toujours autant de modération que la nation avait fait preuve de courage, ce reproche ne tombait pas sur le premier consul. M. de Talleyrand rappelait ensuite qu'à une époque où le gouvernement français n'offrait pas la force et la solidité qu'il avait, à l'époque où l'on était parvenu, la Grande-Bretagne avait cru pouvoir entrer en négociation avec lui. Le ministre de Buonaparte finissait par proposer une suspension d'armes, et l'envoi de plénipotentiaires respectifs à Dunkerque ou dans toute autre ville convenablement située, pour la promptitude des communications.

Cette note fut suivie d'une réplique de lord Grenville, en date du 20 janvier, et portant

qu'on avait vu avec déplaisir que le gouvernement de la France tentât de défendre systématiquement les attaques non provoquées qu'elle s'était permises, et qu'on se servît, à cet effet, de prétextes suffisamment repoussés par le propre témoignage des hommes qui avaient été les auteurs de la guerre (1). Le secrétaire d'état indiqua de nouveau le moyen de rapprochement dont il avait parlé dans sa note précédente, et auquel Buonaparte était bien éloigné d'avoir recours.

La négociation en demeura là; mais toutes les pièces en furent communiquées au parlement britannique. Lord Grenville fit remarquer que le ton même, qui régnait dans celles qui provenaient du gouvernement français, prouvait qu'il n'avait pas changé de système, et il en conclut qu'il était impossible d'obtenir une paix honorable et sûre. Pour démontrer que Buonaparte ne pouvait inspirer aucune confiance, il fit l'énumération de toutes les perfidies dont il s'était déjà rendu coupable, et il cita une lettre interceptée, par laquelle, en quittant l'Egypte, le général français avait recommandé à Kléber, son successeur, de conclure, s'il le fallait, un traité avec la Porte, pour l'évacuation de cette pro-

(1) Les Girondins qui s'en étaient vantés plusieurs fois.

vince, mais d'en retarder l'exécution, sous prétexte que les articles en devaient être préalablement ratifiés à Paris. La conduite du ministère britannique fut approuvée par la chambre des pairs, dans la forme usitée d'une adresse au roi, qui fut votée par une immense pluralité de suffrages.

Dans la chambre des communes, M. Pitt, l'âme du ministère, en défendit la cause dans un des plus longs et des plus éloquens discours qu'il ait jamais prononcés. Il examina la conduite des divers gouvernemens révolutionnaires de France, depuis le commencement des hostilités entre cette puissance et la Grande-Bretagne, examen dans lequel fut comprise la conduite que Buonaparte avait tenue en Italie et en Égypte. Comme dans le cours du débat, on avait demandé au ministre s'il croyait pouvoir rétablir la monarchie en France, contre le vœu de la nation française, il fit, à cette question, une réponse que les événemens postérieurs ont rendue prophétique : « Je ne l'ai jamais pensé, je ne l'ai jamais espéré ! dit-il ; mais j'ai pensé, j'ai espéré, qu'il pourrait venir un tems où les succès des armes des alliés feraient cesser l'oppression dans laquelle la force militaire tient la France, et permettraient aux français de donner l'essor à leurs vœux ! » L'objection faite par M. de

Talleyrand, dans sa note du 14 janvier, qu'on avait ouvert des négociations avec le directoire exécutif, fut répétée par l'opposition. M. Pitt avoua que les grands efforts que l'Angleterre avait faits, ayant épuisé les ressources ordinaires au moyen desquelles elle entretenait ses immenses armemens, le ministère avait jugé la paix préférable, quelque peu sûre qu'elle pût être, à la continuation d'une guerre qui n'aurait été soutenue que faiblement. Mais à l'époque où l'on était parvenu, la Grande-Bretagne se trouvait en état de pousser les opérations militaires avec vigueur, jusqu'à ce qu'il fût possible de conclure une paix honorable et stable. La proposition d'une adresse, de la même teneur que celle que la chambre des lords avait votée, fut également approuvée par une grande pluralité de suffrages.

On a paru croire que Buonaparte était de bonne foi dans l'offre qu'il faisait de traiter avec l'Angleterre. Il est probable, il est vrai, qu'il désirait de conclure la paix avec cette puissance, mais dans le cas, seulement, où il en dicterait les conditions. Pour prouver qu'il voulait réellement la paix, il aurait fallu qu'il adressât à toutes les puissances belligérantes, une invitation d'entrer en négociation sur le champ. Il l'aurait proposé surtout à l'Autriche, sur laquelle

une première démarche de ce genre avait produit tant d'effet. Mais l'Autriche était en possession des provinces qui formaient la république cisalpine, que Buonaparte ne pouvait lui reprendre qu'au moyen de nouvelles hostilités. Il avait promis à cette même république de voler à son secours si jamais elle en avait besoin, et il voulait accomplir sa promesse, ce que démontre assez le passage de son adresse à l'armée, que nous avons rapportée. Comme il ne pouvait espérer que l'Angleterre engageât l'Autriche à se dessaisir des états qu'elle avait recouvrés, ni qu'elle consentît à délaisser cette ancienne alliée, son offre d'entrer en négociation n'était qu'un artifice pour induire en erreur la nation française, et fournir, aux membres de l'opposition dans le parlement britannique, un moyen de contrarier la marche du ministère.

Si l'attente de Buonaparte ne dut pas être trompée par le refus qu'il essuya de la part du cabinet britannique, il paraît, du moins, qu'il fut vivement blessé par la proposition qui lui fut faite indirectement, de rétablir le légitime souverain, c'est-à-dire, de renoncer à un poste qu'il se flattait de ne quitter qu'avec la vie. Ce sujet suggéra les plaisanteries les plus indécentes aux journaux, qui étaient immédiatement dans sa dépendance. Ils supposèrent des lettres de re-

merciment au roi d'Angleterre ; de la part du roi de France, et ils empruntèrent le nom du dernier rejeton des Stuarts, qu'ils firent complimenter George III, sur les principes de légitimité professés par ses ministres, et en conséquence desquels il le sommait de lui restituer la couronne.

Le premier consul ne tarda pas à démontrer, d'une tout autre manière, qu'il n'entrait pas dans ses calculs de rendre le trône à la maison de Bourbon.

Cette guerre cruelle, durant laquelle tant de français ont péri de la main des français, n'était pas encore terminée, lorsque Buonaparte saisit les rênes du gouvernement. Voulant y mettre fin avant le renouvellement des hostilités en Allemagne et en Italie, il réunit soixante mille hommes sous le commandement des généraux Hédouville et Brune. Leurs instructions les autorisaient à recourir à la voie des négociations comme à celle des armes. Ils réussirent dans l'une et dans l'autre ; et presque tous les chefs vendéens se soumirent. Le comte de Frotté, resté seul armé, se vit aussi réduit à céder. Le 15 février, il alla, accompagné de six autres royalistes, trouver le général Guidal, qui commandait dans Alençon, et qui les fit tous arrêter, quoi qu'ils fussent venus d'après l'invitation qui leur avait été faite et

les garanties qui leur avaient été données. On enleva leurs papiers ; et le 16, à sept heures du matin, on les fit partir pour Verneuil, sous une escorte de dix-huit cents hommes. Ils arrivèrent, à huit heures du soir, dans cette ville, où déjà une commission militaire était assemblée. La procédure qui fut dirigée contr'eux ne dura que peu d'instans. Les sept royalistes condamnés à mort, furent conduits au supplice à la lueur des flambeaux. Se tenant tous par la main, ils y marchèrent d'un pas ferme. Frotté, jettant sa bourse au grenadier placé devant lui, le pria de viser juste. Il tomba le premier et entraîna dans sa chûte ses compagnons d'infortune, dont plusieurs ayant été manqués, furent achevés à terre.

Pour affaiblir l'horreur de cette exécution, on produisit une lettre écrite par Frotté, au baron d'Hugon, et trouvée sur ce dernier, dont il s'était fait accompagner. Il y disait : « Nos » perfides et insolens ennemis nous traiteront » peut-être plus durement que les autres, parce » que nous sommes venus les derniers. N'im- » porte, il faut bien souscrire à tout, mais non » au désarmement ; du moins, ce ne sera jamais » par mon ordre. » On répond à cette accusation, que Frotté était encore en état de guerre, et qu'en aucun cas, sa lettre, écrite dans un

moment de trouble et d'hésitation, ne pouvait être considérée comme une infraction à des conditions qui n'existaient pas encore. Ce fait, qui lui était personnel, ne pouvait, d'ailleurs, colorer l'assassinat de ses infortunés camarades, qui n'avaient pas été arrêtés les armes à la main, mais qui venaient demander la paix et qui étaient sous la sauve-garde d'une escorte républicaine.

La cause de la perte de Frotté fut probablement une proclamation qu'il avait faite après la journée de St.-Cloud, et dans laquelle il avait traité Buonaparte de lâche, qui, au milieu du conseil des cinq-cents, était tombé évanoui entre les bras de ses grenadiers.

L'exécution de Verneuil ne fut pas la seule qui fit couler le sang des vendéens. Le comte de Toustain, venu pour embrasser son père, qui était détenu au Temple, fut accusé d'avoir acheté des armes et des munitions. Une commission militaire, assemblée à la hâte, le condamna à mort. A peine avait-il dix-huit ans. Sa jeunesse, ses traits intéressans et le calme de son maintien touchèrent le peuple, dont le mécontentement éclata en murmures. En même tems, le chevalier de Thelot, autre officier royaliste, condamné par la commission militaire d'Évreux, était fusillé à Versailles. Ces supplices étaient des gages que Buonaparte don-

nait à la révolution, et c'était ainsi qu'il répondait à ceux qui lui supposaient le dessein de rétablir les Bourbons, et peut-être même à la proposition qui lui en avait été faite par les chefs vendéens. Ceux-ci, quoi qu'il en soit, furent invités à se rendre à Paris, où il devait être plus facile de les épier et de les séduire. MM. d'Autichamp, de Bourmont et de Châtillon, y arrivèrent les premiers. Georges, le trop malheureux Georges, y vint aussi. Buonaparte lui fit, en personne, les offres les plus brillantes; mais il les repoussa en disant: « J'ai » prêté, à la maison de Bourbon, un serment » que je ne violerai jamais. » Instruit qu'on avait résolu de le faire arrêter, il partit à l'instant et passa en Angleterre, où, pour prix de ses services, il reçut de son souverain, le grand cordon de l'ordre de St.-Louis.

Après cette retraite, la soumission de tous les départemens de l'Ouest fut assurée pour un grand nombre d'années (1).

---

(1) *Histoire de la guerre de la Vendée*, etc., par M. Alph. de Beauchamp, tom. IV, quatrième édition.
Michaud

FIN DU TOME PREMIER.

